

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

Le Monde

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE — N° 13649 — 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 15 DÉCEMBRE 1988

Le discours du chef de l'OLP devant l'ONU à Genève

Jérusalem et Washington rejettent « l'initiative de paix » de M. Arafat

D'une intransigeance à l'autre

Certains discours valent autant par leur tonalité et le décor où on les prononce que par leur substance. Aussi l'historien redonne-t-il d'abord de la longue allocution de M. Yasser Arafat à Genève sa « musique » empreinte d'harmonieuse modération — et son audace, solennel et conquis d'avance. Est-ce parce que les « paroles » du chef de l'OLP n'expriment pas toute l'audace que requiert le caractère exceptionnel de l'événement ? M. Arafat voulait faire de son intervention le point d'orgue de son « offensive de paix ». Il a amplement rempli cette mission. Sur le fond des choses, le scénario de Genève n'a rien apporté d'essentiel. Certes, le leader palestinien a fait sienne comme base du processus de paix la résolution 242, et elle seule, il ne l'a pas assortie, comme l'avait fait le Conseil national palestinien d'Alger, d'une demande de « garantie des droits nationaux » de son peuple, un rajout où certains avaient vu une distorsion de la 242. En revanche, M. Arafat n'a ni reconnu explicitement, et sans la moindre équivoque, l'existence d'Israël, ni même repris les termes du communiqué rédigé la semaine dernière à Stockholm, où il déclarait « accepter » l'existence de l'Etat hébreu.

Pouvait-on raisonnablement attendre du « patron » de l'OLP une hardiesse supplémentaire ? Non seulement il n'avait reçu aucun mandat pour aller beaucoup plus loin que la déclaration d'Alger, mais surtout ses adversaires « radicaux », en embuscade au sein même du Fatah, guettent le moindre de ses faux pas. M. Arafat et Hameed ont condamné le « document de Stockholm », qu'ils tiennent pour une « déformation » des décisions d'Alger, tandis que M. Kaddoumi appelle mardi à la poursuite de la « lutte armée ».

Il n'empêche. Ce qui importe avant tout, c'est que l'OLP, dans ses forces vives, a changé, au cours des derniers mois, de langage et aussi, semble-t-il, de stratégie. Tout porte à croire qu'après quarante ans d'immobilisme et de refus de regarder en face la réalité proche-orientale, les dirigeants palestiniens sont enfin en train d'admettre l'idée d'une future coexistence avec l'Etat juif. Seuls les aveugles peuvent ne pas voir l'importance de cette évolution, fût-elle encore incomplète.

Le premier ministre israélien est le plus aveugle de tous. M. Itzhak Shamir n'a que faire de la « paix des braves » offerte par M. Arafat. L'idée même d'avoir à dialoguer, le moment venu, avec un homme qui incarne à ses yeux le mal absolu, le réveille vicieusement. « Arafat pourrait bien prêter serment sur le Talmud, il ne deviendrait pas casher pour autant auprès de certains », prédisait un jour un commentateur israélien. L'attitude du chef du Likoud confirme ce sombre pronostic. On a assez déploré pendant des années l'intransigeance arabe pour regretter aujourd'hui l'entêtement de Jérusalem.

Les choses ont au moins décoloré le mérite d'être claires : pour la droite israélienne, M. Arafat ne sera jamais un interlocuteur acceptable. Quant aux Etats-Unis, il leur faudra bien dire clairement, tôt ou tard, s'ils partagent ce jugement. En attendant, l'obstination semble bien avoir changé de camp au Proche-Orient.



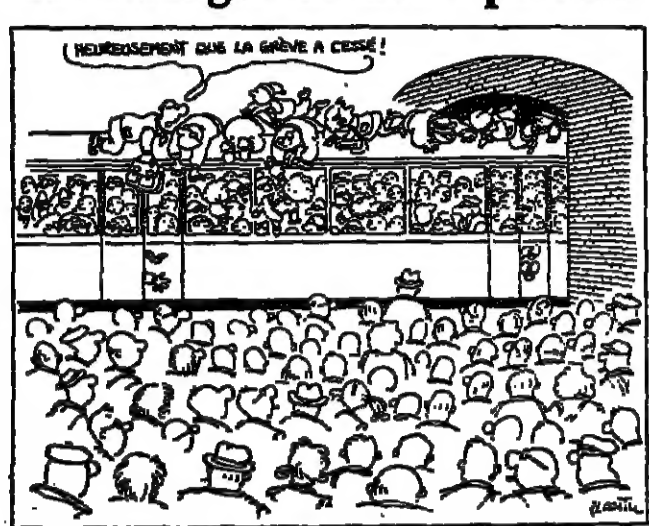
L'allocution prononcée mardi 13 décembre à la tribune des Nations unies à Genève par M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'OLP, n'a satisfait ni les Etats-Unis ni Israël, qui ont rejeté son « initiative de paix ». Le dirigeant palestinien, qui avait offert aux Israéliens de venir à Genève « pour que nous accomplissions la paix », devait y tenir une conférence de presse mercredi soir.

Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a rejeté en bloc mardi, au cours d'une conférence de presse à Jérusalem, les propos du numéro un palestinien. Il les a qualifiés de « monumentale supercherie ». « Les positions fondamentales de l'OLP », a-t-il ajouté, « n'ont pas changé. Celle-ci reste une organisation terroriste. (...) Sa raison d'être est la destruction d'Israël ».

A Washington, le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, a décelé dans le discours de M. Arafat « quelques éléments intéressants et quelques éléments positifs ». Il a ajouté cependant que le chef de la centrale palestinienne était « resté ambigu sur les problèmes clés qui doivent être évoqués clairement pour permettre aux Etats-Unis d'engager un dialogue substantiel avec l'OLP ». « Ce discours », a-t-il dit, « ne remplit pas nos conditions ».

(Lire pp. 3 et 4 les articles d'YVES HELLER, ISABELLE VICHNICIAK, ALAIN FRACHON et JAN KRAUZE.)

Les blocages du métro parisien



Cent cinquante-neuf ouvriers des ateliers de réparation empêchent le retour à la normale à la RATP. (Lire page 36.)

Crédits accrus, procédures transformées

Coup d'accélérateur pour la recherche scientifique

La France souffre, en matière de recherche, d'un déficit de 25 milliards de francs estime le ministre de la recherche et de la technologie. Pour pallier ce retard d'ici à 1993, le conseil des ministres du 14 décembre a examiné différentes mesures de relance pour la recherche de base — qui sera évaluée par une haute autorité — et pour la recherche industrielle.

La France joue-t-elle dans le monde le rôle qui devrait être le sien en matière de recherche et de technologie ? Assurément non si l'on en juge par le bilan que le ministre, M. Hubert Curien, a dressé de ce secteur lors du conseil des ministres du mercredi 14 décembre. Certes, le pays n'est pas encore au bord du gouffre, mais des lacunes se font jour qu'il convient de ne pas laisser s'élargir. Car s'il est clair que depuis le début des années 80, une certaine priorité est accordée à la recherche, force est de reconnaître qu'en France l'effort de recherche et de développement est inférieur à celui des principaux concurrents.

Les crédits consacrés à la recherche n'ont en effet atteint en 1986 que 2,25 % du produit intérieur brut alors qu'ils dépassaient les 2,7 % pendant la même période aux Etats-Unis et en République fédérale d'Allemagne.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.
(Lire la suite page 13.)

L'Algérie en ébullition

I. — Le fleuve détourné

La tension est montée mardi 13 décembre au sein des médias algériens, où l'on assiste à un « retour en force de la censure », selon le Mouvement des journalistes d'Algérie. Cette organisation, non légalisée, a décidé d'entreprendre une « série d'actions ». D'autre part, une table ronde sur les droits de l'homme vient d'être interdite dans la capitale.

ALGER
de notre correspondant spécial

Le docteur Saïd Sadi va encore faire parler de lui, avec l'espoir, cette fois, quand même, compte tenu du vent de démocratisation

qui, depuis deux mois, décoiffe les dirigeants, de ne pas être cueilli à domicile par la sécurité militaire, la trop fameuse et principale police secrète du régime. « Mille cadavres de jeunes me protègent » (1), murmure-t-il avec un rire forcé.

En 1966 il n'avait pas vingt ans lorsqu'il fut renvoyé provisoirement de l'établissement où il étudiait, pour avoir refusé d'arabiser une pièce de théâtre. Commencant ainsi un long jeu de cache-cache avec les autorités qui, en 1985, le conduira pour trois ans en prison en tant que cofondateur de la Ligne algérienne des droits de l'homme, créée la même année par M. Abdenour Ali-Haya, ancien ministre de Boumediène passé à l'opposition.

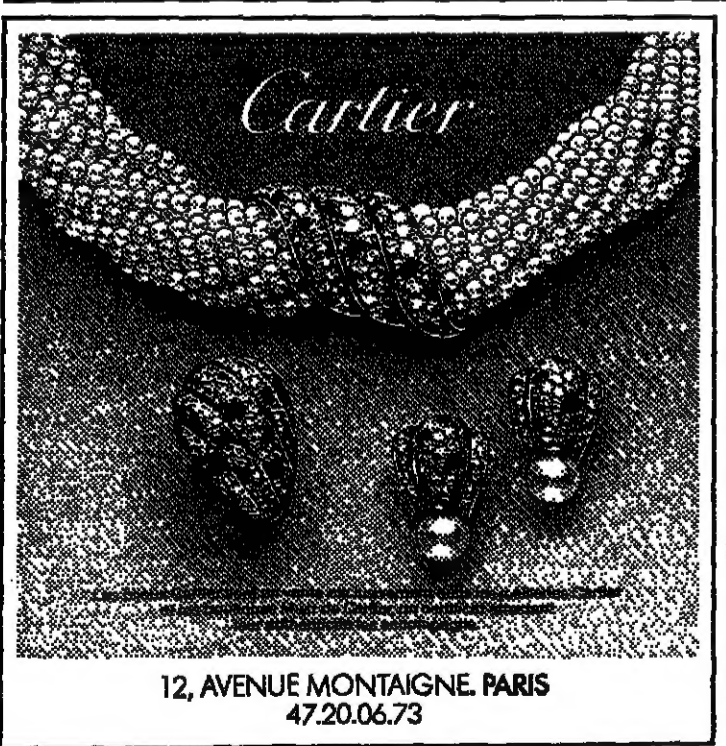
C'est au bain de Lambèse, fondé par Napoléon III dans les Aurès pour y déporter ses opposants, et l'Algérie indépendante a fait de même, que Saïd Sadi a préparé le nouveau « coup » qui ne manquera pas d'attirer l'attention sur lui.

Psychiatre, il s'est livré à une longue analyse de ses compatriotes et il est arrivé à la conclusion qu'ils ont été victimes d'une sorte de « refoulement historique » qui a complètement faussé l'évolution générale de la nation, depuis l'indépendance : « La grande erreur psychopolitique des chefs de l'indépendance a été de croire qu'on pouvait, qu'on devait, accrocher 1962 à 1830 et effacer les cent trente-deux ans de colonisation française. »

Le docteur Saïd convient également que l'erreur identique guettait les multiples mouvements démocratiques libérés par la révolution d'octobre est de « vouloir revenir à la pureté mythique de 1962 en négligeant les vingt-six ans d'indépendance ». Ce quart de siècle dont les heurs et malheurs ont, avec ceux des cent trente-deux années françaises, bien plus marqué l'Algérie actuelle que ses trois siècles de domination turque (1516-1830) et au moins autant que son millénaire d'islamisation.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.
(Lire la suite page 6.)

(1) Officiellement la révolte d'octobre a fait 161 morts mais les divers courants d'opposition font état de 300 à 1 000 victimes (1 027 précisément), décapités ou disparus.



Bicentenaire : un entretien avec M. Chirac

« Paris a vocation à être la capitale des droits de l'homme »

M. Jacques Chirac a présenté, mercredi 14 décembre, le programme des manifestations organisées par la capitale pour célébrer le Bicentenaire de 1789. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le maire de Paris exalte la cause des droits de l'homme et affirme que Paris a vocation à devenir la « vraie capitale de l'Europe de demain ».

« L'histoire pleine d'avatars de la préparation du Bicentenaire semble avoir commencé par un vœu du chef de l'Etat : organiser, à Paris en 1989, une exposition universelle et un refus du maire de Paris, vous même, finalement opposé à cette demande. Etes-vous d'accord ?

— Non. C'est tout à fait caricatural. Si le projet d'exposition universelle n'a pu déboucher sur un accord entre l'Etat, la région et la ville, c'est tout simplement parce que l'ampleur des travaux et leur coût conduisaient à l'impossibilité pour la ville de financer raisonnablement une telle opération. D'ailleurs, très rapidement, le gouvernement lui-même a abandonné cette idée. Pour ce qui concerne la commémoration du Bicentenaire, il n'y a jamais eu de divergence de vues essentielle entre le gouvernement et la Ville de Paris.

— Redevenu premier ministre en 1986, vous aviez à assurer la coresponsabilité des nominations à la tête de la mission du Bicentenaire de Michel Baroin, puis

après sa disparition tragique, d'Edgar Faure. Que pouvez-vous dire des conditions de l'accord — ou du compromis — sur ces nominations ?

— Il n'y a eu aucun compromis mais un accord immédiat sur le nom de Michel Baroin.

Propos recueillis par MICHEL KAJMAN et ANDRÉ PASSERON.
(Lire la suite page 12.)

Immobilier

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.
Pages 33 et 34

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Une sélection des meilleurs disques compacts de l'année
Pages 19 à 21

Le nouveau Châtelet
Pages 26 à 28

CANPUS

Dossier : Misère de l'école californienne
Pages 15 à 18

Le sommaire complet se trouve en page 40

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

Débats

POLITIQUE

Les socialistes en pointillé

par ANDRÉ GRJEBINE

La réélection de François Mitterrand et la confirmation de la place dominante du PS contrastent avec l'incapacité des socialistes de renouveler leur projet. Ce hiatus n'est pas nouveau. Il laisse présager une évolution que la gauche a déjà connue à plusieurs reprises et qu'il convient de stopper avant qu'il ne soit trop tard. Après avoir contribué à la conquête du pouvoir, le dogmatisme doctrinal s'effrite à l'épreuve des faits. Une gestion opportuniste lui succède qui assimile peu à peu les idées-forces des adversaires de la veille.

A la longue, en perdant leur identité, les socialistes finissent par perdre le pouvoir. Dans les années 30, la chambre du Front populaire a vu les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Dans les années 50, le Front républicain s'est politiquement suicidé en appliquant la politique sociale de la droite. Cette incapacité à concilier durablement réformisme et réalisme n'est pas inéluctable. Les sociaux-démocrates scandinaves continuent à mener des politiques résolument novatrices après des décennies de pouvoir. Pourquoi les socialistes français ne pourraient-ils en faire autant ?

Le projet socialiste publié en 1980 s'inscrivait dans la logique du programme commun. La stratégie qu'il sous-tendait a donné les résultats escomptés : la gauche a accédé au pouvoir et le Parti socialiste en est devenu la force dominante. Ce projet s'est vite révélé inadéquat à la situation économique. Il a donc été abandonné. Vidée de sa substance idéologique, dépourvue des oripeaux du marxisme révolutionnaire comme de l'anticléricalisme, la gauche n'a pas su élaborer un projet de rechange. La place accordée à la célébration du bicentenaire de la Révolution, com-

parée à la minceur des débats sur l'avenir, symbolise bien sa fuite en arrière. Le vide ainsi créé a été comblé par un recours au libéralisme à la mode. D'autant plus que, pour effacer les doutes sur leur capacité à gouverner suscités par les premières mesures inspirées du programme commun, les socialistes éprouvent en permanence le besoin de se dédouaner et de démontrer leur sérieux en suivant le droit chemin de l'orthodoxie. Ils se sont ainsi lancés à corps perdu dans la libération des mouvements de capitaux, sans que les avantages et les inconvénients de cette politique aient vraiment été mesurés. De même, ils ne se sont pas contentés de légitimer les entreprises. Dans leur élan, ils ont également réhabilité les patrons, en les absolvant tous, quelles que soient leurs insuffisances. La crainte de se placer en marge de cette réconciliation est telle que plus personne n'ose dénoncer le conservatisme, l'esprit rétrograde d'une bonne partie du patronat. Le malentendu traditionnel entre la gauche et les chefs d'entreprise subsiste, mais il s'est inversé.

Le souvenir cuisant des difficultés rencontrées lors de la relance en 1981 et de la querelle scolaire en 1984 contribue également au désarroi des dirigeants socialistes. Plutôt que de conclure que les réformes proposées étaient inadéquates, bon nombre d'entre eux ont été tellement échaudés qu'ils redoutent désormais toute mesure sortant des sentiers battus. Les leçons de cette pénible expérience sont confortées par une analyse plus spécifiquement rocardienne. Elle s'inscrit dans une réflexion que le titre d'un ouvrage de

Michel Crozier résume bien : « On ne change pas la société par décret ». Cet axiome détermine l'approche consensuelle que le premier ministre entend imposer à son action. Le risque est d'en déduire que le temps des réformes profondes est révolu. En même temps, la priorité donnée à l'ouverture conduit à éviter toute mesure susceptible d'effaroucher les milieux potentiels. L'autocensure est de règle sur tous les sujets un tant soit peu conflictuels. Une sorte de plus petit commun dénominateur se dégage ainsi, interdisant toute réforme de quelque envergure. De surcroît, les aiguillons qui auraient pu contraindre le PS à l'innovation ont disparu. Il n'a plus de véritable concurrent sur sa gauche. Les surechères marxistes ne sont donc plus de saison. La droite est, elle aussi, provisoirement hors jeu : la guerre des chefs la divise, la progression du Front national la place dans la situation impossible qu'ont dû affronter les socialistes avant l'effondrement du Parti communiste. Le PS paraît avoir largement le temps d'élaborer un nouveau projet.

Efficacité et solidarité

L'environnement extérieur fournit une ultime justification à la temporisation. A première vue, les contraintes inhérentes au SME, la perspective de la libéralisation des mouvements de capitaux et du marché unique auraient dû inciter à accélérer les réformes nécessaires pour préparer ces échéances. Dans le climat d'atonie actuel, c'est surtout la réduction de la marge de manœuvre gouvernementale qui a été perçue. Situation paradoxale si l'on songe qu'en s'engageant avec enthousiasme et sans trop de précautions dans cette voie, les gouvernements qui se sont succédés depuis une dizaine d'années ont eux-mêmes contribué à forger le carcan qui les enserrait aujourd'hui.

L'épuisement idéologique des socialistes participe de la pauvreté du débat qui caractérise actuellement la France. L'Université ne s'intéresse guère à l'élaboration de projets alternatifs. Les partis sont plus que jamais occupés par les luttes d'influences internes. Le plus part des commentateurs constataient les écarts par rapport au conformisme ambiant sans s'interroger sur la validité de leurs critères de jugement ni encourager l'exploration de voies nouvelles : une mesure de déréglementation, une réduction du déficit budgétaire, une déclaration en faveur d'un franc fort sont systématiquement censurées ; au contraire, quand le premier ministre remet en question l'opportunité de baisser brutalement la TVA, compte tenu de la paupérisation de l'Etat, il se heurte à l'incompréhension générale.

Le dogmatisme d'hier préparait les renoncements d'aujourd'hui. Les socialistes sont ainsi en train de gaspiller la nouvelle chance que la réélection de François Mitterrand donne à la gauche en mai dernier. Il est temps qu'ils se ressaisissent, surmontent leurs inhibitions et se débarrassent d'un conformisme qui ne leur sied guère. Les conditions sont réunies pour entreprendre une politique conciliant réformisme et réalisme, solidarité sociale et efficacité économique. Le dur apprentissage des réalités depuis 1981 préserve les socialistes des promesses inconsidérées. Le septennat présidentiel et la majorité relative dont ils disposent à l'Assemblée leur assurent la durée nécessaire pour entreprendre une politique de longue haleine. A condition de l'annoncer clairement et de ne pas s'essouffler dès le départ.

Le nouveau projet se lit déjà en pointillé. Il reste à le dessiner en traits pleins. Les idéologies marxistes et libérales renvoyées dos à

dos, le moment est venu de faire la synthèse des aspirations profondes auxquelles chacune d'elles répondait : attrait de la concurrence, rejet de l'étatisme, défense des droits de l'homme, mais aussi attachement à l'Etat-providence et à la Sécurité sociale dans son sens le plus large. Un projet conciliant l'esprit de concurrence et la solidarité devrait être d'autant plus solide qu'il dépasserait les contradictions qui agitent la société française. Une grande politique a-t-elle jamais été autre chose qu'une volonté prenant en charge les aspirations populaires, les pressant parfois avant qu'elles ne se révèlent au grand jour, pour mieux les canaliser vers les solutions envisageables ?

Chacun des grands problèmes que le gouvernement devra affronter dans les mois qui viennent — lutte contre le chômage, réformes de l'éducation nationale et de la fonction publique, préparation du marché unique — pourra être traité à la lumière de ce projet. Pour ne donner que deux exemples, il s'agit certes de construire l'Europe, mais une Europe décentralisée qui ne nous condamne pas à suivre en toute occasion la volonté allemande ou plus précisément celle de la Bundesbank. De même on ne réformera la fonction publique qu'en s'appuyant sur les lois du marché pour débarrasser les avantages acquis, mais aussi pour réduire les injustices dont sont victimes certaines catégories sociales, par exemple les instituteurs.

L'ouverture politique deviendra alors d'autant plus aisée qu'elle se fera autour d'un projet répondant aux aspirations d'une grande majorité des Français, de ce projet national que Raymond Barre appelle de ses vœux. Certes, chaque réforme provoquera des réticences. Mais un tel projet permettra de relativiser des intérêts corporatistes fortement minoritaires qui bénéficient parfois d'une audience excessive en raison des moyens de se faire entendre dont ils disposent.

En se faisant jadis le chantre de l'autogestion et en critiquant le projet socialiste, Michel Rocard a anticipé aussi bien la perte de prestige du centralisme étatique que l'épuisement idéologique de la gauche. Il est donc logique qu'il ait été appelé pour conclure ce double déclin. Reste à savoir s'il saura exprimer un nouveau projet ou s'il continuera à jouer à contre-emploi un rôle de simple gestionnaire, comblant les brèches au fur et à mesure qu'elles apparaissent.

S'il parvient à donner une réponse positive à cette question, il apparaîtra comme l'homme du renouveau intellectuel de la gauche, de même que François Mitterrand aura été celui de son renouveau politique. Dans le cas contraire, les socialistes risquent une nouvelle fois de s'ensiler. D'autres se chargeront alors de faire germer un projet alliant l'efficacité économique et la solidarité sociale.

Paris dort-il ?

par DOMINIQUE BIDOU (*)

LES consultations populaires : il n'y a pas que la Nouvelle-Calédonie qui ne fait guère recette. L'avenir de Paris n'obtient pas plus de succès auprès de l'opinion.

M. Jacques Chirac aurait-il endormi les Parisiens ? En 1978, plus de 10 000 d'entre eux — c'était déjà faible pour plus de 2 millions d'habitants — s'étaient déplacés pour donner leur sentiment sur le cadre général du développement de leur ville que constitue le plan d'occupation des sols (POS). Cette année, il n'y en a eu que 300, principalement des associations, particulièrement motivées. Faute d'information ?

La mairie de Paris affirme le contraire. Elle aurait donné une large publicité à l'affaire. Dont acte, mais le résultat est bien décevant. L'enquête sur le POS de Paris est un échec.

Après bientôt douze ans de maîtrise quasi totale des destinées de Paris, M. Chirac est parvenu à désintéresser ses administrés de l'avenir de leur ville. La participation, pourtant si chère aux gaullistes, atteint un minimum record.

Le maire de Paris a mené une politique d'images. Il serait le meilleur gestionnaire de la capitale. Il y serait le champion incontesté de l'environnement et de la qualité de la vie. La réalité est bien différente, et M. Chirac se pare des avantages que la position économique et sociale de Paris lui apporte tout naturellement, et sans effort, prestige culturel et recettes fiscales notamment.

Mais des remèdes aux problèmes fondamentaux de la capitale, nous n'en voyons guère. Sans s'apresser, qui peut affirmer que la circulation s'améliore dans Paris, que les piétons et les cyclistes s'y sentent en sécurité, que les transports en commun répondent de mieux en mieux aux attentes des habitants de notre agglomération ?

Comment accepter que les jeunes, les familles, et avec elles, les enfants, aient de plus en plus de difficultés à s'installer dans Paris ?

Il est vrai que le premier mandat de M. Chirac s'est traduit par l'abandon des projets contre lesquels les écologistes s'élevaient : coup de frein à la politique des tours, des autoroutes urbaines et autres « voies radiales ». Mais n'est-ce pas là plutôt la conséquence de décisions de M. Valéry Giscard d'Estaing ? Et l'on sait que tous ces projets ne sont pas morts ou pris d'autres formes. L'élargissement de la rue de Flandre donne une magnifique « pénétrante », et les projets d'extension de la voie express

sur la rive gauche sont toujours à l'étude. Les permis de construire ont pris possession des trottoirs de nombreux boulevards ; les projets d'enfouissement de nouveaux axes routiers en profondeur (« laser » et autres) engloberont un potentiel d'investissement gigantesque et compromettent toute amélioration durable des transports en commun. Sans parler de l'évacuation des gaz d'échappement qui devront bien supporter les Parisiens en surface, et des plaies béantes que constitueront les trémies nécessaires pour que les voitures entrent et sortent des tunnels.

Certes, de nouveaux espaces verts ont été créés, mais la plupart à l'occasion d'opérations de grande envergure qui constituaient une chance unique pour une ville millénaire. En quelques années, les Halles, deux abattoirs, plusieurs zones d'activités (Clichy, Bercy, terrains de la SNCF) se sont libérées. Il en résulte des espaces verts nouveaux. C'est bien le minimum quand on connaît le retard de Paris par rapport à toutes les grandes capitales. On est encore loin du compte, alors que la « saturation verte » de Paris est rongée par des ZAC, que la protection des bois de Boulogne et de Vincennes est amoindrie par le nouveau POS, et que les possibilités de créer de nouveaux espaces verts sont, ici et là, réduites par la mairie de Paris. Par exemple, la « réserve » pour espaces verts qui était prévue au POS de Paris sur les terrains de l'actuel ministère des transports, avenue de la Porte-de-Fessy, a été divisée en deux, au profit de projets immobiliers.

Ajoutons les coupes massives, au cours des derniers mois, d'arbres, le long des grands boulevards notamment, un POS qui, par anticipation, favorise la densification et la multiplication des bureaux sans résoudre les problèmes chroniques de Paris.

L'environnement de Paris n'est pas l'objet d'une gestion rigoureuse, mais se réduit à un thème de discours limitant au profit de son maire. On a endormi les Parisiens, alors que de nombreux indices annoncent le retour des vieux démons de l'affaireisme et du béton, un instant calmés après le score de 10 % obtenu sur Paris par Brice Lalonde et les écologistes en 1977.

Espérons que la campagne municipale qui va s'ouvrir va permettre de mettre un terme au mythe de la « bonne gestion de l'environnement » de Paris.

Les Parisiens se réveilleront-ils ? (*) Président des Amis de la Terre de Paris.

Télé-violence

par CLAUDE MASTRE (*)

DANS le Monde du 7 décembre, Pascale Robert-Diard évoque les circonstances dans lesquelles l'amendement lu par M^{me} Ségolène Royal, députée socialiste, fut rejeté par l'Assemblée nationale, alors même qu'il s'agissait de demander que la programmation des films de violence soit reportée au-delà de 23 heures.

Notre association ne peut que déplorer ce rejet, car une telle proposition devrait faire l'unanimité — à condition bien sûr qu'on néglige un moment des « intérêts » qui n'ont rien à voir avec une préoccupation éthique authentique. Une telle mesure, qui primum nocet les enfants et les adolescents contre l'impact répété d'images violentes de plus en plus souvent proposées par les programmes de télévision, serait bénéfique aux adultes eux-mêmes. Tous, en effet, ne sont pas aussi protégés qu'on le croit contre certains « modèles ». Tous ne sont pas en mesure de recevoir certains films comme la simple occasion de vivre par procuration leur violence, de lui trouver un exutoire inoffensif qui dispense du passage à l'acte.

En fait, au plan individuel, ce n'est pas la violence mais l'agressivité qui contribue à structurer la personnalité, et, de façon ponctuelle ou chronique, la violence est toujours l'expression inadéquante, voire pathologique, de cette agressivité. Quant au plan social, la violence est un phénomène qui force à réfléchir et à agir. Son éventuelle banalité ne doit pas servir d'excuse à la banalisation qui en est faite dans les programmes de télévision. Au surplus, c'est précisément cette banalisation qui, partiellement au moins, conduit à considérer comme une banalité une violence qui finalement indiffère.

C'est ce qui semble s'exprimer dans l'amendement qui vient, hélas, d'être rejeté.

théâtre, et, en l'occurrence, ce n'est pas de purge mais plutôt d'intoxication qu'il s'agit, avec les risques d'aggravation qu'on devine sur la violence exercée en privé.

Devant une telle situation, une attitude dangereuse consiste à se masquer les vrais enjeux, par exemple en disant que, de toute façon, la violence fait partie de l'individu, qu'elle structure sa personnalité. Ou encore qu'elle est un mal social fatal... L'une et l'autre de ces « explications » aboutissent à souligner la banalité de la violence et à s'y résigner.

En fait, au plan individuel, ce n'est pas la violence mais l'agressivité qui contribue à structurer la personnalité, et, de façon ponctuelle ou chronique, la violence est toujours l'expression inadéquante, voire pathologique, de cette agressivité.

Quant au plan social, la violence est un phénomène qui force à réfléchir et à agir. Son éventuelle banalité ne doit pas servir d'excuse à la banalisation qui en est faite dans les programmes de télévision. Au surplus, c'est précisément cette banalisation qui, partiellement au moins, conduit à considérer comme une banalité une violence qui finalement indiffère.

C'est ce qui semble s'exprimer dans l'amendement qui vient, hélas, d'être rejeté.

(*) Président de l'Association et accueil pour la prévention de la violence en privé (6, impasse des Ortoaux, 75020 Paris).

P. PIERRE DENIKER
De l'Académie de médecine

LES DROGUES

Trafic et contagion

PLON

P. PIERRE DENIKER
de l'Académie de médecine

Les drogues

Trafic et contagion

Un ouvrage complet, indispensable à tous ceux qui sont concernés, de près ou de loin, par cette maladie moderne de notre civilisation.

PLON

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouss.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

5, rue de Montigny, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71

Téléx MONDPUB 206 136 F

Imprimé en France

7, c. de la Halle PARIS-IX

1987

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27

Téléx MONDPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2397

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapes LEMONDE

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BELGIUM	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

TARIF VALABLE JUSQU'AU 31-12-1988

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, Renvoyer ce BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse : dès réception de la notification, nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Etranger

L'intervention du chef de l'OLP devant l'Assemblée générale de l'ONU à Genève

De Paris où il se trouve en visite officielle, le roi Hussein de Jordanie a adressé, mardi 13 décembre, ses félicitations au chef de l'OLP, qui venait de prononcer son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU à Genève. Commentant ensuite sur Antenne 2 la réaction négative des Etats-Unis à ce discours, le souverain jordanien a déclaré : « J'ai le regret de dire clairement et franchement que le président Arafat a répondu à chacune des exigences des Etats-Unis ».

Le roi Hussein s'était auparavant déclaré « optimiste » quant à un règlement du conflit

israélo-arabe, en raison notamment de « l'attention que porte la communauté internationale à un règlement juste et honorable ».

A Genève, M. Carlos Papoulias, qui, en tant que ministre grec des affaires étrangères, représentait la CEE, s'est félicité de la condamnation explicite du terrorisme par M. Yasser Arafat. M. Papoulias a rappelé que la CEE souhaite la tenue d'une conférence internationale qui déboucherait sur un « règlement juste, global et durable » du conflit.

Dès son arrivée à Genève, c'est-à-dire avant même de connaître les réactions israéliennes

(lire page 4) au discours de M. Yasser Arafat, le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, avait estimé qu'Israël constitue « l'obstacle majeur » à la tenue d'une telle conférence internationale. « Je ne suis pas pessimiste, mais, pour le moment, je ne vois pas qu'Israël soit prêt à accepter l'idée d'une conférence internationale », avait-il déclaré.

De son côté, le chef du département politique de l'OLP, M. Farouk Kaddoumi, s'est prononcé mardi, dans une interview publiée par le quotidien *Al-Itihad* d'Abou-Dhabi, pour la poursuite de la lutte armée : « Il est impossible

que l'OLP renonce à la lutte armée dans les territoires occupés, à la guerre et à la violence pour chasser l'occupant qui est venu nous réprimer, à moins de parvenir à une solution du problème du Proche-Orient. » « Tout règlement politique est une solution intermédiaire qui ne garantit que le minimum des aspirations du peuple palestinien, à encore déclaré M. Farouk Kaddoumi. Cela ne nous empêchera pas de poursuivre notre lutte, car la lutte armée et les initiatives politiques ou diplomatiques sont étroitement liées. »

M. Arafat a proposé une « initiative » en trois temps

GENÈVE
de nos envoyés spéciaux

Novembre 1974, New-York : chef rebelle arborant ostensiblement un énième à revolver à la hanche, le chef de l'OLP — auquel les Américains avaient alors accordé un visa — évoque, devant l'Assemblée générale de l'ONU, les dirigeants israéliens que pour les accuser de s'être « offerts aux juifs que sang, guerre et détresse ».

Décembre 1988, Genève : varcouc impeccable, M. Yasser Arafat — qui n'a pas eu, cette fois, à se rendre à New-York — s'adresse devant cette même Assemblée générale, directement aux autorités israéliennes. « Je demande aux dirigeants d'Israël de venir ici, sous l'égide des Nations unies, pour que nous accomplissions la paix », leur dit-il, leur proposant « la paix des braves ».

Mais la paix comment ? C'est certainement là que M. Arafat s'est fait, mardi 13 décembre, le plus précis dans son discours de quatre-vingt minutes à la tribune des Nations unies, devant une Assemblée qui avait dû « déménager » de New-York à Genève le temps de son débat sur la Palestine, pour cause de refus de visa américain au président de l'OLP, M. Arafat. En effet, proposé ce qu'il a appelé « l'initiative de paix palestinienne ». Celle-ci devrait se dérouler en trois temps : réunion d'un « comité préparatoire à la conférence internationale de paix au Proche-Orient » — proposition déjà faite par les présidents Gorbatchev et Mitterrand ; mise de « notre terre palestinienne occupée sous la tutelle momentanée des Nations unies » avec un « déploiement de forces internationales » pour assurer la protection des populations locales et superviser le retrait des troupes israéliennes ; réunion enfin d'une « conférence internationale de paix au Proche-Orient » sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, de façon à garantir l'égalité et l'équilibre des intérêts, et tout particulièrement le droit de notre peuple à la liberté et l'indépendance nationale, ainsi que le respect du droit de tous à exister dans la paix et la sécurité.



Venu à Genève pour exposer et expliquer les décisions du Conseil national palestinien (CNP, Parlement en exil) de novembre à Alger, M. Arafat a été plus loin que précédemment — notamment qu'à Alger — dans la prise en compte de ces deux résolutions de l'ONU portant reconnaissance d'Israël, réclamée par les Etats-Unis comme l'une des conditions à l'établissement d'un dialogue avec l'OLP.

Gestes et ton modérés

Il n'a pas, cette fois, assorti l'approbation par l'OLP des résolutions 242 et 338 de « la garantie des droits nationaux légitimes du peuple palestinien » comme base d'une conférence internationale. Ce rajout avait pu faire dire que la centrale palestinienne vidait ainsi ces résolu-

la couleur — en récusant le chef de l'OLP comme interlocuteur possible, et cela quoi qu'il fit.

Debout derrière son pupitre, face à des travées attentives — n'avait-on pas déplacé pour la première fois en raison d'un problème politique l'ensemble de l'Assemblée générale d'un bord à l'autre de l'Atlantique ? — M. Arafat affiche, une heure vingt minutes durant, une modération dans ses gestes, dans son ton, allant jusqu'à s'évoquer que très brièvement « une injuste décision » qui l'avait empêché de se rendre à New-York. Ces mêmes Etats-Unis, il les évoque moins qu'il ne leur pose de questions sur la logique de leur soutien constant à Israël, un état de fait « triste et regrettable ».

Posant l'OLP en véritable défenseur du droit international, de la charte des Nations unies et des résolutions de celle-ci ainsi que des différentes initiatives internationales face aux « projets de colonisation et d'expansion » israéliens, M. Arafat a voulu souligner tout le chemin parcouru par son organisation, du « rêve » à la « réalité », de l'idée d'un Etat unique sur la Palestine mandataire — autrement dit la négation de l'Etat hébreu — au respect de la sécurité pour tous.

« Nous prîmes (...) au sein de l'OLP l'initiative de procéder à la recherche de formules alternatives réalistes et praticables pour apporter (...) une solution fondée sur une justice possible et non pas sur une justice absolue. Une solution qui puisse garantir les droits de notre peuple à la liberté, la souveraineté et l'indépendance, et qui puisse également garantir à tous la paix, la sécurité et la stabilité, évitant à la Palestine et au Proche-Orient la poursuite des guerres et des combats qui s'y déroulent depuis quarante ans ».

Le mot tabou

Mais il manquait encore à cet exercice de séduction le mot tabou, le mot qui en l'état actuel ne manquait certainement pas de faire écho à l'OLP, « reconnaissance » de l'Etat hébreu, même si M. Arafat

cita abondamment le nom d'Israël. Une simple « acception » de l'existence d'Israël, considérée par le chef de l'OLP comme une « bonne lecture » des résolutions du CNP d'Alger, n'a-t-elle pas été condamnée, il y a quelques jours seulement, comme étant une « déformation » de ces deux résolutions par deux des principaux alliés locaux de M. Arafat, MM. Habache et Hawatmeh ? Il s'agissait du « document de Stockholm » publié à l'issue d'entretiens en Suède du dirigeant palestinien avec des juifs américains, affirmant que le CNP avait maintenant « accepté l'existence d'Israël en tant qu'Etat dans la région ».

La Suède a joué un rôle d'intermédiaire actif entre l'OLP et Washington à la veille de la réunion de Genève, servant de « canal » entre les deux, selon le terme d'un proche de M. Arafat. Celui-ci a d'ailleurs, avant de prononcer son discours, reçu deux ministres des affaires étrangères : M. Sten

Andersson (Suède) et M. Carolos Papoulias (Grèce), pays qui exercent actuellement la présidence de la Communauté européenne.

Absente de la salle lors de l'intervention de M. Arafat, la délégation israélienne n'en a pas moins suivi le discours du chef de l'OLP, à la télévision. A quelques dizaines de mètres de l'Assemblée, quelques minutes seulement après que les derniers applaudissements aient salué la fin de son intervention et le départ de M. Arafat, se furent tus, M. Yohanan Ben, ambassadeur d'Israël à l'ONU — qui a fait spécialement le déplacement de New-York à Genève, — tenait une conférence de presse pour réitérer le jugement des dirigeants israéliens : « L'OLP est une organisation terroriste qui n'a pas changé. (...) Arafat n'est pas un interlocuteur pour quelque négociation que ce soit avec nous ».

ISABELLE VICHMAC
et YVES HELLER.

« Je demande aux dirigeants d'Israël de venir ici pour que nous accomplissions la paix »

Voici les principaux extraits de l'intervention de M. Arafat :

« J'ai l'honneur, en ma qualité de président du Comité exécutif de l'OLP qui assume momentanément les responsabilités du gouvernement provisoire de l'Etat de Palestine, de vous présenter l'initiative de paix suivante :

1) Que de sérieux efforts soient déployés pour réunir un comité préparatoire de la conférence internationale de paix au Proche-Orient sous l'égide du secrétaire général des Nations unies et ce sur la base de l'initiative des deux présidents Gorbatchev et Mitterrand, qui a reçu l'appui de nombreux Etats et que le président Mitterrand a eu l'obligeance d'exposer devant votre Assemblée à la fin du mois de septembre dernier, initiative préjudant à la tenue de la conférence internationale, que est appuyée par la totalité des Etats dans le monde, à l'exception du gouvernement d'Israël.

2) Partant de notre foi en le rôle vital des Nations unies et forts de la confiance que nous accordons à la légalité internationale, nous réclamons une action visant à mettre notre terre palestinienne occupée sous la tutelle momentanée des Nations unies : que s'y déploient des forces internationales qui protègent notre peuple en même temps qu'elles supervisent le retrait des troupes israéliennes de notre patrie.

3) L'Organisation de libération de la Palestine recherchera un règlement global avec les parties concernées au conflit arabo-israélien, y compris l'Etat de Palestine, Israël et ses autres voisins, dans le cadre de la conférence internationale de paix au Proche-Orient, sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de

sécurité, de façon à garantir la légalité et l'équilibre des intérêts, et tout particulièrement le droit de notre peuple à la liberté et l'indépendance nationale, ainsi que le respect du droit de tous à exister dans la paix et la sécurité.

Si ces bases sont adoptées dans la conférence internationale, nous aurons franchi une étape essentielle en direction de la solution juste, ce qui permettrait de parvenir à un accord sur l'ensemble des dispositions et des arrangements de sécurité et de paix. (...)

Je suis venu à vous au nom de notre peuple, la main ouverte, pour que nous œuvrions à instaurer une paix véritable, une paix bâtie sur la justice. Sur cette base, je demande aux dirigeants d'Israël de venir ici, sous l'égide des Nations unies, pour que nous accomplissions cette paix. Et je leur dis, tout comme je vous le dis, notre peuple désire la dignité, la liberté et la paix. Il désire la sécurité pour son Etat tout comme il la désire pour tous les Etats et parties au conflit arabo-israélien.

Sur le terrorisme, M. Arafat a déclaré : « Cette position est claire et sans équivoque. En dépit de cela, je réaffirme ici une fois encore, en tant que président de l'OLP, que je condamne le terrorisme sous toutes ses formes. Et je salue tous ceux que je vois face à moi dans cette salle qui ont un jour été accusés d'être des terroristes par leurs bourreaux et leurs colonisateurs au cours des combats menés dans leurs pays pour les libérer du joug de la colonisation : ce sont aujourd'hui des dirigeants investis de la confiance de leurs peuples et de fidèles et sincères partisans des principes et des valeurs de la justice et de la liberté. »

Washington : « Un discours qui ne remplit pas nos conditions »

Le verdict est tombé très rapidement, et il est apparemment sans appel : les Etats-Unis considèrent que M. Yasser Arafat n'a pas satisfait pleinement à leurs exigences, et ne modifieront donc en rien leur attitude à l'égard de l'OLP.

WASHINGTON
de notre correspondant

Moins d'une heure après que M. Shamir, à Jérusalem, eut rejeté en bloc le discours du leader de l'OLP, le porte-parole du département d'Etat américain a exprimé une position plus modérée dans la forme, mais également négative quant au résultat. « Le discours contenait quelques éléments intéressants et quelques éléments positifs », a déclaré M. Charles Redman. « Mais il est resté ambigu sur les problèmes-clés qui doivent être évoqués clairement pour permettre aux Etats-Unis d'entamer un dialogue substantiel avec l'OLP. » Ces questions : l'acceptation par l'OLP des résolutions 242 et 338, la reconnaissance explicite du droit d'Israël à l'existence, et le rejet du terrorisme sous toutes ses formes « doivent être abordées de manière claire, nette et dépourvue d'ambiguïté. Cela ne s'est pas produit et, en conséquence, le discours ne remplit pas nos conditions ».

Une fois de plus — comme lorsque les Etats-Unis avaient refusé à M. Arafat l'accès au siège des Nations unies à New-York — la position américaine a été définie par le secrétaire d'Etat George Shultz. Selon un officiel américain cité par le *Washington Post*, M. Shultz a ensuite « informé de sa décision » le conseiller national de sécurité, M. Colin Powell, et l'information a été relayée au président Reagan.

Quant au président élu, George Bush, il a expliqué peu après qu'il n'avait pas eu le temps d'analyser en détail le long discours de

M. Arafat, mais cela ne l'a pas empêché de reprendre à son compte la position de M. Shamir. Comme on lui demandait si sa propre administration serait disposée à entrer en rapport avec l'OLP, il a répondu : « Non, il nous faut une déclaration beaucoup plus claire sur tous les points ».

Interrogé dans la nuit de mardi à mercredi par la chaîne de télévision ABC, M. Bassoum Abon Charif — proche collaborateur de Yasser Arafat — a fait valoir que les propos du porte-parole du département d'Etat constituaient « une insulte à l'intelligence des Américains », qui avaient entendu le discours du chef de l'OLP et en avaient parfaitement compris le sens.

Les exigences américaines

A la veille de l'intervention de M. Arafat à Genève, divers représentants de l'administration avaient affirmé que les Etats-Unis étaient disposés à reconnaître l'OLP, et qu'il suffisait pour cela que son chef prononce à Genève les mots que Washington voulait entendre. Selon des confidences officieuses rapportées par la presse américaine, des dispositions avaient même été prises pour envoyer très rapidement un émissaire à Tunis pour rencontrer les responsables de l'OLP.

Quant à la formulation exacte des déclarations exigées par Washington, elle avait été communiquée par les Américains au gouvernement suédois, qui a fait passer le message à M. Arafat, lui-même présent à Stockholm, où il avait rencontré des juifs américains partisans du dialogue. Selon M. Abon Charif, dans son discours devant l'ONU, M. Arafat a satisfait « mot pour mot » aux exigences de Washington concernant aussi bien la reconnaissance au terrorisme que l'acceptation des résolutions de l'ONU, et ce n'est qu'à propos de la reconnaissance

d'Israël qu'il a employé une formulation différenciant légèrement de celle voulue par les Américains, mais, a souligné M. Charif, en citant notamment Israël, et en admettant explicitement son existence aux côtés d'un Etat palestinien.

M. Rits Hauser, la principale représentante des organisations juives américaines présentes à Stockholm, a confirmé que, sur les deux premiers points, le discours de M. Arafat avait pleinement répondu aux exigences de M. Shultz, et elle a couronné M. Arafat de donner rapidement satisfaction au secrétaire d'Etat sur le troisième, en utilisant les mots exacts requis par M. Shultz.

Ce dernier aurait-il vraiment été pleinement satisfait si M. Arafat avait repris telles quelles les formules qui lui avaient été transmises, et les Etats-Unis auraient-ils vraiment accepté immédiatement sans délai le dialogue avec l'OLP ?

Il est au moins permis d'en douter, d'abord parce que M. Shultz a voulu par là multiplier les reprises, au cours des derniers mois, une hostilité très profonde à l'organisation de M. Arafat, et qu'il est très difficile d'imaginer un changement radical d'attitude de sa part. Tout son comportement récent indique au contraire qu'il a décidé d'utiliser ses dernières semaines au département d'Etat pour empêcher une évolution de la politique américaine qui ne serait pas conforme aux vœux exprimés par les Israéliens.

Non à un Etat

D'autre part, le porte-parole du département d'Etat a fait valoir que M. Arafat n'avait donné pleine satisfaction aux Etats-Unis sur aucun des trois points clés. Et, surtout, il a laissé entrevoir un obstacle supplémentaire, et considérable, en expliquant que, même si l'OLP remplissait les conditions requises, la participation américaine à des négocia-

tions de paix ne serait pas assurée pour autant. En effet, a indiqué le porte-parole, la mise en route d'un processus de paix « implique d'autres parties » — manière de dire que les Etats-Unis ne passeraient pas en la matière par-dessus la volonté d'Israël.

Enfin, les Etats-Unis ont d'autant moins de raisons d'apporter leur appui au schéma de négociations proposé par M. Arafat que son aboutissement logique est la constitution d'un Etat palestinien aux côtés de l'Etat juif. Or l'administration Reagan n'a jamais caché son hostilité à l'« émergence d'un tel Etat » (Notre position est connue), a rappelé à ce propos M. Charles Redman, et M. George Bush lui-même a explicitement déclaré qu'il y était opposé.

Est-ce à dire que Washington, dans la délicate négociation indirecte qu'elle a engagée ces jours derniers avec l'OLP, n'avait d'autre objectif que de placer M. Yasser Arafat dans une position intenable, de l'amener à faire des concessions jugées considérables par ses pairs palestiniens sans rien lui donner en échange ? Les Etats-Unis jugent-ils que la situation dans la région ne présente pas de risque particulier et que, à tout prendre, le statu quo vaut mieux qu'une évolution contraire aux intérêts territoriaux d'Israël ?

En l'absence de certitude, certaines images paraissent au moins apporter un élément de réponse. A la veille du discours, Vernon Walters, le délégué des Etats-Unis auprès de l'ONU, avait annoncé qu'il s'entretenait « avec la plus grande attention » des propos de M. Arafat. Mardi, les Américains ont tout suivi la retransmission en direct de la séance par la chaîne CNN ont vu M. Walters s'assourir sur son siège au moment précis où le chef de l'OLP regrettait le manque d'intérêt porté par les Etats-Unis au sort des Palestiniens.

JAN KRAUZE.

Force 10 la mer a ses diamants.

Fred, homme de la mer et joaillier, transforme un câble marin en bijoux d'or, de diamants et d'acier.

Bracelet : 25 000 F.

Clips d'oreilles : 19 500 F.

Bague : 11 000 F.

FRED

6, rue Royale, Paris 8^e 42.60.30.65

Le Clarté, 74, Champs-Élysées, Hôtel Ritz

Hôtel Mérienne - Espace "Galeries Lafayette" Paris

Aéroport d'Orly - 92, rue Eugène Colas, Deauville

21, bd de la Croisette, Cannes - Hôtel Loeuvs, Monte-Carlo

20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills - Houston - Dallas - New York

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Proche-Orient

Les réactions au discours de M. Arafat à Genève

Jérusalem dénonce une « monumentale supercherie »

JÉRUSALEM
de notre correspondant

M. Shamir aura rarement été aussi brutal dans son refus de reconnaître la moindre évolution de la part de l'OLP. Le premier ministre sortant et chef du Likoud a rejeté en bloc, mardi 13 décembre, le discours prononcé par M. Yasser Arafat devant les Nations unies.

Il a soigneusement fermé la porte à toute possibilité de dialogue avec l'OLP et, si cette réaction était attendue, M. Shamir l'a cependant formulée sur un ton qui ne peut qu'embarrasser M. Shimon Pérès et ses amis travaillistes, mettre à mal les relations israélo-égyptiennes et heurter les Etats-Unis.

Trois heures après que M. Arafat eut quitté le podium de l'Assemblée générale des Nations unies à Genève, M. Shamir convoquait une conférence de presse solennelle à la présidence du conseil. En une phrase, il a résumé le sentiment que lui laissent les interventions successives de M. Arafat à Strasbourg (devant le Parlement européen), à Alger (lors du Conseil national palestinien), puis à Stockholm et à Genève : « Nous assistons, a-t-il dit, à une monumentale supercherie de la part de l'OLP ».

Celle-ci est, selon lui, destinée à tromper l'opinion internationale, à créer un mirage, une illusion de modération, à masquer des pos-

sitions fondamentales qui n'ont pas changé... L'OLP, pour M. Shamir, est une organisation terroriste qui, de manière inhérente, est incapable d'évoluer puisque sa raison d'être est la destruction d'Israël.

Dès lors, il était inutile pour M. Shamir de faire l'exégèse des propos tenus par M. Arafat à Genève — renonciation au terrorisme et reconnaissance de la résolution 242 de l'ONU — et le premier ministre ne l'a pas faite. Il est allé droit à l'exposé des positions qu'il défend traditionnellement : « Nous ne négocierons jamais avec l'OLP, dans aucune circonstance. Nous ne considérons pas l'OLP comme un interlocuteur pour la paix ».

Envisager des pourparlers avec M. Arafat, a-t-il expliqué, « serait envisager l'habilitation d'un Etat palestinien indépendant qui constituerait un grave danger pour notre sécurité ». M. Shamir a appelé les pays arabes à venir négocier directement avec Israël. Il a évoqué la possibilité que des représentants élus des Palestiniens des territoires participent à ces pourparlers.

Le chef du Likoud s'est encore déclaré « convaincu » que M. Arafat n'avait pas satisfait aux conditions posées par les Etats-Unis pour que Washington entame un dialogue avec l'OLP : reconnaissance explicite du droit à l'existence d'Israël, des résolutions 242 et 338 de l'ONU et renonciation à la violence et au

terrorisme. Mais, laissant transparaître d'incontestables appréhensions sur ce que pourrait lui réserver la nouvelle administration américaine, M. Shamir a conclu : « Nous espérons bien que les Etats-Unis n'établiront jamais de dialogue avec l'OLP ».

L'embarras de Shimon Pérès

M. Shimon Pérès avait, lui aussi, prévu de commenter à chaud les déclarations de M. Yasser Arafat. Le ministre des Affaires étrangères s'est finalement abstenu, préférant s'expliquer mercredi devant la Knesset. On peut voir le reflet d'un embarras certain. Le dirigeant travailliste est parfaitement conscient des difficultés et des périls qu'il y a pour lui et son parti à s'engager dans une nouvelle expérience de gouvernement d'union nationale avec M. Shamir si ce dernier maintient une ligne d'enfermement diplomatique complet au risque de choquer les alliés occidentaux d'Israël et d'ébranler un peu plus les relations avec l'Egypte.

Des sources proches du ministère des Affaires étrangères laissent entendre que M. Pérès avait apprécié positivement certains passages du discours de M. Arafat — notamment la référence à la résolution 242 — mais estimé que dans l'ensemble le dirigeant palestinien n'avait pas substantiellement modifié la ligne de l'OLP.

La situation de M. Pérès est d'autant plus délicate que certains de ses amis politiques commencent à renâcler. Une dizaine de députés du Parti travailliste (sur trente-neuf), dont le secrétaire général de la formation, M. Uzi Baram, viennent de manifester une impatience irritée : Israël, disent-ils, ne peut continuer ainsi à nier purement et simplement qu'une évolution est en cours au sein de l'OLP.

L'impression de nombre de commentateurs israéliens était la même. Ils s'attendaient que M. Arafat aille encore plus loin qu'à Stockholm et reconnaisse formellement le droit à l'existence d'Israël dans les frontières de 1967 (comme l'avaient laissé entendre dans la presse israélienne certains des adjoints du chef de l'OLP). Mais ces mêmes commentateurs n'en estiment pas moins que l'immobilisme de la politique israélienne ne pourra longtemps tenir lieu de politique. Inévitablement, depuis Alger, le ton de la presse a changé. Si M. Arafat n'a pas ébranlé M. Shamir, il est écouté de plus en plus attentivement par certains secteurs de l'opinion israélienne.

Al. Fr.

ALAIN FRACHON.

En Cisjordanie

Deux Israéliens et un Palestinien tués

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Au moment où M. Yasser Arafat parlait à Genève, la Cisjordanie était le théâtre d'un des incidents les plus graves enregistrés depuis le début du soulèvement dans les territoires occupés. Il s'est soldé par la mort de deux Israéliens et d'un Palestinien et par une exacerbation de la tension entre l'armée et les colons.

L'incident a eu lieu dans la région de Naplouse, près du village arabe de Burin et de la colonie israélienne de Bracha. Les deux communautés sont en conflit depuis un an : les Palestiniens affirment que les colons israéliens se sont installés sur des terres illégalement expropriées appartenant à Burin. Mardi après-midi, un résident de Bracha, qui montait la garde dans un champ, a apparemment été pris à partie par trois bergers de Burin.

Selon la version donnée par la presse israélienne, il a été attaqué à

coups de pierre à la tête, avant qu'un des Palestiniens ne s'empare de l'arme de l'Israélien et ne le tue. Ce berger a ensuite ouvert le feu sur une patrouille de l'armée qui passait alentour, tuant un de ses membres et en blessant deux autres. Les soldats ont répliqué et le Palestinien a été, à son tour, mortellement touché.

Immédiatement après, l'armée a dû barrer la route à un groupe de colons qui voulaient se faire vengeance. Le village palestinien a été placé sous couvre-feu et occupé par l'armée qui l'a fouillé maison par maison, arrêtant plusieurs résidents.

L'incident a eu lieu alors que les territoires occupés étaient soumis à une surveillance particulière à l'occasion du discours de M. Arafat. En dépit de ces mesures de sécurité, les Palestiniens ont réussi, ça et là — notamment à Naplouse et à Gaza — à manifester : lâchers de ballons aux couleurs de l'OLP, déploiement de bannières et slogans en faveur de M. Arafat.

Asie

SRI-LANKA : nouvelles violences

Les extrémistes du Front de libération du peuple ont pris d'assaut la prison de Colombo

COLOMBO
de notre correspondant
en Asie du Sud

Les extrémistes cinghalais du JVP (Front de libération du peuple) ont, une nouvelle fois, lancé une attaque au cœur même de la capi-

itale srilankaise, mardi 13 décembre dans la soirée, démontrant qu'ils évoluent en toute impunité. Plusieurs dizaines de terroristes ont pris d'assaut la prison centrale et libéré deux cent vingt-cinq détenus, dont beaucoup sont des sympathisants ou des militants du JVP. L'opération, qui a été déclenchée à 19 h 30, s'est poursuivie une partie de la nuit, des coups de feu et des explosions se faisant encore entendre vers 22 h 30. Une trentaine de fugitifs auraient été repris par la police.

M. Christian Lambert est nommé ambassadeur à Colombo

M. Christian Lambert a été nommé ambassadeur de France à Sri-Lanka, en remplacement de M. Serge Blusque, a annoncé le 12 décembre le ministère des Affaires étrangères. M. Lambert était depuis trois ans et demi chargé d'affaires à Kaboul, où il a notamment mené les négociations qui ont abouti à la libération du journaliste Alain Guillot. Pour des raisons de sécurité, il ne sera pas remplacé à ce poste.

[Né en 1927, diplômé de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Christian Lambert a été en poste à Lagos (1970-1971), à Bangkok (1971-1973), à Vientiane (1973-1978), puis à Séoul (1980-1983). Il était premier conseiller chargé d'affaires à Kaboul depuis juillet 1985.]

Le bilan de cette attaque est d'une trentaine de morts. Au même moment, une bombe de forte puissance a explosé dans un autre quartier de Colombo, à Pettah, dans un centre commercial, faisant un mort et deux blessés. Mercredi matin, les forces de l'ordre ont déclenché une gigantesque chasse à l'homme dans le centre-ville.

Le JVP avait lancé une attaque similaire le 10 décembre contre la prison de Bogambara, dans la ville de Kandy. Six détenus avaient été libérés et les assaillants avaient dérobé une importante quantité d'armes et de munitions. Le 1^{er} novembre, le JVP avait pris d'assaut une armurerie à Panzala, localité située à 50 kilomètres de Colombo, emportant plus de quatre cent cinquante armes individuelles et des munitions. Cinq jours plus

tard, cent cinquante-trois prisonniers (la plupart membres du JVP) étaient libérés du camp de détention militaire de Pelawatta.

Avec les assassinats politiques et les attentats aveugles, les attaques de prisons et de camps militaires font partie de la stratégie des extrémistes cinghalais, visant à la fois à déstabiliser le gouvernement du président Jayewardene et à empêcher la poursuite du processus électoral en cours. Il est donc probable que les actions sanglantes vont se multiplier d'ici au scrutin présidentiel, prévu le 19 décembre. Dans le sud de l'île, le JVP tient en échec les forces de l'ordre depuis des mois. La nouveauté, si l'on peut dire, est que les « bœuvres » commencent par l'armée au sein de la population civile semblent se multiplier. Selon des témoignages recueillis depuis le début de la semaine, les soldats exécutent des sympathisants du JVP ou réputés tels.

Les extrémistes cinghalais s'efforcent de faire en sorte que l'élection présidentielle soit repoussée. Les « Tigres » tamouls se sont prononcés dans le même sens que le JVP. Cette double stratégie de la terreur pourrait dissuader une bonne partie de la population d'aller voter.

LAURENT ZECCHINI.

AFGHANISTAN

Les pourparlers entre l'URSS et la résistance sont une « étape positive » déclare un dirigeant de l'opposition

De passage à Paris, le chef du Front national islamique d'Afghanistan, M. Sayed Ahmad Gili, a exprimé sa satisfaction au Monde sur la première rencontre, la semaine dernière, à Taef, entre les représentants de l'Alliance des moudjahidins et les Soviétiques (le Monde du 6 décembre). « Nous considérons comme une étape positive le fait que l'URSS ait accepté de rencontrer directement les représentants de la résistance après nous avoir traités de tous les noms pendant des années. Aujourd'hui, elle commence à reconnaître cette réalité que nous sommes les véritables représentants de notre peuple ».

Pour M. Gili, qui dirige un mouvement islamique modéré, proche de l'ancien roi Zahir Shah, s'agit là d'un « véritable début de négociations » au cours desquelles « chacun a exprimé ses positions », et qui vont se poursuivre. Il espère que le Kremlin, contraint par la situation sur le terrain à retirer ses troupes et à négocier, cessera d'insis-

ter sur la formation d'un « gouvernement de base élargie » avec le régime de Kaboul et « comprendra qu'il ne vaut plus la peine d'insister sur cette idée de coalition ». Les dirigeants de Kaboul responsables de crimes devront « être jugés par un tribunal impartial », les autres seront amnistiés.

Il reconnaît toutefois que cette nouvelle phase de « négociations officielles » a suscité au départ des réticences au sein de la résistance, en particulier chez les partisans de MM. Sayyaf et Khaled : « Au début, nous étions unanimes à rejeter les accords de Genève ». Bien des résistants sont en effet déçus devant ce « changement presque soudain, devant une accélération par trop rapide du processus de paix dont ils ont peur qu'il leur échappe ». M. Gili suggère d'autant plus la « vigilance » qu'il semble craindre les arrière-pensées des Soviétiques. En prenant des contacts séparés avec les résistants

pro-iranais, M. Vorontsov, vice-ministre soviétique des Affaires étrangères et ambassadeur à Kaboul, tente de diviser les moudjahidins. « Les pro-iranais opèrent dans des régions bien déterminées ; et les Soviétiques ne pourront conclure un accord qu'avec des partis à audience nationale », regroupés au sein de l'Alliance.

Enfin, M. Gili affirme ne pas être inquiet de l'évolution de la situation au Pakistan depuis l'arrivée au pouvoir de M. Benazir Bhutto. « Nous sommes persuadés que nos frères pakistanais vont continuer à nous soutenir sans changement ». Tout juste espère-t-il qu'« Islamabad respectera l'équilibre entre les différents groupes ». En clair — mais il se refuse à entrer dans les détails pour ne pas attiser les divergences au sein de la résistance — il souhaite que les Pakistanais, et en premier lieu les militaires, réduisent leur soutien au mouvement extrémiste islamique de M. Gulbuddin Hekmatyar.

P. de B.

Amériques

BIBLIOGRAPHIE

« Fidel de Cuba », de Jean-Pierre Clerc

La passion du combat

Il est né sous le signe du Lion, un 13 août, et en pleine nuit, comme un bon petit guerillero de 4 kilos. Mais cette irruption nocturne de Fidel Castro sur la planète date-t-elle de l'année 1926 ou 1927 ? Fidel a changé d'âge de temps en temps. Pourquoi ?

Jean-Pierre Clerc, dans l'imposante et parfaite biographie qu'il consacre à Fidel de Cuba, a l'élegance de ne pas dissimuler ses échecs : il reconnaît que sa longue enquête a échoué à dissiper des ombres, des fausses pistes, des incertitudes, dont la biographie de Fidel est farcie ; ainsi, les compagnons de la sierra Maestra, fin 1956, étaient-ils vingt, comme les témoignages le suggèrent, ou bien douze ? Et pourquoi douze ? On songe aux disciples du Christ ; mais on ne peut oublier que le héros cubain, Céspedes, lors de la première guerre d'indépendance contre l'Espagne en 1868, prétendait assommer Madrid avec douze soldats à peine. Mythologies...

Fidel gesticule et s'expose, au centre du monde, depuis le 1^{er} janvier 1959. Il parle, il parle sans fin (J.-P. Clerc calcule qu'en trente ans, Fidel a parlé quatre cents jours, plus d'une année, exploit digne du Livre des records) ; oui, Fidel n'a jamais quitté les lumières de la scène, et cependant sa biographie est trouée de silences ou de mirages, comme s'il ne se confessait si volontiers que pour se camoufler.

Aime-t-il, a-t-il aimé des femmes ? Bien retors qui en décidera : on aperçoit si peu de femmes auprès de lui que les perdées ont parlé d'impuissance, injure mortelle

à La Havane, et qui fut repoussée avec indignation. Ne dit-on pas que Fidel a, outre un enfant légitime, Fidelito, cinq enfants de mères différentes ?

Ces péchés sont véniels. Qu'un chef d'Etat ait le souci de dissimuler sa vie privée, quoi de plus estimable. Mais qui ment pour un œuf ment pour un bœuf, et voici le bœuf : longtemps Fidel s'encolait si on le soupçonnait de marxisme. Lui, marxiste ? Mais enfin, pas du tout. Ça ne l'intéressait pas. Fariboles, contes de ma mère l'Oye ; et du reste, il ne les avait presque pas lues, les œuvres de Marx.

Survient le discours du 2 décembre 1961. Et le peuple cubain, médusé, apprend à brûle-pourpoint que Fidel a, de toujours, été quasi marxiste ; il a lu Lénine et Marx, toutes ces choses-là ; et, sur la plus-value, il est imbattable. Ainsi, Castro est-il pris, par lui-même, la main dans le sac. Et dans le fond de ce sac, un gigantesque mensonge.

C'est que nous sommes en 1961 et non plus en 1959, époque flamboyante de la guérilla et de l'illusion lyrique. L'Amérique du Nord, après avoir bafouillé et fait la bête dans la baie des Cochons, ne veut plus du castrisme. Fidel doit donc s'arrimer à Moscou ou peut-être, plus habilement, arrimer Moscou à Cuba. D'où ce génial tour de passe-passe : puisqu'il faut montrer patte rouge pour séduire Moscou, Fidel, qui n'a jamais appartenu au parti communiste, se souvient soudain qu'il est un vieux marxiste. Dans la foulée il recrute un parti communiste cubain

avec les morceaux de l'ancien et il en sur le secrétaire général.

Sur ces méandres et ces ruses, sur ces malices, l'étude de Jean-Pierre Clerc est subtile. Elle décourage le résumé à proportion, certes, de la précision, mais surtout des zigzags effectués par Fidel au long de ces trente années. Fidel, qui a bien lu Marx et Lénine étant jeune, aurait-il aussi lu, sans le savoir, Héraclite ? « Les décisions révolutionnaires », dit-il en 1960, sont par nature éternelles. « Mais en 1964 : « Je suis dialectique. Rien n'est permanent, tout change... »

Des yeux d'hypnose

Comment se repérer parmi ces trompe-l'œil, ces chemins perdus ?

A certains moments surgit une question peu déconcertante encore : qu'est-ce qui fait courir Castro ? Et Dieu sait s'il court, cet homme invraisemblable, ce géant en bataille, qui longtemps, et même après sa fulgurante victoire sur Batista, dort n'importe où, au hasard, ce nomade sans feu ni lieu qui boulesverse son île, certes, mais aussi l'Amérique latine, puis l'Amérique, tout en négociant avec Krouchtchev ou Brejnev (et plus difficilement Gorbatchev) et en gardant un œil sur le tiers-monde. L'idéologie n'étant vraiment pas son fort, on se demande, oui, comment il fait pour courir si vite, et depuis si longtemps. Le livre de J.-P. Clerc propose que Fidel Castro est d'abord une force qui va, un bloc d'énergie à l'état pur, un flux vital qui a besoin

de brûler. « Croire que la conscience doit venir avant la lutte est une erreur », professe-t-il en 1966 ; et comment mieux dire que le plus profond secret de Fidel est probablement la passion du combat, et de la victoire, avec le goût maniaque des armes, du pistolet à la fusée nucléaire, en passant par l'hélicoptère ? « Les révolutionnaires, les vrais, a-t-il dit, ceux à la mitraillette... »

Reste la question des points où s'applique cette énergie. Nul doute qu'il est un nationaliste, flamboyant et inflexible, avant toutes choses. Et ce nationalisme débouchait aussitôt, inévitablement, sur deux projets : l'un est l'anti-américanisme, traditionnel à Cuba et dans le sous-continent. L'autre est la solidarité avec l'Amérique latine tout entière : dès lors que les Etats-Unis ont voulu étouffer Cuba, Fidel a pensé que son salut était de jeter le feu en Amérique latine — « La cordillère des Andes doit être la sierra Maestra de tout le continent ». On se souvient : et l'aventure de Che Guevara fut aussi un messianisme cubain.

Paradis ou enfer ?

Mais l'Afrique ? L'Angola ? L'Ethiopie ? Certes, Fidel découvre assez vite (1966) qu'il est « latino-africain », mais n'est-ce pas un autre nuage d'encre ? Tout laisse croire que, en vérité, il n'a engagé ses soldats à Luanda ou Addis-Abeba que pour payer en quelque façon

l'énorme soutien que la Russie lui a fourni durant tant d'années.

On ne proposera pas un bilan en partie doublé du castrisme. Dans une colonne, on consignera les faillites : l'économie (Fidel Castro n'a pas la bosse de l'économie ; dans ce domaine, il est même un danger public) ou encore l'agonie des libertés, les prisons longtemps surchargées, les censures... Dans la colonne opposée, on placera l'éducation, la santé (sur laquelle Fidel veille lui-même), la dignité et le courage, l'habileté de la politique étrangère, une relative égalité et une corruption presque absente (est-ce d'avoir été élevé par les jésuites ? Fidel est un homme sans goût pour l'argent).

L'essentiel échappera à l'opposer actif et passif : l'essentiel est que Fidel a extrait Cuba de sa léthargie et de son insignifiance. Ce pays minuscule, non seulement des Etats-Unis, mais encore le remanie les rêves du monde. Cet homme qui, sans être sanguinaire, est implacable à l'égard de ses ennemis — c'est-à-dire de tous ceux qui ne s'inclinent pas devant lui — est plus qu'un chef d'Etat ; c'est déjà un homme de l'Histoire. A-t-il édifié un paradis ou un enfer ? Chacun pourra barrer à sa convenance la mention inutile ; mais le sûr est que, depuis le 1^{er} janvier 1959, les hommes de l'Amérique latine et d'une partie du tiers-monde fixent le guérillero de La Havane avec des yeux d'hypnose.

GILLES LAPOUGE.

* Aux Editions Ramsay, 491 pages, 160 F.

VIETNAM

Hanoï annonce de nouvelles mesures pour faire face à la crise économique

Alors que l'Assemblée nationale vietnamienne, réunie à Hanoï, a entendu un rapport très sombre sur la situation économique du pays, un haut responsable militaire a annoncé, le mardi 13 décembre, que plus de 300 000 soldats allaient être démobilisés. Il s'agit d'une mesure destinée à mieux s'adapter au temps de paix, pour une armée qui compte environ 1,3 million d'hommes.

M. Vo Van Kiet, vice-premier ministre, a présenté le rapport annuel du gouvernement devant le Parlement, en l'absence du chef du PC et dirigeant de l'aille réformiste, M. Nguyen Van Linh. M. Kiet a annoncé des réformes importantes pour résoudre les « énormes épreuves et difficultés ». « La situation sociale, financière et économique du pays ne s'est pas améliorée en 1988 », a-t-il reconnu, laissant entendre que de nouveaux impôts allaient être votés, et que la graminée totale des frais médicaux et scolaires allait être abandonnée.

Il a indiqué que l'économie vietnamienne « devait être intégrée dans le marché mondial » et que, pour cela, elle devait « profiter de l'élargissement de la coopération avec l'étranger ». « Les contraintes et les obstacles » de l'économie étatique doivent être supprimés, « notamment en élargissant les sphères d'action des secteurs coopératifs et privés ».

L'inflation « demeure grave, bien qu'elle ait été moins importante qu'en 1987 », a ajouté M. Kiet. Elle est estimée par des experts occidentaux entre 700 % et 1 000 % par an. La monnaie nationale, le dong, déjà dévaluée de 85,9 % le 10 novembre dernier, a été à nouveau réajustée lundi, perdant 7,7 % par rapport au dollar. Sa nouvelle parité s'établit à 2 800 dongs pour 1 dollar. — (AFP, Reuter, UPI.)

Asie

... de libération de
la prison de Colombo

... de libération de
la prison de Colombo

... de libération de
la prison de Colombo

... de libération de
la prison de Colombo

... de libération de
la prison de Colombo

... de libération de
la prison de Colombo

(Publicité)

L'avenir est notre défi.

1978-1988

10 ans après sa création, TRANSPAC s'affirme comme le leader mondial dans le domaine des transmissions de données. A tous ceux grâce à qui une telle réussite a été possible, nous disons merci. Mais surtout, plus que jamais, nous nous tournons vers l'avenir. Les grands défis de demain sont lancés : messagerie universelle, échange de documents informatisé, réseaux numériques à intégration de services, réseaux à valeur ajoutée, internationalisation des transmissions de données... Nous y travaillons déjà.

TRANSPAC

Tour Montparnasse 75015 Paris.

TRANSPAC est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM)

هكذا من الأصل

Europe

URSS : pillage et risque de nouvelles violences

Le couvre-feu est instauré dans plusieurs régions d'Arménie

Les pillards et la menace de nouveaux troubles inter-ethniques ont poussé les autorités soviétiques à imposer, mardi 13 décembre, le couvre-feu sur plusieurs régions d'Arménie, où le dernier bilan officiel des victimes du tremblement de terre du 7 décembre s'élève à 55 000 morts, 13 000 blessés et un demi-million de sans-abri. Ce bilan, communiqué mardi par le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov, a été établi le 12 décembre et devrait donc s'alourdir au fil des jours. Selon le ministre de la santé soviétique, M. Evgueni Tchazov, cité par M. Samuel Pissar à son retour d'Arménie, on peut d'ores et déjà parler de 70 000 morts.

Ainsi, à Spitak, ville de 22 000 habitants située le plus près de l'épicentre du séisme, l'espoir de retrouver des survivants sous les décombres est désormais minime, selon les médecins interrogés sur place par l'envoyée spéciale de l'AFP. Plus de trois cents sauveteurs étrangers arrivés, pour la plupart d'entre eux, quatre jours après le séisme n'ont pas retrouvé un seul survivant en quarante-huit heures. Dans un village voisin, seule une femme a pu être dégagee lundi soir par le détachement français. « Une heure plus tôt, un homme a commencé à sortir d'une faille qui s'était ouverte dans un mur à la faveur d'une nouvelle secousse, mais l'onde de choc s'est répétée et l'homme a été broyé », écrit l'AFP.

Le premier ministre, M. Nicolai Ryjkov, qui dirige une commission du bureau politique créée pour superviser les secours, a indiqué que le couvre-feu avait été décrété dans seize régions d'Arménie et douze d'Azerbaïdjan. L'afflux de réfugiés qui se poursuit dans les deux sens perturbe l'organisation des secours aux sinistrés. Mais, à Lenakan, seconde ville d'Arménie, également très affectée par la catastrophe, le

couvre-feu a été instauré pour mettre fin au pillage. Des soldats équipés de gilets pare-balles ont été déployés devant les amas de ruines qui furent des magasins. « Des soldats ont ouvert le feu sur trois pillards, selon un témoignage rapporté par l'agence UPI. L'un des pillards a voulu se réfugier au sein d'un groupe de rescapés, qui l'ont passé à tabac. »

Une banque dévalisée

Les trois premiers jours après le tremblement de terre, écrit la Pravda, il n'avait pas été nécessaire de prendre ce type de mesures. « Mais, le quatrième jour, alors que les survivants se serraient pathétiquement les uns contre les autres autour de feux de fortune, tendant l'oreille pour percevoir le moindre cri de leurs proches ensevelis, certaines tentatives de piller les restes d'une bijouterie et d'appartements. Un meurtre a même été commis. » A Kirovakan, ville également dévastée, une banque a été dévalisée, d'après la télévision soviétique.

M. Ryjkov a présidé mardi matin, à Erevan, une réunion de travail, qui a constaté, selon l'agence Tass, que les autorités chargées des secours dans les zones rurales « avaient manqué d'organisation et fait preuve de désarroi. La situation n'a commencé à changer que lundi », soit cinq jours après le séisme.

La commission du bureau politique a, en outre, constaté « de sérieuses insuffisances » dans la réaction des organismes responsables. « On n'est pas encore parvenu à mobiliser ni à utiliser efficacement les ressources économiques de la seule Arménie », écrit Tass. La commission a dénoncé « les tentatives des éléments ennemis de perestroïka et des hooligans de semer, en ces heures difficiles, des

rumours cyniques et sans fondements, de répandre des mensonges et d'attiser la haine inter-ethnique ».

La Pravda déplore ainsi que des gens, dont elle ne précise pas l'origine géographique, aient eu le mauvais goût d'envoyer des télégrammes de félicitation à des Arméniens après la catastrophe. « Des poursuites judiciaires vont être ouvertes contre les auteurs de ce genre de messages », ajoute-t-elle. La télévision a, pour sa part, révélé que des

tracts signés par « les vengeurs du peuple » circulent à Erevan pour mettre en garde la population contre le risque d'une catastrophe nucléaire venant de la centrale toute proche.

Enfin, le froid, qui rend encore plus pénibles les conditions de vie des survivants, continue de sévir. Des rescapés sont morts de froid avant que des tentes et des couvertures n'aient pu leur parvenir. Cinq enfants sont morts de pneumonie après avoir été évacués de Lenakan sans vêtements chauds.

Dans la presse soviétique

Le stade de Spitak

« A des époques diverses, dans des pays divers, à la faveur de telle ou telle circonstance, il est arrivé que les terrains de football soient détournés de leur fonction. Certains ont été transformés en camps de concentration, en prisons, d'autres en champs d'expérimentation de cultures agricoles : tout est possible... »

« Le stade de Spitak, lui, est propre, confortable, ses tribunes offrent encore quelque 7 000 places. Il se rendrait avec plaisir les employés de la sucrerie, de l'usine d'ascenseurs, de la boulangerie industrielle, des autres entreprises locales. Aujourd'hui sur les tribunes, sur les pistes, où que le regard se pose, on ne voit que des carcasses. Mais des piles de carcasses, tout juste égarées. Il y en a des dizaines, des centaines. Des grands, des petits. »

« Telle est la réalité, horrible, pétrifiante, impitoyable. Il n'y a plus à Spitak ni sucrerie, ni usine d'ascenseurs, ni boulangerie industrielle, ni aucune autre entreprise. Il n'y a plus rien de vivant, si ce n'est ce stade. Mais

lui aussi, en ces circonstances atroces, a changé de fonction : il est désormais simultanément hôpital de campagne, morgue, piste d'envol pour hélicoptères (...). Ici encore ceux qui par miracle sont encore en vie parcourent fiévreusement des yeux les listes des victimes, rédigées à la main, accrochées sur les parois des tentes, avec la peur d'y trouver un nom connu. D'heure en heure, la liste s'allonge. On ne cesse d'extraire des ruines de la ville des corps sans vie, terriblement mutilés. (...) »

« Avant de nous quitter, le lieutenant-colonel français Bernard Monoury a évoqué avec tact le problème du manque de grues sans lesquelles tous les efforts des sauveteurs sont vains. A l'écouter, à voir combien notre équipement est primitif par rapport à celui de nos collègues étrangers, nous nous sommes pris à penser : combien de vies humaines aurions-nous pu sauver si nous avions eu du matériel à la hauteur ? »

(Sovietiski Sport du mardi 13 décembre.)

Le témoignage de Médecins du monde

« Le problème crucial est celui de l'assistance humanitaire aux survivants »

Le docteur Patrick Aeberhard, président de Médecins du monde, est rentré mardi 13 décembre d'Arménie. Il fut l'un des premiers médecins occidentaux autorisés à se rendre sur les lieux du séisme. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il décrit les conditions dans lesquelles se sont organisés les secours.

« Quelques heures après le tremblement de terre, nous avons reçu un appel à l'aide de l'Eglise arménienne de Paris. Le lendemain jeudi 8 décembre, un secrétaire de l'ambassade d'URSS à Paris nous a assuré que nous allions pouvoir partir. Le soir même, le premier contingent français de sapeurs-pompiers décollait pour Erevan. Vendredi, Aeroflot, la compagnie aérienne soviétique, nous donnait une autorisation de vol. Pendant ce temps, la communauté arménienne française avait mis à notre disposition un Boeing-737. Le temps de charger environ 12 tonnes de matériel médical, de vêtements et de nourriture, et nous avons décollé dans la nuit de vendredi à samedi. »

« Soixante-douze heures après le tremblement de terre, une équipe de Médecins du monde, composée, outre le docteur Aeberhard, de six chirurgiens, cinq anesthésistes, deux penseuses instrumentistes et deux infirmières, arrivait donc à Erevan après avoir fait escale à Istanbul. Pour la première fois, une organisation non gouvernementale (ONG) était autorisée à effectuer une mission en URSS. »

« A l'aéroport d'Erevan, nous avons été accueillis par plusieurs centaines d'Arméniens. Notre matériel a été immédiatement pris en charge par des associations arméniennes humanitaires qui avaient

mis à notre disposition trois camions et un autobus. A notre grande surprise, un haut responsable du ministère de la santé arménien, que nous avons rencontré quelques heures plus tard, nous a donné carte blanche. Une partie de l'équipe est donc allée prêter main-forte aux médecins de l'Institut de chirurgie d'Erevan, tandis que l'autre décidait de se rendre le lendemain à Spitak. »

« Très vite, il apparut aux chirurgiens présents à l'hôpital que la situation était dramatique. Cent à cent cinquante enfants étaient dans un état très grave. Leurs membres avaient été écrasés. Afin d'éviter un crash syndrom (1), il leur fallait au plus vite les secours d'un rein artificiel. Or, dans tout Erevan, il ne devait y en avoir que quatre ou cinq. Il y avait à ce moment-là, ont dit les médecins soviétiques, environ six mille blessés répartis dans l'ensemble des hôpitaux de la région d'Erevan. »

« Le lendemain dimanche, une partie de l'équipe de Médecins du monde se rend à Spitak, l'une des villes les plus touchées par le séisme. »

Une morgue en plein air

« La ville est détruite à 80 %. C'est une vision d'horreur qui rappelle ce photos des villes d'Allemagne après les bombardements américains de la deuxième guerre mondiale. Depuis vingt ans que j'ai connu des situations difficiles, de catastrophes ou de guerres, je n'avais jamais vu ça. Dans les rues ou ce qu'il en reste, on apercevait des centaines de sauveteurs bénévoles d'Erevan. Et puis les survivants, hagards. Des hommes qui pleuraient, des femmes qui avaient tout perdu et revenaient dans les décombres de leur maison à la recherche d'un objet dérisoire. Au centre de secours, il y avait de grandes tentes dressées, des médecins soviétiques. Près d'une piste d'hélicoptères, une morgue en plein air, des milliers de cercueil ; des gens venaient reconnaître leurs morts. Des milliers de survivants, souvent en pleurs, qui emportaient un cercueil pour aller l'enterrer. »

« M. Tchazov, le ministre soviétique de la santé, est venu nous remercier de notre aide. »

« Notre surprise fut de constater l'absence quasi totale de moyens déployés par l'armée soviétique. Presque pas d'hélicoptères, pas de

grues, pas de matériel de traction, ni d'hôpitaux de campagne. Rien, ou si peu. »

« A la sortie de la ville, nous avons rencontré les pompiers français qui, depuis plusieurs heures déjà, à l'aide de leurs maîtres-chiens, tentaient de dégager les survivants d'une minoterie qui s'était effondrée sur six cents personnes. »

« A la demande des Arméniens, l'équipe de Médecins du monde décide de se rendre dans la montagne avoisinant Spitak, dans de petits villages dont on était sans nouvelles. « Toutes les maisons des quatre villages que nous avons visités étaient détruites. Juste après le tremblement de terre, des hélicoptères étaient, semble-t-il, venus pour chercher les blessés. Mais depuis, plus rien. Des hommes, des femmes, des vieillards, des enfants sans nourriture, sans vêtements chauds ; une température qui, la nuit, avoisinait les -20 °C. Et la neige qui commençait à tomber. Chaque fois que nous commençons à distribuer des vivres, des médicaments ou des couvertures, c'était de véritables scènes d'émotion. En dépit de l'état de choc dans lequel étaient plongés les survivants, nous avons toujours

Sous l'œil de Mir

Le tremblement de terre en Arménie a eu six spectateurs. Les cinq cosmonautes soviétiques et le français Jean-Loup Chrétien, à bord de la station Mir, ont en effet survolé l'Arménie quelques minutes après le séisme. Ils ont pu voir « une agitation anormale », sans se rendre compte exactement de ce qui se passait ni de l'importance des destructions. Mais au cours des survols successifs — ils passent au-dessus de l'Arménie huit fois par jour — ils ont compris l'ampleur de la catastrophe. »

Le cosmonaute français a expliqué aussi que pendant plusieurs heures l'Arménie a été la seule sujet de conversation. Son collègue Manarov a indiqué pour sa part : « On nous a demandé de prendre de nombreuses photographies de la région sinistrée. Grâce à nos clichés, les scientifiques soviétiques pourront savoir pourquoi la terre a tremblé avec une telle intensité. »

GRANDE-BRETAGNE

M^{me} Thatcher qualifiée d'« insulte » le refus de Dublin d'extrader le Père Ryan

LONDRES de notre correspondant

M^{me} Thatcher a qualifié, mardi 13 décembre, la décision prise le même jour par les autorités irlandaises de ne pas extraditer vers Londres M. Patrick Ryan, un prêtre irlandais défrôqué soupçonné d'appartenir à l'IRA, de « grande insulte au peuple britannique ». Le premier ministre a surtout été indigné par les motifs justifiant cette mesure, qui sont contenus dans un mémorandum de seize pages. Le procureur général irlandais, M. John Murray, y affirme que les accusations portées contre M. Ryan sont « sérieuses », mais que les propos incohérents prononcés aux Communes sur cette affaire et l'attitude de la presse britannique ne permettaient plus d'espérer un procès sérieux et équitable en Grande-Bretagne.

M^{me} Thatcher, qui a elle-même évoqué à plusieurs reprises le cas Ryan devant le Parlement, est donc présentée comme la principale responsable de ce refus. Le leader de l'opposition travailliste, M. Neil Kinnock, tout en regrettant la décision irlandaise, a estimé lui aussi que le premier ministre, en cherchant à forcer publiquement la main à Dublin et en semblant anticiper la culpabilité du prêtre, avait fait échouer l'extradition. Le procureur général irlandais a surtout insisté sur le fait que la presse britannique avait bénéficié de fuites nombreuses, émanant visiblement des services de sécurité, concernant les faits qui étaient reprochés à M. Ryan. Les journaux populaires n'avaient pas été par quatre chemins, présentant ce dernier comme le responsable des attentats les plus spectaculaires des années 80, en par-

ticulier celui du 30 juillet 1982 à Hyde Park au cours duquel quatre cavaliers de la Garde avaient été tués.

Tous les éléments étaient réunis pour déclencher les passions. Il s'agissait, même s'il avait été exclu de son ordre d'origine, les Frères pallotins, en raison de son action aux côtés des nationalistes, d'un ancien prêtre catholique. Les réflexes ancestraux jouaient donc à plein. Les policiers britanniques laissent entendre qu'il n'avait pas directement de sang sur les mains, mais qu'il avait servi de transporteur de fonds et d'explosifs pour l'IRA, en se rendant notamment en Libye. M. Ryan avait été arrêté en Belgique en juin, puis précipitamment envoyé par avion militaire à Dublin le 25 novembre lorsqu'il avait entamé une grève de la faim destinée à empêcher son extradition vers la Grande-Bretagne.

Le procureur général irlandais, dans ses attendus, laisse la porte ouverte à un procès en Irlande même. M^{me} Thatcher n'a pas rejeté complètement cette solution, mais elle estime que la sécurité des témoins à charge serait difficilement assurée à Dublin. La méfiance règne donc des deux côtés. Les Irlandais mettent en cause une des valeurs britanniques les plus sacrées, l'indépendance de la justice, tandis que Londres laisse entendre que la République n'est pas capable d'assurer pleinement l'ordre chez elle.

M. Tom King, le ministre chargé de l'Irlande du Nord, devrait exprimer le mécontentement britannique dans les termes les plus vifs au cours de sa rencontre, mercredi 14 décembre à Belfast, avec le ministre irlandais des affaires étrangères, M. Brian Lenihan.

DOMINIQUE DHOMBRES.

A TRAVERS LE MONDE

Etats-Unis

La production du bombardier B-2 «furtif» retardée

De façon inhabituelle, le Pentagone a donné quelques indications sur son prochain projet de budget (année fiscale 1990, commençant le 1^{er} octobre 1989). Il est prévu un accroissement de 2 %, ce qui contraste avec la tendance des quatre dernières années à la diminution des dépenses militaires (les forces armées avaient été réduites de 38 000 hommes pour 1988, sur un total de 2,1 millions).

En revanche, le programme de construction du bombardier B-2 stealth (furtif) n'est pas pris en compte, contrairement aux prévisions : « Il a été retardé de douze mois pour des considérations techniques et budgétaires », a précisé un porte-parole. Les chiffres du Pentagone ne seront officiellement connus que le 9 janvier ; le président George Bush, qui entrera en fonction le 20, pourra naturellement amender le projet. On considère à Washington que cette « fuite officielle » vise à exercer une pression sur le Congrès et la prochaine administration, en vue d'une reprise de la croissance des dépenses militaires. — (AFP.)

Japon

Le président de NTT a démissionné à la suite du scandale Recruit-Cosmos

M. Hishashi Shinto, président de géant japonais des télécommunications NTT, a démissionné de ses fonctions, mercredi 14 décembre. Il est, après l'ancien ministre des finances, la seconde personnalité victime du scandale politico-boursier Recruit-Cosmos (le Monde du 13 décembre). Le parquet a établi que M. Shinto avait reçu, par vire-

ment sur son compte en banque, la moitié des sommes gagnées par son secrétaire à la suite de la vente des actions de la société. L'implication de M. Shinto pourrait donner à ce scandale une nouvelle dimension, celle d'une affaire de corruption de fonctionnaires. — (Corresp.)

Pologne

Manifestations pour l'anniversaire de la proclamation de l'état de guerre

Des milliers de Polonais ont manifesté contre le pouvoir, le mardi 13 décembre, à Varsovie et dans plusieurs villes de province, à l'occasion du septième anniversaire de la proclamation de la loi martiale, le 13 décembre 1981 (le Monde du 13 décembre).

Les forces de l'ordre, dont les unités anti-émeutes (Zdmoz), ont brutalement dispersé à coups de matraques et de bombes assourdissantes plusieurs centaines d'étudiants qui défilaient dans une grande arène de Varsovie à l'issue d'un meeting dans l'enceinte de l'université. La manifestation avait été organisée par trois mouvements interdits : l'Association indépendante des étudiants (NZS), le Parti socialiste polonais (PPS) et la Confédération pour une Pologne indépendante (KPN).

Au moins une dizaine de personnes ont été interpellées par les policiers. Les étudiants, vivement applaudis par une foule de quelques milliers de Varsoviens, ont scandé des slogans tels que : « Pas de liberté sans Solidarité ! » et « Nous voulons Lech (Walesa) et non Wojciech (Jaruzelski) ». Ils ont forcé un barrage de police pour se rendre au pied de la statue de Nicolas Copernic, sur laquelle ils ont accroché des banderoles réclamant la « démocratie » en Pologne.

A Wrocław, en Basse-Silésie, près de quinze mille Polonais se sont rassemblés pour exprimer leur hostilité aux autorités. — (AFP.)

« CAMBODGE : rencontre entre le prince Sihanouk et M. Samphan à Pôre-an-Tardenois. — Le dirigeant khmer rouge Khieu Samphan, arrivé à Paris mardi 13 décembre, devait rencontrer mercredi le prince Sihanouk à Pôre-an-Tardenois, dans la région parisienne. Le mois dernier, le prince Sihanouk avait rencontré, au même endroit, le chef du régime pro-vietnamien de Phnom-Penh, M. Heng Samrin.

LIVRES

POLONAIS

et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4^e

Tél. : 43-26-51-09

Afrique

Après la signature du « protocole de Brazzaville »

La Namibie devrait accéder à l'indépendance au début de 1990

Les Etats-Unis, par la voix de M. Charles Redman, porte-parole du département d'Etat, se sont félicités du « succès » des négociations tripartites entre l'Angola, Cuba et l'Afrique du Sud qui ont permis la signature, mardi 13 décembre, du « protocole de Brazzaville ». M. Redman, qui a qualifié de « très constructif » le rôle joué par l'Union soviétique, a, toutefois, précisé que les Etats-Unis continueraient à fournir aux maquisards angolais de l'UNITA « une aide appropriée ».

Le porte-parole à Lisbonne de ce mouvement a déclaré, pour sa part, que « des négociations doivent avoir lieu tôt ou tard » avec les gens au pouvoir à Luanda, « sinon, à-t-il menacé, nous intensifierons notre lutte armée, nous continuerons la guerre ». A cet égard, la radio nationale angolaise vient d'annoncer que le gouvernement promulguera bientôt une loi d'amnistie et graciera les opposants condamnés à mort.

Le président angolais, M. José Eduardo dos Santos, doit se rendre, vendredi

16 décembre, à La Havane pour mettre au point avec son homologue cubain, Fidel Castro, le texte final de l'accord sur le retrait des troupes cubaines d'Angola. Le vice-ministre cubain des affaires étrangères, M. Alarcón, a, de son côté, indiqué que « tous les jeunes soldats de notre pays rentreront à Cuba ». « Chez nous, il n'y a pas de chômage », a-t-il affirmé, en ajoutant que « tous trouveront du travail sur l'île ».

Le sommet franco-africain de Casablanca

Le Maroc confirme sa rentrée sur la scène continentale

CASABLANCA
de notre envoyé spécial

La quinzième conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique devait commencer, mercredi 14 décembre, par une rencontre en petit comité des chefs de délégation francophones en présence de M. Mitterrand, attendu à Casablanca en fin d'après-midi. Cette réunion annuelle confirme la rentrée du Maroc sur la scène africaine. Au total, une vingtaine de présidents ont prévu de participer à ce sommet et une quinzaine de pays francophones, anglophones et lusophones devaient se faire représenter à des niveaux divers.

La candidature du Maroc pour héberger ce sommet avait été approuvée à l'unanimité il y a un an à Anouès, lieu de la précédente session. Le roi Hassan II avait un objectif évident : montrer que le royaume conserve de nombreux amis sur le continent noir bien qu'il se soit retiré de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) après que la République arabe sahraïenne démocratique (RASD), proclamée par le Front Polisario, eut été admise à y siéger en 1984. Grâce à une active campagne de séduction marquée par l'envoi de nombreux émissaires, il s'offre le luxe d'accueillir plus de chefs d'Etat que l'OUA avait pu le faire à son dernier sommet à Addis-Abeba. M. Houphouët-Boigny est là, alors qu'il n'avait pas fait le voyage à Antibes, malgré les sollicitations françaises. En hommage au doyen de l'Afrique, un boulevard de Casablanca portera désormais son nom.

Depuis longtemps, le Maroc entretient d'étroites relations militaires avec quelques alliés traditionnels tels que le Gabon, le Zaïre, le Tchad, la République centrafricaine et le Niger. Mais il a ouvert récemment le dialogue avec le camp « progressiste », avec l'Angola par exemple ; ce pays n'avait pas participé, en octobre, au vote d'une résolution de la commission de décolonisation de l'ONU demandant des négociations directes entre le Polisario et Rabat (qui s'y est refusé). D'une façon générale, le Maroc a compris que, compte tenu du contexte africain où il ne faut pas prendre certaines déclarations au pied de la lettre, la reconnaissance de la RASD par tel ou tel pays ne doit pas exclure automatiquement du champ des relations diplomatiques ni même de la coopération.

En outre, la normalisation entre Rabat et Alger en mai a modifié radicalement la situation ; alors que la puissance tutélaire du Polisario exalte la coopération avec le Maroc dans le cadre maghrébin, l'Afrique noire n'a aucune raison de se montrer plus intransigente. L'interdit algérien ne veut plus apparaître comme le mauvais joueur, le paria et l'épouvantail du continent, sur qui on rejette la faute. L'Afrique du Sud s'est achetée une conduite dans le domaine international. Elle cherche désormais à séduire les chefs d'Etat africains, et ses dirigeants ont su exploiter ces pourparlers pour tenter de retrouver une place dans le concert des nations.

La nouvelle ère qui commence dans cette partie du monde avec ce protocole permettra de vérifier si le tournant de la diplomatie sud-africaine aboutira à des résultats concrets. Une question n'est pas réglée, celle des rebelles angolais de l'UNITA ; elle comporte bien des pièges. Le départ des Cubains va placer le mouvement de M. Jonas Savimbi en position de force sur le terrain, même s'il risque d'être désormais coupé de ses sources d'approvisionnement sud-africaines.

L'accord qui sera signé à New-York le 22 décembre apportera peut-être quelques lumières. Il paraît acquis que des tractations secrètes ont été menées avec l'Angola, tant à propos de l'organisation rebelle que de l'ANC (Congrès national africain), qui dispose de facilités en Angola. M. Botha a refusé de se laisser entraîner sur ce terrain.

Ces problèmes restent en suspens. L'UNITA sera-t-elle la grande perdante de l'accord de Brazzaville ? Les Américains comme les Sud-Africains n'ont jamais déclaré vouloir laisser tomber Jonas Savimbi. Une chose est évidente dans l'instant : rien ne sera définitivement réglé tant que la guerre civile continuera en Angola.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Les sommets africains ne sont pas faits pour aborder un ordre du jour précis ni pour prendre des décisions à court terme. Ils sont avant tout une occasion d'échanger des vues et de renforcer des contacts personnels. Au début du premier septennat de M. Mitterrand, certains responsables de la coopération ont mis en doute leur utilité. Mais le président français les tient pour opportuns, et il paraît même prendre un certain plaisir à ces assises sans équivalent dans le monde.

Chevaux de bataille

Traditionnellement, il y a une demande de réflexion qui n'interdit évidemment pas les autres sujets. Le roi Hassan a proposé « Les conséquences Nord-Sud de la détente Est-Ouest ». Enfin, l'accord sur l'Angola et la Namibie conclu à Brazzaville est une illustration de cette détente qui sera saluée à Casablanca. Mais, du côté français, on s'attend à ce que les principaux dirigeants africains enlouchent leurs chevaux de bataille habituels : le poids de la dette, la détérioration des termes de l'échange, la chute des cours des matières premières.

Un ton assez acrimonieux avait prévalu à Antibes à propos des problèmes économiques et financiers de l'Afrique. La situation ne s'est pas améliorée, bien au contraire. Alors que les économies des pays développés redémarrent, celles du continent africain ne suivent pas, faute d'industries de transformation. La chute des cours des matières premières (88 % des exportations africaines) en ressentie lourdement. Le système bancaire est, presque partout, au bord de la faillite.

Conséquence de cette dégradation, la part de l'Afrique dans les importations de la France a chuté de moitié en quatre ans et ne représente plus que 5 %. Alors que les investissements des entreprises françaises diminuent d'année en année, au sud du Sahara, l'aide publique doit prendre le relais : 27 milliards de francs en 1988. Les créances françaises sur les pays de la zone franc atteignent maintenant 115 milliards de francs. Il faudra tous les fastes de l'hospitalité marocaine — qui promettront d'être grands — pour faire oublier un peu ces sombres réalités.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

● RECTIFICATIF. — Le secrétaire général de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) nous prie de rectifier une erreur de transmission dans un article publié dans le Monde du 8 décembre et intitulé : « La marine américaine est, principalement responsable du drame de l'Airbus iranien ». Au début du deuxième paragraphe, il fallait lire que le rapport d'enquête de l'OACI a été rédigé par « une commission multinationale [et non américaine] d'experts ».

Un texte en quatre articles

Le protocole d'accord signé par l'Afrique du Sud, l'Angola et Cuba comprend quatre articles principaux et une annexe en six points.

Dans l'article premier, les parties « conviennent de recommander au secrétaire général des Nations unies que le 1^{er} avril 1989 soit désigné comme la date de la mise en place de la résolution 435/78 du Conseil de sécurité des Nations unies ».

L'article 2 stipule que « les parties conviennent de se rencontrer le 22 décembre 1988, à New-York, pour la signature de l'accord tripartite et pour la signature par l'Angola et Cuba de leur accord bilatéral ». Il précise encore que, « au moment de la date de la signature, l'Angola et Cuba auront conclu un accord avec le secrétaire général de l'ONU sur les arrangements concernant la vérification [du retrait cubain] qui doivent être approuvés par le Conseil de sécurité ».

Dans les articles 3 et 4, les parties « acceptent d'échanger les prisonniers de guerre après la signature de l'accord tripartite » et de « créer une commission

conjointe en accord avec l'annexe attachée à ce protocole ».

Le point 2 de l'annexe précise notamment que « la commission conjointe servira comme forum de discussion et de résolution des questions relatives à l'interprétation et la mise en place de l'accord tripartite (...) ».

Le paragraphe suivant indique que les parties « invitent les Etats-Unis et l'URSS à participer comme observateurs à la tâche de la commission ». « En outre, ajoute l'annexe, elles conviennent que, à l'indépendance de la Namibie, le gouvernement namibien soit inclus comme membre de la commission conjointe. »

Enfin, après avoir souligné que cette commission sera constituée « dans les trente jours qui suivent la signature de l'accord tripartite », le texte stipule que, « en aucune manière, elle ne fonctionnera comme substitut du Groupe d'assistance des Nations unies pour la transition (GATUNT) ou de l'entité des Nations unies chargée de la vérification [du retrait cubain] en Angola ».

BRAZZAVILLE
de notre envoyé spécial

Le médiateur américain, M. Chester Crocker, était manifestement aux anges. Pendant la cérémonie de signature du protocole, le secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines était tout sourire. Après huit années d'efforts infructueux, cet infatigable courtier de la paix en Afrique australe est enfin parvenu à mettre sur les rails le processus qui doit conduire à l'indépendance de la Namibie et, peut-être, à la fin du conflit angolais (le Monde du 14 novembre). Ce protocole ouvre des perspectives qui semblaient bien improbables il y a seulement huit mois. M. Crocker, lui-même, doit en être le premier surpris.

Après la première réunion à Londres début mai, les obstacles ont été petit à petit aplatis, pour, en fin de compte, aboutir, au terme de dix rencontres quadripartites, à l'amorce de ce règlement. A New-York, on avait établi le cadre général de travail. A Genève, en août, on avait abouti à une première ébauche. A Genève encore, trois mois plus tard, on entrait dans le tunnel. Désormais, c'est fait, du moins sur le papier. Les Cubains devraient avoir quitté le sol angolais le 1^{er} juillet 1991, au terme d'un retrait graduel de vingt-sept mois à compter du 1^{er} avril 1989, date de la mise en application de la résolution 435 sur l'indépendance de la Namibie, qui, si tout va pour le mieux, devrait être proclamée au début de l'année 1990.

Qui l'eût cru, il y a seulement un an, alors que les troupes sud-africaines étaient aux portes de Cuilo-Cuanavale, à 250 kilomètres à l'intérieur du territoire angolais. Mais le protocole de Brazzaville n'est qu'une porte entrebâillée ou une esquisse qu'il va falloir préciser.

La prochaine étape aura lieu à New-York le 22 décembre. A cette date, Cubains, Angolais et Sud-Africains signeront un traité qui enverra de façon formelle le document signé à Brazzaville. Neuf jours de barbotement, au cours desquels Luanda et La Havane devront établir, de leur côté, les termes de la cessation de l'aide internationale « fournie par Fidel Castro au gouvernement du MPLA (Mouvement pour la libération de l'Angola) ».

Ces deux traités, ainsi que la procédure de vérification du retrait du contingent cubain, dont l'ONU aura la charge principale, seront soumis, sans doute avant la fin de l'année, au Conseil de sécurité de l'ONU pour approbation. L'Assemblée générale devra ensuite trouver les moyens matériels nécessaires à la mise en vigueur de la résolution 435, soit au bas mot 700 millions de dollars afin de réunir les 7 500 « casques bleus » qui seront déployés sur le territoire namibien. Cette force aura pour mission notamment de veiller au bon déroulement des élections qui devraient avoir lieu au début du mois de novembre.

Position raisonnable

A cette époque, les forces sud-africaines auront quitté la Namibie et les bases situées au nord auront été démantelées. Il ne restera, au bout de trois mois, que 1 500 soldats de Pretoria retranchés dans deux villes : Oshivelo et Grootfontein. Les troupes namibiennes agissant sous contrôle sud-africain seront démobilisées et les quelque 30 000 hommes qui les composent réintégreront leur foyer en attendant que la Namibie devienne un Etat à part entière.

Conjointement à ce processus, le contingent cubain se repliera au nord. D'abord sur le quinzième parallèle au bout de quatre mois, c'est-à-dire le 1^{er} août 1989, puis sur le treizième parallèle, au terme d'une période de sept mois, soit au 1^{er} novembre 1989. A cette époque, qui correspond à la date des élections en Namibie, 25 000 barbus devront avoir quitté l'Angola, dont 3 000 avant l'entrée en vigueur de la résolution 435.

Une commission conjointe, à laquelle les Etats-Unis et l'URSS sont invités à participer en tant qu'observateurs, sera constituée à

Un succès de la diplomatie américaine

APRÈS d'interminables négociations conduites dans la méfiance réciproque, La Havane, Luanda et Pretoria ont fini par signer le « protocole de Brazzaville » qui prévoit le retrait des troupes cubaines d'Angola et ouvre la voie à l'indépendance de la Namibie. Même si, en coulisses, l'Union soviétique a sérieusement poussé à la ruse pour désamorcer ce conflit régional, c'est là, lorsqu'on sait le rôle joué par le médiateur américain dans l'heureuse issue de cette affaire, un succès de la politique « d'engagement constructif » chère à M. Reagan, qui achève ainsi son mandat présidentiel par un beau coup diplomatique.

Si ce processus de paix a été enclenché par les deux Super-Grands et si les Nations unies ont été invitées à apporter leur contribution au règlement de ce différend, il n'en reste pas moins que certains pays africains se sont aussi entendus pour faciliter les choses et faire en sorte qu'une solution « à l'africaine » soit trouvée sans intervention trop voyante de tierces puissances. Négociation oblige : les Sud-Africains ont réussi à rompre leur isolement et à être considérés à juste titre, comme des Africains à part entière.

De cuisants revers subis dans le sud de l'Angola ont contraint les autorités de Pretoria à s'asseoir à la table des négociations et à régler, cette fois, le problème au fond. Il était d'autant plus urgent d'en arriver là que cette guerre était coûteuse et de plus en plus impopulaire. Il n'empêche que certains cercles politico-militaires, faute de pouvoir empêcher la signature de cet accord de paix, ont bataillé dur, jusqu'au dernier moment, pour obtenir le maximum de garanties, notamment en ce qui concerne le retrait des troupes cubaines.

Par voie de conséquence, la Namibie, dernière colonie d'Afrique, est appelée à devenir indépendante en 1990, au terme d'élections libres dont il y a tout lieu de penser qu'elles seront gagnées par les nationalistes

de l'organisation des peuples du Sud-Ouest africain (SWAPO). Les autorités de Pretoria devront alors apprendre à vivre en bonne intelligence avec les dirigeants d'un pays dont ils redoutent les idées marxistes tout en sachant qu'économiquement ce nouvel Etat sera, pendant encore de nombreuses années, dépendant de l'Afrique du Sud.

Les Cubains à découvert

Il reste, que si la paix est signée, la guerre n'est pas encore finie en Angola, dans la mesure où les maquisards de l'UNITA ne sont pas partie prenante du « protocole de Brazzaville ». Or il est indispensable pour les dirigeants marxistes de Luanda (qui, avec le départ échelonné des troupes cubaines, vont se trouver à découvert), de « neutraliser », d'une manière ou d'une autre, les hommes de Jonas Savimbi, qui, eux, bénéficient encore du soutien effréné des Etats-Unis et de l'Afrique du Sud.

En définitive, Jonas Savimbi et les siens feront-ils les frais de cet accord de paix ? Sans ces alliés de poids, leur combat serait sans lendemain. Pour l'heure, sous couvert de « réconciliation nationale », les gens au pouvoir à Luanda n'offrent à ces « égarés » qu'une sorte de paix des braves dont ils ne veulent pas entendre parler. En tout cas, la personnalité du chef de l'UNITA est si forte que des adversaires politiques, s'ils étaient tentés de négocier avec ses lieutenants, excluent d'avoir, un jour, à partager le pouvoir avec lui.

Il y avait en Angola deux guerres en une. Le « protocole de Brazzaville » doit mettre un terme à l'intervention des troupes étrangères dans cette ancienne colonie portugaise. Reste une lutte intestine qui, si les grandes puissances cessent de souffler sur le feu, peut trouver une issue plus vite qu'on ne le croit.

JACQUES DE BARRIN.

LE HAUT-PARLEUR LE MAGAZINE DE L'ELECTRONIQUE

DANS NOTRE NUMERO DU 15 DECEMBRE

LE LECTEUR LASER AUDIOVIDEO PHILIPS CDV 475

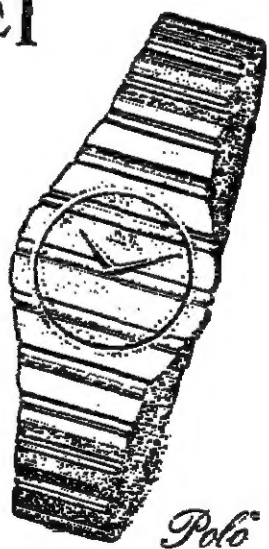
10 MAGNETOCASSETTES AU BANC D'ESSAIS

REALISEZ UN JEU DE LUMIERE PROGRAMMABLE

Sommaire détaillé sur 36 15 code HP

Le temps Piaget ne se mesure qu'en Cr

PIAGET



Polo

Cr 18 carats.
Quartz, étanche.
Changement de
niveau horaire
instantané.

Aldebert

A Paris: 16, place Vendôme
1, bd de la Madeleine
6, fg Saint-Honoré
70, fg Saint-Honoré
Palais des Congrès, Porte Maillot

A Cannes: 19, La Croisette

A Monte-Carlo: 3, av. des Beaux-Arts

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Afrique

L'Algérie en ébullition

Le fleuve détourné

(Suite de la première page.)

Afin de justifier cette mise au placard de tout le pan d'histoire 1930-1962, on est allé jusqu'à inventer pour les écoliers la fiction d'un « Etat souverain algérien » détruit par les soldats de Charles X et qui aurait ressuscité en 1962. Ce travestissement n'aura rapporté au gouvernement que d'être méchamment surnommé « l'odjak », du nom du régime de janissaires ottomans qui gouvernait Alger avant 1830. Quant à la période française, qui ne fut certes pas de tout repos, l'historiographie l'a transformée en insurrection permanente, en un refus absolu de tout l'apport occidental.

Sans s'en rendre compte l'Algérie algérienne embolait le pas à certains idéologues coloniaux, comme l'académicien Louis Bertrand (1866-1941) qui avaient cru pouvoir renouer avec l'arabo-berbère façonnée par l'islam. Ainsi que l'a noté Régis Debray dans la *Puissance et les rêves* (2) : « Rien ne coûte plus cher que le dédain des origines ». Surtout les origines immédiates !

S'en rend bien compte aujourd'hui, à travers tout le pays, cette génération des quinze-trente ans, garçons et filles, qui n'a connu ni le système français ni la guerre d'indépendance et qui ne s'embarrasse pas du « complexe du moudjahid ». Ces « moudjahids » d'autant plus intraitables et acharnés à effacer toute trace du passé colonial que, bien souvent, ils n'avaient pris le maquis qu'après le cessez-le-feu de mars 1962...

« La révolution est close »

L'abbé Alfred Berenguer, pied-noir mais aussi militant nationaliste algérien des premières années, ne craint pas de dire aujourd'hui, dans sa cure d'Oran : « Chacun savait, début 1962, qu'il y avait trois mille maquisards dans les djebels et quelques mois plus tard on en comptait 300 000... en ville. »

Dans l'immense fourmillement revendicatif, idéologique, politique, social, culturel, féministe, professionnel, etc., qui s'est emparé de l'Algérie depuis octobre, et cela parfois jusqu'en

d'humbles villages qui animent d'inattendus « comités » pour la démocratie et la liberté de conscience ou contre la torture et le parti unique, dans cet anarchique fourmillement transparent partout la détermination de ne plus « se laisser bâillonner au nom d'une révolution close depuis vingt-cinq ans ».

Le quotidien *Horizons*, gouvernemental mais de plus en plus audacieux, barre toute une page avec le câble de son correspondant à Sidi-Bel-Abbès, Kader Mehdi : « La démocratie vue de l'Algérie profonde : on peut parler sans qu'on nous désigne comme ennemis de la révolution ! » Notre confrère poursuit : « Depuis l'indépendance, on n'aura jamais vécu une ambiance pareille. Les gens sentent qu'ils sont à la veille de grandes transformations. »

Pendant ce temps, Kamel Belkacem, le directeur de l'hebdomadaire *Algérie-Actualité*, pourtant traditionnellement le moins dogmatique des médias algériens, martèle : « L'hommage auquel les militants de novembre 1954 [début de l'insurrection indépendantiste] ont droit n'est pas négociable. Il est inscrit en lettres de sang et d'héroïsme, etc. »

Le discours ministériel reste également marqué par le même « esprit de bois », le ministre de la culture et de l'information, Mohamed Ali-Ammar, encore récemment responsable de l'Amicale des Algériens en Europe, allant jusqu'à accuser la presse parisienne « d'inviser répétées à l'émigration l'Algérie frondeuse dans le giron des pays industrialisés de manière à permettre au néo-colonialisme de récupérer ce qui a été perdu au cours des décennies d'indépendance ».

Tout cela stimule l'humour de la rue, qui a inventé une blague montrant le président Mitterrand inquiet « qu'on veuille lui rendre l'Algérie », et fait exploser notre jeune concitoyen algérien, Linda Ababsa, car, même s'il est vrai que, durant les troubles, quelques écoliers ont crié « l'Algérie française ! » pour embêter les militaires, « personne, absolument personne ne remet en cause même un iota de l'indépendance. Elle va de soi comme l'air qu'on respire. Insinuer le contraire ne

visait qu'à détourner l'attention des affaires sérieuses ».

Ces « affaires sérieuses », voyons comment les définit le plus prestigieux des nouveaux romanciers algériens de graphie française, Rachid Mimouni, dont le livre le plus lu, *Le Fleuve détourné* (3), pourrait sans doute donner son nom à cette période 1962-1988 qui a vu l'ardeur de toute une nation déviée au profit d'un système contraignant et inefficace que seule la fierté nationale a longtemps interdit de critiquer devant des étrangers : « Maintenant, le pouvoir est encore étourdi par le soulèvement. Mais avant qu'il ne se reprenne et ne récupère tout le terrain gagné depuis octobre par le peuple, les intellectuels ont un rôle stratégique à remplir : être les gardiens de la démocratie balbutiante. »

La nouvelle donne espérée, Rachid Mimouni et aussi un grand nombre d'autres Algériens de tous bords la résumait ainsi : « Expression de toutes les idées y compris celles non partagées par le pouvoir, comme le laïcisme : respect de la vie privée

et de la liberté de conscience et de voyage ; possibilité de créer sans entraves dans toutes les langues que possède l'Algérie, y compris le berbère et le français. »

« Oui, oui, mais pas trop vite et pas tout en même temps, il faut mûrir un peu », raisonnent dans les cercles du régime, qui se font néanmoins vertement reprendre — une fois n'est pas coutume — dans une « opinion » du journaliste Hocine Benhamza publiée en pleine page du très gouvernemental *El Moudjahid* :

« Dire que le peuple algérien n'est pas mûr pour le multipartisme me rappelle l'époque coloniale où on nous sermonait : « Vous n'êtes pas mûrs pour l'indépendance, car vous ne savez pas fabriquer de roulements à bille, etc. »

Les deux millions de « dissidents »

En réalité, les Algériens de 1962 étaient prêts pour un pluralisme politique, syndical, culturel, médiatique que, même déformé par les deux collègues

électorales (un pour les juifs, les chrétiens et les musulmans ayant renoncé à leur statut personnel coranique ; un autre pour les musulmans restés fidèles à ce statut) ou par les trop fameuses « élections à l'algérienne » du gouverneur socialiste Marcel Edmond Naegelen (1948-1951), ils avaient appris à apprécier.

A fortiori leurs émigrés et leurs étudiants d'hier et d'aujourd'hui dans l'ancienne métropole qui font que chaque année quelque deux millions d'Algériens, soit presque 20 % de la population, circulent entre les deux rives de la Méditerranée, véhiculant idées, besoins, publications et cent autres choses introuvables au pays depuis l'hebdo *Jeune Afrique* jusqu'à des bananes.

Les Algériens et les Franco-Algériens de France, cela fait en quelque sorte deux millions de « dissidents », en puissance, qu'Alger a songé naguère à utiliser pour faire pression sur Paris mais qui maintenant font eux-mêmes pression pour la libéralisation dans leur pays d'origine...

Partout nous avons entendu ce leitmotiv : « Sans l'oxygène de l'émigration, sans les radios françaises nous serions devenus l'Albanie ou la Libye ! » Habituellement gens graves et réservés, les Algériens se sont soudain débouffés, n'ayant plus honte de leur xénophilie et surtout de leur francophilie : « La démocratie, ça veut dire un bon salaire et de bonnes relations avec la France », tranche ce père de famille de six enfants, un des quatre cent cinquante ouvriers en grève d'une usine étatique de parpaings que nous prenons en stop aux portes de Blida.

Les dirigeants de l'indépendance et leurs successeurs crurent qu'ils plairaient au peuple en niant ces acquis, ce passé, y compris et peut-être même surtout sa partie positive. Car l'aspect négatif de l'héritage fit au contraire florès, notamment ces méthodes de torture que les nazis appliquèrent et apprirent aux Français, lesquels, par une sorte de généalogie de l'horreur, les transmittent de la même façon aux Algériens, qui y ajoutèrent quelques spécialités orientales. Le docteur Sadi, toujours à l'avant-garde, avait publié en 1982 un roman en berbère (4) mettant en scène un tout jeune

moudjahid de 1956, tortionnaire dans un commissariat en 1980...

Mais le « bon passé » nie, comme le fait remarquer l'historien marxisant Mohamed Harbi, exilé en France depuis 1973, après six années de prison, a commencé à se venger « dès avant 1980, s'exprimant dès lors presque chaque année par de petits soulèvements locaux à Ain-Beida, Ain-M'Elila, Tizi-Ouzou, Skikda, Bordj-Bou-Arreridj, Oran, Constantine, etc., qui ont peu à peu créé une culture de l'émiette face à la culture de l'arbitraire. Au lieu de desserrer l'étou, le régime a cru se sauver en le serrant encore plus à chaque soulèvement, jusqu'à l'explosion générale d'octobre, débouchant sur une revendication démocratique nationale ».

Lahouari Addi, un jeune sociologue oranais, va jusqu'à estimer que « le système politique algérien fonctionne désormais à l'émiette parce que les institutions façonnées sur le moule du parti unique ont pour fonction de boucher tous les pores et intestins par lesquels respire le corps social ». Vision somme toute pessimiste pour l'avenir, mais rejoignant celle de nombre d'Algériens qui pensent que le régime aura besoin d'être deroché assailli pour satisfaire l'aspiration populaire à des libertés concrètes.

Ce « virus » de la liberté que la Régence d'Alger ne connaissait nullement en 1830, la France l'a en effet laissé derrière elle en 1962, encore bien vivant malgré les coups qu'elle lui avait elle-même portés sur cette terre. En ce sens, c'est peut-être encore une fois de Gaulle qui aura vu juste lorsqu'il confiait à Malraux, vers 1960 : « L'Algérie restera française, comme la France est restée romaine. » (5).

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Prochain article :

L'ISLAM DES « FRÉROTTS »

- (2) Gallimard, 1984.
- (3) Ed. Robert Laffont, 1982 et Laphem, Alger, 1986.
- (4) *Asfazi*, Ed. Imedjyzen, 11, rue de Lodi, 75004-Paris 1982.
- (5) André Malraux, *Le chéne qu'on abat*, Gallimard, 1971.

Sans Multipartisme il n'y aura aucun changement.



Dessin publié au mois de novembre dans l'hebdomadaire *Algérie-Actualité*.

La France, laboratoire de la démocratie maghrébine ?

« La démocratie sera panmaghrébine ou ne sera pas ! » Telle pourrait être le slogan de ce « collège » devenu « Cercle » fondé à Paris début novembre par une cinquantaine (une centaine aujourd'hui) d'intellectuels nord-africains « en exil », « de passage » ou « résidents permanents », en tout cas sous le choc de la révolte algérienne et surtout de la brutalité avec laquelle elle a été réprimée.

Ce même choc qui a poussé l'actrice franco-algérienne Isabelle Adjani, qui ne s'était jamais beaucoup soucée de politique, à partir, début novembre aussi, pour le pays de son père, afin d'y soutenir haut et fort les militants contre la torture, à commencer par l'avocat Abdelnour Ali-Yahia, président de la seule des trois Ligues algériennes des droits de l'homme bénéficiant de la reconnaissance de la Fédération internationale des ligues.

« Sans l'immigration algérienne en France, aucune opposition ne serait possible aujourd'hui en Algérie ! » C'est le cri du cœur de M. Ali-Yahia. C'est ce que pensent à des degrés divers, la plupart des mouvements politiques ou sociaux qui se sont mis en tête de démocratiser leur pays : y compris les islamistes, pour lesquels Marseille est, à une heure d'avion d'Alger, le havre où ils peuvent en toute tranquillité rencontrer leurs amis des autres Etats musulmans et s'approvisionner en littérature religieuse.

C'est afin de servir de caisse de résonance internationale « à tous les démocrates luttant au Maghreb », et de constituer une sorte d'observatoire permanent de la situation sur la rive sud de la Méditerranée que le Cercle des intellectuels maghrébins s'est formé ; ses membres ont élu président un docteur en psychanalyse et anthropo-

logue de Skikda (ex-Philippeville), âgé de trente-cinq ans, Malek Chebel. Il est venu en France en 1981 parce que l'Université algérienne ne lui donnait pas « les moyens de mener ses recherches » et il est prêt à retourner chez lui « lorsque les conditions de travail seront satisfaisantes ».

Au tour de lui, beaucoup sont dans le même cas, car le « Cercle », s'il admet les bienfaits que les Maghrébins installés plus ou moins définitivement dans l'Hexa-

gone, se veut distinct des leurs et entend grouper un maximum de gens désireux de retourner en Afrique du Nord.

Cela veut donc aussi pour Tunisiens et Marocains, car si, vue d'Alger, la situation prévalant à Tunis et Rabat fait littéralement bondir de joie les Algériens à qui on prédit qu'ils seront peut-être bientôt au même diapason, la répression politico-culturelle n'en existe pas moins chez leurs voisins ; particulièrement au Maroc, où quelque deux cents personnes demeurent

emprisonnées pour délits d'opinion et où la revue non conformiste *Lamfal* vient d'être condamnée à interrompre sa publication après vingt-deux ans d'existence. L'atmosphère régnant en Libye et en Mauritanie ne fait, en revanche, envier à personne.

Parmi les signataires du Manifeste des intellectuels maghrébins en France, on relève les noms d'écrivains (Tahar Ben Jelloun, Abdelatif Laabi, Rabah Belamri, etc.), d'universitaires (Ramdane Redja, Tahar Bekri, Mohamed Harbi, etc.), de journalistes (Zakia Daoud, Farid Achoune, Salah Daoud, Farid Achoune, Malek Chebel, le bureau du « Cercle » est constitué de trois vice-présidents, Khennas Khayati, Khaled Mehaa et Abderrahim Hafid, journalistes respectivement tunisien, franco-algérien, et marocain, d'un secrétaire général, Mohamed Kacimi, écrivain algérien, et d'un trésorier, Kassa Houari, autre écrivain algérien.

Si les buts du « Cercle » sont essentiellement « de dénoncer la répression et toutes atteintes aux libertés », de « favoriser les voies pacifiques de recours contre les autoritarismes » et de « contribuer à la libre expression des Maghrébins », il faut y ajouter, selon Malek Chebel, « la décomplexion des rapports franco-maghrébins » et, d'après Mohamed Kacimi, « la préparation d'une relève des générations politiques et culturelles ».

Le Maghreb ne se prépare pas qu'au Maghreb. On serait même tenté de dire que sa conscience est en train de devenir adulte dans l'« est français ».

J.-P. P.-H.

* Cercle des intellectuels maghrébins. BP 7607, 75327 Paris Cedex 07. Le CIM publie un bulletin.

LA GRANDE EAU D'HERMÈS.



Créée en 1949.
Rééditée en 1987 à l'occasion du cent-cinquantième d'Hermès,
et gravée, si vous le désirez, à vos initiales.

HERMÈS
PARFUMS

Politique

L'élection législative de Seine-Saint-Denis

M. Fuzier (PS) se retire devant M. Gouhier (PCF) mais dénonce les « irrégularités » électorales

M. Claude Fuzier, candidat du PS à l'élection législative partielle de la neuvième circonscription de Seine-Saint-Denis, a annoncé, le mardi 13 décembre, son retrait pour le second tour de scrutin. M. Fuzier avait été devancé, au premier tour, le 11 décembre, par le candidat communiste, M. Roger Gouhier, de 74 voix sur 20 451 suffrages exprimés et 60 116 électeurs inscrits. Les candidats de droite et d'extrême droite ayant été éliminés au premier tour, seuls MM. Gouhier et Fuzier pouvaient se présenter au second.

M. Fuzier a souligné que « la loi [lui] permettait de [se] maintenir en face du candidat communiste », mais, a-t-il ajouté, « nous n'entendons pas que nos électeurs tranchent entre deux candidats de gauche ». La fédération socialiste de la Seine-Saint-Denis a précisé, de son côté, que « le PS a demandé à M. Fuzier de retirer sa candidature ». Le candidat socialiste a affirmé que « cette élection aura, cependant, des suites », car « la justice s'est, d'elle-même, saisie du dossier à la suite d'irrégularités relevées par les députés du préfet dans des bureaux de vote de Romainville ».

Mardi matin, les secrétaires des trois sections socialistes de la circonscription (Bondy, Noisy-le-Sec et Romainville), faisant état de ces irrégularités, avaient adressé à la direction du PS une demande de maintien de la candidature de M. Fuzier. Celui-ci, maire de Bondy, ancien bras droit de Guy Mollet à la direction de la SFIO, était devenu député à la suite de la nomination au gouvernement de M. Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargée de la consommation. L'élection de juin avait été annulée par le Conseil constitutionnel en raison du fait que M. Fuzier, suivant de liste du sénateur socialiste de la Seine-Saint-Denis, M. Marcel Debarge, ne pouvait être, en même temps, suppléant d'un député (M. Neiertz) et d'un sénateur (M. Debarge).

L'avance prise par le candidat communiste au premier tour et son élection assurée au second, si le PS appliquait la « discipline républicaine » de désistement à gauche, allaient réduire d'une unité la majorité relative détenue par les socialistes à l'Assemblée nationale. Or les responsables socialistes locaux affirmaient que des irrégularités avaient été commises dans certains bureaux de vote. Lors du point de presse hebdomadaire du PS, le 12 décembre, M. Daniel Vaillant, membre du secrétariat national, chargé des fédérations, avait évoqué des « éléments qui auraient pu polluer la sincérité du scrutin », et aussi exprimé une interrogation sur la présence au premier tour, à côté de celui des Verts, d'un autre candidat écologiste, inconnu localement.

La question de l'éventuel maintien de la candidature de M. Fuzier au second tour a été

discutée, mardi matin, lors du petit déjeuner réunissant autour du premier ministre les principaux ministres et responsables socialistes. La tendance dominante, résultant des points de vue exprimés notamment par MM. Lionel Jospin, Laurent Fabius et Louis Mermaz, était que ce maintien se justifiait dès lors que l'avantage pris par le candidat communiste pouvait être imputé à la fraude. M. Jean-Pierre Chevènement était d'un avis contraire, et, dans l'après-midi, les amis du ministre de la Défense faisaient savoir que le maintien d'un rapport de forces avec le PCF interdisait, selon eux, aux socialistes d'ouvrir eux-mêmes la porte à un respect sélectif de la discipline de désistement à gauche.

M. Mauroy tranche

M. Pierre Mauroy, rentré dans la matinée de Washington, où il avait été reçu par le président élu, M. George Bush, n'a pas participé au petit déjeuner de Matignon. Au vu du dossier, le premier secrétaire du PS a estimé que les éléments dont faisait état les socialistes de Seine-Saint-Denis pour étayer leur accusation de fraude contre le PCF et justifier leur demande de maintien au second tour étaient insuffisants. Des trois solutions possibles — application pure et simple de la règle du désistement, ou maintien, ou retrait avec déclaration dénonçant les irrégularités dont le PCF était soupçonné — M. Mauroy préférait la troisième, qu'il a imposée en début d'après-midi.

Le premier ministre ne semble pas avoir fait connaître sa position de façon précise, mais son entourage penchait nettement en faveur du maintien de M. Fuzier. L'avis du président de la République est l'objet de supputations contradictoires. Selon certains, le silence de M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de la présidence de la République au cours du petit déjeuner, aurait signifié que le chef de l'Etat craignait que le non-désistement ne fût une faute tactique. Selon d'autres, M. François Mitterrand aurait laissé toute latitude à M. Michel Rocard dans cette affaire.

L'attitude adoptée par les socialistes ne s'explique pas seulement par les données locales relatives aux irrégularités commises ou non par les communistes. En refusant de se désister et en motivant ce refus par une accusation de fraude, le PS aurait franchi d'un coup plusieurs degrés dans l'épreuve de force avec le PCF. Jusqu'à présent, les socialistes passaient par pertes et profits la fraude électorale imputable aux communistes et sanctionnée par la justice administrative ou pénale. Lors des élections législatives de juin dernier, M. Pierre Zemor, candidat du PS contre M. Georges Marchais, dans le Val-de-Marne, avait été prié de rentrer dans le rang lorsqu'il avait accusé les communistes de fraude électorale et envisagé de se maintenir au second tour.

On avait pu observer un infléchissement de cette attitude lorsque M. Robert Dray, devancé au premier tour dans la deuxième circonscription de Seine-Saint-Denis par le candidat communiste

M. François Asensi, avait proposé un recours au Conseil constitutionnel, lequel devait lui donner raison et annuler l'élection. Toutefois, M. Robert Dray avait agi individuellement, sans le soutien officiel du Parti socialiste. D'autre part, le projet de loi de M. Pierre Joxe contre la fraude électorale représente aussi une évolution puisque, sans que le PCF soit explicitement mis en cause, les modifications qu'il propose d'introduire dans le code électoral visent à rendre impossibles certaines pratiques constatées à l'occasion de contentieux impliquant des communistes.

« Rester dans son axe »

Autre chose aurait été, pour la direction du PS, d'accuser de fraude le PCF et de justifier ainsi une rupture, même ponctuelle, avec la règle du désistement. Les socialistes se prévalent, en effet, vis-à-vis des communistes, d'un respect scrupuleux de cette règle, alors même qu'ils ne sont pas toujours payés de retour, puisqu'on avait vu le PCF, lors des élections législatives du printemps et des cantonales de l'automne, refuser d'appeler à voter pour tel ou tel candidat désigné par le PS. Aujourd'hui même, à Marseille, les communistes dénoncent M. Bernard Tapie, candidat du PS pour une prochaine élection législative partielle, comme un « apparent de droite ». « Il n'a pas une tête de gauche », nous déclarait M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du PCF (Le Monde du 14 décembre), ce que M. Amick Boet, candidate du PCF pour cette élection, exprime autrement : elle sera, a-t-elle déclaré mardi, « la candidate de toutes les forces de gauche en l'absence de candidat socialiste ».

M. Mauroy, invité, mardi soir, du Cercle de Paris, qui réunit des franc-maçons de diverses obédiences, a réaffirmé sa ligne de conduite en soulignant que le PS « doit rester dans son axe », qui est celui du « rassemblement à gauche ». L'historien ayant montré que lorsqu'il s'en écarte, « c'est le PC qui monte et le PS qui descend ». Pour le premier secrétaire, « il y a une majorité absolue de gauche à l'Assemblée nationale ». « Je vous accorde, a-t-il ajouté, qu'elle n'est pas opérationnelle », mais « les communistes ne votent pas la censure avec la droite ». La majorité, selon M. Mauroy, doit être « la plus ouverte possible » et le PS doit « s'enfoncer profondément dans la droite », mais il ne doit en aucun cas « se couper de ses racines ouvrières et populaires ».

Engagé avec le PCF dans une épreuve de force à l'Assemblée nationale et, sur le terrain, dans la préparation des élections municipales, M. Mauroy estime que le PS doit se garder de tout geste qui permettrait aux communistes de se libérer du carcan unitaire.

OLIVIER BIFFAUD.

PATRICK JARREAU.

Durcissement des centristes dans le débat sur l'audiovisuel et échec de la commission mixte paritaire

M. Méhaignerie s'oppose à M. Barrot

Changement de ton au groupe centriste : M. Pierre Méhaignerie a mis fin, mardi 13 décembre, aux altercations des membres de l'UDC sur la réforme de l'audiovisuel défendue par M. Catherine Tasca, ministre déléguée chargée de la communication. Ce projet, qui a été adopté la semaine dernière par l'Assemblée grâce à la non-participation au vote des centristes, a été examiné mercredi 14 décembre en commission mixte paritaire qui n'est pas parvenue à dégager un accord entre députés et sénateurs avant d'être à nouveau soumis aux députés, jeudi.

En intervenant lui-même sur ce dossier, M. Méhaignerie a sans doute voulu signifier que la délégation de pouvoir accordée à M. Jacques Barrot (Haute-Loire) pendant la discussion du texte à l'Assemblée était terminée. M. Barrot, qui était personnellement favorable à l'adoption de cette réforme, avait en effet pris, au cours des débats, des positions contestées au sein de son groupe. Celui-ci s'était d'ailleurs divisé au moment du vote, quatre députés ayant refusé de suivre la consigne de non-participation pour signifier leur opposition au projet. M. Méhaignerie a en outre présenté deux amendements, « adoptés à l'unanimité des membres du groupe », a-t-il précisé, qui conditionnent le vote final des députés UDC sur le projet. Il s'agit tout d'abord d'obtenir l'assurance que « les chaînes privées pourront survivre et se développer », c'est-à-dire que le groupe centriste souhaite revenir sur la limitation des coupures publicitaires adoptée la semaine dernière à la suite d'un amendement déposé par M. Georges Hage (PC Nord) et sous-amendé par M. Bernard Schreiner (PS, Yvelines). Il reprend de plus à son compte un amendement — rejeté — déposé par M. François d'Aubert (UDF, Mayenne), qui désirait assouplir la règle limitant à 25 % la participation d'un groupe au capital d'une chaîne de télévision en la fixant à 33 %.

Deuxième exigence des centristes : accorder au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), dès le début de son existence, les pouvoirs qui, d'après le texte adopté par l'Assemblée, ne doivent lui revenir qu'à l'issue de dix-huit mois. Cette disposition est paradoxalement le résultat des premières négociations entre le gouvernement et M. Barrot. Dans sa version initiale, le texte donnait au gouvernement, en matière d'audiovisuel, un ensemble de pou-

voirs jugés trop importants par le député centriste. M. Barrot avait alors déposé un amendement, repris partiellement par le gouvernement, qui établissait un nouveau partage des pouvoirs entre l'Etat et le CSA au profit de celui-ci, mais seulement après une période transitoire de dix-huit mois. Tout en déplorant ce délai, M. Barrot s'était alors félicité de cette avancée.

Nouvelle motion de censure ?

En revenant sur cette disposition déjà acceptée à contre-cœur par le ministre de la communication, M. Méhaignerie prend donc le risque d'irriter le gouvernement. Il sait parfaitement que ces deux amendements sont, en l'état, jugés inacceptables par M. Tasca. Le président du groupe centriste, qui a adopté mardi un ton ostensiblement très ferme en précisant que le refus d'une seule de ces dispositions entraînerait l'opposition de l'UDC à l'adoption du texte, semble donc envisager sans trouble apparent le recours par le gouvernement à l'article 49-3 (engagement de sa responsabilité sur le vote d'un texte).

Reste à savoir si cette position, qui pourrait entraîner logiquement l'opposition à déposer une motion de censure du gouvernement, est partagée par l'ensemble du groupe centriste. M. Raymond Barre, qui a déjà habité l'UDC à des prises de position indépendantes, reste quant à lui favorable à l'abstention finale des centristes sur ce texte et s'est encore efforcé, mardi 13 décembre, de convaincre M. Méhaignerie du bien-fondé d'une attitude plus modérée.

Au ministère de la communication, la satisfaction de la semaine dernière a laissé place à l'incertitude et l'on commence très sérieusement à envisager la perspective d'un 49-3 et d'une motion de censure. Mais le gouvernement pourrait alors revenir à son texte initial, essentiellement à propos de la répartition des pouvoirs entre l'Etat et le CSA.

Au tout extrême conciliant et courtois de la séance publique de la semaine dernière s'est finalement substituée la fermeté. Une évolution que le groupe RPR se contente d'observer, sans satisfaction. « S'il y a une motion de censure, les centristes la signeront et nous, nous la voterons », déclarait avec un large sourire M. Bernard Pons, président du groupe RPR à l'Assemblée...

PASCAL ROBERT-DIARD.

Les débats au sein de l'UDF

Litiges municipaux et liste européenne

Réuni le mardi 13 décembre, le bureau politique de l'UDF s'est préoccupé de deux sujets : les élections municipales et la préparation des élections européennes. Reportée une première fois la semaine dernière, la prochaine réunion de la commission Gaudin-Juppé en charge de la négociation des investitures communes RPR-UDF a été repoussée au 21 décembre en raison du déplacement de M. Jean-Claude Gaudin en Israël.

Les responsables des deux formations pensent être en mesure de faire

connaître alors « un état complet des lieux de liste » pour les villes de plus de trente mille habitants et les chefs-lieux de département dont la population n'atteint pas ce chiffre. Une quinzaine de cas litigieux restent à trancher. Parmi ceux-ci : Lille, Aix-en-Provence, Nantes et Cannes où M. Michel Mouillout, un proche de M. François Léotard, devait confirmer mercredi 14 décembre sa candidature face au maire sortant RPR de cette ville, M. Anne-Marie Dupuy.

D'ici là, les responsables de l'UDF auront à régler quelques problèmes entre eux : Amiens, où s'affrontent pour la tête de liste de l'opposition un PR et un CDS ; Montdidier, où s'opposent PR et radicaux. Ils butent aussi sur deux cas d'espèce : Metz, la ville de M. Jean-Marie Rauch, et Auxerre, le fief de M. Jean-Pierre Soisson.

Sur les élections européennes, le porte-parole de l'UDF, M. Alain Lamassoure, a précisé que l'UDF sera en mesure de présenter son projet définitif de profession de foi européenne après consultation des groupes parlementaires et des députés européens, le 5 janvier. Préparé par MM. Alain Madelin et Bernard Bosson, l'avant-projet présenté au bureau politique n'a guère soulevé d'opposition, ce dont s'est réjoui M. Valéry Giscard d'Estaing. M. Lamassoure a indiqué que l'UDF avait trois objectifs, « l'exécution des engagements pris dans le cadre de l'acte unique en matière d'harmonisation fiscale aux échéances fixes », « l'orientation de la politique française tout entière sur la préparation de la France aux échéances européennes » et « une amélioration des institutions européennes ». Une rencontre avec le RPR se tiendra courant janvier sur ce sujet. « Si à l'UDF et au RPR, a conclu M. Lamassoure, nous avons la même idée de l'Europe, la liste commune s'imposera ».

La crise à la communauté urbaine de Lille

M. Arthur Notebart (PS) ne démissionne plus

LILLE de notre correspondant régional

Rien n'est réglé à la communauté urbaine de Lille dans l'affrontement qui oppose M. Arthur Notebart, le président (PS) de cette institution, au maire de Lille, M. Pierre Mauroy (Le Monde des 29 novembre et 3 décembre). La dernière réunion de l'assemblée communautaire, particulièrement houleuse, s'était achevée le 1^{er} décembre par le départ de M. Notebart et l'annonce qu'il fit lui-même de sa prochaine démission. De démission, il n'est plus question aujourd'hui. Mardi 13 décembre, M. Notebart a indiqué qu'il entendait rester à son poste au cours d'une conférence de presse organisée à l'occasion des vingt ans de l'établissement communautaire. Il a affirmé avoir reçu des lettres et des télégrammes de « milliers d'amis » lui demandant de rester.

Cette volte-face, qui s'ajoute à bien d'autres démissions annoncées et jamais suivies d'effet de la part de M. Notebart, ne doit pas faire croire que la crise a été surmontée. Le différend demeure entier entre le président de la communauté et le maire de Lille : il porte notamment sur la maîtrise de la réalisation du centre international d'affaires que M. Man-

roy envisage autour de la future gare des TGV.

Une nouvelle réunion du conseil communautaire est prévue le 6 janvier, qui devrait être consacrée au budget. Sans doute les cinq maires signataires de la charte pour le développement équilibré de la métropole (Lille, Roubaix, Tourcoing, Villeneuve-d'Ascq et Mons-en-Barœul) s'efforceront-ils d'ici là de faire entendre leur point de vue.

Au cours de la même conférence de presse, M. Notebart s'est défendu de l'accusation de « forfaiture » qui avait été portée contre lui, le 1^{er} décembre, par M. Marc Wolf, le maire (PS) de Mons-en-Barœul, qui intervenait au nom de ses amis socialistes. Il reprochait à M. Notebart d'avoir rédigé une délibération portant d'une motion qui n'avait effectivement pas été expressément votée. Le président de la communauté urbaine demande la constitution d'un jury d'honneur interne au Parti socialiste pour le laver de cette accusation. Il a adressé une lettre en ce sens au premier secrétaire fédéral du Nord, M. Bernard Roman, et une autre au premier secrétaire du Parti socialiste, qui n'est autre que... M. Pierre Mauroy.

J.-R. L.

La préparation des municipales

L'opposition RPR-UDF à la recherche d'un chef de file à Rennes

Face à la liste que le député et maire socialiste sortant, M. Edmond Hervé, conduira en mars prochain, et dont les contours seront vraisemblablement quelque peu modifiés au détriment du PC, l'opposition rennaise est à la recherche d'un chef de file. M. Yves Pottier (RPR), conseiller municipal et conseiller régional, avait fait acte de candidature l'été dernier alors que s'engageaient les négociations au sein de l'Union de l'opposition. Le 3 décembre, lassé d'attendre le feu vert de M. Pierre Méhaignerie, M. Yvon Jacob, directeur général de Legris Industries et vice-président de la chambre de commerce et d'industrie, annonçait qu'il était candidat avec le soutien d'associations et de comités à forte coloration PR. Le même jour, M. Gérard Pourchet (CDS), conseiller municipal et conseiller régional, annonçait sa candidature, présentée comme le soutien par le CDS et le RPR. Reprise des négociations au niveau des états-majors locaux et départementaux avec l'adoption d'une résolution commune (CDS, RPR et PR) pour tenter d'aboutir

● M. Liabres (renouveau) répond à M. Paul Laurent (PCF). — A la suite de la publication d'un entretien avec M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du PCF, dans Le Monde du 14 décembre, dans lequel M. Laurent précisait que son parti examinait le cas des anciens du PC, M. Claude Liabres, coordinateur national du Mouvement des renouveaux communistes (MRC), a répondu : « L'ancien nous les baskets et laisse les renouveaux communistes participer en toute autonomie aux listes d'union de la gauche ».

● M. Baudis lance un « défi » à M. Jospin. — M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, a lancé mardi 13 décembre un « défi » à M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, pour que celui-ci affronte aux élections municipales à Toulouse en mars prochain. M. Baudis, député (UDC) de la Haute-Garonne, a déclaré dans les couloirs du Palais-Bourbon qu'il souhaite que M. Jospin « ose » être candidat à Toulouse où, a-t-il rappelé, « M. Mitterrand a fait près de 57 % à l'élection présidentielle ». « M. Jospin a déclaré qu'après son élection au conseil général il allait pouvoir s'occuper de la Haute-Garonne et de Toulouse ; il a une bonne occasion de le faire en se présentant aux municipales », a ajouté M. Baudis.

هكذا من الأصل

Politique

A l'Assemblée nationale

Les députés votent la création et la réglementation des fonds communs de créances

Les députés ont voté à main levée, mardi 13 décembre, le projet de loi, adopté par le Sénat le 21 novembre, portant sur les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) et relatif à la création d'un nouveau produit financier : les fonds communs de créances. Les députés socialistes ont voté le texte présenté par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances. Le groupe communiste s'y est opposé, tandis que le groupe centriste (UDC) votait « pour ». Absents de l'hémicycle, les groupes UDF et RPR ne se sont pas prononcés.

Le projet de loi défendu par M. Bérégovoy, devant un cénacle que la complexité du sujet avait réduit à sa plus simple expression (six élus aux heures de pointe), a un double objectif : harmoniser la législation française avec la directive des communautés européennes du 20 décembre 1985 concernant la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives sur certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), en reprenant, sous une forme simplifiée, l'ensemble des textes régissant ces organismes ; permettre la « titrisation » des créances bancaires, qui donne aux organismes de crédit la possibilité de céder leurs créances (les prêts au logement, les crédits à la consommation, etc.) à des fonds communs qui émettront des titres négociables sur un marché organisé ouvert à tous les investisseurs. Les fonds communs de créance (FCC) sont donc ainsi créés.

M. Bérégovoy a rappelé que la « titrisation » fonctionne déjà dans les pays anglo-saxons et qu'elle offre plusieurs avantages : « En recourant directement au marché, les fonds communs de créances élargissent ainsi de nouvelles possibilités de concurrence et donc de baisse du coût de leurs ressources. Accessoirement, cette formule permettra aux banques de sortir certains actifs de leurs bilans et accroîtra donc leur marge de manœuvre dans l'application des ratios de fonds

propres. Par ailleurs, la « titrisation » permet de répartir sur différents titulaires les composants du coût d'intermédiation bancaire dont le niveau encore trop élevé est un frein à la baisse du coût de l'argent. »

S'agissant des OPCVM, M. Bérégovoy a insisté sur le fait que l'heure n'est plus simplement à l'ouverture du marché financier à une concurrence interne mais à la préparation du choc des concurrences européennes en 1993.

Sans revenir systématiquement sur les apports du Sénat, la discussion à l'Assemblée a permis globalement un retour au texte original du gouvernement. Les professionnels des OPCVM devront se soumettre strictement aux règles édictées par la directive européenne, sans être confrontés toutefois à un accroissement de leurs frais de gestion.

Les députés ont préféré regrouper dans un même article (16) les dispositions, éparpillées dans la copie du Sénat, concernant les conditions d'agrément et la déontologie des OPCVM. Le texte confirme le rôle dévolu à la commission des opérations de bourse (COB) en matière de surveillance des OPCVM, en particulier à travers l'exercice de la procédure d'agrément. Contrôlés par la COB, les OPCVM, dont la vocation contractuelle est confortée, pourront offrir une palette de choix étendue aux souscripteurs dans les limites fixées par la loi.

Déontologie et copropriété

Les députés ont jugé conformes deux dispositions importantes concernant l'une la déontologie des OPCVM (indépendance des dépositaires et des gestionnaires, ces derniers réalisant des opérations au seul bénéfice des souscripteurs), l'autre la concurrence avec les OPCVM étrangers (possibilité est donnée aux OPCVM de tenir leur comptabilité en devises pour les non-résidents).

S'agissant des fonds communs de créances, le ministre est revenu longuement sur les principes régissant leur fonctionnement. Un débat s'est instauré sur le point de savoir si les FCC devaient bénéficier de la personnalité morale ou du régime de

copropriété. Le gouvernement était plutôt favorable, comme la commission des lois du Sénat, à la copropriété alors que les commissions des lois et des finances de l'Assemblée nationale étaient partagées. Un amendement du gouvernement précise que le FCC est une copropriété : « Les porteurs de parts doivent détenir ensemble un droit direct sur les actifs acquis par le fonds. »

Le ministre a, d'autre part, estimé qu'il fallait pour ce nouveau produit trouver le bon équilibre entre liberté d'innovation et protection des porteurs de parts. Outre l'évaluation des parts avant leur agrément par la COB, un amendement de la commission des finances précise qu'un décret réglementera les conditions dans lesquelles les porteurs seront protégés contre le risque de défaillance des débiteurs. M. Bérégovoy a également expliqué que la « titrisation » des créances devait sauvegarder les droits actuels des débiteurs : « Cet objectif est atteint dès lors que la banque qui a consenti le crédit reste gestionnaire du prêt. » Le Sénat avait prévu que tout changement de gestionnaire nécessiterait l'accord du débiteur. Le gouvernement a ajouté une mesure imposant « la notification au débiteur de la cession du prêt ».

A propos du problème des garanties des parts de FCC, le gouvernement, répondant aux vœux de la commission des finances, s'est engagé à organiser et à encadrer les diverses possibilités de garanties. Il s'agit de « prémunir les souscripteurs de parts contre les risques de défaillances des débiteurs des créances cédées aux fonds ». Certaines créances ne présentent pas de risques : c'est le cas des prêts aux collectivités publiques. Pour des prêts immobiliers, par exemple, la garantie peut être de nature différente : « Elle peut être le fait d'un garanti financier (compagnie d'assurances ou établissement de crédits) ; elle peut passer par un mécanisme particulier, tel le surdimensionnement des créances ; enfin, on peut envisager que des organismes se créent pour garantir des FCC, notamment pour les prêts immobiliers. Je souhaite que de tels organismes se constituent », a expliqué M. Pierre Bérégovoy.

PIERRE SERVENT.

Au palais du Luxembourg

Les sénateurs modifient le projet sur les agglomérations nouvelles

Le Sénat a adopté, mardi 13 décembre, mais en l'ajoutant de deux articles sur cinq, le projet de loi portant dispositions diverses en matière d'urbanisme et d'agglomérations nouvelles, déjà adopté par l'Assemblée. Il a supprimé les articles relatifs à ces dernières, gardant seulement les dispositions relatives au droit de l'urbanisme.

Le rapporteur, M. Marcel Rudloff (Un. cent.), a estimé prématurée la discussion sur le fond des conditions d'évolution des agglomérations nouvelles, alors que les décrets d'achèvement ne devraient pas intervenir avant quatre ans pour les premiers d'entre eux. Le ministre d'Etat chargé de l'équipement et du logement, M. Maurice Faure, a rappelé que la loi du 13 juillet 1983, portant modification du statut des agglomérations nouvelles, était muette sur leur processus de sortie. Il apparaît donc nécessaire, selon lui, de donner des garanties de bonne fin. « A l'avenir, a-t-il dit, si une commune veut sortir du syndicat intercommunal, il faudra qu'une majorité qualifiée des autres y consente, c'est-à-dire que l'on encourage les collectivités à rester unies dans une structure de coopé-

ration. » A l'initiative du groupe socialiste et de M. Bellanger (Yvelines), le Sénat a également prévu de permettre à des communes de rentrer dans une agglomération nouvelle avant que celle-ci soit achevée. A l'initiative du groupe RPR et de M. Hénuel (Haut-Rhin), il a également introduit dans le projet une procédure spécifique d'expropriation des immeubles à l'abandon, afin de mettre fin au préjudice esthétique que cause la présence de constructions en déshérence au cœur des villages, de débiter l'offre foncière dans des zones sensibles et d'accroître, à terme, le parc des logements disponibles.

Au cours du débat, M. Frank Serey (PS) s'est demandé si les modes de gestion des communes et des départements sont « encore adaptés aux besoins de notre époque ». Pour lui, « l'exemple de Lyon conduit à s'interroger : ne parle-t-on pas d'aire urbaine, regroupant les communes situées à une heure du centre-ville, ou encore d'agglomération urbaine, sans que ce concept soit vraiment défini ? Il convient sans doute de définir des modes de gestion plus directs pour les agglomérations nouvelles », a-t-il estimé.

Enfin, sur proposition du rapporteur et maître de Strasbourg, M. Marcel Rudloff (Un. cent.), le Sénat a introduit un nouvel article tendant à valider les actes pris sur le fondement du plan d'occupation des sols de Strasbourg que le tribunal administratif vient d'annuler, ainsi que sur celui du plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé de la capitale alsacienne, que la même juridiction vient aussi de censurer.

● Echec de la commission mixte paritaire sur le projet de budget. La commission mixte paritaire, réunie mardi 13 décembre à l'Assemblée nationale pour examiner les points de désaccord entre le Sénat et l'Assemblée nationale sur le projet de budget pour 1989, n'est pas parvenue à présenter un texte commun aux deux assemblées. Le projet de budget reviendra donc pour une deuxième lecture à l'Assemblée nationale lundi 19 décembre, puis sera de nouveau soumis au Sénat avant d'être adopté définitivement par les députés.

هكذا من الأصل

Au conseil des ministres

Un projet de réorganisation de la justice en Nouvelle-Calédonie

Le conseil des ministres du 14 décembre a examiné un projet de loi présenté par le ministre de la justice, et réformant l'organisation judiciaire en Nouvelle-Calédonie. Le texte, qui pourrait être voté à la session de printemps, institue des sections détachées du tribunal de Nouméa en brousse. Par le biais de l'assessorat — le recrutement d'assesseurs qui ne seront pas des magistrats professionnels — il vise à associer plus étroitement « les citoyens à l'action de justice ».

Si l'éducation, la santé, l'économie sont des éléments majeurs pour un retour à l'apaisement sur le territoire de la Nouvelle-Calédonie, la justice, si fortement critiquée, non seulement après l'affaire de Hienghène, mais aussi dans son fonctionnement quotidien, ne pouvait être oubliée dans les dispositions prises par le gouvernement Rocard. A côté de l'amnistie telle qu'elle a été prévue par la loi référendaire et au-delà des polémiques attendues qu'elle a provoquées, le rôle de la justice, a-t-on estimé au gouvernement, devait être réformé.

Déjà au début du mois de septembre (le Monde du 17 décembre), la chancellerie décidait d'élever le niveau hiérarchique des deux principaux postes du tribunal, ceux de président et de procureur de la République, jusqu'à la hauteur de ceux des magistrats de deuxième grade, deuxième grade. Ils ont été confiés à des magistrats d'un rang supérieur dans la hiérarchie : premier grade, premier grade. Des nombreux postes ont été depuis renouvelés. Certains ont voulu voir une reprise en main politique. Pour la Place Vendôme, le retour à l'apaisement devait passer par un changement d'hommes.

Il fallait aussi, a-t-on estimé, modifier la structure de l'organisation judiciaire, régie par des décrets

datant de 1928. C'est le but du projet de loi soumis au conseil des ministres du 14 décembre. Le premier objectif des dispositions proposées est de « déconcentrer » le tribunal de première instance de Nouméa, qui fait fonction à la fois de tribunal d'instance et de tribunal de grande instance, en créant des sections détachées de ce tribunal sur le territoire. Ces sections siègeront vraisemblablement l'une à Lifou (îles Loyauté), l'autre sur la Grande-Terre, à Poindimié. Deux postes, destinés à des magistrats qui devront avoir au moins sept ans d'ancienneté, ont été dégagés à cet effet dans le dernier budget de la justice, ainsi que 8 millions de francs de crédits d'équipement.

« Rapprocher la justice du justiciable »

La distance qui sépare de Nouméa certains points du territoire et qui entraîne trop de jugements par défaut et par « itératif » défaut — nouveau défaut du prévenu après une condamnation par défaut — est l'une des raisons qui ont conduit à cette décision. L'autre est la volonté de « rapprocher la justice du justiciable ». Le ressort — c'est-à-dire l'espace territorial dans lequel il est compétent — du tribunal de Nouméa et de ses sections détachées sera calqué sur les régions telles qu'elles sont délimitées par la loi référendaire. Ces sections auront compétence pour juger des affaires correctionnelles et de police, et des affaires de mineurs. L'instruction et les affaires criminelles continueront de dépendre de Nouméa. Des audiences « foraines » — celles qui étaient tenues en brousse et avaient cessé avec les « événements » — pourront se tenir de nouveau après autorisation du premier président de la cour d'appel.

L'autre volet du texte est l'« assessorat », c'est-à-dire, dans les sections détachées tout comme à

Nouméa, le recrutement d'assesseurs qui ne sont pas des magistrats professionnels. Ainsi, en matière correctionnelle, aux côtés de trois magistrats professionnels, siègeront deux assesseurs « de nationalité française, âgés de plus de vingt-trois ans, présentant des garanties de compétence et d'impartialité, et n'ayant aucune condamnation, incapacité ou déchéance mentionnée au bulletin numéro deux du casier judiciaire ».

Ils seront six, plus dix-huit suppléants, choisis pour l'année judiciaire, sur proposition du premier président, par l'assemblée générale de la cour d'appel de Nouméa, et pourront être récusés selon la procédure habituelle. Pour le ministre de la justice, ce texte est dans la droite ligne du « pari de la réconciliation ». Il reste qu'il ne suffira pas à purger la justice calédonienne de tous ses aspects « coloniaux ».

Outre les évidentes difficultés, de moyens notamment, auxquelles se heurteront les « magistrats de brousse », il faut compter avec les particularismes du fonctionnement de l'institution judiciaire dans un territoire d'outre-mer. En Nouvelle-Calédonie, les commissions d'office des avocats ne sont toujours pas réunies. La loi pénale et la procédure pénale restent différentes de ce qu'elles sont dans la métropole. Des textes votés depuis 1983, comme, par exemple, celui instituant le débat contradictoire avant le placement en détention, ou celui fixant à quinze jours le délai d'appel devant la chambre d'accusation, ne s'appliquent pas encore en Nouvelle-Calédonie.

Le « renouveau » de la justice dans le territoire auquel est réellement attaché le garde des Sceaux (le Monde du 17 novembre) passe aussi par cette nécessaire révision d'un statut déseuillé tout droit sorti de la colonisation.

AGATHE LOGEART.

La réunion du comité interministériel

Le gouvernement veut prendre sa part au développement de la Corse

Le gouvernement, qui s'efforce depuis l'été de traiter en profondeur le problème corse, a arrêté de nouvelles mesures à l'occasion du deuxième comité interministériel créé récemment, consacré au développement de l'île, mardi 13 décembre. Les mesures prises et celles annoncées pour les premiers mois de 1989, touchent notamment à l'agriculture, à l'enseignement de corse, à la fiscalité et aux transports. Des arbitrages financiers « exceptionnels » ont été, en outre, rendus en faveur de la Corse dans le cadre du programme intégré méditerranéen (PIM) et du contrat de plan Etat-région. Face à l'impasse et au scepticisme des nationalistes, il s'agit en particulier pour le gouvernement de convaincre qu'il ne se limite pas aux paroles mais passe aussi aux actes.

Il a été décidé, indique un communiqué diffusé après la réunion de ce comité interministériel, « une aide particulière au redressement de la situation d'agriculteurs corses endettés depuis 1975 », sur proposition de M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture. Cette aide sera accordée « au cas par cas, après une étude approfondie de chaque dossier ». Une estimation élaborée « en concertation avec les organisations agricoles » évalue les crédits nécessaires à un montant maximal de 185 millions de francs sur cinq ou sept ans. M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et responsable au gouvernement du dossier corse, a précisé que cette aide correspond aux souhaits des organisations agricoles et s'ajoute aux mesures prises par le gouvernement précédent. Pour M. Joxe, le traitement individualisé des dossiers est « presque aussi important » que la décision de l'aide elle-même et devrait garantir « l'efficacité économique et justice sociale ».

Le communiqué du gouvernement fait allusion à l'échec européen de 1993, qui suscite de vives inquiétudes en Corse en précisant qu'« en prenant à sa charge une partie du poids de l'endettement des agriculteurs corses le gouvernement entend les mettre en situation d'affronter dans les meilleures conditions la concurrence des années à venir ».

A propos de l'ensemble de l'aide de l'Etat à la Corse, le communiqué précise que « le contrat de plan (Etat-région) et le programme intégré méditerranéen, qui structurent

la participation de l'Etat au développement économique de la Corse, ont fait l'objet d'arbitrages exceptionnels ». Le gouvernement a ainsi « décidé d'affecter au PIM toutes les contreparties nécessaires à l'obtention des crédits européens ». Quant au contenu du contrat de plan en cours de négociation, l'Etat a décidé de favoriser « l'agriculture, le tourisme et les infrastructures routières ».

« Vaste concertation »

Le comité interministériel a, en outre, identifié trois problèmes-clés pour la Corse, « auxquels un traitement particulier sera appliqué ». Il s'agit de l'éducation et de la culture, de l'équipement et de l'aide au transport. Le gouvernement a décidé de lancer une « vaste concertation » sur ces thèmes afin d'engager « un dialogue sans exclusive » avec « tous ceux qui, en Corse, déclinent une compétence particulière ». Le but est de dégager des propositions concrètes avant le mois de mai 1989. Cette concertation est liée à la décision prise par l'assemblée régionale le 13 octobre, à l'occasion du vote d'une motion d'origine nationaliste, d'établir dans un délai de six mois un « projet cohérent de développement économique, social et culturel » de l'île.

Il s'agit, en fait, pour le gouvernement, de joindre ses efforts et ses réflexions à ceux de l'assemblée corse pour aboutir en commun à l'établissement de ce projet. Mais l'entourage de M. Joxe souligne qu'il s'agit d'une concertation avec toutes les forces politiques représentées à l'assemblée régionale, et non pas seulement avec l'exécutif régional (le président de l'assemblée corse est M. Jean-Paul de Rocca Serra, député RPR de Corse-du-Sud).

Dans le cadre de cette concertation, MM. Michel Charasse, ministre délégué au budget, et Michel Delebarre, ministre des transports, se rendront sur l'île au printemps prochain pour présenter à l'assemblée corse, dans leurs domaines respectifs, les propositions du gouvernement.

Dans le domaine ultra-sensible de l'enseignement de la langue corse, le comité interministériel rappelle les mesures annoncées par M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, puis précisées par M. Joxe lors de son dernier voyage sur l'île (notamment la création d'un CAPES de corse et le traitement de ce dossier en dehors du contrat de plan Etat-région). « Dès janvier 1989, précise le communiqué, confirmant ainsi les engagements

pris par M. Joxe, l'Etat mettra en œuvre les moyens nécessaires pour aboutir à une généralisation de l'enseignement de la langue corse dans le premier degré à la prochaine rentrée scolaire. »

Dans le second degré, les postes d'enseignants de corse passeront de 13,5 emplois en 1988 à 24,5 en 1989 et à 35 en 1990. Enfin, le comité interministériel confirme également les engagements financiers pris sur place par M. Joxe, en tant que ministre de l'Intérieur, en approuvant « la construction de bâtiments nouveaux pour l'université de Corse, comprenant notamment un amphithéâtre de trois cent cinquante places, en anticipation du prochain contrat de plan ».

Quant au renforcement de l'efficacité des services de l'Etat dans l'île, thème cher à M. Joxe, le comité interministériel précise que les rapports des missions d'inspection, lancées dans plusieurs services, seront rendus publics avant la fin de l'année 1989. Les trois autres missions d'inspection seront lancées d'ici au début 1989. Le ministre de l'intérieur a ajouté que M. Rocard a demandé à M. Durafour, ministre de la fonction publique, une étude sur la situation des agents de l'Etat en Corse. Le communiqué conclut que « le gouvernement donne (...) une traduction concrète à son souci de promouvoir l'identité culturelle de la Corse et son développement économique ».

Le ministre de l'intérieur a précisé qu'il retournera lui-même sur l'île en janvier ou en février et qu'il a toujours l'intention d'y organiser en février, un colloque sur les îles méditerranéennes, pourvu que ce colloque puisse se réunir « paisiblement » en Corse. Faute de quoi, il aurait lieu dans une autre île. M. Joxe a également indiqué qu'il répondra dans les prochains jours, comme il l'avait promis, à la lettre ouverte rédigée à son intention, en novembre, par la Cunculta nazianzista.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

● Une campagne de promotion du tourisme en Corse. — M. José Rossi, député UDF de Corse-du-Sud et président de l'agence régionale de tourisme, a présenté, le mardi 13 décembre, une campagne triennale d'« image de marque de la Corse », comprenant notamment des spots de publicité télévisée, diffusée en concertation avec l'Etat et les collectivités locales afin de relancer et de développer le tourisme en Corse. M. Rossi a notamment précisé : « Le tourisme est vraiment notre industrie. C'est incontestablement le moteur de notre développement. »

Les meilleurs spécialistes écrivent dans la Revue Française de Finances Publiques

Revue française Finances publiques

23 Les subventions

21 La parafiscalité

22 Cinq ans d'histoire des finances publiques en France 1983-1987

19 Défense et financements publics

Renseignements sur demande : L.G.D.J. 26, rue Vercingétorix 75014 Paris. Tél. : 43.35.01.67

ation de la justice
Calédonie

Ceux qui connaissent Strasbourg en parlent.



Photo R. KALVAR - Magnum

prendre sa part
de la Cuse

"A Strasbourg, je suis chez moi."

Cette ville n'est pas une femme; elle est hermaphrodite, capable de réconcilier les forces traditionnellement opposées - la rigueur barbare teutonique et la civilisation raffinée latine. Strasbourg est une fille du Rhin, une Flosshilde venue en chic français et pas un Alberich.

Fille et par conséquent femme? La métaphore se dégonfle. Rien n'est plus masculin que la Cathédrale avec sa poussée phallique vers les étoiles. Une structure redoutable. Strasbourg n'est pas une ville passive: elle est le cœur battant de l'Europe, le cerveau d'un corps qui, après tant de siècles de combat acharné et gaspilleux, a retrouvé sa force dans une conscience d'une nouvelle unité.

Bien que Londres soit ma capitale natale, Strasbourg me serre davantage le cœur, comme centre du continent auquel j'appartiens, mère de ma culture et de ma foi. Ici je suis chez moi. Me promenant dans les rues de l'ancienne ville, j'aperçois des éléments d'une Londres qui n'existe plus, des maisons de l'époque-même de Chaucer; et, dans les restaurants, je peux manger des plats semblables à ceux de mon enfance à Manchester - solides, non frivoles en les arrosant de bière de mon Nord natal ou de vins, fils du soleil.

Surtout, Strasbourg est pour moi l'histoire européenne solidifiée, construite de pierre mais pas du tout pétrifiée. Le Rhin et ses tributaires me rappellent la liquidité du temps, cette vertu qui, miraculeusement, est assez solide pour construire le beau et l'utile, cette puissance qui, ne changeant jamais, change perpétuellement.

Ici le passé existe, respecté, et l'avenir est plus qu'un rêve, convoité.

Anthony Burgess
Anthony Burgess, Ecrivain - Musicien

STRASBOURG
Capitale Européenne

ADUFRA

هكذا من الأصل

Bicentenaire

Un entretien avec M. Jacques Chirac

« Paris a vocation à être la capitale des droits de l'homme »

(Suite de la première page.)

« Sa culture, son ambition morale et philosophique, faisaient tout naturellement de Michel Baroin l'homme de synthèse idéal. C'est dans cet esprit que j'ai inséré la mission du Bicentenaire de la Révolution française et de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen le 3 février 1989 à Malignon.

« La disparition tragique de Michel Baroin, qui était un ami très intime, a conduit à rechercher un nouveau président. Edgar Faure a été considéré immédiatement, autant par le président Mitterrand que par moi, comme ayant les mêmes qualités d'homme de synthèse : compréhension, tolérance, ouverture d'esprit.

« Dans le même esprit, j'ai tout à fait approuvé, après la fin de mes fonctions de premier ministre, la nomination de M. Jeanneney rendue nécessaire par la disparition d'Edgar Faure.

« Avez-vous le sentiment d'avoir, à la tête du gouvernement — au milieu, il est vrai, de tant d'autres tâches, — consacré à la préparation du Bicentenaire tout le temps et l'attention qu'elle méritait ?

« J'ai consacré plus de temps peut-être que vous ne l'imaginez, notamment avec Michel Baroin et Edgar Faure que j'ai rencontrés à de très nombreuses reprises pour discuter avec eux de l'esprit et des moyens du programme du Bicentenaire.

« En tant que chef de gouvernement, il ne m'appartenait pas de me substituer à la mission. Je suis néanmoins intervenu, pour l'attribution à Edgar Faure des locaux de l'arche de la Défense pour la Fondation des droits de l'homme qu'il projetait.

« Pendant cette période, le chef de l'Etat vous a-t-il jamais fait part de sentiments et de désirs que lui inspirait la préparation du Bicentenaire ?

« Non. Il m'a dit à plusieurs reprises qu'il souhaitait qu'elle soit conforme à l'importance de l'événement. Et qu'elle ne donne pas lieu à des polémiques stériles.

« Et depuis que vous êtes redevenu maître de Paris à temps plein, avez-vous voulu faire, pour ce qui vous concerne, du Bicentenaire ?

« Mon souci a été d'une part de rester en liaison étroite avec la mission. D'autre part, j'ai présidé par mon premier adjoint, M. Tibéri, et la mission nationale, que dirige M. Jeanneney. Cette harmonisation est satisfaisante et jugée comme telle par les deux parties.

« Quant à la participation de la Ville de Paris, j'ai voulu qu'elle soit digne de la capitale, qu'elle soit un moment et un moyen d'information, d'éducation, et ceci dans un esprit de totale objectivité. J'ai d'ailleurs laissé à de grands historiens le soin de « piloter » cet aspect de notre action.

« Deuxièmement, j'ai souhaité mettre l'accent sur ce qui constitue pour moi l'essentiel, au-delà des grands enthousiasmes ou des événements tragiques qui ont marqué la Révolution : les droits de l'homme. C'est pourquoi j'ai commandé à un grand sculpteur contemporain, M. Ivan Theimer, un monument aux droits de l'homme, qui s'élève au Champ de Mars, et qui renferme une pierre donnée par chacune des capitales de la Communauté européenne.

Procès d'intention

« Une partie de votre opposition municipale vous accuse de regarder le Bicentenaire avec futilité et scepticisme, comme on considère un devoir fastidieux et inévitable. Que répondez-vous à ces accusations ?

« A quelques semaines des élections municipales, il est tout à fait légitime que soit critiquée l'action d'une municipalité sortante. Cette critique ne m'étonne pas. Je crois qu'on me fait là un procès d'intention qui n'est pas fondé. Je suis très attaché à la mise en exergue des droits de l'homme et à leur approfondissement permanent. Le Bicentenaire est pour moi une occasion de le marquer fortement. Chaque fois que l'on a l'occasion de transmettre ces valeurs — ce fut le grand mérite de la France en 1789 — de par le monde, il faut la saisir.

« Venons-en au détail des manifestations prévues par la mairie de Paris : quels en seront les grands moments dans quel esprit ont-ils été conçus ?

« Il y aura un double esprit : information dans un esprit d'unité nationale et de la continuité de l'his-

toire de notre pays. Le hasard a fait que nous avons lancé en 1988 les actions sur le Bicentenaire en même temps que nous terminions la commémoration du millénaire de l'élection d'Hugues Capet. C'est un tout, une continuité, avec des grands moments et des moments moins grands, mais nous voulons les assumer tous.

« Il y aura aussi l'accent mis sur les droits de l'homme, dont je vous ai parlé. Je vous ai aussi parlé du programme de commande d'œuvres d'art exceptionnelles, que nous avons faites auprès d'artistes très divers : Ivan Theimer, Nam June Paik, Bernard Pagès, Valerio Adami, Gérard Garouste et Jean-Pierre Raynaud.

« Par ailleurs, nous avons achevé la remise en état des statues de la place de la Concorde. Nous avons aussi conçu un programme d'animation important avec « Paris raconte la Révolution », dont la mise en place a déjà commencé.

« Nous allons lancer un festival du film révolutionnaire organisé en juin, pour le grand public, sur grand écran, devant la place de l'Hôtel-de-Ville, ainsi qu'un programme ambitieux d'expositions dans nos musées. L'ouverture du nouveau musée Carnavalet, agrandi, en fera le plus vaste musée municipal du monde, et probablement le plus prestigieux. Chacun pourra découvrir toutes nos collections de l'époque révolutionnaire, entre autres, qui n'avaient jamais été mises en valeur, faute de place.

« Avez-vous prévu quelque chose pour la tour Eiffel, dont ce sera le centenaire ?

« La tour Eiffel a été construite pour 1889, centenaire de la Révolution et le centenaire de la tour Eiffel sont donc étroitement liés. Nous aurons une très grande fête le 17 juin, organisée par les artistes français et étrangers les plus prestigieux.

Une vocation européenne

« Pouvez-vous nous indiquer quels crédits Paris compte consacrer, au total, à l'ensemble de ces diverses manifestations ?

« Il y a un crédit que je dirais direct, qui est de l'ordre de 60 millions de francs, et des crédits qui se trouvent dans chaque direction pour financer les opérations retenues pour le Bicentenaire, et qui sont de l'ordre de 40 à 45 millions. Au total, c'est une centaine de millions. La somme peut paraître élevée aux Parisiens. Je veux leur dire que la plupart de ces crédits correspondent à des opérations qui resteront à Paris, qui enrichiront ou embelliront notre capitale. Je pense notamment aux œuvres commandées que j'ai mentionnées et qui entreront dans notre patrimoine.

« Quel surcroît de notoriété, quelle perspective d'avenir pour Paris, dont la réputation n'est plus à établir, attendez-vous de 1989 ?

« S'agissant des droits de l'homme, Paris a une vocation exemplaire qui doit être en permanence entretenue et l'occasion se présente naturellement de la faire avec cette commémoration. D'autre part, je pense que Paris a tout naturellement vocation pour des raisons à la fois géographiques, techniques, culturelles, à être la vraie capitale de l'Europe de demain. Il faut donc qu'elle se dote à la fois des moyens, des équipements, mais aussi du prestige qu'implique une telle vocation.

« La place de Paris en France et dans le monde étant ce qu'elle est, et la vie politique quotidienne ce que nous savons, la préparation du Bicentenaire peut-elle aller sans une concurrence, latente ou exacerbée, entre l'Etat et la ville ?

« Je ne vois pas dans ce domaine de concurrence entre l'Etat et la ville. Nous avons une coopération parfaite avec la mission du Bicentenaire. Il ne peut y avoir de complémentarité.

Les moyens et les fins

« Rejetteriez-vous comme caricature l'idée qu'un coq caché du Bicentenaire a été et reste un surcroît d'auto-affirmation érudite de M. Mitterrand ou de vous-même, les deux hypothèses paraissant difficilement conciliables ?

« Je ne suis pas en mesure de parler au nom de M. Mitterrand. Pour ma part, je ne recherche aucune affirmation médiatique à travers le Bicentenaire. Il s'agit d'une célébration nationale qui dépasse les préoccupations individuelles.

« L'organisation à Paris du sommet des sept pays les plus riches

du monde, le 14 juillet prochain, vous paraît-elle de nature à compléter le déroulement de ce qui sera sans doute le principal temps fort du Bicentenaire ?

« Naturellement, cela complique le déroulement des célébrations et a conduit à l'annulation, que j'ai beaucoup regrettée, du grand spectacle de Jean-Michel Jarre le 14 juillet. Mais je comprends cette situation. La France, qui cumule pendant cette période la présidence de la Communauté et la réunion des sept pays les plus riches du monde, devait saisir l'occasion pour réunir le sommet à Paris. Et le réunir le 14 juillet avait une valeur symbolique exceptionnelle. J'ai donc approuvé l'idée d'une réunion des sept pays industrialisés à cette date à Paris. J'ai une certaine expérience de ces sommets. Ils comportent des contraintes considérables pour la ville qui les reçoit, surtout en matière de sécurité. Ce ne serait pas raisonnable d'organiser de grandes manifestations populaires en même temps. C'est ce qui a conduit le gouvernement à demander le report de son spectacle, dans des conditions qui n'ont pas convenus à Jean-Michel Jarre, ce que je comprends. Je le regrette beaucoup pour les Parisiens.

« Nous sommes maintenant à quelques jours de 1989. Quels sont votre regret le plus vif et votre vœu le plus ardent pour le Bicentenaire ?

« Je n'ai pas de regret. Je pense que Paris et surtout la France en retireront un surcroît de prestige. Je souhaite, c'est mon vœu le plus cher, que ce soit une réussite. Mais il y a quelque chose de plus important, au-delà de Paris et de la France, c'est l'affirmation du caractère insupportable des violations des droits de l'homme, là où ils ne sont pas respectés, du caractère véritablement universel de ces droits qui doivent être élargis au monde entier.

« Je souhaite que, à l'issue de cette commémoration un peu partout les droits de l'homme soient un peu mieux respectés dans les pays où ils ne le sont pas encore.

« Bernanos écrivait fort justement qu'une civilisation est morte quand les moyens ont été remplacés par les fins. La finalité d'une civilisation, c'est naturellement la grandeur de l'homme et sa dignité. Trop souvent les moyens ont, hélas ! tendance à remplacer les fins. Il faut inverser cette situation. C'est aussi l'idée qui m'a animée dans le cadre de cette préparation du Bicentenaire... »

Propos recueillis par
MICHEL KAJMAN
et ANDRÉ PASSERON.

Le programme

Le programme municipal parisien du Bicentenaire, annoncé mercredi 14 décembre par M. Jacques Chirac, comporte entre autres manifestations et animations :

« Les feux de la liberté : une Bastille construite en bois de peuplier accueillera sous neuf mois des expositions, des manifestations culturelles et des animations diverses.

« Quand Paris dansait avec Marianne : exposition, La contribution de la Ville de Paris au Centenaire (Musée du Petit Palais, du 10 mars au 21 août).

« Plusieurs expositions au couvent des Cordeliers, 15, rue de l'Ecole-de-médecine (75006).

« L'Hôtel de Ville et la Révolution : présentation à l'Hôtel de Ville, de mai à septembre 1989, des événements historiques qui s'y sont déroulés pendant la période révolutionnaire.

« Une rue en 1789 : reconstitution des métiers du dix-huitième siècle dans un décor évoquant une rue parisienne en 1789 (passage Louis-Philippe, onzième arrondissement).

« Le patrimoine parisien pendant la Révolution : exposition à la Bibliothèque historique

de la Ville de Paris, d'octobre à novembre 1989.

« Festival du théâtre révolutionnaire : de juin à août 1989 au Bataclan.

« 1789 sur Seine : spectacle musical et pyrotechnique, quai Saint-Bernard cinquième arrondissement, le 23 septembre 1989.

« Fidélio : opéra de Beethoven, en novembre 1989 (Théâtre du Châtelet).

« Les Parisiens fêtent la Révolution : projection du Napoléon, d'Abel Gance, spectacles sur les places et dans les jardins, et grande parade des Parisiens les 24 et 25 juin.

« Hommage américain au Bicentenaire : parade américaine et concert le 8 juillet 1989.

« Spectacle pyrotechnique et musical (15 juillet).

« Couleurs de liberté : rassemblement de carnavals venus du monde entier (25 août 1989).

« Fêtes des provinces de France : du 1^{er} avril au 11 juin 1989, fête-exposition, présentation hebdomadaire des provinces avec leurs particularités et produits.

« Diverses activités et spectacles destinés aux enfants.

Communication

Programmes de télévision et édition

Accord entre la NHK et le groupe Maxwell

Après l'Europe où il prévoit de lancer son quotidien *The European*, l'URSS où il a signé un accord portant sur la modernisation de la presse soviétique, le groupe de communication de M. Robert Maxwell, Maxwell Communication Corporation PLC se tourne vers l'Extrême-Orient. Il a signé, courant novembre, un accord de coopération multimédia valable deux ans avec le Nippon Hoso Kyokai (NHK), la télévision publique japonaise, concernant à la fois la fourniture de programmes et l'édition. La NHK envisage, en effet, de lancer en avril 1989 une seconde chaîne de télévision par satellite, qui serait totalement consacrée à l'information comme le fait, aux Etats-Unis et en Europe, la chaîne américaine CNN de M. Ted Turner.

Selon l'accord, signé lors d'une visite à Paris de M. Kenji Shima, vice-président de NHK, le groupe Maxwell fournira à la principale chaîne de télévision au Japon un magazine européen hebdomadaire qui sera diffusé chaque week-end.

« L'INC souhaite un contrôle européen de la publicité télévisée. — L'Institut national de la consommation souhaite l'extension au niveau européen du contrôle a priori de la publicité télévisée, afin notamment d'éviter les messages mensongers ou trompeurs, ou ceux qui pourraient porter atteinte aux convictions (religieuses, politiques, morales...) de certains publics. Cette proposition — qui va à l'encontre des demandes des publicitaires, plutôt partisans d'un contrôle a posteriori — fait partie d'un ensemble de six mesures avancées par l'INC en faveur de l'Europe des consommateurs. L'INC souhaite ainsi une réglementation européenne de la télévision, une directive sur les clauses abusives, spécialement en matière de banque et d'assurance, une généralisation de la garantie contractuelle. Enfin, l'INC souhaite l'institution au niveau européen des procédures d'action d'intérêt collectif.

« Les fondateurs de Sofinergie créent une seconde Sofica. — Paribas, la banque OBC, la Compagnie financière Edmond de Rothschild, UGC et la CLT-RTL, fondateurs en 1985 de la Sofica (Société de financement du cinéma et de l'audiovisuel), Sofinergie, ont décidé d'en créer une seconde : Sofinergie 2. Compte tenu du capital initial apporté par les fondateurs, une souscription de 43,5 millions de francs est ouverte au public depuis le 9 décembre. Sofinergie 2 sera gérée par les mêmes responsables que son aînée et selon les mêmes principes. Avec 196 millions de francs de capital et près de huit cents actionnaires, Sofinergie constitue la plus importante Sofica. Elle a déjà investi près de 190 millions de francs dans cinq séries télévisées (dont « L'heure

Ce magazine, auquel participent deux filiales françaises de M. Robert Maxwell, TCT et Sygma TV, sera livré dans la langue du pays où il aura été tourné (France, Allemagne de l'Ouest, Grande-Bretagne, notamment) et doublé par la NHK.

La NHK avait annoncé récemment qu'elle était prête à acheter des programmes de télévision européens — moins chers que les productions nipponnes — et à y consacrer 20 millions de dollars par an, soit 110 millions de francs (*le Monde* du 10 novembre 1987). Outre la coopération concernant les programmes de télévision, le groupe Maxwell et la NHK envisagent d'éditer des livres tirés des émissions de la télévision japonaise. Ils pourraient être diffusés en Grande-Bretagne, en Asie et aux Etats-Unis. Dans ce dernier pays, le groupe Maxwell bénéficierait de l'infrastructure des éditions Macmillan, qu'il vient d'acquérir.

Y.-M. L.

Le concert de l'Orchestre philharmonique du monde à Montréal

Chanteurs et musiciens reliés par satellite

MONTRÉAL
correspondance

Le concert donné lundi soir 12 décembre à Montréal par l'Orchestre philharmonique du monde, sous la direction de François Legrand, s'est déroulé sans trop d'amicos, malgré le pari technique qu'il représentait. En plus de l'orchestre des cent huit musiciens venus de soixante pays, les spectateurs, réunis dans la salle Wilfrid-Pelletier de la place des Arts, ont pu entendre et voir, en direct, sur écrans géants, les trois chanteurs d'une centaine de voix qui se trouvaient à San-Francisco, Genève et Moscou et qui étaient reliés par satellite à Montréal. Seul vrai problème : un long silence de vingt secondes des trois chanteurs au cours du mouvement final de la 9^e Symphonie de Beethoven.

L'Orchestre philharmonique du monde, dont les musiciens sont chaque fois renouvelés, donne un concert une fois l'an dans un pays et un continent différents, les bénéfices étant versés à une œuvre humanitaire. Le premier concert a eu lieu en 1985 à Stockholm, sous la direction

de Carlo Maria Giulini, suivi d'un autre en 1986 à Rio-de-Janeiro, avec Lorin Maazel, puis à Tokyo en 1987, avec Giuseppe Sinopoli. Mais c'était la première fois cette année que des chanteurs en provenance d'autres villes se joignent à l'orchestre, le recours aux satellites et aux images faisant même de l'événement une première mondiale. François Legrand, à qui revient l'idée de créer cette unité musicale, s'est d'ailleurs déclaré qu'elle avait décidé de conduire elle-même l'orchestre, cette année, car aucun chef n'était prêt à prendre les risques inhérents à une telle entreprise.

Ce concert a, par ailleurs, donné lieu au lancement officiel de la décennie mondiale de développement culturel décrétée au début de l'année par l'UNESCO.

M. Alain Decaux souhaite le lancement de TV 5-Afrique

Le ministre délégué chargé de la francophonie, M. Alain Decaux, a décidé de mettre à l'étude un projet de télévision francophone par satellite vers l'Afrique, TV 5-Afrique. Le GIE (groupe d'intérêt économique), Satellimages, regroupant TF1, A2 et FR3, a été chargé de cette mission. TV 5-Afrique pourrait être présentée au sommet francophone de Dakar en 1989, précise Satellimages, qui gère déjà la chaîne par satellite TV 5-Europe. L'étude du projet a été confiée à M. André Lhomme, administrateur civil hors classe, nommé chargé de mission par le président de TV 5-Europe, M. Jean-Jacques Célérier.

Ce projet est le quatrième destiné à l'Afrique. La SOFIRAD, holding gérant les intérêts de l'Etat dans l'audiovisuel, a récemment confié à M. Fouad Ben Halla, ancien directeur de RFI, une étude sur l'éventuelle fourniture de programmes de télévision aux pays d'Afrique par l'intermédiaire d'une banque d'images, baptisée Canal France. La chaîne cryptée Canal Plus a, de son côté, décidé de créer Canal Plus Afrique, société destinée à permettre la diffusion par satellite des programmes de la chaîne cryptée en Afrique francophone.

Enfin, TF1 s'est associée à de grandes sociétés marocaines pour le lancement, le 3 mars prochain, de 2 M, la deuxième chaîne marocaine dont la diffusion devrait s'étendre ultérieurement à d'autres pays.

LES DÉPÊCHES
DE L'AFP
SUR MINTEL

AFP-PRO
36.29.36.19

AFP

(Publité)
La S.E.S., qui publie
la RECHERCHE et l'HISTOIRE,
s'excuse auprès de tous ceux
qui essaient de téléphoner.

Un incendie a détruit les câbles du central téléphonique
dont nous dépendons.

On peut nous joindre malgré tout au 40-46-50-37
pendant quarante-huit heures.

Société

JUSTICE

L'acquisition du Murillo de Suzanne de Canson mise en question

Chef du département des peintures du Louvre, M. Pierre Rosenberg est inculpé de recel

Hier provinciale, l'affaire Canson, où se mêlent vols de toiles de maître, captation d'héritage et trafic de faux tableaux, était devenue parisienne (le Monde du 19 novembre, des 3, 7 et 10 décembre). La voici qui, brusquement, prend une dimension internationale. C'est que, dans le monde du marché de l'art, M. Rosenberg n'est pas n'importe qui. Agé de cinquante-deux ans, entré au Louvre en 1961, où il a fait toute sa carrière au département des peintures, il est, depuis peu, l'un des treize inspecteurs généraux des Musées de France, fonction prestigieuse dans son milieu professionnel.

De renommée mondiale, sans doute l'un des meilleurs spécialistes français des peintures des dix-septième et dix-huitième siècles, fin connaisseur de Poussin, La Tour, Chardin, Watteau et Fragonard, auteur de plusieurs ouvrages érudits, M. Rosenberg est le personnage central de la politique d'acquisition des musées nationaux, encouragée depuis 1981 par M. Jack Lang. A Paris, on le voit plusieurs fois par semaine dans les salles des ventes de l'Hôtel Drouot, mais aussi, cherchant l'occasion inespérée dans les allées du marché aux puces. Découvert, fin 1983, dans une interview à l'Express, son activité, il soulignait la rivalité « brutale, violente » entre musées à travers le monde, assurant qu'il était encore « absolument » possible de découvrir une grande œuvre ignorée, notamment « chez les particuliers », et décrivait les efforts qu'il lui fallait parfois déployer « en coulisse » pour convaincre ses collègues du comité des conservateurs de voter l'achat d'un tableau. « Si tu votes pour mon tableau, je vote pour le tien », résumait-il.

M. Rosenberg serait-il, aujourd'hui, victime de son dynamisme ? Toujours est-il qu'il fut, au Louvre, l'élément moteur de l'achat, en 1985, du *Gentilhomme assis*, de Murillo. Alerté par un catalogue de Christie's, de Londres, qui annonçait la vente aux enchères, le 5 juillet 1985, de ce tableau, il engagea auprès de M. Michel Lacombe, alors chef du département des peintures, et aujourd'hui directeur du Louvre, puis de M. Hubert Landais, directeur des Musées de France, la procédure qui devait aboutir au retrait de la vente et à une transaction à l'amiable pour un montant de 5 millions de francs, confirmé par une lettre de M. Lang du 24 juillet 1985. Le bénéficiaire fut donc M. P. Rosenberg, représenté par M. Paul Lombard, avocat au barreau de Marseille, et par un notaire suisse de Genève, M. Didier Tornare, assurant que ce tableau provenait de la succession de sa grand-mère, Jeanne Chappuis, décédée en 1979.

Or, aux yeux du juge d'instruction, le Louvre avait les moyens de découvrir que ce titre de propriété était faux. M. Rosenberg avait, en effet, en 1975, le Murillo, présenté à l'époque par un certain baron de Landeviois, qui se disait son oncle, comme courtier. Il s'était surtout enquis, au début de 1981, auprès de la galerie parisienne Pierre Birschensky, qui avait eu au dépôt le tableau, de la situation de cette œuvre. On lui avait alors indiqué que la propriétaire était... Suzanne de Canson, en lui conseillant de lui écrire : ce qu'il fit, le 9 mars 1981, en lui adressant dans lettres en trois restants, à Nice et Magagnole, près de Grasse. La seconde lui revint, tandis que la première, récupérée par Suzanne de Canson, ne reçut pas de réponse, mais a été, récemment, découverte par le juge Bernard.

Une lettre de trop

C'est cette lettre qui motive aujourd'hui l'inculpation de M. Rosenberg. Elle porte en tête la mention : Direction des musées de France. Son texte intégral est le suivant : « Madame, je suis que vous êtes en possession d'un important portrait d'homme attribué à Murillo, que nous avions vu il y a quelques années et que nous avions envisagé d'acquérir. La chose à l'époque ne s'était pas faite pour des raisons indépendantes de notre volonté. J'aimerais, cependant aujourd'hui reprendre contact avec vous et vous demander si vous accepteriez de nous céder ce tableau, et si vous voudriez voir l'extrême obligation de m'en communiquer le prix ». Cette lettre a d'autant plus surpris le juge d'instruction qu'elle ne figurait pas dans le dossier qui lui fut communiqué, il y a quelques semaines, par la direction des Musées de France.

Deux passages sont, rétrospectivement, embarrassants pour M. Rosenberg : « Vous êtes en possession » et « reprendre contact avec vous ». Quand, en 1985, le conservateur

M. Pierre Rosenberg, chef du département des peintures du Musée du Louvre, dont il est également le conservateur en chef, a été inculpé, mardi 13 décembre, de recel par M. Jean-Pierre Bernard, juge d'instruction à Toulon, chargé de l'affaire de la succession Canson. Le Louvre avait acheté, en 1985, un tableau de Murillo vendu par Joëlle Pesnel, principale inculpée de ce dossier, alors qu'il appartenait en réalité à Suzanne de Canson, décédée en 1986. La décision du magistrat instructeur se fonde sur le soupçon que, lors de cette transaction, M. Rosenberg ne pouvait ignorer le caractère douteux du titre de propriété de M. Pesnel, qui est notamment inculpée de vol.

plaida pour l'achat du Murillo pouvait-il ignorer cette piste qui, à tout le moins, jetait quelques doutes sur les prétentions de M. Pesnel ? Celle-ci n'affirmait-elle pas avoir hérité du Murillo de sa grand-mère décédée en 1979, soit deux ans avant la lettre où M. Rosenberg tenait pour acquis le titre de propriété de Suzanne de Canson ?

M. Rosenberg assure qu'il ne s'est posé aucune question et n'a procédé à

aucune vérification. Déclaration, confortée par un communiqué du ministère de la culture (le Monde du 14 décembre), qui ne laisse pas de surprendre : en 1985, le conservateur du département des peintures n'a-t-il pas retrouvé dans ses dossiers les documents de 1975 prouvant que le Murillo était alors en France, afin de faire pression sur Christie's et d'obtenir le retrait du tableau de la vente londonienne ? Dans ce cas, comment n'aurait-il pas retrouvé les doubles de

Un passionné

M. Pierre Rosenberg est l'une des vedettes des musées de France. Sa célèbre écharpe rouge est connue à Paris comme à New-York, à Londres comme à Milan.

Son domaine incontesté est la peinture française des dix-septième et dix-huitième siècles. Depuis une quinzaine d'années, il est le maître d'œuvre des grandes expositions qui couvrent cette période de l'histoire de l'art, en France et aux Etats-Unis.

Mais la réussite de ce gros travailleur lui a suscité pas mal d'ennemis. Ceux-ci lui reprochent, bien sûr, son aura médiatique, mais aussi le « léger » dont il aurait fait preuve à l'occasion de certains de ses achats. On se souvient de la polémique qui a accompagné l'entrée au Louvre du *Verru de Fragonard*, dont l'authenticité a encore été contestée ces dernières semaines. On rappelle une *Dame au bain de Watteau* que l'on a dû décrocher rapidement de la Grande Galerie du musée. Récemment, on lui a reproché d'avoir accepté de préfacier le catalogue de la vente Roberto Polio, cet homme d'affaires américain, actuellement accusé d'escroquerie en Italie. Il est vrai que le Louvre avait pu recevoir, à

l'occasion de cette vente, l'Adoration des bergers, de Fragonard. Et pour un passionné comme Pierre Rosenberg, une pièce de cette importance valait bien quelques lignes.

Un conservateur de musée, affirme souvent Pierre Rosenberg, ne doit plus être seulement un homme de cabinet.

Il doit être constamment à l'affût des pièces importantes, fréquenter les salles de vente, les galeries ou les marchés aux puces. Il doit suivre le mouvement des œuvres qui risquent d'être mises en vente ou de franchir les frontières.

Enfin, les expositions nationales que les conservateurs organisent ont souvent une influence décisive sur la cote des artistes et ils sont, pour les marchands, la garantie suprême en matière d'authentification. Lors laborieuses sont seules équipées pour décrocher un tableau et, le cas échéant, lui donner une identité. La meilleure preuve en est cette œuvre achetée il y a une vingtaine d'années, 2.200 F à Drouot et revenue, avant hier, plus de 7 millions de francs : le Louvre avait reconnu là la pincesau de Poussin.

E. de R.

ses lettres de 1981 ? Autant de questions que le juge d'instruction posera à M. Rosenberg quand il l'entendra sur le fond. Quant au chef d'inculpation choisi, il s'explique logiquement : l'un des éléments constitutifs du recel est le fait que l'acheteur n'ait pu ignorer l'origine douteuse de ce qu'on lui vendait.

Cependant, ce n'est pas vers le Louvre seul que le juge Bernard entend orienter son instruction. Entre les Musées nationaux et M. Pesnel, qui eut pour complice M. Robert Boissonnet, avocat toulonnais également inculpé et écroué, il y eut un intermédiaire, le cabinet de M. Lombard, ce qui a déjà motivé, vendredi 9 décembre, l'inculpation d'une ancienne collaboratrice de celui-ci, M. Marie-France Pestel-Debord. Celle-ci assure qu'elle fut, dans cette affaire, d'abord la collaboratrice de son patron. Ce sont de ses déclarations, lorsqu'elle sera entendue sur le fond, que peut dépendre maintenant le sort de M. Lombard lui-même.

C'est que, au début de 1985, M. Lombard apparaît l'unique conseil de M. Pesnel et ne semble avoir eu recours à sa collaboratrice qu'en mars ou avril de la même année. Ainsi, dès le 14 février 1985, Christie's écrit à M. Pesnel en lui demandant : « M. Lombard peut-il nous assurer que l'Etat français ne va pas préempter ? ». Et le lendemain, 15 février, dans une lettre manuscrite, M. Pesnel écrit à son avocat pour lui demander de prendre contact avec les « représentants qualifiés de l'Etat français pour connaître la position de ce dernier en ce qui concerne un éventuel droit de préemption sur le tableau de Murillo ».

Derrière ce feuilleton, où se côtoient nombre de personnalités du barreau, se dessine un dossier à tiroirs. Une importante affaire de faux, instruite à Paris et dans laquelle M. Pesnel est également inculpé, est en effet venue s'ajouter à la séculaire histoire de captation d'héritage qui en fut le point de départ.

Un point de départ que l'on ne voudrait pas voir enfler sous une chronologie mondaine et parisienne : le décès mystérieux, le 16 septembre 1986, au domicile varois de M. Pesnel, d'une vieille femme, enfermée jour et nuit, privée de nourriture, harcelée sans espoir, Suzanne de Canson.

GEORGES MARION et EDWY PLENEL

A Paris

La chambre d'accusation ordonne la mise en liberté de deux policiers impliqués dans une affaire de drogue

Les deux inspecteurs de la police de l'air et des frontières (PAF), Georges Bechouche et René Baudin, écroués pour infractions à la législation sur les stupéfiants depuis juin 1988 (le Monde du 29 juin 1988) ont été libérés, le mardi 13 décembre, sur décision de la chambre d'accusation de Paris qui a estimé nul le mandat de dépôt délivré contre eux. Leur collègue, Florence Zedan, a bénéficié de la même mesure. Une quatrième personne, Haziza Nadi, demeure en revanche écrouée à Reims, inculpée dans une autre affaire de trafic de drogue.

La mise en liberté de ces trois inculpés est l'aboutissement d'une bataille juridique consécutive à une erreur de procédure, commise tant par le parquet que par le juge d'instruction de Bobigny chargé de ce dossier, M. Christine Coste-Floret. Le 24 juin 1988, Georges Bechouche et René Baudin, en poste à l'aéroport de Roissy, étaient interpellés par leurs collègues de l'Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants (OCTIS), alors qu'ils transportaient une valise contenant 7 kilos d'héroïne que

venait de leur remettre un inconnu. Florence Zedan et Haziza Nadi étaient interpellés peu après.

Tous étaient surveillés depuis plusieurs mois. Les deux policiers étant officiers de police judiciaire, le procureur de la République, aurait dû saisir la chambre criminelle de la Cour de cassation pour que soit désignée une juridiction d'instruction. Or, vraisemblablement, par souci de discrétion, cette démarche n'avait pas été faite.

Le 24 novembre, les avocats obtiennent l'annulation de la qualification de la procédure et la mise en liberté immédiate de leurs clients. Ces derniers étaient pourtant immédiatement réincarcérés en raison de la découverte de faits apparemment nouveaux.

Leurs défenseurs faisaient immédiatement appel de ce second mandat de dépôt qui, conséquence d'une procédure nulle, ne pouvait qu'être nul lui-même. C'est cette argumentation que vient de retenir la chambre d'accusation tout en maintenant les inculpations.

A Strasbourg

Onze pharmaciens condamnés pour trafic d'anabolisants

Trois médecins strasbourgeois, onze pharmaciens du Bas-Rhin, un préparateur en pharmacie et le propriétaire d'une salle de sport de Strasbourg ont comparu, mardi 13 décembre, devant le tribunal correctionnel de Strasbourg pour un trafic portant sur d'importantes quantités d'anabolisants destinés, en majeure partie, à des culturistes ouest-allemands.

Pour le ministère public, les ordonnances incriminées étaient « de véritables bons de commande », certaines atteignant des prescriptions de 50 à 150 boîtes, voire 350, alors que la réglementation limite le maximum à 6 boîtes. En ce qui concerne les pharmaciens, il leur était reproché d'avoir, pour certains, accepté « avec une démolition inacceptable » des ordonnances suspectes (l'une d'elles prescrivait 690 ampoules en une fois) en omettant, en outre, d'inscrire ces produits à l'ordonnancier.

Finalement, le tribunal a relaxé les docteurs Charles Sutter, Georges Weiss et Isaac Abessera, qui avaient prescrit d'importantes doses d'anabolisants sans en indiquer la posologie ni le mode d'administration. Le ministère public avait requis contre eux une peine d'emprisonnement de trois mois avec sursis, assortie d'une amende de 10 000 F.

Shakarchi Zurich n'est pas Shakarchi Genève

La mise en cause, dans l'affaire de blanchiment en Suisse de dollars provenant de trafics de drogue, de la société de Zurich Shakarchi Trading a suscité l'émotion de la société Mahmoud K. Shakarchi SA de Genève.

A la demande de cette dernière, nous précisons que « les Shakarchi de Zurich et ceux de Genève n'ont pas la même activité » et qu'« il n'existe entre les deux sociétés aucun lien commercial ni juridique ».

Quant à la société PAMP, spécialisée dans les transformations diverses de l'or et implantée dans le Tessin, « elle dépend de Shakarchi Genève et n'a donc, elle non plus, rien à voir avec l'affaire dite de la « connection libanaise ».

Vingt mille Parisiens privés de téléphone

Vingt mille Parisiens du sixième arrondissement sont privés de téléphone depuis le mardi 13 décembre, à la suite d'un incendie qui a détruit, au petit matin (à 5 heures), des câbles d'une chambre technique du central Danton, boulevard Saint-Michel.

La police enquête pour connaître les causes du sinistre. Celui-ci s'étant déroulé dans une galerie située à 15 mètres de profondeur, les travaux de réparation sont assez pénibles, et il faudra, semble-t-il, quelques jours pour rétablir l'ensemble des abonnés. Mais, d'ores et déjà, tous ceux qui sont prioritaires (médecins, infirmières...) sont dépannés. Le téléphone de l'hôpital Cochin, en particulier, a été rétabli mardi dès 11 heures, indiquent-ils auprès de France Télécom.

Le droit d'accès au fichier d'Interpol

Interpol. — La commission de contrôle interne des fichiers d'Interpol, qui compte parmi ses membres M. Jacques Fauvet, président de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), vient d'achever son rapport d'activité pour l'année 1988. Après un nombre important de vérifications, la commission a constaté qu'Interpol a géré ses fichiers « suivant une application scrupuleuse de la réglementation ». Cependant, la commission, « regrette » dans un communiqué que « le droit d'accès indirect que peuvent invoquer tous les ressortissants ou résidents d'un pays membre d'Interpol soit insuffisamment connu ». Elle « estime, en effet, que la connaissance de sa mission et de l'existence du droit d'accès indirect, en particulier par le public, aura pour effet une clarification du rôle et de la mission d'Interpol ». La commission rappelle que « les personnes souhaitant exercer leur droit d'accès indirect aux fichiers d'Interpol peuvent s'adresser au président de la commission de contrôle (BP 205, 92212 Saint-Cloud Cedex, France ».

PARIS

Un musée municipal d'urbanisme et d'architecture

Paris a désormais son musée municipal d'urbanisme et d'architecture. Le Pavillon de l'Arsenal a été inauguré, mardi 13 décembre, par M. Jacques Chirac. Dans cet ancien entrepôt du dix-neuvième siècle aux structures métalliques, situé 21, boulevard Morland (4^e), non loin de la Bastille, les visiteurs pourront interroger une immense maquette de la Ville et ses localisations par rayon laser ou consulter la collection permanente : « Paris, la Ville et ses projets ».

Des gravures et photos montrent l'évolution des frontières de l'agglomération, le déplacement des enceintes successives. Une exposition temporaire retrace l'histoire d'un projet, vingt ans de travaux de l'Atelier parisien d'urbanisme, et présente quatre dossiers d'aménagement : le secteur Citroën, l'est de Paris, Bercy-Tolbiac et la couronne de Paris. Cinquante mille documents visuels peuvent être reproduits à la demande. Ouverture : le 20 décembre.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Société

DÉFENSE

Au profit de la force aéromobile et du missile Hadès

L'armée française reçoit ses premiers hélicoptères Super-Puma

MARIGNANE (Bouches-du-Rhône)
de notre envoyé spécial

Nul n'est prophète en son pays. La société Aérospatiale l'aura implicitement démontré, en remettant, le mardi 13 décembre, dans ses usines de Marignane (Bouches-du-Rhône), son premier hélicoptère Super-Puma à l'armée de terre française quatre ans après en avoir lancé le programme et avoir dû, pendant tout ce temps-là, compter sur les seules exportations de ce matériel pour commencer à rentabiliser son opération.

Engagée dans d'autres programmes d'hélicoptères, comme la Gazelle anti-chars (acquise à 300 exemplaires en ligne) ou l'hélicoptère de manœuvre Puma (120 en ligne), l'armée de terre s'est trouvée dans l'impossibilité financière de participer au développement du Super-Puma, un hélicoptère tactique de 9 tonnes complètement différent du précédent auquel il a simplement emprunté une partie du nom pour continuer à profiter de sa réputation auprès des clients.

surveillance du champ de bataille, utile à un corps d'armée pour l'emploi éventuel des missiles nucléaires préstratégiques Hadès ou de ses lance-roquettes multiples (LRM).

A 3 000 mètres d'altitude et en se tenant, pour sa protection, à 50 kilomètres à l'intérieur même du dispositif national ou allié, le radar Orchidée, embarqué à bord d'un Super-Puma, décollera les mouvements de l'adversaire dans un espace de 100 kilomètres de profondeur sur 80 kilomètres de large. L'armée de terre consacrera 6 milliards de francs (indépendamment des hélicoptères) à la mise au point du système Orchidée, dont l'Aérospatiale a aussi la responsabilité.

Nul ne songe à dissimuler la vulnérabilité de ce radar béliporté, qui serait la première cible d'un agresseur dans le ciel, même si Orchidée cherche à rester discret. Mais le système français sera rendu compatible — question de sécurité — avec un programme américain comparable (le JSTAR monté sur Boeing 707) pour travailler ensemble en centrale Europe.

JACQUES ISNARD.

ÉDUCATION

En Allemagne fédérale

Les manifestations d'étudiants se multiplient contre le manque de places dans les universités

BONN
de notre correspondant

Les universités ouest-allemandes explosent. Depuis le début du semestre d'hiver au mois de novembre, le malaise va croissant : assemblées générales, grèves des cours, manifestations de rue se multiplient. D'autres actions visant à frapper l'opinion et à attirer l'attention des médias sont organisées : à Berlin-Ouest un cours de mathématiques se tient dans une station de métro pour protester contre le manque de places dans les amphithéâtres, à Bonn, un groupe d'étudiants et d'étudiantes se dévêt devant le ministre de l'Éducation, M. Jürgen Möllemann, afin de lui faire prendre conscience du « dénuement de l'université ». Cette vague de protestations devait être couronnée, le mardi 13 décembre, par une journée d'action nationale des universités. Le même jour, le ministre de l'Éducation devait proposer à ses collègues des Länder un plan d'urgence de 2 milliards de deutschmarks (environ 7 milliards de francs) financé paritairement par l'État fédéral et les régions.

Le surpeuplement des universités est devenu, dans certaines d'entre elles, insupportable. Le nombre total des étudiants s'élève maintenant à 1,5 million et l'on enregistre cette année un chiffre record d'inscriptions

en première année 250 000 c'est-à-dire autant que le nombre total des étudiants en 1968. Le mouvement de protestation a commencé dans des secteurs particulièrement surchargés, comme les instituts de gestion, où se pressent des étudiants désireux d'effectuer des études débouchant sur des emplois. L'annonce que le pays manquera d'enseignants dans les années 90 a également fait reprendre le chemin des facultés à ceux qui désespèrent d'obtenir jamais un poste d'instituteur ou de professeur du secondaire.

Afflux de bacheliers

La crise était pourtant prévisible : en vingt ans, le taux de bacheliers pour une classe d'âge est passé de 7 % à 28 %. La proportion des bacheliers entamant des études universitaires va elle aussi croissant : 71 % des garçons et 55 % des filles selon une enquête récente. Autre facteur d'engorgement : la tendance à faire durer les études, liée aux incertitudes du marché de l'emploi. En dix ans, la durée moyenne des études s'est accrue en moyenne de deux semestres. Ainsi se sont multipliés les « étudiants prolongés », friands la trentaine qui repoussent chaque année leur entrée dans la vie active

en subissant grâce à des petits bourses. Dans le même temps, le taux d'encadrement des étudiants s'est détérioré de 29 étudiants pour 1 enseignant en moyenne en 1975, il est passé en 1987 à 38 pour 1. Et encore cette moyenne ne rend qu'imparfaitement compte de la situation de certains secteurs particulièrement surchargés : ainsi à Munich, la section de germanistique ne compte que 10 enseignants pour 2 200 étudiants inscrits. La création de nouveaux postes d'enseignants a été quasi nulle depuis 1975. A cela s'ajoutent des difficultés quasi insurmontables pour trouver un logement dans certaines villes universitaires réputées comme Tübingen, Fribourg ou Bonn, dont les capacités d'accueil sont limitées.

L'agitation actuelle révèle de plus que la politique mise en œuvre dans les années 60 et 70, consistant à créer des centres d'études supérieures dans des villes qui en étaient dépourvues, n'a pas atteint ses objectifs : malgré la multiplication des nouvelles universités, les étudiants subissent encore le tropisme des anciens et prestigieux établissements d'enseignement supérieur, comme l'Université technique de Berlin, l'université Goethe de Francfort ou l'université Frédéric-Guillaume de Bonn. En Bavière, par exemple, malgré la création de six

centres universitaires dans les principales villes, l'université de Munich n'a cessé de s'enfler : prévue pour 13 000 étudiants, elle en compte aujourd'hui plus de 60 000.

Il sera pourtant difficile aux autorités de faire marche arrière et de concentrer les moyens là où ils seraient le plus nécessaires. La mise en cause de l'existence d'établissements supérieurs, même peu fréquentés dans certaines régions comme la Ruhr, risquerait de dégrader en affrontement politique, car ces universités sont génératrices d'emplois dans ces régions frappées plus durement que d'autres par la crise des industries traditionnelles.

LUC ROSENZWEIG.

● Un lycéen de Louviers en correctionnelle. — Loïc Mérot, le lycéen de dix-huit ans, qui a reconnu avoir jeté du trichloréthylène au visage d'un professeur de mathématiques au lycée Fontenelles de Louviers (Eure) (Le Monde du 14 décembre), comparaitra, le 27 décembre, devant le tribunal correctionnel pour répondre du délit de violence avec préméditation. Les deux instigateurs de l'expédition punitive, âgés de seize ans et dix-sept ans, qui avaient organisé la collecte et payé leur camarade pour qu'il commette son acte, seront jugés par le tribunal pour enfants.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Samedi 3 décembre 1988, à 6 h 37.

Yann

est venu au monde, pour la plus grande joie de

Anne BRISSON,
Nils et Wolfgang STEUER.

Décès

— Samedi, La Garenne-Colombes, Nantes.

M^{me} Jean Tamagnan, Philippe et Sabine, M^{me} Marijo Boulanger, Le docteur Henri Boulanger et M^{me} Florence, Christophe, Thierry, M. Maurice Loy, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Cambero, M. et M^{me} Dumont et leurs enfants, ses belles-sœurs et beau-frère, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 12 décembre 1988, de

M. Jacques BOULANGER,

dans sa quatre-vingt-troisième année.

Il rejoint ainsi sa chère femme, décédée le 28 mars 1988.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Urbain, de La Garenne-Colombes, le vendredi 16 décembre, à 10 h 30.

— M^{me} Hubert Pierre Cartier, son épouse, Alain, Catherine, Nathalie et Hélène, ses enfants, Marina et Eric, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Hubert Pierre CARTIER, professeur honoraire à la Faculté de médecine de Paris, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'Ordre national du Mérite, chevalier des Palmes académiques, survenu le 12 décembre 1988.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 16 décembre, en l'église Saint-Christophe de Javel, Paris-15^e, 87, rue de Javel, 75015 Paris.

— Sainte-Agathe.

Monique Valbot, Geneviève Baudino, Bruno, Bénédicte et Barbara, ses enfants, ses petits-enfants, Ses frères et sœurs, ont la douleur de faire part du décès de

Walter COUFFINI,

sculpteur, fondeur et verrier.

Les obsèques auront lieu le jeudi 15 décembre 1988, à 10 h 30, en salle de cérémonie du crématorium intercommunal, route du Mûrier, à Giers.

« La Mailloche », La Paule, Sainte-Agathe, 38190 Grignoud.

Naissances

— Françoise Dupuy, Jean-François et Kathy Dupuy et leur fils Jérôme, Jean-Yves Dupuy, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Roger-Louis Dupuy, sa belle-mère, M^{me} Jean-Pierre Dupuy, François et Dominique Dupuy, M. et M^{me} Michel Beau, Le docteur Anne-Marie Beau, son frère, beau-frère et belle-sœur, Marie-Cécile Dupuy et ses enfants, Marie-Catherine Dupuy-Boury et ses enfants, Cécile-Eugénie Dupuy, François Dupuy, Nicolas Beau et ses enfants, ses neveux et nièces, Les familles Benfredj, Blanchet, Bourgeois, Bruck, Chaslin, Colla, Epinat, Loe, Mouton, Michaut, Moreau, Morey, Mourry, Pibot, Ravier, Rollet, Serrano, Tureau.

Les sociétés ISI, De Havilland, SIPM, ont la douleur de faire part du décès de

Claude DUPUY,

survenu le 11 décembre 1988, à l'âge de soixante-deux ans.

Les obsèques sont célébrées ce mercredi 14 décembre, à 14 h 30, en l'église de Citeaux (Saône-et-Loire).

— M^{me} veuve Louis Fol, sa mère, M^{me} Evlyne Morat-Fol, Emmanuel, Juliette, Nicolas, Camille-Solange, Jean-Baptiste, ses enfants, Hugo, Thomas, Marie, ses petits-enfants, Les familles Martin, Camilli, Fol, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Jacques FOL,

le 12 décembre 1988, à Paris.

Les obsèques auront lieu le vendredi 16 décembre, à 15 heures, à l'ancien cimetière de Rosny-sous-Bois, rue Gabriel-Péri.

— Le président de l'université Paris-VII, Le vice-président du conseil scientifique, Le vice-président du conseil des études et de la vie universitaire, Ses collègues, Collaborateurs Et amis de l'UFR, ont la grande tristesse de faire part du décès du

professeur Jean-Jacques FOL, ancien président de l'université Paris-VII, chevalier de la Légion d'honneur, officier des Palmes académiques, croix de commandeur du Souvenir National Russe, le 12 décembre 1988, à Paris.

— Le conseil de l'UFR de géographie, histoire et sciences de la société, Le directeur et le directeur adjoint de l'UFR, Ses collègues, Collaborateurs Et amis de l'UFR, ont la grande tristesse de faire part du décès du

professeur Jean-Jacques FOL.

Naissances

— Les enseignants Et les chercheurs de la section histoire de l'UFR de géographie, histoire et sciences de la société, ont la profonde tristesse de perdre en

Jean-Jacques FOL

un collègue de grande qualité.

Avec lui disparaît un être dynamique dont les connaissances et les services précieux dépassaient le seul domaine de l'histoire et de l'enseignement.

— Le secrétaire général du CIREN (Centre interdisciplinaire de recherches sur l'Europe du Nord), Les membres du laboratoire, ont la grande tristesse de faire part du décès du

professeur Jean-Jacques FOL,

le 12 décembre 1988 à Paris.

Né en 1930 à Camargue (Nîmes), M. Jean-Jacques Fol avait franchi toutes les étapes de la carrière enseignante, instituteur à Paris, professeur à Madagascar et au Togo, il devient adjoint d'enseignement puis maître-assistant à l'université Paris-VI (dès 1972, enfin professeur d'histoire — spécialiste de l'Europe du Nord — en 1978. Président de cette université de 1982 à 1987, Jean-Jacques Fol a joué un rôle actif à la présidence des présidents d'université (CPU) au moment de la discussion puis de l'entrée en vigueur de la loi Savary sur l'enseignement supérieur. Il s'est dévoué, au côté d'Hubert Coudreau, vice-président de la CPU, contre les dangers du projet de loi Debeauvais et a soutenu le mouvement étudiant de novembre-décembre 1986. Jean-Jacques Fol était vice-président de la Conférence permanente des recteurs européens et très attaché à la construction de l'Europe des universités.

— M^{me} Jean Hemard, M^{me} Claude Juillard et ses enfants, M. et M^{me} Michel Hemard et leur fils, M. et M^{me} Daniel Hemard et leurs enfants, M^{me} Dominique Hemard, M^{me} Laurence Hemard et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père, grand-père,

M. Jean HEMARD, professeur émérite de la faculté de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris, doyen honoraire de la faculté de droit de Lille, officier de la Légion d'honneur, survenu le 12 décembre 1988, à son domicile.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Une messe sera dite ultérieurement à Paris, 12, boulevard de Port-Royal, Paris-5^e.

Naissances

— Le président de l'université Nancy-II, Les directeurs, Les enseignants, Les personnels de l'UFR de lettres, de sciences du langage et de l'IUT tertiaire, Les étudiants en communication ont la grande tristesse de faire part du décès du

professeur Jacques JOLY, responsable du 2^e cycle d'information et de communication, membre du Comité national des universités, survenu subitement le lundi 12 décembre.

— Marcel-Francis, Colette Kahn et leur fils, Thierry Bloch, Claudine Genet et leurs enfants, Muriel et Daniel Kneiberg et leur fille, Gérard Bloch, Odette Bloch et Simone Deutsch, Hugnette Falick-Isidor, ont le regret de faire part du décès de

M^{me} Jeanne-Gaston KAHN, née Wehrlich, survenue à Paris, le 7 décembre 1988, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Ses obsèques ont eu lieu, selon son souhait, dans la plus stricte intimité.

— M^{me} Jean Matet, née Andréa Stoll, son épouse, Ses enfants, petits-enfants Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Jean MATET, survenu le 12 décembre 1988, dans sa soixante-dix-huitième année.

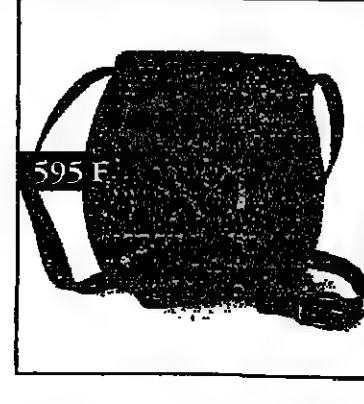
La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 16 décembre, à 14 heures, en l'église Sainte-Marguerite au Vésinet (RER Vésinet-centre).

20, route du Grand-Pont, 78110 Le Vésinet.

— Ses amis affiliés s'unissent le décès de

Gérard TUTEUR, survenu le 28 novembre 1988, à la suite d'une courte et pénible maladie.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.



PARIS II, FAUBOURG ST-HONORE 8^e — 12, RUE TRONCHET 8^e — 41, RUE DU FOUR 6^e — 74, RUE DE PASSY 16^e — TOUR MONTPARNASSE 15^e — PARIS 2 — LYON 85, RUE DU POT E-HERRIOT

LA BAGAGERIE

Naissances

— Le docteur et M^{me} Jacques Vibert, leurs enfants, Anne et Jean-Eric Chapuis, Béatrice et Christophe Gue, Laurence et Jean-Paul Morin, Didier Vibert, Bertrand et Anne Vibert, Isabelle Vibert, leurs petits-enfants, Gentiane, Alexis, Aubry, Gabriel, Quentin, Gaëtan, M^{me} Louis Jarrasson, ses enfants et petits-enfants, M. Guy Vibert, ses frères et sœurs, ses enfants et petits-enfants, Parents et alliés, ont l'immense douleur d'annoncer le départ de

Olivier VIBERT,

rappelé à Dieu le 8 décembre 1988, à l'âge de vingt-huit ans.

La messe sera célébrée en l'église Sainte-Croix, Lyon-2^e, le jeudi 15 décembre, à 9 heures.

Prenez pour lui et pour eux.

Anniversaires

— Il y a cinq ans

Françoise GAUTHIER, (Vermot-Desroches).

Françoise est morte du cancer le 31 décembre 1983.

Elle est inhumée à Die (Drôme).

M. Pierre Gauthier, 91450 Gaillet, M. Jean-Marc Gauthier, 75014 Paris, M^{me} Vermot-Desroches, 10000 Troyes.

Communications diverses

— Amitié franco-afghane (AFRANE) organise une vente d'objets artistiques d'Afghanistan (tapis, bijoux, etc.), du 12 décembre au 18 décembre 1988, de 10 heures à 20 heures, 8, rue Christine, Paris-6^e.

Le bénéfice de cette vente permettra de continuer à apporter une aide d'urgence aux populations éprouvées par la guerre.

VENTES AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

VENTE A VERSAILLES

IMPORTANTS TABLEAUX MODERNES

notamment par : BOUDIN, COSSON, VAN DONGEN, FOLUITA, GRAU-SALA, LEGUEULT, LOISEAU, LUCE, MARQUET, MATTHEU, MENTOR, RENOU, TOFFOLI, VIANCICK

Dimanche 18 décembre, 14 heures

ETUDE BLACHE

5, rue Racine, 78000 VERSAILLES, tél. : 39 50 55 06. (Expo. Vendredi 16, Samedi 17 décembre, 9-12/14-18 heures.)

Mise

ESSEC

Le Monde

CAMPUS

Le Monde • Jeudi 15 décembre 1988 15

Misère de l'école calédonienne

Sous-scolarisation des Canaques, inadéquation de la pédagogie, faible motivation des enseignants... M. Jospin, lors de son voyage du 25 au 29 novembre, a pu constater l'étendue des problèmes scolaires en Nouvelle-Calédonie.

De notre envoyé spécial

DEUX longues cases en feuilles de cocotier font la fierté du collège Eben-Eza, à Fayaoû, au centre géographique de l'île d'Ouvéa. Elles ont été construites par les parents d'élèves de cet établissement protestant, afin d'abriter l'internat, sans lequel les premières classes de sixième n'auraient pu ouvrir, voilà deux ans. Les élèves ne pouvant pas rentrer chaque soir dans leurs tribus, ils dorment sur place, dans l'odeur chaude et piquante de la paille. Noyés dans la torpeur de ce début décembre qui marque l'arrivée de l'été, les bâtiments bas et les cases de l'école, les logements de fonction faits de parpaings et de tôles ondulées, parsèment le vaste terrain herbeux. Des grappes d'élèves en tee-shirt et bermuda, chaussés de simples claquettes, s'égaillent. Au-delà de la route, la seule de l'île, luit le lagon turquoise et phosphorescent.

Paradis tropical ? Eben-Eza n'a rien du Club Méditerranée. Quelques classes en « dur » délabrées, abritent des pupilles fatiguées. Les mauvais murs cachent leur misère sous les panneaux pédagogiques. La case de l'école maternelle n'a pas l'électricité, et les élèves sont priés d'aller se baigner dans la brousse ou la mer. Même les élèves de la salle de sciences flambant neuve, attendant un collecteur d'eau de pluie pour être opérationnels.

Et pourtant, sans cet établissement et son homologue catholique ouvert à proximité quelques années auparavant, autour de l'église et de la mission, aucun des mille élèves de l'île, tous canaques, n'aurait eu accès sur place à un enseignement secondaire. Ici, l'école publique rend son tablier après le certificat d'études. Les résultats restent décevants : sur la vingtaine de candidats présents l'an dernier par les deux collèges privés, un seul a décroché le BEPC. « L'école publique, c'est l'école des Blancs, celle où les Canaques ont toujours été les derniers », proclame un instituteur, résumant le sentiment largement dominant chez les Mélanésiens.

A l'origine, l'Etat n'a implanté son école en Nouvelle-Calédonie que pour les enfants des colons et du personnel du bagne. L'école publique n'est réellement implantée en brousse que depuis une trentaine d'années, dix ans à peine pour les collèges. Les Canaques ont été scolarisés dans les écoles

confessionnelles, catholiques et protestantes, pauvres et aux enseignants peu qualifiés. Elles étaient les seules présentes dans les tribus et prenaient en compte le mode de vie canaque, que l'école publique, farouchement intégratrice, a toujours fait d'ignorer. D'où les multiples strates du système scolaire calédonien. Le millier d'élèves d'Ouvéa se partagent aujourd'hui entre les écoles catholiques, protestantes, publiques, et les deux écoles populaires kanak (EPK), prototypes des établissements scolaires d'une future « Kanaky » indépendante, nées de la volonté politique de rupture avec l'école coloniale. Manifestée à partir de 1983 par le FLNKS. Quelle que soit leur philosophie, toutes ont été profondément marquées par les événements sanglants du printemps dernier. Les enfants de l'école publique, sinistrée en face de la gendarmerie de Fayaoû, ont vu les cadavres des gendarmes exécutés, et les Puma de l'armée ont atterri dans leur cour de récréation. Leurs cartables ont été fouillés. La classe s'est arrêtée pour eux pendant deux mois, mais plus longtemps encore ils ont dessiné des mitraillettes, des fusils, et la grotte où « les frères ont été tués ».

Pèlerinage

à la grotte

A l'école populaire de Wadrila, l'année scolaire, qui venait de commencer — la rentrée est, ici, fixée début mars, — a été pratiquement sacrifiée, puisque les activités n'ont repris qu'au retour des prisonniers, en novembre. Pendant l'heure d'éducation politique, Simona Adjuniop, un ancien pasteur qui se charge aussi des cours de Bible, enseigne que « les Français ont torturé des gens ».

A Gossana, les enfants de huit à douze ans de l'EPK, en armes, tiennent sans badiner le barrage qui défend toujours l'accès à la tribu. « Travaux pratiques », commente l'un des animateurs de l'école populaire, qui prépare depuis plusieurs semaines un pèlerinage avec les enfants dans la grotte où dix-neuf de leurs parents ou cousins ont été abattus en mai dernier. A l'école protestante Eben-Eza aussi, le souvenir des « dix-neuf » et les emblèmes indépendantistes sont présents : les trois couleurs de « Kanaky » —



« L'école publique, c'est l'école des Blancs, celle où les Canaques ont toujours été les derniers. »

bleu, rouge et vert — ont fleuri sur les cartables, les murs des classes et les tee-shirts, où elles se marient parfois à la silhouette d'une feuille de cannabie, qui se trouve à l'état sauvage sur l'île et que les collégiens aiment sans retenue avoir fumée. « Sur leurs copies, trois enfants sur quatre préfèrent inscrire à présent leur prénom en canaque plutôt qu'en français », remarque un professeur Paul devient « Wanabo » et Rachel se fait appeler « Kella ».

Aucune manifestation de ce genre ne vient troubler le prospère lycée La Pérouse de Nouméa. A un coup d'aile d'Ouvéa et de sa misère scolaire, La Pérouse et son proviseur — un Lillois installé en Calédonie depuis trois ans — vivent dans l'extase : l'avion de Paris vient de livrer les copies corrigées du baccalauréat, après correction en métropole. Les résultats seront à la hauteur des espérances. Avec 80 % de réussite et même une mention « très bien », l'établissement pourra une fois de plus rivaliser avec les meilleurs lycées de France. Les vacances d'été, qui commencent début décembre, s'annoncent sous les meilleurs auspices.

La Pérouse aimerait bien se persuader qu'il est le lycée prestigieux d'une quelconque sous-préfecture de province. Nouméa, avec ses supermarchés et son port de plaisance, son casino et sa route à péage vers l'aéroport, tente de vivre dans l'illusion d'une Calédonie entièrement européenne. « Mon établissement compte 74 % d'Européens, soit la même proportion que dans l'ensemble du territoire » (qui n'en compte en réalité que 37 %) a pu déclarer imprudemment le proviseur du lycée, en accueillant M. Jospin, au risque de provoquer l'ire ministérielle. L'abus révélateur : soulever à Nouméa la question de l'échec scolaire canaque, c'est s'exposer aux accusations de « racisme ». « Dès qu'on parle d'enfant mélanésien, on passe pour un partisan de l'apartheid ou pour un indépendantiste », confirme M^{me} Nicole Brun-Feybesse, inspectrice des écoles élémentaires de Nouméa.

Alors pourquoi les Mélanésiens redoublent-ils presque trois fois plus souvent que les Européens le cours préparatoire ? Pourquoi leur présence trépidante comme

une peau de chagrin, à chaque échelon du système ? Pourquoi 20 % seulement d'une génération accèdent-ils en terminale ? Pourquoi la dernière promotion de l'école normale d'instituteurs ne comprend-elle que quatre Mélanésiens sur trente et un élèves ?

Les réponses tiennent dans le niveau de formation insuffisant des instituteurs de brousse (40 % ne sont titulaires que du brevet ou du certificat d'études et même 86 % dans le privé où sont concentrés les Mélanésiens), mais aussi

dans l'énorme fossé social (1) qui sépare les Européens — qu'ils soient « oreilles » (originaires de métropole) ou caldoches — des autres communautés, mélanésienne et wallisienne notamment. Les Mélanésiens n'ont d'ailleurs rien à envier à certains caldoches de brousse, dont les enfants peuplent eux aussi les sections de perfectionnement et autres classes de relégation, particulièrement nombreuses en Nouvelle-Calédonie dès avant la sixième. Aucun des six fils de ce petit éleveur caldoche du nord de la Grande Terre

n'a dépassé le certificat d'études et quatre sont au chômage, comme leurs contemporains mélanésiens. Ce qui ne l'empêche pas d'estimer sans vergogne que « le Canaque vaut moins qu'un chien ».

Mais l'échec scolaire s'explique aussi par l'inadaptation de l'enseignement aux réalités locales. A l'école publique de Yaté, à l'extrémité sud de l'île, on continue de lire sur les murs d'une classe, sous le titre « Les premiers habitants de notre pays » : « Les Gaulois habitaient dans des huttes rondes en terre sèche et en paille. (...) » Juste la description des « cases » où vivent les élèves.

Et que dire de ce professeur qui a demandé aux enfants de dessiner « un arbre aux quatre saisons », alors que les cocotiers, pas plus que les mimosa ou les pins coloniaux, ne perdent leurs feuilles. Mais ces décalages ne relèvent que du folklore, en comparaison de l'incompréhension des enseignants devant le comportement des enfants mélanésiens. Le petit Canaque est généralement jugé « gentil mais apathique, résigné, sans motivation ». Constat souvent exact, qui s'explique notamment par le fait que, dans une famille mélanésienne traditionnelle, l'enfant n'est pas autorisé à interpellier ses parents, alors qu'en classe on lui demande de prendre la parole, comme l'a constaté Jacques Celler, conseiller pédagogique à Nouméa, l'un des rares à étudier scientifiquement le phénomène. De même, les enseignants ignorent trop souvent l'interdit qui empêche les frères et sœurs de s'asseoir côte à côte. « L'institutrice mélanésienne vit une contradiction entre ce qu'elle a vécu comme enfant et ce qu'elle demande à ses élèves. Le mode mélanésien de relation enfants-adultes est un obstacle aux acquisitions de savoirs à l'occidentale », reconnaît M^{me} Brun-Feybesse.

PHILIPPE BERNARD.

(Lire la suite page 18.)

(1) L'analyse en a été faite par Jean-Marie Kohler et Lolo J.D. Wagnon dans l'ouvrage « L'école intégrale. Eléments pour une sociologie de l'école en Nouvelle-Calédonie ». Diffusé par l'ORSTOM, 213, rue La Fayette, 75010 Paris.

Elie Poigoune, l'unique

SUR deux cent quatre-vingt-trois professeurs certifiés enseignant en Nouvelle-Calédonie, un seul est canaque. Elie Poigoune symbolise l'impossible promotion scolaire des Mélanésiens, mais aussi le rôle de l'école dans la formation des responsables indépendantistes. De sa voix douce, qui recèle une grande énergie, il raconte l'itinéraire d'un enfant de la brousse venu à l'action politique par les études.

Lorsqu'on naît canaque dans une tribu de l'ouest, sur la côte Est, les chances de réussite scolaire sont minimes. Mais le père d'Elie Poigoune bénéficie du statut relativement privilégié de pasteur et encourage le travail scolaire de ses enfants. Pour leur payer des études, il n'hésite pas à abandonner trois mois par an son ministère et à se faire dockeur dans le port de Nouméa, à l'autre bout de la Grande Terre. Après l'école publique, l'une des rares à l'époque sur la côte Est, c'est le collège protestant. Puis — miracle... — le lycée La Pérouse de Nouméa. Il n'y eut que cinq Canaques candidats au bac cette année-là, en 1963. Un Mélanésien avait décroché le diplôme pour la première fois l'année précédente... cent neuf ans après la colonisation. « Nous arrivions de la brousse, un monde à part. Nous ne nous sentions pas bien au lycée, se souvient Elie Poigoune. On restait entre nous. En trois ans, je n'ai eu aucun contact avec les jeunes caldoches. Il a fallu que j'aille faire des études en France pour en connaître. Nous souffrions d'un terrible complexe d'infériorité, et eux d'un incroyable sentiment de supériorité... »

Devenu professeur de mathématiques dans le lycée même où il a été élève, il constate que la situation n'a que très peu évolué.

Entre-temps, l'étudiant a rencontré la politique. Dans la France de l'après-Mai 68 d'abord. Puis à Nouméa, où il a été nommé maître auxiliaire. Il sort avec des amis canaques. Un soir, un restaurateur refuse de les servir. Il se révolte, reste sur les lieux et se fait embarquer par la police : une nuit au poste. « Mon engagement politique est né ce jour-là. J'avais l'impression, en revenant de métropole, de ne pas être un citoyen comme les autres. » Elie Poigoune participe à la création du Groupe 1878 (en référence à la date du premier soulèvement canaque, réprimé dans le sang), qui se manifeste pour la première fois en troublant le défilé militaire pour l'anniversaire de la colonisation. Puis c'est un monument aux morts qui est barbouillé de peinture rouge, en pleine célébration du 14 Juillet. Des séjours en prison ponctuent ces actions.

En 1975, le petit prof révolté a contribué à fonder le Parti de libération kanak (PALIKA), marxiste, qui est aujourd'hui la deuxième composante du FLNKS. Des élèves de son lycée le soutiennent. Mais, en 1980, il perd son poste de maître auxiliaire après l'organisation d'un meeting interdit. L'arrivée de la gauche au pouvoir le remet en selle : il est titularisé, puis accède au CAPES, en même

temps que son ami politique Paul Nyautourine qui, lui, abandonnera son poste d'enseignant pour devenir en 1985 le directeur de cabinet de Jean-Marie Tjibaou, alors président de la région Nord.

Chaud défenseur de l'enseignement public, Elie Poigoune est violemment contesté dans son propre parti, qui lui reproche de protéger « l'école coloniale » et, pis, d'en vivre. Traité de « petit bourgeois », de « néo-colonialiste », il persiste à vouloir changer l'école publique de l'intérieur et fustige ceux qui démobilisent les élèves canaques sous le prétexte que « l'école coloniale » ne peut rien leur apporter. Premières visées : les « écoles populaires kanaks » (EPK), créées, selon lui, « à la légère », sans perspective pédagogique, et qui fabriquent une « génération fautive ». Elie Poigoune n'est pas beaucoup plus tendre avec l'école privée — même celle d'obédience protestante, très proche des indépendantistes — car elle dispense un « enseignement au rabais... » « Il faut mettre le paquet pour que davantage de Canaques accèdent à l'école publique, qui offre le meilleur enseignement. Il faut former en France dix professeurs canaques par an. Au cours de la lutte, nous n'avons pas assez investi dans l'école. Mais les choses changent dans le FLNKS, depuis les accords de Matignon. Ceux qui luttent savent qu'ils le font parce qu'ils ont été à l'école. »

Ph. Be.

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP, ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (rentrée fin août) ou deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

- Prochaine session pour la rentrée 1989 : 15, 16 et 17 mars 1989.
- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 17 janvier 1989.
- Documentation et dossier d'inscription : ESSEC-Admissions BP 105 95021 CERGY-PONTOISE Cedex — Tél. : (1) 30-38-38-00 ESSEC, Etablissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

LE MUR

LE MUR... MENSUEL DU LYCÉE PROFESSIONNEL JEAN-GUÉHENNO... SAINT-AMAND-MONTROND - CHER

LE MUR, le journal du lycée professionnel Jean-Guéhenno, de Saint-Amand-Montrond, dans le Cher, est l'un des lauréats du concours de journaux lycéens, organisé l'an dernier, par le Centre de documentation et d'information lycéens (CDIL), avec le soutien du Monde. Il a gagné une page de « Campus » pour s'exprimer...

L'ÉCOLE, UN CAS DÉSESPÉRÉ ?

QUESTION A... LOUIS LEGRAND, PROVISEUR DU LYCÉE JEAN-GUÉHENNO A SAINT-AMAND-MONTROND, ACADÉMIE D'ORLÉANS-TOURS...
LE MUR : Quelle est, d'après vous, l'identité du lycée J.-Guéhenno dans la région Centre ?

LOUIS LEGRAND : « Le lycée Jean-Guéhenno est implanté au cœur de la France dans l'un des hauts lieux de la bijouterie qui fête d'ailleurs son centenaire cette année à Saint-Amand. De plus, il possède — le savez-vous ? — l'une des plus anciennes sections hôtelières de France. Je dirai donc que notre lycée a une double identité : la bijouterie et l'hôtellerie. Cela correspond à deux pôles de formation qui développent, ou développeront dans un avenir très proche, deux filières de la quatrième technologique au baccalauréat professionnel et au brevet des métiers d'art, en passant par le BEP.

Mais l'identité du lycée ne sera complète que si j'ajoute à ces formations initiales — assurées en partie en alternance par des stages en entreprise — la formation continue, qui répond à des besoins multiples de formation exprimés par nos partenaires sociaux au niveau local, régional et même national.

Je terminerai en disant qu'il faut maintenant élargir cette carte d'identité à l'échelle européenne. Nous y travaillons déjà... »

Propos recueillis par
Loïc BLENET et Ludovic CABAT
(Troisième technologique).

ISSUE DE CE COURS

Issu d'une famille très modeste, Jean Guéhenno commence sa vie comme apprenti au début du siècle. En sortant de sa manufacture de chausures, Jean Guéhenno suit des cours du soir, travaille seul pour préparer différents examens... C'est ainsi qu'il entrera à l'École normale supérieure, puis qu'il deviendra inspecteur général de l'éducation nationale... Écrivain, son œuvre est imprégnée d'humanisme et de socialisme. En 1962, Jean Guéhenno est élu à l'Académie française. Sa vie fut un merveilleux parcours de courage, de tolérance et de détermination... Il a su s'élever dans les plus hautes sphères intellectuelles de sa génération tout en ayant débuté sa vie comme travailleur manuel... C'est sans doute cette raison-là plus que toute autre qui justifie le nom que porte notre lycée... Car, ne l'oublions pas, il n'est pas si loin le temps où les

LEP colportaient l'image d'un repère de délinquants, d'illettrés et de prolétaires... Et puis l'enseignement technique est sorti de sa tanière... On s'est rendu compte du besoin qu'avait notre pays de techniciens et de professionnels de qualité...

Et puis notre journal est né... Un mensuel lycéen dans un LEP, c'était curieux déjà... Et puis nous avons été primés, en mars 1988, de ce premier prix du professionnalisme lors du concours national des journaux lycéens...

Alors, aujourd'hui, à l'heure où nous achevons notre trentième numéro du MUR, il ne fait aucun doute dans notre conscience que le technique et l'écriture soient intimement liés, et que Jean Guéhenno en soit le symbole le plus éloquent.

Frank PINARD
(2^e année bijouterie).

DEMAIN L'ÉCOLE



Saint-Amand, le 15 octobre 1988.
C'EST UN LYCÉE DU LP JEAN-GHETTO QUI VOUS PARLE...

Madame, Monsieur,
J'aimerais porter à votre connaissance que le lycée Jean-Ghetto est un vaisseau spatial qui traverse actuellement de légères turbulences. Il se doit de sauver tous ses passagers et de veiller à leur survie... Il se doit donc d'amener à bon port tous les survivants.

Vous êtes les créateurs de ce vaisseau, vous avez donc la lourde responsabilité d'être nos pilotes.

Moi, je ne suis qu'un des embarqués, mais permettez-moi de souligner l'importance d'un tel voyage. Et... c'est pour vous dire que si j'étais le capitaine d'une telle embarcation, je ne laisserais personne, mais personne, saccager une telle aventure. Je ferais des efforts inimaginables pour redresser un manche qui part de tous les côtés vers des galaxies inconnues, je créerais de nouveaux espaces pour des gens motivés, intéressés et passionnés, je ferais une équipe de techniciens dignes de Challenger. Je débiterais des

AVIS AU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

fonds pour la création de nouveaux complexes qui seraient susceptibles d'aider nos futures générations. Apprentissage et information seraient ma maxime. Si j'étais l'un de ces techniciens qui enseignent l'art de naviguer, je mettrais les voiles pour chasser les anciennes méthodes. Je dresserais des barrières pour combattre pacifiquement les injustices, les vols et les trahisons. Liberté et sécurité seraient ma devise. Lâcheté et égoïsme seraient les cibles de mon laser...

Permettez-moi encore une fois de vous rappeler l'importance d'un tel voyage.

Je vous demande un encouragement pour les efforts fournis.

Je vous remercie à l'avance et vous prie de croire, Madame, Monsieur, à mon sincère dévouement.

Nous sommes les enfants de la chance.

Nous sommes les pavés du Mur.

Didier RATEAU
(2^e année).

ÉDITO...

ÉCOLE IDÉOLOGIQUE

Bientôt l'an 2000... les établissements dans lesquels sont dispensés des enseignements collectifs, d'ordre général ou professionnel, correspondent-ils à nos souhaits, à nos rêves ?...

Jeunes étudiants, le système éducatif actuel vous paraît-il se rapporter à une École-Eldorado ?

L'an 2000 est signe d'espoir pour beaucoup de jeunes gens. Quel espoir ? Celui de voir rénové des structures de l'enseignement dans un but de renouveau. Nous avons longtemps acquis un ensemble de connaissances sous un cadre scolaire trop strict. Je pense que, pour l'an 2000, il est grand temps de bouleverser tout cet ensemble. L'école d'aujourd'hui et celle du futur doivent se tourner vers leur entourage européen, pour favoriser l'ouverture des frontières en 1993. Pourquoi se cantonner dans notre chère France, certes fort agréable ? Mais l'innocence est la première victime de la guerre ! Nous avons besoin d'observer autour de nous, de voyager dans des pays de misère, de connaître d'autres modes de vie, de voir l'Espagne ou l'Angleterre. Les jeunes doivent être cultivés pour former une ère nouvelle. Un jour nous verrons, bientôt nous comprendrons que nous ne devons plus être les invités d'Orphée, que les femmes ne doivent plus boire de whisky, que le Père Noël ne doit plus distribuer le fouet, et que les hommes ne doivent plus jouer avec les fusils répandant le sang. Jeunes d'aujourd'hui, il faut s'orienter vers l'extérieur. Marre des idées toutes faites, des fables...

Nous voulons une école libre d'idéologie, une sorte d'entreprise avec son syndicat. Elèves, étudiants, nous avons le droit de porter haut nos opinions, de faire grève pour une cause scolaire, sans apporter un papier pour l'absence en cours. L'ensemble des doctrines propres à notre société doit être plus souple. L'école est un passage influent dans la vie des jeunes étudiants, c'est pour cette raison qu'elle a le devoir d'évoluer dans le même sens... vers un horizon futur et de ne pas le freiner.

Corinne LONNET
(1^{re} année bijouterie).



LES ÉCHOS ÉCOLIERS

« Le rêve de certains enfants n'est-il pas que l'école n'existe pas ! Et, pour les autres, une école futuriste, pleine d'électronique, de robots, de gadgets qui agrémenteraient le rythme scolaire. »

« Trouver les anomalies d'un système quelconque est toujours facile, mais il n'en reste pas moins que l'éducation nationale doit faire d'énormes progrès pour préparer notre système scolaire au grand marché de 1992... »

Xavier ROCHTEAU
(1^{re} année bijouterie).

Valérie BARBIER
(1^{re} année bijouterie).

LE MUR EN CHIFFRES

NOM : LE MUR - Date de naissance : 17 février 1986 - Age : 36 numéros.
Adresse : Lycée professionnel Jean-Guéhenno, 18200 SAINT-AMAND-MONTROND.
Signe particulier : Journal lycéen - Présidence : 2 rédacteurs en chef.
Pouvoir exécutif : Comité de direction 12 membres - Pouvoir législatif : 70 journalistes permanents.

Budget annuel : 80 000 F - Tirage : 1 000 exemplaires par mois.

Vente : Kiosques, abonnements, marchés, foires, manifestations culturelles.

Organisation : 6 secteurs d'activités (actualité, économie, culture, musique, sports, service), 28 rubriques spécialisées ; postes spécifiques (éditorialistes, dessinateurs, maquettistes, photographes,

publicistes, relations publiques et vente). Grands reporters (Paris, Tours, Toulon, Lille, Liverpool, Nîmes). Mode de vie : Local permanent du journal (table de rédaction, labo photo, archives, matériel de reportage). Réunions quotidiennes : deux fois par jour, 12 h 30 et 17 h 30 ; Comité de direction : réunion hebdomadaire le mardi soir ; réunion générale mensuelle.

L'ÉCOLE SCOTCH

« Nous ne sommes pas des ordinaires. Nous avons un corps, une cervelle et des idées parfois très fragiles. Nous sommes de grands enfants pleins d'avenir et de sentiments. »

Sylvie CHALOPIN
(1^{re} année bijouterie).

« Le lycée est là, c'est un fait de société que l'on doit admettre. Le mécanisme de l'école s'enclenche dès l'instant où l'être humain est capable d'élucider, de comprendre un fait, une action, une partie de lui-même. »

Sabine CZUBA
(2^e année hôtellerie).

« L'école ne correspond à aucun de mes rêves... C'est dommage ! Mais à trop prendre les élèves pour des vaches maigres qu'il faut engraisser à coup de théorèmes et de définitions, on oublie le vrai rôle de l'éducation : celui de comprendre et de faire comprendre. »

Xavier MASSONNAUD
(1^{re} année bijouterie).

« Pour l'élève, le lycée est une corvée qui dure jusqu'à un certain âge... Pour certains, cela devient une chose qu'il faut finalement assumer et que l'on apprécie d'année en année. Pour d'autres, cela demeure une obligation, un supplice. »

Sandrine HANLA
(2^e année hôtellerie).

« L'école est à la base même de la vie. On apprend à écrire, à lire à respecter autrui. Notre éducation dépend de l'école, notre avenir dépend de sa rénovation. »

Corinne BESSON
(1^{re} année bijouterie).

« Il faut que l'enseignement soit rénové, remis à neuf, non pas avec des fresques multicolores sur les murs, non... tout simplement avec de nouvelles structures. »

François DOUCET
(1^{re} année bijouterie).

DE LA ZUP AU LEP

Je suis arrivé au monde avec une telle propulsion, que je me suis éjecté la tête contre le toboggan. Déjà la première victime de ma future carrière. En sortant de l'hôpital, j'ai vu ma ville, pleine de pots, mon futur domaine.

J'ai grandi entre des blocs de béton, c'était pas la joie. Avec les marmottes de mon quartier, on faisait des virées le soir, pour oublier la misère, et la crise du travail...

Au loin, les cheminées de l'usine du Bibendum attristent le beau ciel bleu. Les capitalistes s'enfilent quelques verres, dans un bistrot chic. Ils nous regardent et crachent par terre le cocktail trop cher pour nous...

Deux jours plus tard, on ne parlait plus d'eux... Le bonheur envahissait mon quartier, la violence

l'a chassé, la misère y a fait son nid. Dans mon quartier, c'est la CHE plus tous les autres, tous les cent mètres, je parcoure un morceau de la terre...

L'école pour les plus jeunes, c'est pas facile, ils ne peuvent que préparer un BEP de délinquant. Mais on a quand même le printemps pour se défouler contre les bureaucrates, les riches et les rouges.

Vous avez compris qu'ici on ne vit que dans la misère, la violence sans ressources pour assurer un lendemain qui s'annonce plus difficile chaque jour. J'ai donc décidé de tout reprendre dans cette vie de débâcle, rénover, moderniser, bousculer l'avenir.

Yannick GAZEAU
(2^e année hôtellerie).

BAHUT 2000

« L'école d'aujourd'hui se déroule selon les plans d'hier... Celle de l'an 2000 se construit actuellement, sous nos yeux. L'avenir de l'humanité est entre les mains des jeunes, l'homme le sait. Mais prépare-t-il à sa nouvelle génération un avenir adapté à l'évolution des modes de vie ?

Le ministère n'est pas encore adapté à cette école de demain ! Trop lente, sa gestion est défectueuse. Que va-t-il se passer ? Que va-t-il se passer si le ministère manque de moyens pour être performant ?

L'avenir... Un pays sans éducation de qualité sera un pays dépendant des autres de l'an 2000... On le sait... et c'est peut-être ça le plus grave... »

Sébastien FARGEOT
(1^{re} année bijouterie).

FAITES LE MUR PAS LA GUERRE

« Un mensuel lycéen est généralement éphémère par définition... LE MUR achève son 36^e numéro et parce que l'aventure est belle, nous la poursuivrons très longtemps, aussi longtemps que nos lecteurs nous feront confiance... »

Un mensuel lycéen est toujours fragile, néanmoins. Il a besoin de vous...

Si notre aventure murale a pu vous séduire, nous vous proposons

un abonnement d'un an à notre mensuel pour la somme de 100 F. (frais d'expédition compris) chèque à libeller à l'ordre du FSE (foyer socio-éducatif) LE MUR, et à expédier au journal LE MUR, LP Jean-Guéhenno, rue des Sables - 18200 SAINT-AMAND-MONTROND. Merci d'être avec nous... »

Communiqué des 70 rédacteurs du MUR aux lecteurs du MONDE.

هكذا من الأصل

Expériences calédoniennes

SCHILLER
INTERNATIONAL UNIVERSITY - PARIS
Accredited Member A.I.C.S.

Rentrée Janvier 89

MBA
• MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION
DEGREE PROGRAM WITH SPECIALIZATION
IN INTERNATIONAL BUSINESS OR HOTEL
MANAGEMENT.
• FULL-TIME AND PART-TIME PROGRAMS.
• EVENING COURSES FOR WORKING
EXECUTIVES. OTHER MBA PROGRAMS IN
LONDON, HEILDEBERG.
• OUTSTANDING ENGLISH-LANGUAGE BUSINESS LIBRARY.

BBA
• BACHELOR OF BUSINESS ADMINISTRATION
DEGREE PROGRAM WITH MAJORS IN
INTERNATIONAL BUSINESS, MARKETING,
MANAGEMENT.
• INDIVIDUAL ATTENTION AND COUNSELING.
• ONE YEAR BI-LINGUAL TRANSITION
PROGRAM.
• STUDENTS MAY TRANSFER FREELY WITHOUT LOSING
CREDITS TO OTHER CAMPUSES IN LONDON, HEILDEBERG AND
MADRID.

BA/MA
• GRADUATE AND UNDERGRADUATE DEGREES
IN INTERNATIONAL RELATIONS AND
DIPLOMACY.
• "HANDS ON" DIPLOMACY WORKSHOP.
• PRACTICAL SEMINARS, SITE VISITS,
GUEST LECTURES AND SIMULATION
EXERCISES.
• CAREER OPPORTUNITIES IN GOVERNMENT, INTERNA-
TIONAL ORGANIZATIONS, JOURNALISM, IMPORT-EXPORT,
COUNTRY RISK ANALYSIS, THINK TANKS, ETC.

SLU est une université américaine en Europe (créée en 1964). Nos formations de haut niveau dans un environnement international sont un atout majeur dans une carrière et un passeport vers des postes de responsabilité à l'échelle internationale. Les inscriptions sont ouvertes dès maintenant pour la rentrée Janvier 1989.

S.L.U. - 103, RUE DE NÎME 75007 PARIS. TEL : 45.51.28.93.

VOUS AVEZ
UN **BAC C** OU **D** OU +
NOUS VOUS PROPOSONS
UNE FORMATION INFORMATIQUE
(6 mois)
ET
UN EMPLOI ASSURÉ
(Analyste d'applications)
Pour obtenir un dossier d'information téléphonez au (1) 60.17.17.33

LA BOURSE
Le 1
ALX STAGES
Etudiants
postes vos réponses
avant le 15 décembre
minuit (le cachet de la
poste faisant foi) :
**BOURSE AUX
STAGES DU
MONDE CAMPUS
BP 4
93260 LES LILAS**

europée education
**QUELLE ÉCOLE
POUR L'EUROPE ?**
Forum européen
organisé à Lyon par
EUROPE ÉDUCATION ET L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2
en collaboration avec **Le Monde**
20 et 21 JANVIER 1989
Sous le haut patronage de François MITTERRAND
Président de la République française
sous l'égide de la
Commission des Communautés européennes,
sous le patronage de la
Commission jeunesse, éducation, culture et information
du Parlement européen
et du
Comité de liaison des conférences des recteurs
des États membres des Communautés européennes
Informations et inscriptions :
EUROPE EDUCATION
Institut européen d'éducation
c/o Université Paris-Dauphine
Place Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny
75116 PARIS - Tél. : (1) 47-27-39-69
OU
Sur place les 20 et 21 janvier
Campus
Université Lumière Lyon 2
avenue Pierre-Mendès-France
69500 Bron

Le choc des EPK

« L'acte d'espérance aux peuples asservis. Honneur au nom de France et gloire à mon pays ! » Sagement disposé autour de l'instituteur, le chœur des enfants de l'école catholique de Touaourou, près de Yaté, a accueilli le ministre de l'éducation nationale par ces vibrations patriotiques. Quelques instants auparavant, M. Jospin avait été confronté à un tout autre discours : celui des porteurs de pancartes, venus de l'école populaire kanak (EPK) voisine. « Nous voulons vivre libres dans un pays souverain et indépendant, la Kanaky. Nous ne voulons pas être comme des coces, noirs dehors et blancs à l'intérieur ! »

Les EPK sont nées en février 1985 de la décision du FLNKS de rompre avec le « système colonial ». Dans une situation insurrectionnelle, il s'agit de préparer l'indépendance, en prenant en charge chaque secteur de la vie sociale et économique. D'où la décision de boycotter les « écoles coloniales » à la rentrée de mars et de créer d'autres structures d'accueil pour les enfants. L'éclosion d'une quarantaine d'EPK a traduit la prise de conscience de l'enjeu scolaire par les indépendantistes. L'échec scolaire dramatique des enfants kanaks n'est plus un sujet de lamentations, mais un standard pour la révolte. Les EPK mobilisent les parents et recherchent les moyens de révolutionner les pratiques pédagogiques. Appel aux méthodes

actives, éducation politique, micro-réalités économiques, apprentissage des langues vernaculaires : les EPK veulent former rapidement les cadres du futur État indépendant. Ambition démesurée dans un tel contexte d'isolement : elles sont très contestées pour leur efficacité et leur manque de perspectives. Malgré les pressions politiques, certains parents retirent leurs enfants. L'administration prive d'allocations familiales ceux qui ont opté pour les écoles « populaires ».

Les EPK vivent au rythme saccadé des événements politiques : démobilité lorsque le FLNKS accepte le statut Pléni, puis remobilisation sous les attaques de Bernard Pons. A Canala, en avril dernier, l'école populaire pilote est détruite par les gardes mobiles, alors que l'école publique est incendiée par les indépendantistes. Répression, mais surtout désaffection des parents : il ne reste plus aujourd'hui que neuf EPK, qui tentent de survivre dans un total dénuement.

L'EPK de la tribu de Balade, au nord-est du « Caillou », a « squatté » une école catholique. Chaque journée commence par le lever du drapeau kanak. L'enseignement est donné par des militants du PALIKA, qui arborent une coiffure « resta ». Ils parlent la langue maternelle des enfants, le « caec » ou le « nyallay » selon leur origine, et leur font observer la nature pour susciter les questions. Pédago-

gie balbutiante, absence de livres et de matériels, l'EPK n'est plus un symbole de lutte dans le contexte des accords Matignon. Et elle n'est pas une alternative crédible à l'école « coloniale ».

A Wadris, sur l'île d'Ouvéa, la moitié des soixante élèves de l'EPK sont progressivement retournés à l'école publique ou confessionnelle. Interrompus par les événements du printemps dernier « pour que les enfants y participent », l'école ne respecta pas les vacances d'été, qui débutent officiellement en décembre. Elle ne libéra les enfants qu'en août, au moment où les Canaques plantent l'igname, leur nourriture sacrée. Derrière les barreaux où ses enfants jouent à la guerre, l'EPK de Gossans, non loin de la grotte des otages, professe une pédagogie radicale : on y apprend à être socialistes et l'on bannit le français, lui préférant le « faga ouvéa », le « iasi », et... l'anglais, car « Kanaky » est entourée de pays anglophones.

Pour combien de temps ? Certains dirigeants du FLNKS ne cachent pas leur inquiétude sur l'avenir des enfants des EPK : ils recherchent des portes de sortie honorables pour eux et leurs enseignants. Mais l'héritage de trois années d'expérience ne devrait pas tomber aux oubliettes. Bon gré, mal gré, l'école « coloniale » elle-même tente de tirer les leçons du choc des EPK.

Ph. Be.

Encore deux trimestres à tirer...

Où n'avait prévenu : Ouégoa n'était pas un endroit pour une femme seule. Un village perdu aussi loin de Nouméa qu'il est possible, et des rumeurs persistantes de consanguinité parmi la population...

Françoise Philippot, quarante-neuf ans, n'a pas écouté les rabat-joie. Un seul poste d'institutrice spécialisée était vacant en Nouvelle-Calédonie. C'était Ouégoa, ou Créteil encore et toujours. Elle n'a pas hésité : volonté de rompre avec la grisaille parisienne, de se refaire une vie, et nécessité de payer des dettes.

Des flamboyants écartelés illuminent le vaste terrain de jeux au pied de la petite école toute blanche de Ouégoa. Les classes sont de plain-pied. Un drapeau tricolore flotte au sommet d'une hampe immense. Les montagnes alentour sont couvertes de rizières, de bananiers et de cocotiers. Avec sa visière bleue, sa chemise et son bermude, M^{lle} Philippot fait penser à une monitrice de colonie surveillant les jeux des enfants. Elle n'est pourtant pas en vacances. Jusqu'au dernier jour de cette année scolaire, elle se battra pour « récupérer » les élèves de sa classe de TCC (troubles du comportement et du caractère), dix enfants dont le système scolaire calédonien ne sait que faire. « On les croyait idiots, alors qu'ils sont dyslexiques, explique-t-elle. Ils ont jusqu'à quinze ans, mais je réussis à leur apprendre à lire. » Intense satisfaction professionnelle dans une vie de solitude et de déshabitudes.

Arrivée en septembre 1986 avec la solide intention de « vivre avec les gens », Françoise Philippot a déchanté. Le seul foyer où elle a pu pénétrer était celui de vieux calédoniens qui l'ont invitée pour Noël. Le reste de la population l'observe de près : « Ils font des paris sur l'homme avec qui je vais sortir. On est venu me dévorer la nuit chez moi. Je dois être belle pour qu'on s'intéresse à moi comme ça ! », commente l'institutrice gagnée par l'amertume.

Pour couronner le tout, il pleut dans son logement de fonction attribué par la municipalité, et sa voiture est restée en panne pendant cinq mois, faite de pièces de rechange. « Je peux rester une éternité sans parler à personne », constate-t-elle. Il faut être fou pour être une bonne femme ici. L'ultime signe de l'échec : M^{lle} Philippot a acheté la télévision, qu'elle s'était jurée de refuser « pour ne pas accepter ma solitude ». Et elle s'est mise à l'italien.

Encore deux trimestres à tirer, et l'institutrice aura rempli son contrat : trois ans dans ce village de brousse où ses racines ne prennent pas. Déjà, elle a déposé des dossiers de mutation. M^{lle} Philippot rêve : elle enseigne à Singapour, Hongkong, aux Seychelles ou à Wallis-et-Futuna...

Ph. Be.

Misère de l'école

(Suite de la page 15.)

La langue maternelle des enfants mélanésiens, qui est l'une des vingt-huit langues vernaculaires parlées sur le Caillou et les îles Loyauté, constitue une autre barrière. En réprimer l'utilisation, comme l'école l'a fait jusqu'aux années 70, c'est mutiler les élèves et se couper d'eux ; lui faire trop de place, c'est retarder l'apprentissage du français et compromettre le cursus scolaire.

Face à ces difficultés, beaucoup d'enseignants européens se contentent de constats désabusés. « Certains élèves ne savent pas lire en sixième. Ils sont irrécupérables, car ils n'ont aucune motivation. Le soleil et la mer leur suffisent », analyse un professeur de mathématiques « de gauche » qui a refusé, « par principe », de faire des heures supplémentaires pour compenser les cours perdus

lors des « événements ». Les enseignants métropolitains viennent le plus souvent en Nouvelle-Calédonie pour « faire du J.J » (taux de change entre le franc français et le franc Pacifique), attirés par le climat tropical, mais aussi par des rémunérations presque doubles de celles pratiquées dans l'Hexagone.

Vacances

à Brisbane

Sans compter les primes de sept mois de salaire à l'arrivée et au départ, doublées si l'on prolonge son séjour d'une seconde période de trois ans... En trois ans, paraît-il, un couple d'enseignants peut économiser le coût d'une maison de campagne. A condition d'être raisonnables et de préférer Brisbane ou Sydney à Paris pour les vacances...

Parmi les enseignants, on trouve aussi beaucoup de rescapés de naufrages sentimentaux ou des routards en fin de course...

Dès lors, comment s'étonner que l'imaginaire pédagogique soit rarement au pouvoir. Si l'école privée sait être plus audacieuse et proche du terrain, les quelques offensives de rénovation dans l'enseignement public se brisent contre l'inertie d'une administration entièrement contrôlée par les Européens. Lorsque Lucien Gau, inspecteur primaire, aujourd'hui sur le côté est, a tenté d'introduire, en 1977, les méthodes d'apprentissage du

« français, langue étrangère » auprès des enfants mélanésiens non-francophones des îles Loyauté, sa circulaire d'office, d'alors, il a été muté d'office. Lorsque le même irréductible, devenu directeur de l'école normale de Nouméa, signe, en janvier 1986, une convention avec l'enseignement catholique visant à faire entrer dix-sept Canaques dans son établissement et introduit une formation de « langue et culture mélanésiennes », on lui reproche d'« enkanaker » l'enseignement. Le lobby « laïque » proteste contre la « laïcité menacée », et M. Gau est aussitôt remplacé avec l'aveugement du gouvernement Chirac. Dans la foulée, un bureau chargé d'étudier le mode d'introduction des langues vernaculaires est supprimé. Après la visite de M. Jospin, le balancier a de nouveau oscillé, mais sans aucune garantie de résultat.

Car sur un territoire où certaines lois métropolitaines mettent vingt ans à être appliquées, où les parents d'élèves de l'école libre (APEL) fournissent la sono du congrès du FLNKS, tandis que les « laïcards » se recrutent jusque dans la droite extrême, on ne peut jamais exclure le risque que les orientations venues des antipodes soient interprétées à l'envers.

PHILIPPE BERNARD.

L'échec des Mélanésiens

La Nouvelle-Calédonie compte, en 1988, 53 472 élèves et étudiants, soit près de 37 % de la population du territoire.

Sur les 22 417 élèves du primaire public, 31 % sont Européens, 47 % Mélanésiens, 10,5 % Wallisiens, 3,9 % Tahitiens, 1,33 % Vietnamiens et 3,4 % Indonésiens. Mais l'enseignement privé, très présent, et parfois seul en brousse, comprend une très large majorité de Mélanésiens.

Tous les indicateurs confirment la gravité de l'échec scolaire dans cette communauté. Les Canaques représentent 56,5 % des élèves du primaire mais ne « passent » plus que 40 % dans le second degré, 24 % au niveau du BEPC et seulement 14 % à l'Université. En 1986, près de 30 % des élèves mélanésiens ont redoublé le cours préparatoire, plus de 20 % des Wallisiens et seulement 10 % des Européens.

Le Monde DE L'ÉDUCATION 15 F.

ENQUÊTE
LE DRAME DES ENFANTS FOUS
• La vie des familles • Médecine ou psychanalyse : le débat sur les thérapeutiques • L'aide des organismes spécialisés • Peut-on scolariser ces enfants ?

GRANDES ÉCOLES
LES REVERS DE LA MÉDAILLE
Formation : les faibles du système. Grands corps et sélection des élites. Les mafias d'anciens élèves.

EVALUATION
LES CONCOURS DE RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS
Agrégations, CAPES : le bilan et les préparations efficaces aux concours externes et internes.

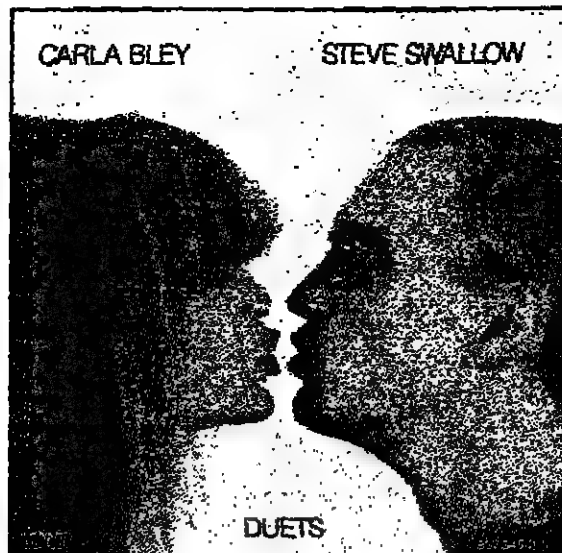
PRATIQUE
Livres, diques, films et jeux : la sélection de Noël.

NUMÉRO DE DÉCEMBRE. 116 PAGES
En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Cinq ans après son lancement, le disque compact a trouvé son équilibre. Longtemps chassée par la nouveauté, il s'est peu à peu ouvert aux rééditions d'enregistrements anciens. Débarrassée des souffles, distorsions et autres bruits parasites, la musique triomphe pour le bonheur de tous les mélomanes. Classique, Jazz, Rock : voici les meilleurs CD de l'année 1988.



Les meilleurs disques compacts de l'année

LYRIQUE

BELA BARTOK
Le Châteaude de Barbe-Bleue. Avec Samuel Ramey, Eva Marton, l'Orchestre d'Etat hongrois, Ivan Fischer (direction).

On savait Eva Marton d'une voix-lance vocale à toute épreuve, on ignorait qu'elle fût capable de se plier à la subtilité du rôle de Judith. Avec science, elle passe du cri l'ouverture de la cinquième porte à la confession bouleversante. Son partenaire et l'orchestre sont à la hauteur de sa performance.

★ 1 CD CBS MK 44523. 130 F environ. Nouveauté.

MANUEL DE FALLA

El Corregidor y la Molinera. Sept Chansons populaires espagnoles. Teresa Berganza (mezzo-soprano), Juan Antonio Alvarez Pajaro (piano), Orchestre de chambre de Lausanne, Jesus Lopez Cobos (direction).

Cul mine le Tricorne sera passionné par le Juge et le Meunier, qui n'est autre qu'un état primitif du chef-d'œuvre de Manuel de Falla. Moins spectaculaire, plus mâle, l'orchestration accorde le relief des thèmes, leur mise en scène devient plus « visible ». La voix de Berganza colle à cette musique.

★ 1 CD Caves 90 8465. 130 F environ. Réédition.

GEORGE FREDERIC HANDEL

Heracles. Avec John Tomlinson, Sarah Walker, Anthony Rolfe-Johnson, etc., le Chœur Monteverdi et The English Baroque Soloists, John Eliot Gardiner (direction).

XX^e SIÈCLE

BELA BARTOK

Sonate pour violon seul.
ZOLTAN KODALY
Deux pour violon et violoncelle. Par Gérard Poulet (violin), Christoph Henckel (violoncelle).

Pour son retour au studio, Gérard Poulet a choisi la Sonate de Bartok, miroir des Sonates et Partitas de Bach. Se jouant des difficultés de cette œuvre intimidante, Gérard Poulet manie avec un naturel confondant les oppositions de registre, lit la « fugue » dans toute sa complexité, murmure dans la « Mélodie ».

★ 1 CD Harmonia Mundi HMC 423 236-2. 50 F environ. Réédition.

ALBAN BERG

Suite lyrique. Trois pièces pour orchestre op. 8. Albenberg Lieder op. 4. Par Margaret Price (soprano), l'Orchestre symphonique de Londres, Claudio Abbado (direction).

En 1970, aidé par le soprano aussi lumineux qu'infatigable de Margaret Price, Abbado équilibrait les forces antagonistes d'une musique ouverte sur l'avenir mais qui ne renouait pas encore au romantisme.

★ 1 CD Deutsche Grammophon 423 236-2. 50 F environ. Réédition.

CLAUDE DEBUSSY

Préludes pour piano, livres I et II. Par Yvonne Egorov (piano).

Yvonne Egorov était le pianiste le plus attachant que l'Union soviétique nous ait envoyés depuis Gilels et Richter. Lors de ses débuts français à La Roque-d'Anthéron, Jacques Lacombe n'avait pas hésité à la comparer à Dina Lipari. Yvonne Egorov, la sonorité lumineuse.

★ Un coffret de 2 CD EMI CDC 7 49411. 2. 260 F environ. Réédition.

ZOLTAN KODALY

Harry James, suite pour orchestre.
SERGEI PROKOFIEV
Lieutenant Kije, suite pour orchestre. Par l'Orchestre de Cleveland, George Szell (direction).

Pour une fois, Handel ne cède pas à son penchant showbiz (il s'en repentira puisque l'œuvre ne tint pas l'affiche). Adieu airs de bravoure, numéros de haute voltige vocale; place au mot, à l'expression, au drame. Gardiner, peu inspiré par Bach, a ici l'aisance, garante de fluidité. Il mène ses chanteurs sur des sommets d'intensité.

★ Un coffret de 3 CD Archiv Produktion 423 137-2. 390 F environ. Nouveauté.

RICHARD STRAUSS

Ariane à Naxos. Avec Jessie Norman, Julia Varady, Edita Gruberova, Paul Frey, Dietrich Fischer-Dieskau, Oskar Bär, l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, Kurt Masur (direction).

En 1954, Walter Legge, le producteur du siècle, réunissait dans un studio londonien trois interprètes qui s'allaient pas tarder à devenir des stars. Schwartzkopf, Seifried et Karajan entrant dans la légende. Trente-quatre ans plus tard, Kurt Masur, l'Orchestre du Gewandhaus, Jessie Norman, Julia Varady, Edita Gruberova (stupéfiante Zerbinette) et Dietrich Fischer-Dieskau nous donnent la quintessence d'un art qui consacre la fusion parfaite du verbe et de la musique.

★ Un coffret de 2 CD Philips 423 084-2. 260 F environ. Nouveauté.

GIUSEPPE VERDI

Don Carlo. Avec Carlo Bergonzi, Renata Tebaldi, Nicolai Ghiaurov, Dietrich Fischer-Dieskau, Grace Burnby, Martti Talvela, les Chœurs et l'Orchestre du Covent Garden, Georg Solti (direction).

George Szell était un chef capable de diriger une symphonie de Mozart, de Beethoven ou de Haydn avec une rigueur tempérée par un style qu'il avait hérité des musiciens de sa Hongrie natale. Mais ce grand chef était également capable de diriger Prokofiev, Stravinsky, Rimski-Korsakov ou Bartok avec une virtuosité phénoménale.

★ 1 CD CBS MYK 44831. 80 F environ. Réédition.

CHARLES KOECHLIN

Les heures parvenues. Par Herbert Henck (piano).

Entre Debussy, Ravel et le dernier Faure, Koehlin a su bâtir une œuvre qui n'a malheureusement pas trouvé son Gieseking, son Perlmuter ou sa Lefebvre : elle est donc restée inconnue. Herbert Henck — champion de Boulez et de Stockhausen — nous révèle cette musique étrangement calme et incantatoire, lente et risée.

★ 1 CD Wergo Wer 60 1387-50. 130 F environ. Nouveauté.

GUSTAV MAHLER

Symphonie n° 1 « Titan ».

IGOR STRAVINSKY
Symphonie de psaumes. Par l'Orchestre national de l'ORTF, Igor Markevitch (direction).

Igor Markevitch — le jeune dieu de la direction d'orchestre des années 50 — est bien oublié aujourd'hui. A la tête des orchestres Lamoureux, philharmonique de Berlin et Philharmonia, il a laissé un héritage dont l'importance est inversement proportionnelle au désintérêt que lui manifestent aujourd'hui les maisons de disques. Aussi cet enregistrement de concert sera-t-il fêté.

Fouettée, la Première de Mahler perd son romantisme parfois laborieux et retrouve une transparence polyphonique, une agressivité dérisoire qui la projette trente ans en avant... et qui justifie cette étonnante associa-

Sir Georg Solti n'est jamais si convaincant que lorsqu'il dirige l'opéra. Pour ce Don Carlo, il a réuni la meilleure distribution imaginable à l'époque de l'enregistrement (1970). L'affrontement de Ghiaurov en Philippe II et de Martti Talvela en Grand Inquisiteur marque une date dans l'histoire de l'opéra au disque.

★ Un coffret de 3 CD Decca 423 114-2. 390 F environ. Réédition.

GIUSEPPE VERDI

Aida. Avec Zinka Milanov, Josef Björling, Fedora Barbieri, Leonard Warren, Boris Christoff, les Chœurs et l'Orchestre de l'Opéra de Rome, Jonel Perses (direction).

Des voix à tomber à la renverse, délectantes de santé, puissantes mais capables de se plier à la subtilité de leur rôle. La direction de Jonel Perses prend en compte tous les aspects de ce drame, mais dans l'acte du Nil a saut se mue en pure poésie.

★ Un coffret de 2 CD RCA GD 86643. 250 F environ. Réédition.

GIUSEPPE VERDI

Falstaff. Avec Dietrich Fischer-Dieskau, Rolando Panerai, Ivo Lige-bus, Regina Resnik, etc., les Chœurs de l'Opéra de Vienne, l'Orchestre philharmonique de Vienne, Leonard Bernstein (direction).

Bernstein prend le contrepoint de la tradition imposée par Toscanini : plus encore que la continuité dramatique, le chef américain met en valeur les sommets dramatiques de l'ouvrage. Les chanteurs sont éblouants même dans la ridicule, jeunes, frais, irrésistibles.

★ Un coffret de 2 CD CBS M2K 4235. 250 F environ. Réédition.

tion avec la Symphonie de psaumes de Stravinsky que le chef dirigeait au même concert.

★ 1 CD Montaigne-Archives de FINA. 130 F environ. Nouveauté.

ANTON WEBERN

Intégrale de l'œuvre pour quatuor à cordes. Par le Quatuor italiano.

Du Mouvement lent et du Quatuor de 1905 au Quatuor à cordes de 1937-1938, Webem progresse dans son exploration du langage et du matériau. Le travail des italiens est admirable, leur justesse d'intonation miraculeuse. Bien moins secs que les LaSalle (DG), ils jouent la carte de la beauté sonore et du lyrisme.

★ 1 CD Philips 420 796-2. 130 F environ. Réédition.

PIERRE BOULEZ DIRIGE

Stravinsky : Quatre études pour orchestre. Le Roi des étoiles. Symphonie pour instruments à vent. Sermon, narration et prière. Le Sacre du printemps. Debussy : Jeux. Bartok : Deuxième concerto pour piano et orchestre, Berg : Trois pièces pour orchestre. Par Jean-Bernard Pommier (piano), l'Orchestre national de l'ORTF, l'Orchestre de la Société des concerts du Conservatoire.

Enregistrées en public au Théâtre des Champs-Élysées en 1963 et 1966, ces deux concerts témoignent d'un engagement physique qu'on ne reconnaît pas toujours à Pierre Boulez. Souvent routiniers dans un autre répertoire et sous la domination d'autres baguettes, les musiciens du National montrent tout leur savoir-faire, exposent leur virtuosité.

★ Un coffret de 2 CD Montaigne-Archives de FINA TCE 8810. 250 F environ. Nouveauté.

ALAIN LOMPECH.

CLASSIQUE

CARL PHILIPP

EMMANUEL BACH
Les Ultimes Souffrances de notre Sauveur. Par Barbara Schlick, Greta De Reyghere, Max Van Egmond, etc., le Collegium Vocale de Gand, La Petite Bande, Sigiswald Kuijken (direction).

Eclipsée par l'œuvre du père, la musique religieuse de C.P.E. Bach est aujourd'hui l'objet de toutes les attentions des interprètes musicologiques de la nouvelle génération. Cette Passion (de 1770) est une découverte capitale qui jette un pont entre celles de J.-S. Bach et les oratorios de Haydn.

★ Un coffret de 2 CD Deutsche Harmonia Mundi CDS 7 47753. 260 F environ. Nouveauté.

DIETRICH BUXTEHUDE

Canzones. Par Greta De Reyghere (soprano), Henri Ledroit (haute-contre), Guy De Mey (ténor), Max Van Egmond (basse), Ricercar Consort.

Pour comprendre d'où viennent les cantates de Bach et pour sauvegarder les trésors d'invention de Buxtehude.

★ 1 CD Ricercar RIC 041006. 130 F environ. Nouveauté.

JEAN-FRANÇOIS DANDRIEU

Plaque de clavecin. Par Olivier Besumont (clavecin).

L'art allusif, sacré, parfois langoureux de Dandrieu est transcendé par la rondeur du jeu de Besumont, sa souplesse rythmique, son délicat abandon. Le jeune claveciniste joue un clavecin Benoît Stahin, enregistré ici pour la première fois.

★ 1 CD Adès 581873. 130 F environ. Nouveauté.

CARLO GESUALDO

Madrigaux à cinq voix. Par les Arts Florissans, William Christie (direction).

Au début des années 60, Angelo Ephraïm avait enregistré pour le même éditeur une intégrale des madrigaux du prince maudit. Celle-ci est hélas ! depuis longtemps introu-

vable. Christie et ses Arts florissans ont simplement réuni quelques madrigaux des troisième, quatrième, cinquième et sixième livres. Ils se tiennent à une lecture qui en souligne la beauté harmonique et la transparence polyphonique.

★ 1 CD Harmonia Mundi HMC 90 1268. 130 F environ. Nouveauté.

NICOLAS DE GRIGNY

Livre d'orgue : la Messe (tome 1).

Par André Isola à l'orgue Clocquot de Poitiers.

André Isola joue le jeu de la majesté, ses phrases sont amples, son expression dramatique. En cela, il est fidèle au caractère même d'une musique que le tout jeune Bach recopie en cachette de son frère aîné, à la seule lueur d'une chandelle.

★ 1 CD Calypso CAL 9911. 130 F environ. Réédition.

JOSEPH HAYDN

Symphonies n° 42, 45 « Les Adieux », 48, 47, 51 et 85. Par l'Estro Armonico, Derek Solomon (direction).

Ces six symphonies sont autant de chefs-d'œuvre où Haydn expérimente des combinaisons instrumentales inédites. Tempos justes, rythmique souple, verveur des instruments anciens, prise de son bien spatialisée : de la belle œuvre qui renouvelle notre perception de l'œuvre du père du quatuor à cordes.

★ Un coffret de trois CD CBS M3K 39685. 290 F environ. Réédition.

WOLFGANG AMADEUS

MOZART

Concertos pour piano et orchestre n° 20 et 24. Par John Gibbons (piano), l'Orchestre du dix-huitième siècle, Frans Brüggen (direction).

Forté comme il est, Brüggen a enregistré les concertos les plus « romantiques » de Mozart, ceux, en tout cas, que le dix-neuvième siècle n'avait pas relégués au fin fond d'une bibliothèque. La lecture est radicale.

★ 1 CD Harmonia Mundi HMC 901261. 130 F environ. Nouveauté.

★ 1 CD Philips 420 823-2. 130 F environ. Nouveauté.

POLYPHONIES AQUITAINES

DU DOUZIÈME SIÈCLE

Par l'Ensemble Organum, Marcel Pérès (direction).

Marcel Pérès a décapé le chant grégorien comme Nikolaus Harnoncourt a révolutionné l'interprétation de la musique baroque. Dans ce disque il réalise un ensemble de polyphonies composées au douzième siècle, à Limoges. On retrouve l'attention portée par cet interprète à la lisibilité de lignes qu'il débarrasse de toute langueur, de toute évanescence.

★ 1 CD Harmonia Mundi HMC 901 134. 130 F environ. Nouveauté.

DOMENICO SCARLATTI

Intégrale des 555 sonates. Par Scott Ross (clavecin).

Ralph Kirkpatrick a classé les sonates, Kenneth Gilbert les a éditées et Scott Ross toutes enregistrées. Leur travail permet d'accéder enfin à l'intégralité d'une œuvre fascinante par sa variété... dans l'uniformité. Scott Ross joue avec une virtuosité qui n'a rien à envier aux jongleries pianistiques de Vladimir Horowitz. Et comment ne pas saluer le travail d'édition exemplaire d'Erato ?

★ Un coffret de quatre-vingt CD Erato au prix de vingt, accompagnés d'un livret de 280 pages, 2 260 F environ. Nouveauté.

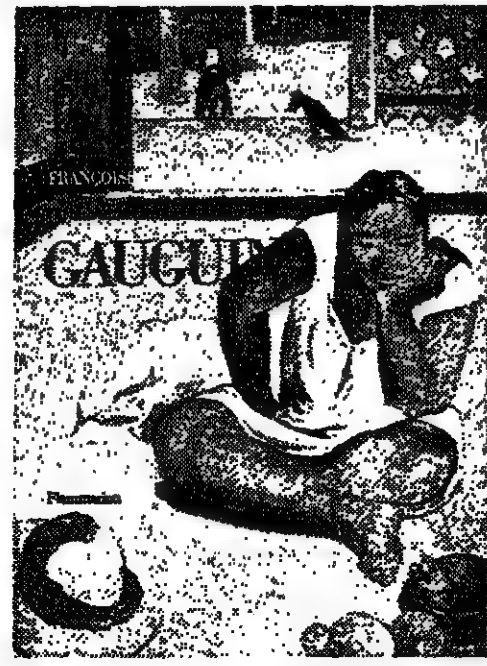
HEINRICH SCHÜTZ

Musikalisches Exequien. Par la Chapelle royale, Philippe Herreweghe (direction).

Dieux après dieux, Schütz devient plus familier. Musique bouleversante, humaine dans son refus de toute théâtralité, exigeante dans son rapport direct avec le sens du texte, elle ne souffre pas l'a-peu-près. Philippe Herreweghe force l'attention grâce à un rigoureux équilibre entre affects et précision de l'articulation.

★ 1 CD Harmonia Mundi HMC 901261. 130 F environ. Nouveauté.

Gauguin par Françoise Cachin, directeur du musée d'Orsay.



PRIX ELIE FAURE 1988.

L'indispensable introduction à la rétrospective Gauguin prévue pour janvier au Grand Palais.

Jean-Louis Ferrier - Le Point

312 pages, 317 illustrations, 450F

Flammarion

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Une sélection des meilleurs

ROMANTIQUE



Clara Haskil et Arthur Grumiaux : le duo piano-violon du siècle.

LUDWIG VAN BEETHOVEN
Intégrale des sonates pour piano et violon. Par Clara Haskil (piano) et Arthur Grumiaux (violin).

La plus allègre, la plus poétique des interprétations de ces sonates dans un son rayonnant : une redécouverte ! Arthur Grumiaux n'a jamais mieux joué qu'à cette époque (milieu des années 80), sa sonorité est limpide, son jeu aérien, vif, intelligent. Clara Haskil — la patronne de ce duo de légende — lui inspire des phrases dont le naturel demeure sans exemple.

★ Un coffret de 3 CD Philips 432 140-2. 150 F environ. Réédition.

LUDWIG VAN BEETHOVEN
Sonate pour piano op. 108 « Hammerklavier ». Par Barry Douglas (piano).

Une idée reçue veut que la « Hammerklavier » ne soit dignement jouée que par des artistes arrivés au soir de leur carrière. Douglas, vingt-huit ans, dégage une idée reçue et donne une interprétation mûre, réfléchie, libérée, de cette intimidante sonate.

★ 1 CD RCA ED 87726. 130 F environ. Nouveauté.

LUDWIG VAN BEETHOVEN
Symphonie n° 5.

JEAN SIBELIUS
Symphonie n° 2. Par l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, George Szell (direction).

L'association d'un chef aussi vif et rigoureux que Szell et d'un orchestre de grande tradition, mais peu porté sur l'extrémisme de ses virtuosités, a décapé la Cinquième de Beethoven, dont les rythmes sont effrités comme jamais et le finale explosif. Traitée ainsi, la Deuxième de Sibelius sort enfin de ses nappes de brumes.

★ 1 CD Philips 428 771-2. 80 F environ. Réédition.

JOHANNES BRAHMS
Sonate en fa mineur op. 5. Intermezzi op. 116 n° 2 et 118 n° 2. Ballades op. 10.

ROBERT SCHUMANN
Carnaval op. 9. Fantasiestücke op. 12. Par Arthur Schnabel (piano).

Rubinstein a connu le gloire en jouant Chopin, mais c'est Brahms et Schumann qu'il chérissait. En deux heures, le pianiste passe de la malice (Carnaval) à l'intériorité (Quatre Ballades).

★ 2 CD Philips RCA ED 85672 et ED 85667. 130 F environ. Réédition.

ANTON DVOŘAK
Concerto pour violoncelle et orchestre.

EDWARD ELGAR
Concerto pour violoncelle et orchestre. Par Pierre Fournier (violoncelle), l'Orchestre philharmonique de Berlin, George Szell et Alfred Wallenstein (direction).

Retrouver les interprétations de Fournier, enregistrées il y a plus de vingt-cinq ans, est un vrai bonheur. Éloquent, l'archet du violoncelleiste donne une musique qui perd de son romantisme désuet au profit d'une élégante transparence. Et quelle prise de son !

★ 1 CD Deutsche Grammophon 423 882-2. 80 F environ. Réédition.

FRANZ LISZT
Concertos pour piano et orchestre n° 1 et 2. Totentanz pour piano et orchestre. Par Krystian Zimerman (piano), l'Orchestre symphonique de Boston, Seiji Ozawa (direction).

Depuis près de trente ans, Krystian Zimerman (Philips) et Samson François (EMI) régalent sans partage sur les concertos, Arturo Benedetti-Michelangeli (Nuova Era).

et Nelson Freire (CBS) sur la Totentanz. Et voilà que Krystian Zimerman prend les habits du diable et pare son jeu de la virtuosité la plus débridée. Seiji Ozawa l'accompagne avec une attention de chaque instant, suivant chacun de ses départs foudroyants.

★ 1 CD Deutsche Grammophon 423 571-2. 130 F environ. Nouveauté.

FRANZ LISZT
Méphisto-Walse n° 1. Tarantelle des Années de pèlerinage. Rhapsodie espagnole. Bénédiction du Dieu dans la solitude. Saint François d'Assise prêchant aux oiseaux. Par Stephen Hough (piano).

Chic, élégance, effets de manches justement dosés, sûreté des traits, sonorité fondue, le jeune pianiste britannique trouve le style « à l'ancienne » qui convient à la Rhapsodie espagnole et à la Tarantelle. Sonorité sabbatiste, déclamation grandiose dans la Bénédiction : un démiurge Hough commande aussi aux éléments.

★ 1 CD Virgin VC 90700-1. 130 F environ. Nouveauté.

FRANZ LISZT
Sonate en si mineur. Funérailles. Fantaisie hongroise pour piano et orchestre. Par Sviatoslav Richter (piano), l'Orchestre symphonique de Budapest, János Ferencsik (direction).

Les fulgurances de jeune Horowitz et de Martha Argerich, l'intériorité de Claudio Arrau et de Viado Perlmutter réunies en une seule interprétation !

★ 1 CD Philips 423 137-2. 80 F environ. Réédition.

FRANZ SCHUBERT
Sonate pour piano op. 78. Impromptus op. 90 n° 1 et 2. Par Maria João Pires (piano).

Maria João Pires, la mozarienne, avait peu convaincu dans la Sonate D 960, l'ultime sonate de Schubert ; elle nous ravient dans l'Opus 78. Elle en domine l'intimité première mouvement avec hauteur de vue.

On est loin du Schubert tendre et rêveur des pianistes d'aujourd'hui.

★ 1 CD Erato ECD 75476. 130 F environ. Nouveauté.

FRANZ SCHUBERT
Sonate pour arpeggione et piano.

ROBERT SCHUMANN
Cinq pièces dans le style populaire.

CLAUDE DEBUSSY

Sonate pour violoncelle et piano. Modestus Rostropovitch (violoncelle), Benjamin Britten (piano).

La rencontre entre Benjamin Britten et Modestus Rostropovitch, au sommet de son art, nous a valu ces interprétations dévouées au rêve, à la tendresse. Pour l'île déserte.

★ 1 CD Decca 417 833-2. 130 F environ. Réédition.

ROBERT SCHUMANN
Études symphoniques en forme de variations - Kreisleriana. Par Viado Perlmutter (piano).

Aujourd'hui Marie Tipo (EMI) et Vladimir Ashkenazy ont quelque peu malmené ces Études symphoniques. Dernièrement, Viado Perlmutter, parvenu au soir de sa carrière, retrouve à travers un jeu lumineux, fluide, un peu de l'esprit de l'enfance. Le pianiste, qui doit bien jouer ces œuvres depuis soixante-dix ans, donne l'impression de les découvrir. Et que personne ne vienne lui reprocher ses quelques fausses notes !

★ 1 CD Naxos N 5108. 130 F environ. Nouveauté.

ROCK

COMMENT a-t-on pu essayer de nous faire croire que 1988 serait l'année de l'introduction en France d'un genre musical nouveau, la house music ? Plus de cinq ans après la naissance de cette ineptie électronique à Chicago, un an après son transfert réussi par les éditeurs de musique en Grande-Bretagne, l'Hexagone aurait dû, une nouvelle fois, s'accrocher à la remorque des marchands anglo-saxons. Cela n'a pas marché, et c'est tant mieux. Même s'il faudra rester vigilant au début de 1989. En attendant, il faut écouter à loisir quelques-uns des enregistrements qui ont fait de 1988 une excellente année discographique, ces vingt et un disques compacts que l'honnête mélomane se doit de posséder ou d'offrir.

Puisqu'il fut question de house music, arrêtons-nous sur trois groupes qui ont en commun de porter le nom « House » sans pour autant avoir succombé aux maléfices du genre. Hothouse Flowers, pour une couleur qui balance entre le rock et le rythm and blues, tout en énergie servie par un son qu'on pourrait croire « live ». L'album s'appelle People (FRR Records/WEA) et se signifiera à l'attention des dévots de Joe Cocker et de Bruce Springsteen. Héritiers de la new wave anglaise, House of Love (Virgin). New wave, certes, mais superbeniment inspirée, enchanée par une certaine mélancolie, attitude partagée de nos jours dans une Angleterre qui n'en finit pas de subir les « programmes Thatcher ». Crowded House enfin, avec Temple of Low Men (Capitol Records/EMI) : un album pop archi-classique, entre Beatles et Kinks, flash-back donc mais sans nostalgie.

L'un des plus beaux disques de l'année, des Langley Park to Memphis, signé Prefab Sprout (Kitchenware Records/CBS). 45 minutes et 31 secondes de pop-cool et aéré, d'influences latino venues filtrer avec une new wave revisitée. Très frais ! New wave encore — le genre à la peau plus dure que certains ne le pensaient — avec The Petrol Emotions et End of the Millennium Psychos (Virgin). Eclectique et électrique : un volume de rock, un zeste de funk, et douze morceaux qui sont autant de miniatures parfaitement maîtrisées pour un album — vraiment — original. Touche funky également du côté de West and Bird, ex-Comateux, qui publient un album à leur nom (Virgin). Ce qui se fait de mieux aujourd'hui dans la pop électronique.

Traversons la Manche et retrouvons la France. Son groupe-phare d'abord, Rita Mitsouko, avec Marc & Robert (Virgin). Fred Chichin, Catherine Ringer et du beau monde tout autour : son revisité par Tony Visconti et Jesse Johnson, producteur de David Bowie et guitariste de Prince. Onze morceaux grinés, hurlés, vociférés pour un album prêt à l'export. Et, en kit, un hit : Hip Kit. Après ce coup de projecteur obligé, détourné sur les marges du rock français. Pour y découvrir le public romain lors des dernières Transmusicales : Mano Negra et son album Patchanka (Bouche Production Music). Un rock à l'énergie, néo-punk sur les bords, sans ostentation, et une réjouissante influence festive empruntée à l'Amérique latine. Très bien. Pour y entendre aussi Gaudin et Voilà les anges (Barclay), son cold wave pastiché, avec succès, de l'anglais en guise d'hommage évident à Lloyd Cole et Joy Division. Une voix, celle de Paul Visconti, à suivre de près. Fin de la séquence — trop brève — française.

Petit tour du côté des femmes, qui s'y sont mises à trois pour célébrer le retour du folk, cha-

cune à sa façon. Trois voix, trois guitares acoustiques, de la plus aseptisée à la plus pure. Tracy Chapman, une des plus grosses ventes de l'année — monde entier — pour un disque noir comme sa peau (WEA) ; Melissa Etheridge (BMG), accueillie à Paris par cent rockers éberlués en première partie de Los Lobos à la Cigale, au printemps dernier, et qui, depuis, ne cesse d'élargir son public : le rock bouseux des grandes plaines américaines, le blues coloré de l'ennui middle-west ; Michelle Shocked, enfin, la sublime femme en colère venue d'Austin (Texas) par Amsterdam

Your Knees Bare, nous envoie d'en dessous un peu du velours de sa voix.

L'année 1988 apporte la preuve que la maturité sied au rock. Du Canada, retour de Leonard Cohen avec l'im Your Man (CBS), qui s'en est allé fêter en studio des joies de l'électronique moderne. Il réussit à convaincre que ce sont les autres qui l'imitent, depuis toujours, que c'est lui qui a inventé, outre une poésie parfois amusée et aujourd'hui insérée, les synopses des symboles. De l'ouest des États-Unis, la réunion d'un groupe patrimonial, Crosby, Stills, Nash and Young, pour un



Prefab Sprout : From Langley Park to Memphis.

et Londres, une colère noire comme l'enfer, une silhouette longue comme un rêve d'été : Suede, Sharp, Shocked (Phonogram).

Puisque l'hiver est arrivé, profitons des tarifs basse saison et survolons l'Atlantique, direction Minneapolis. Comme l'an passé, un disque qu'on ne peut pas ne pas signaler, acheter, écouter, même si les professionnels sont restés dubitatifs avant de se battre, comme nous, pour obtenir les meilleures places à Bercy : Love-sexy, de Prince (WEA). Le seul qui puisse se payer le luxe, en inventant et réinventant sans cesse le plus beau, le plus riche, le meilleur funk, de réhabiliter le psychédéisme, dans le vêtement comme dans la musique. Love-sexy funky, poppy, rocky, définitivement moderne. Après le maître, l'élève. Brillant. L'album qui a peut-être le meilleur son de 1988 : Every Shade of Love (A & M Records/Polydor), sous la signature de Jesse Johnson, guitariste du sunnyside du funk, donc, un son Prince évidemment, mais aussi la voix singulière d'un jumeau homme qui a beaucoup à dire (l'm the One). Toute l'Amérique enfin, naïve, touchante, familière, noire, celle qui vit et bat au tempo du rythme and blues, pur et émuant : l'album s'appelle Conscience, et la famille Womack & Womack (Island Records/BMG).

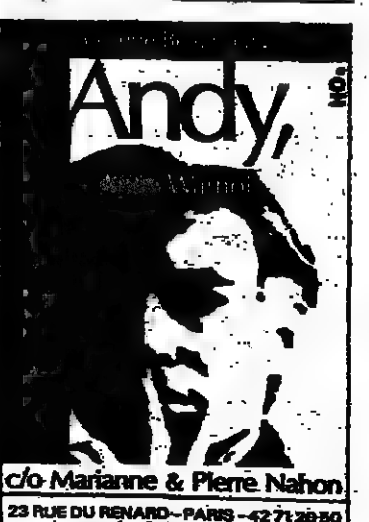
Et puis il y a deux voix d'hommes, belles, chaudes, vibrantes, aux possibilités harmoniques immenses. Le premier est Mousse, avec Tender Pervert (Creation Records/Virgin), dédié au dramaturge anglais Joe Orton (cf. le film de Stephen Frears, Prick up Your Ears), pour le timbre, l'humour et les souvenirs du chanteur Dean Krawatz. Entre innocence feinte et délicate perversité. Le second est Marc Almond, avec The Stars We Are (Some Bizarre/EMI). L'album le plus pop, le plus baroque de l'année, et le chanteur anglais le plus francophile du moment, le plus respectueux de ses racines et de l'histoire du rock aussi. Pour preuve, ce duo magique avec la grande disparue de l'année, Nico, qui, par le biais de

album qui, même s'il a une certaine nostalgie, American Dream (Atlantic Records/WEA), n'est somme toute pas moins, comme en bon vieux temps, son country-rock à l'ancienne belle.

Ce tableau d'années ne serait pas complet sans l'album Tels les Cheaps du guitariste des Rolling Stones, Keith Richards (Virgin). Même s'il est difficile de le voir reconstituer le groupe mythique, son disque est bon, servi par une bande d'amis réunis autour du batteur Steve Jordan que Keith Richards a rencontré sur le film de Chuck Berry, Hail Hail Rock'n'roll. De rock, il est bel et bien fait.

Pour terminer cette séquence nostalgique, célébrons la sortie d'un album surprise qui fait à lui seul la synthèse du travail, du talent, de la prééminence des grands anciens : The Travelling Wilburys Volume One (Wilbury Records/WEA), par un groupe inconnu jusqu'ici, qui réunit quelques-uns des plus grands noms de l'histoire du rock : Roy Orbison, le pionnier qui est mort la semaine passée, George Harrison, guitariste des Beatles, Tom Petty, Jeff Lyn et Bob Dylan. A vous de les reconnaître. Ce n'est pas difficile : cet étrange rassemblement est absolument cohérent, réjouissant, — bref, épatant.

OLIVIER SCHMITT.



c/o Marianne & Pierre Nahon 23 rue du Renard - Paris - 42 71 20 80

GALERIE ARIEL
140, bd Haussmann, Paris 8

TABUCHI
jusqu'au 20 janvier

4 nov. - 18 déc.
PABCD
d'art moderne
Stedelijk Museum Amsterdam
Mondrian, de Kooning, Appel...

Institut Néerlandais
121 rue de Lille, Paris 7

BERNHEIM - JEUNE
83, fbg St Honoré 27 Av. Matignon
HUMBLLOT
Jusqu'au 14 janvier 1989

L'OLIVIER
Un nouveau disque au cœur de Paris
A deux pas du Panthéon, vous trouverez des disques, des cassettes, des compacts à tout petits prix dans tous les styles de musique.
Enregistrements rares et historiques.
Échanges de disques et de cassettes.
Un service de commande et de recherche d'« introuvables » est à votre disposition.
Vente de revues et de livres consacrés à la musique.
L'OLIVIER : 47, rue de la Montagne-Sainte-Genève - 75008 Paris
43-54-45

KAREL APPEL
RÉTROSPECTIVE 1937-1988
Peintures, Sculptures, Gouaches
PARIS ART CENTER
36, rue Falguière - 75015 Paris
Tél. : (1) 43.22.39.47
Du Mardi au Samedi de 14 H à 19 H

GALERIE CLAUDE BERNARD
7-9, Rue des Beaux-Arts, 75006 PARIS
Tél. : (1) 43 26 97 07
LOUIS PONS
œuvres récentes
Jusqu'au 28 janvier

atem
36, rue Pierre-Curie
93170 Bagnolet
ÉNUMÉRATIONS
de Georges Aperghis
du 24 novembre au 18 décembre
Jeudi, vendredi, samedi, 21 h.
Dimanche, 17 heures
Réservations : 43-64-77-18 et 37NAC

SAVIGNAC
PROJETS ET MAQUETTES
ORIGINALS
D'AFFICHES PUBLICITAIRES
GALERIE ROHWEDDER
47, rue de la Montagne-Sainte-Genève
75008 Paris
Jusqu'au 31 janvier

ARTS ET SPECTACLES

enregistrements sur disques laser

JAZZ

CHAUTEMPS
DANS SES ŒUVRES

A force de voir les autres, tout un chacun et parfois n'importe qui, enregistrer à qui mieux-mieux, Chautemps est sorti de son ardeur (livres de cuisine et de philosophie, ordinateurs, claviers, saxophones, partitions, collection de champagne, matériel d'enseignement et de recherche, lunettes de soleil). Le disque qui en résulte s'intitule, en toute simplicité, *Chautemps / Chautemps*. N'y joue pas seul. Il y est entouré de partenaires sûrs (André Caccarelli, Janick Top, Kenny Wheeler, François Verdy, Denis Laloup), avec qui il présente, de façon à la fois sculpeuse (dans l'écriture) et très contrôlée (dans l'intention), bref, entre ontologie et phénoménologie, entre chien et loup, l'état brut de son œuvre. Filées brèves, contradictoires, titres marqués, exécution sans fautes, climats changeants, percées des surprises, l'ensemble a des airs fragmentaires (comme un recueil de poèmes ou l'exposition du peintre) et parfaitement lié. En sous-main, présent même s'il n'intervient pas, Chautemps ! Et cette impensable légèreté du souffle (au ténor), une brise, un parfum, qui continue de ravir, que l'on croyait oubliée.

A signaler, un sommet de la musique improvisée à deux voix, dans l'attente parfaite, chacun présidant l'autre, un duo avec Martial Solal : *Sur and Sue Helen* (postologie signée Chautemps en sus).

★ *Chautemps / Chautemps*, 1 CD Carthage-MFA 14.

PRESTIGE DE MILES DAVIS

L'œuvre complète de Miles Davis chez Prestige, donc de 1951 à 1958, est un monument de présentation, de goût et de compilation. Toutes les séances sont publiées intégralement (et, du coup, cette édition s'adresse aussi aux amateurs qui connaissent ou possèdent déjà les disques correspondants). Ici, en huit facettes, Miles Davis apparaît dans toute l'étendue de son art, avec, de Coltrane à Monk en passant par Bird et Mingus, le Gotha du jazz. Ce coffret est la réponse idéale à la question : quel disque acheter de Miles ? Réponse : d'autant plus idéale que d'autres chefs-d'œuvre, publiés ailleurs, non plus que le style actuel de Miles (depuis, disons, 1981) n'y apparaissent évidemment pas (il faut vraiment un début à tout).

★ *Miles Davis Chronicle, The Complete Prestige Recordings* (51-56), 8 CD 98-472, Prestige (diffusion Carrière).

PIFARÉLY, VIOLONISTE

Le violon solo français (Grepelli oblige) trouve en Pifarély un interprète particulièrement vibrant, précis et inventif. Son premier disque a été d'intérêt, son premier (postérité) de sa jeunesse et qu'il se différencie déjà de ses prédécesseurs immédiats (Ponty, Lockwood).



A mi-chemin entre les acquis du classique et le jazz : Tania et Pierre Favre.

★ Dominique Pifarély, *Innata Dulcamara*, 1 CD NTCD 104 (Média 7).

BIRD EN VERVE
(ÉDITION COMPLÈTE)

Un simple écol. Le silhouette de Bird en « blanc au noir », Bird pour titre, c'est ce qu'on fait depuis le film. Et, en dix disques, tous les enregistrements Verve de Parker : avec un luxe de documentation, d'annotations et des découvertes récentes... Toutes les séances Verve du 28 janvier 1948, un lundi, tous les copions de Bird (une encyclopédie du jazz et de l'époque), tous ses solos pour les vrais amateurs, au Philharmonic Auditorium de Los Angeles, Bird paraît-il était resté planté là, à la bouche sans souffler : un solo que Bird ne prend même pas ! La chorale du silence (voir comment se débrouillent les autres dans ces cas-là...). On peut revendre quelques objets : précieux (chemises, four à micro-onde, baguette, baguette de fin-philosophie) pour ce coffret-là.

★ Bird, *The Complete Charlie Parker on Verve*, 10 CD 837-143-2 à 837-184-2 (Polygram).

TANIA ET PIERRE FAVRE,
« DE LA NUIT... LE JOUR »

Mélange de peaux et de vibrations, le duo de Tania et Pierre Favre, voix et percussions, ne ressemble à aucune autre musique, sans en exclure pourtant aucune : ni les techniques classiques, ni la maîtrise des expressions éthériques, ni la maîtrise la mieux réglée, ni le vertige de l'improvisation. Une expérience poétique menée à deux pour le seul rêve de la beauté et de la connaissance.

★ Tania/Pierre Favre, *De la nuit... le jour*, 1 CD ECM 1384, ECM 46-2.

LA « NEW MUSIC »
D'ARTIE SHAW

L'enfant du Faubourg-des-coups-de-trique (Alain Gerber) s'étonne qu'un clarinettiste puisse s'appeler « Artichaut ». Artie Shaw a bel et bien existé (il vit encore, retiré), grand musicien, grand séducteur (histoire de cœur d'Artie Shaw : il fut un moment l'époux d'Ava Gardner), animateur truculent et leader d'un big band considéré comme très moderne. Au programme d'une série bien constituée de grande orchestration des années 30 (Benny Goodman, Louis Armstrong, Fats Waller, Count Basie, Chick Webb et, plus tardifs, Lionel Hampton et Gene Krupa) s'ajoute la « new music » d'Artie Shaw.

★ De Louis Armstrong à Gene Krupa, *Big Bands, 1935-1948*, 4 CD Forlane International, 19005-08.

CARLA BLEY ET STEVE SWALLOW, LE PAS DE DEUX

Réduite à sa plus simple expression — piano et basse, avec un duo d'amour — la formation de Carla Bley conserve son répertoire (le *Reactionary Tango* en trois parties) mais s'abandonne au double jeu d'une rare délicatesse. On peut prendre Baby Baby ou Remember comme indicateur des nuits de fête, en boucle sur la machine : on ne s'en lasse pas.

★ Carla Bley/Steve Swallow, *Dues*, 1 CD Wenz 20837 345-2.

ELLINGTON POUR BLANTON

Inventeur de la contrebasse chez Duke Ellington (on n'en avait jamais encore joué avec tant d'autonomie et de musicalité), Jimmy Blanton doit

sa réputation à la fulgurance de sa carrière (il meurt à vingt-trois ans). Ses duos avec Duke sont restés légendaires et fondateurs. En 1972, trente ans après la disparition du génial contrebassiste, Ellington les réenregistre avec un maître de l'instrument, Ray Brown.

★ Ellington/Ray Brown, *This One's for Blanton*, 1 CD Pablo, 98950 (diffusion Carrière).

BEN SIDRAN, IVRE D'AMOUR

Une des chansons de ce disque dit (en français) : « Je veux mourir ivre d'amour ». Une autre se moque des critiques (ou feint de le faire) très drôlement. Ben Sidran est chanteur, pianiste et critique. Et, dans toutes les matières, à du talent.

★ Ben Sidran, *Too Hot To Touch*, 1 CD Windham Hill Jazz 370108-2.

ART PEPPER
ET WARNE MARSH

Un enregistrement de 1956 de deux des saxophonistes les plus inspirés du mouvement West Coast. Studio de Lester Koenig à Los Angeles, bien entendu (Contemporary). La perfection absolue dans l'art du contrepoint, de la fugue, du jazz à l'état brut et déglacé. Les huit premières mesures de *What's New* marquent un des sommets humains de la fausse négritude, de l'art appelé par l'ombre de la mort.

★ Art Pepper with Warne Marsh, *March*, 1 CD Contemporary, 98944.

MATELO ET BARO FERRET

Familles gitanes, cultures d'Europe centrale, restaurants tziganes, lyrique à fleur de cordes, les Ferret (Matelo, Baro et Sarane) sont les représentants incontestés d'un genre qui fut décrié et qui reste assez méconnu, le « swing musette ». D'une délicatesse poétique inimitable : un sommet de la musique populaire.

★ Matelo et Baro Ferret, *Swing valses d'hier et d'aujourd'hui*, 2 CD HCR 48, 48 (Média 7).

DONEDA ET LAZRO,
GENERAL GRAMOFON

Tanants impavides d'un genre méprisé (au nom, bien sûr, du recentrage pompiers), fidèles, quelles que soient les modes et les lubies, à une idée et à une pratique particulièrement toniques de la musique, Doneda et Lazro offrent un tableau très varié et vivifiant de leurs conceptions. Ce qui est arrivé de mieux au jazz européen depuis, disons, Steve Beresford (*l'Extraordinaire Jardin de Charles Trenet*).

★ Doneda et Lazro, *General Gramofon*, 1 CD Noto 1600 ; Beresford, 1 CD OH23 (Média 7).

BYRD IN PARIS

Donald Byrd, le trompettiste, n'a pas seulement joué à Paris, il y a séjourné. Ce concert (à l'Olympia, en 1958) est doublement remarquable : d'abord, grâce au groupe réuni autour de Donald Byrd (Bobby Jaspar, Walter Davis Jr., Doug Watkins, Art Taylor) ; ensuite, parce que, à y bien regarder, ce concert n'était alors qu'un concert parmi d'autres. Et pourtant, quelle musique...

★ Donald Byrd, *Byrd in Paris*, 2 CD Polydor 833394-2, 395-2.

TEXIER, UN BRETON
TRANSATLANTIQUE

Entouré de Joe Lovano et d'Aldo Romano et doublé de Steve Swallow (lui aussi bassiste), Henri Texier offre une musique ronde, chaleureuse, bien tournée, et pourtant simple. Un disque de grands professionnels, d'amateurs, de musiciens qui n'ont pas perdu le goût du jeu.

★ Henri Texier Transatlantik Quartet, *Izias*, 1 CD LBL 6515.

CHET BAKER, LIVE IN PARIS

L'année de sa disparition, plusieurs disques de Chet Baker (*Chet Baker in New York*, Riverside, 98950 ; 98990), parmi lesquels ses enregistrements en France, à Paris (1950-1963) et à Nice (1975), lui appartiennent à l'entreprise de publication de l'INA (Coitrane, Woody Herman, Earl Hines, Monk, Muddy Waters, plus de vingt albums parus) et, pour Chet Baker, en 1988, s'imposent évidemment.

★ Chet Baker, *Live in Paris*, FCD 123 (Womusic).

PADOVANI,
TRES HORAS DE SOL

La (fine) fleur des jeunes musiciens de jazz (Padovani, Sclavis, Barthélémy) rencontre deux guitaristes et deux palmiers (les battements de mains du flamenco). Rêles : un percussionniste parfaitement à sa place (Micamacher) et la voix exceptionnelle de Violeta Ferrer. Rencontre sous le signe du soleil avec, entre autres, un texte irrésistible de Picasso (*l'Artiste peintre*) sur les taureaux (*la Corrida*).

★ Padovani, *Tres Horas de Sol*, 1 CD CELP C5 (Harmonia Mundi).

CANNONBALL ADDERLEY
ET BILL EVANS

A priori, leurs expressions (plus que leurs styles) peuvent paraître éloignées, la fougue précise chez l'un, un lyrisme impressionnant chez l'autre. Julian Adderley (dit Cannonball, « boulet de canon ») et Bill Evans : le jazz aime ce genre de rencontre et d'alliance, surtout en présence d'une tierce personne, la rythmique, ici celle du MJQ (Percy Heath et Connie Kay).

★ Cannonball Adderley et Bill Evans, *Know What I Mean* 7 1 CD, Riverside 99-906.

WES MONTGOMERY EN CLUB

Le premier des guitaristes, le plus musicien d'entre eux depuis Django (au passage, bien sûr, Charlie Christian), Wes Montgomery est ici enregistré au Taubö de Berkeley le 25 juin 1962. Ambiance très juste, partenaire idéal (Johnny Griffin), rythmique ciblée (Wynton Kelly, Paul Chambers, Jimmy Cobb). Pour les amoureux de la basse, la partie la plus amusante, mais... de Paul Chambers sur Carib.

★ Wes Montgomery, *Full House*, 1 CD Riverside 98992.

LES CITÉS PRIVÉES
DE JOHN SURMAN

John Surman maîtrise parfaitement les synthétiseurs et effets sonores. Sa base sonore : la clarinette basse, le soprano et le baryton. Son univers, méditatif, est fait de motifs cycliques et de croisements astucieux. *Private City* est une musique de ballet. Elle s'accommode très bien de l'écoute pure.

★ John Surman, *Private City*, 1 CD 1388.

FRANCIS MARMANDE.

OPERA-COMIQUE
SALLE FAVART

du 17 janvier
au 1^{er} février

Grand prix
de la
Critique 1987

ATYS

JEAN-BAPTISTE LULLY

CHRISTIE • VILLEGIER

LES ARTS FLORISSANTS
RIS ET DANCÉRIES

LOCATION PAR CORRESPONDANCE
OUVERTE JUSQU'AU 31 DECEMBRE

(Bulletins de location disponibles
Salle Favart et Palais Garnier)

RENSEIGNEMENTS : 47 42 57 50

Les jours et les nuits de Kip Hanrahan

« C 'est surtout des femmes qui schématisent mes disques, et je suis sûr qu'elles sont belles comme le jour. Imprimez ça. » Kip Hanrahan part de son rire juvénile de timide contrarié, en agitant un index impérieux sous le nez du reporter. Nous venons de déjeuner ensemble dans un restaurant coréen de la 34^e Rue, Nancy, sa femme, qui est belle comme la nuit, nous a laissés pour aller suivre un cours sur Adorno à la New School for Social Research de la 5^e Avenue. New-York pulse autour de nous comme un monstrueux marteau-piqueur, le ville est un chantier, un rêve dressé, une cour des miracles, un excès de tout. Kip le New-Yorkais parle à la vitesse d'une mitrailleuse, les idées se bousculent, se contredisent, il s'étonne lui-même d'être si accordé à cette ville incohérente, il est tout à fait fasciné, avec son allure de beatnik, de Christ bien dédicé à ne pas tendre l'autre joue.

« La musique que je produis est non pas l'expression ou le signe de ma colère, de ma frustration, de mon désir et de ma passion, mais le son de cette passion même. C'est une musique provoquée par un monde provocant. Elle répond comme par un coup de poing au type qui a insulté votre petite amie dans un bar, comme on répond en

l'embrassant à une femme qui vous sourit droit dans les yeux. C'est une musique qui n'est pas propre, pas bien éduquée. Elle sent la sueur, le parfum, le rhum, elle est rugueuse et souple comme une peau. Probablement, les femmes l'aiment-elles pour cela. Parce qu'elle pourrait manquer comme un corps et combler comme une présence, et qu'elle s'adresse autant à leurs sens qu'à leur intelligence. Sting l'a aimé au point de la distribuer sur son nouveau label, mais je ne dirais pas qu'elle est conçue pour son public. Ni pour le public du jazz, qui est devenu très académique. »

Lorsque l'on parle de cette façon d'une musique, il y a intérêt à ce qu'elle se révèle à la hauteur. Et le critique qui a écrit de Kip Hanrahan, en rendant compte de l'un de ses disques précédents, *Desire Develops an Edge*, qu'il est « le Jean-Luc Godard de la musique moderne » (1), et qui retrouve ce jugement cité dans le tout récent *Dictionnaire du jazz* (2), a intérêt lui aussi à le voir confirmé.

Days and Nights of Blue Luck Inverted répond à toutes les attentes. Kip Hanrahan en est l'auteur-producteur-metteur en scène, il a trouvé en Fernando Saunders (actuel bassiste de Pat Benatar) le chanteur qui est un double de lui-même, à la manière

dont Jean-Pierre Lélud dans la *Maman et la Putain* était le double de Jean Eustache. Il choisit toujours aussi bien son chef opérateur, Steve Swallow, ses musiciens-acteurs-improvisateurs, Law Soloff, John Stubblefield, David Murray (qui joue ici un tango nouveau d'Asor Plazollia avec un son de sax ténor d'une luxuriance à vous faire piquer un fard), il prend les meilleurs machines latinos, bourrés d'énergie, qui déroulent pour lui une rythmique inspirée, comme des travailleurs de Glauber Rocha. En écoutant ce disque où alternent les climats, les couleurs, les effluves, les émotions les plus surprenantes, mélange unique d'euphorie, d'angoisse, de sensualité et d'invention, on se dit que si le cinéma produisait aujourd'hui un film aussi captivant, les cinéphilas orientés au génie. Mais ce n'est que de la musique, comme disait Charlie Parker, « de la musique qui cherche de jolies notes ». — 20/20.

MICHEL CONTAT.

- (1) *Le Monde* du 3 mars 1984.
- (2) De Ph. Carles, J.-L. Comolli et A. Clergeat, dans la collection « Bouquins » de Guy Schoeller, chez Robert Laffont (160 p., 120 F.).

★ *Days and Nights of Blue Luck* Inverted, Faenza, CBS, 1 CD.

Nanterre
Amandiers

remercie
le Conseil Général
des Hauts de Seine
et
l'UAP
pour leur participation
à la création de

HAMLET

Loc. (1) 47 21 18 81

هكذا من الأصل

EXPOSITIONS

Centre Georges Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33).
T.l.j. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim.
et jours fériés de 10 h à 22 h.

ALVAR AALTO. Du romantisme national à l'architecture viticole. Centre d'information Co. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 23 janvier.

5 COMME UN BIJOU. Galeries des brèves du CCI. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 9 janvier.

CHATEAUX BORDEAUX. Histoire et reconquête des architectures de la civilisation du via. Galerie de Cci. Entrée : 15 F. Jusqu'au 20 février.

ENSEMBLE D'ENSEMBLES. Musée national d'Art moderne. Entrée : 22 F. Jusqu'au 27 mars.

SITE ET SABLE. Atelier des enfants. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 30 janvier.

JEAN TINGUELY. 1954 - 1987. Grande galerie - 5^e étage. Entrée : 30 F. Jusqu'au 27 mars.

Musée d'Orsay
1, rue de Beaucourt (40-49-43-14). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h, dim. de 9 h à 18 h, jeu. de 10 h à 17 h 45.

L'AGE MUR DE CAMILLE CLAUDEL. Exposition dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 8 janvier.

L'ARCHITECTURE HOSPITALIERE AU XIX^e SIÈCLE. L'EXEMPLE PARISIEN. Exposition dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 janvier.

CÉZANNE. Les années de jeunesse 1859-1872. Entrée : 30 F. Jusqu'au 31 décembre.

DESSINS D'ALEXANDRE HESSE. Photographies arts graphiques - exposition dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 janvier.

L'ENFANT ET L'IMAGE AU XIX^e SIÈCLE. Exposition dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 8 janvier.

RUES ET CANAUX DE VENISE - LES ALBUMS PUBLIES PAR ONGANIA. Photographies arts graphiques - exposition dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 janvier.

Palais du Louvre
Entrée gratuite sur la quel des Tuileries (42-60-39-26). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h.

PEINTRES REMBRANQUES AU LOUVRE. Pavillon de Flore. Entrée : 20 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 mars.

REMBRANDT ET SON ÉCOLE - DESSINS DU MUSÉE DU LOUVRE. Pavillon de Flore. Entrée : 20 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 30 janvier.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris
11, av. du Président-Wilson (42-73-61-27). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h.

LA PHOTOGRAPHIE ET LE PHOTOGRAPHE. Sélection de photographies à partir des collections du Musée. Entrée : 15 F. Jusqu'au 26 février.

SIGMAR POLKE. A.R.C. Entrée : 15 F. Jusqu'au 21 décembre.

VIVA DI ROSA. Musée des Enfants. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 décembre.

ALICE SPRINGS. Portraits récents. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 décembre.

Grand Palais
av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. G.-Eisenhower.

MAC 2000. Balcons (42-56-45-08). T.l.j. de 12 h à 19 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 décembre.

SEICENTO. Le siècle du Caravage dans les collections françaises. Galeries nationales (42-56-09-24). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 26 F. Jusqu'au 22 janvier.

JOCK
Jean-Louis BOURDON. Mise en scène Marcel MARCHAL. Avec Laurence ROY, Erick DESHORS, Jean-Charles LEGRAY.

théâtre 13 45 88 16 30

DERNIÈRE LE 18 DÉCEMBRE

théâtre 13 45 88 16 30

théâtre 13 45 88 16 30

théâtre 13 45 88 16 30

théâtre 13 45 88 16 30

théâtre 13 45 88 16 30

théâtre 13 45 88 16 30

théâtre 13 45 88 16 30

théâtre 13 45 88 16 30

théâtre 13 45 88 16 30

théâtre 13 45 88 16 30

théâtre 13 45 88 16 30

théâtre 13 45 88 16 30

théâtre 13 45 88 16 30

théâtre 13 45 88 16 30

théâtre 13 45 88 16 30

Musées

PAUL ARABIE. Architecte 1812-1884. Musée national des Monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (42-73-57-74). T.l.j. sf mar. de 9 h à 18 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. Jusqu'au 16 janvier.

LES ANNÉES U.A.M. L'Union des artistes modernes, 1929-1958. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 29 janvier.

CAMEROUN. ART ET ARCHITECTURE. Musée national des Arts africains et océaniques, 251, av. Daumesnil (42-63-14-54). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h et de 13 h 30 à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F, 15 F (dim.). Jusqu'au 13 février.

LES CHAMPS-ÉLYSÉES ET LEUR QUARTIER. Musée Jacquemart-André, 158, bd Haussmann (42-69-14-91). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 15 janvier.

LES CITÉS OUBLIÉES DE L'INDUS. Archéologie du Pakistan. Musée National des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-33-61-65). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 15 F pour l'exposition seule, 22 F comprenant la visite du musée. Jusqu'au 30 janvier.

COULEURS DU TEMPS. Photographies stéréoscopiques et autostéréogrammes prises par E. Clementi. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 27 février.

CROCODILES ET KANGOUROUS. Peintures des aborigènes d'Australie. Musée national des Arts africains et océaniques, 251, av. Daumesnil (42-63-14-54). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h et de 13 h 30 à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 29 janvier.

CRÉATEURS DE MODE. CRÉATEURS D'IMAGES. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h et de 13 h 30 à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 décembre.

DES GRANDS CHANTIERS. HIER. PHOTOGRAPHIES, DESSINS. Œuvres de l'architecte et du dessinateur suisse de 1900. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (42-56-60-17). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 14 janvier.

LE L'ÉLÉGANCE FRANÇAISE AU CINÉMA. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (47-30-43-23). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 8 janvier.

LES GRANDES BAIGNEUSES DE PICASSO. Musée de l'Orangerie, place de la Concorde, Jardin des Tuileries (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h. Fermé les 25 décembre et 1^{er} janvier. Entrée : 15 F (8 F dim.). Jusqu'à 6 mars.

GEANTS, HOMMES ET VILLES DU NORD. Cassel, Comblains, Hazebrouck. Musée national des Arts et des Traditions populaires, 6, av. du Mahatma-Gandhi (40-67-90-00). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F (prix d'entrée du musée), 8 F dim. Jusqu'au 15 décembre.

ICÔNES ET MERVEILLES. HOMMAGE AU MILLÉNAIRE DU BAPTÊME DE LA RUSSIE. Collections françaises et étrangères. Musée Carnot, 7, av. Valsquez (45-63-50-75). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 19 février.

HENRI MANGUIN. Le faune du bonheur. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-54-07-02). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 18 F. Jusqu'au 8 janvier.

LA MAXIPHOTOGRAPHIE DU XIX^e. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 2, rue Vivienne - 6, rue des Petits-Champs (47-03-61-26). T.l.j. sf mar. de 12 h à 18 h 30. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 14 janvier.

FOURTES AMÉRICAINES. 1840 - 1900. Musée des Arts décoratifs, centre de l'Europe, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 5 mars.

LES PREMIERS PORTRAITS DE JEAN-JACQUES HENNER. Musée Jean-Jacques Henner, 43, av. de Villiers (47-43-42-73). T.l.j. sf mar. de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

QUARANTE ANS D'AFFICHES UNICEF. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). T.l.j. sf mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 13 février.

RÉTROSPECTIVE EYES. Cane maquette des monuments historiques. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Amand (42-74-22-22). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 8 janvier.

ARY SCHEFFER ET SON ENTOURAGE. Maison Renaud-Scheffer, 16, rue Chappe (48-74-95-30). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Du 15 décembre au 15 mars.

LE SYMBOLISME DANS LES COLLECTIONS DU PETIT PALAIS. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 19 février.

LE TEMPS DE LA VILLE. Maison de la Ville, 30, av. Corentin-Carion (42-78-70-00). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 14 h à 19 h. Entrée : Entrée gratuite. Jusqu'au 15 mars.

TÊTES DE PUB. LES ÉCOLES S'AFFICHENT. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). T.l.j. sf mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 13 février.

UN VILLAGE AU TEMPS DE CHARLEMAGNE. Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. du Mahatma-Gandhi (40-67-90-00). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 14 F, dim. : 9 F. Jusqu'au 30 janvier.

LA VIE ET L'ART DES INUIT DU NORD QUÉBÉCOIS. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (42-53-70-40). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 15. Jusqu'au 18 décembre.

VERMOREL. Cœur, l'âme, l'âme, l'âme. Bibliothèque Nationale, cabinet des Médailles et Antiques, 58, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.l.j. sf mar. de 13 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 7 janvier.

VUES D'EN HAUT. La photographie aérienne en 1914-1918. Hôtel national des Invalides, Cour d'honneur, place des Invalides (45-55-92-30). T.l.j. de 10 h à 17 h. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 31 janvier.

Centres culturels
ALVAR AALTO 1898-1976. Architecture et design. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais (42-60-34-57). T.l.j. sf mar. de 13 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 18 décembre.

AMSTERDAM ART - L'ABCD DE L'ART MODERNE. Peinture et sculpture des collections du Stedelijk Museum Amsterdam. Institut néerlandais, 121, rue de Valenciennes (47-05-65-99). T.l.j. sf mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 18 décembre.

KAREL APPEL. Paris Art Center, 36, rue Falguière (43-22-39-47). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 30 décembre.

ART ET MYTHOLOGIE. Figures mythologiques. Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-00-20). T.l.j. sf mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 25 février.

BLACK PHOTOGRAPHY IN AMERICA. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-62-50). T.l.j. sf mar. de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 janvier.

LE CHIFFRE. Multiples approches dans l'art contemporain - 1960-1988. Carré des Arts, parc floral de Paris. esplanade du château de Vincennes (43-65-72-00). T.l.j. sf mar. de 10 h 30 à 17 h. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 1^{er} janvier.

CONCEPT ET IMAGINATION : ŒUVRES RÉCENTES DE LA COLLECTION. Photographie du Stedelijk Museum Amsterdam (1960-1988). Institut néerlandais, 121, rue de Valenciennes (47-05-65-99). T.l.j. sf mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 18 décembre.

DE DÜRER À BASELITZ. Dessins sélectionnés de la Kunsthalle de Hambourg. Œuvre nationale supérieure des beaux-arts, 48, rue de Valenciennes (42-60-34-57). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 13 h à 19 h. Jusqu'au 31 décembre.

LA DOUBLE TRANSPARENCE. Trente ans pour le Crea. Centre national des arts plastiques, 27, avenue de l'Opéra (42-61-56-16). T.l.j. sf mar. et dim. de 12 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 30 décembre.

BRUNO EYS. Le maître de Stockholm. Centre culturel suédois, hôtel de Marie II, rue de la Harpe (42-71-82-30). T.l.j. sf mar. et dim. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 14 janvier.

IRWIN. Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berryer (45-63-90-35). T.l.j. sf mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 30 décembre.

LEYER DE RIDEAU. LES ARTS DU SPECTACLE EN FRANCE. Dans les collections de la Bibliothèque Forney. Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue de Fiquier (42-78-14-60). T.l.j. sf mar. et dim. de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 25 février.

URSI ET BERNHARD LUGINBUHL. Céramiques et gravures, dessins, sculptures. Centre culturel suisse, 25-28, rue de France-Bourgeois (42-71-38-38). T.l.j. sf mar. et dim. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 15 janvier.

MICHEL MADORE. NORMAND CONNOLLY-PARIS. Anne Renner. Centre culturel suisse, 25-28, rue de France-Bourgeois (42-71-38-38). T.l.j. sf mar. et dim. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 15 janvier.

SIGVARD OLSSON. Centre culturel suédois, hôtel de Marie II, rue de la Harpe (42-71-82-30). T.l.j. sf mar. et dim. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 14 janvier.

PEINTRES CONTEMPORAINS MÉDITERRANÉENS. Institut du monde arabe, salle d'actualité, 23, quai Saint-Bernard (46-34-25-25). T.l.j. sf mar. de 13 h 30 à 20 h. Entrée : Entrée libre. Jusqu'au 31 décembre.

JEAN AMADO. Galerie Jeanne-Bucher, 33, rue de Seine (43-26-22-32). Jusqu'au 10 janvier.

LES ANNÉES BAUHAUS. Galerie Franka Berni, 11, rue de l'Écluse (43-25-52-73). Jusqu'au 31 décembre.

DIETEN APPEL. Galerie Dandoin-Lobon, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'au 31 décembre.

AVANT-GARDE RUSSIE. 1918-1930. Galerie Georges Lavrov, 42, rue Beaumont (42-72-71-19). Jusqu'au 31 décembre.

LEWIS BALITZ. Galerie Michèle Chaperon, 24, rue Beaumont (42-78-05-62). Jusqu'au 31 décembre.

E.-J. BELLOCO. Galerie J. et J. Dupuy, 57, rue de la Roquette (47-00-10-94). Jusqu'au 24 décembre.

BLAIS. Galerie Yves Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 30 décembre.

NORMAN BLUM. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-26-91-10). Jusqu'au 14 janvier.

JEAN BOUCHET. Les années clémentines. Galerie du Cobra, 3, rue Visconti (43-26-42-99). Du 15 décembre au 14 janvier.

RÉMI BOUQUIN. Galerie Jacqueline Pélissier-Bouquin, 5, rue Popincourt (47-00-87-71). Jusqu'au 7 janvier.

DANIEL BUREN. Galerie Daniel Tempion, 1, impasse Beaumont (42-72-14-10). Jusqu'au 31 décembre.

ALEX CASSAL. Galerie Albert Leb, 12, rue des Beaux-Arts (46-33-06-87). Du 15 décembre au 14 janvier.

LES CENT BEAUTES. Récentes et peintes par Gai-Qui (1774-1828). Galerie Gérard Levy, 17, rue de Beauce (42-61-36-35). Jusqu'au 30 janvier.

CINÉMA. CINÉMAS : BIJOUX, TOILES, STARS, SALLES, BOITES ET SOUTÈRES. T.l.j. sf mar. de 13 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 18 décembre.

CAMILLE CLAUDEL. 1864 - 1943. Sculptures. Galerie Odegar-Macdonald, 85 bis, rue de Valenciennes (42-66-92-58). Jusqu'au 31 janvier.

BILL COPELEY. KARAKALIOS. Galerie 1900-2000, 6, rue Bonaparte (43-25-34-20). Jusqu'au 30 décembre.

DALL SCULPTURES. Galerie Patrice Trigano, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Du 16 décembre au 29 janvier.

DIN ANS DE LA GALERIE ERVAL. Louvrière Frédéric, 16, rue de Seine (43-54-73-49). Du 15 décembre au 15 janvier.

OTTO DIX. Dessins de guerre 1915-1917. Galerie Tendances, 105, rue Quincampoix (42-78-61-79). Jusqu'au 18 février.

HELMUT DORNER. Galerie Philippe Coudé, 13, rue Chapon (48-04-00-34). Jusqu'au 22 décembre.

DRUIELLET. Masques, suite à Sakamaki. Galerie Pascal Gabot, 30, rue Quincampoix (42-04-94-84). Jusqu'au 8 janvier.

MIGUEL EGANA ET MINI DADA. Galerie de Paris, 6, rue du Pont-de-Lodi (42-35-42-63). Jusqu'au 31 décembre.

ELIZABETH FRANTZHEIM. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrand (43-48-84-18). Jusqu'au 28 janvier.

ROGER DE LA FRESNAYE. Galerie Lucie Weil - France Seligmann, 6, rue Bonaparte (43-54-71-95). Jusqu'au 20 décembre.

RUPPERT GARCIA. New York. Galerie Claude Soutel, 18, pl. des Vosges (42-71-76-77). Jusqu'au 7 janvier.

GILLOLL. Galerie Dina Vierny, 36, rue Jacob (42-61-56-16). T.l.j. sf mar. et dim. de 12 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 30 décembre.

GOLUB, HOUSIASSON, SIGG. Galerie Darthez Speyer, 6, rue Jacques-Callot (43-54-78-41). Jusqu'au 22 décembre.

EVE GRAMATZEL. Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (42-72-39-64). Jusqu'au 7 janvier.

RAYMOND HAINS. Galerie Heyman-Mabel Sommer, 56, rue de l'Université (42-22-58-09). Jusqu'au 26 février.

ALEXANDER HOLLAN. Galerie Nane Stern, 26, rue de Châteauneuf (48-06-78-64). Jusqu'au 23 décembre.

REBECCA HORN. Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 7 janvier.

DONALD JUDD. ROY LICHTENSTEIN. Galerie Stella, 30, rue Beaumont (42-72-14-10). Jusqu'au 31 décembre.

ALEXIS DE KERMOAL. Galerie Louisine, 10, rue de la Bretonnerie (42-74-02-30). Jusqu'au 14 janvier.

PASCAL KERN. Galerie Zabradine, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 17 décembre.

GEORGES KOSKAS. A côté des jeunes filles en fleurs. Galerie Rapp, 12, rue Paré (45-67-90-36). Jusqu'au 5 mars.

LEINARDI. Espace aménagé. Galerie Convergence, 39, rue des Archives (42-78-57-45). Jusqu'au 17 janvier.

A. LONGOBARDI. Peinture abstraite de 1952 à 1955. Galerie Cella Mirine, 17, rue des Beaux-Arts (46-33-04-18). Jusqu'au 24 décembre.

MAGRITTE. Le domaine caché. Galerie by Bruchet, 35, rue Godefroid (42-78-57-45). Jusqu'au 17 janvier.

MICHAUX, ALECHINSKY. Galerie Lelong, 13-14, rue de Téhéran (45-63-13-19). Jusqu'au 14 janvier.

OLIVIER MOSSET. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 31 décembre.

JUAN MUÑOZ. Galerie Ghislaine Huzarot, 5 bis, rue des Hautesherbes (48-87-60-81). Jusqu'au 23 décembre.</

THÉÂTRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de spectacle et de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

ENVOYEZ LA PURÉE. Café d'Edgar (43-20-35-11) (dim.), 20 h 15; sam. 23 h 45 (14).

BONNE FÊTE PAULETTE. Au Rec (42-96-29-35) (lun.), 22 h, dim. 22 h 30 (14).

ENFANCE D'ARTISTE. Théâtre de la Ville (42-96-29-35) (lun.), 22 h, dim. 22 h 30 (14).

OBÉLISSE. Sté. Vous Plait. Le Grand Edgar (43-20-30-09) (dim.), 22 h (14).

TRÉVISE A TABLE. Vincennes. Théâtre Dumas-Sorano (48-08-60-83) (dim. soir, lun. mar., ven., sam. 21 h; dim. 21 h 15 (14)).

AUX FOUS. Cartoucherie. Atelier du Chaudron (43-28-97-04) (lun. mar.), 20 h 30, dim. 16 h 30 (14).

LE VIOLON DU TEMPS QUI PASSE. Cinq Diamants (45-80-51-31), ven. mar., 20 h 45; sam. dim. 21 h 30 (16).

COMÉDIE-FRANÇAISE. Auditorium de la Galerie Colbert (40-15-00-15). Récitations de midi à minuit: samedi à 12 h; Oraison funèbre d'Henriette-Marie de France et de Coligny: samedi à 14 h; Le Pérou: samedi à 16 h; La Métemorphose ou le Poète: samedi à 18 h; Discours à la jeunesse: samedi à 20 h; Henri III et sa cour: samedi à 22 h; Joyeuse (17).

CE SOIR ON ENLEVE TOUT. Le Bourvil (43-74-47-64), 20 h 30 (14).

Ne sont pas joués le mercredi.

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). O Wonderful Casting: 20 h 30 (lun. ven., sam. dimanche).

ANTOINE - SIMONE-BERTRIAU (43-08-77-21). Avant: 20 h 30, lun. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 17 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 17 h 30.

ARCANE (43-38-19-70). Bandes: 20 h 30, dim. 17 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 17 h 30.

ARLEQUIN (45-89-43-22). Un pré vert, un tourment, deux boules de billard. Spectacle assuré à bon public: 20 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 17 h 30.

ARTISTE-ATHÉVAINS (48-06-36-03). O Diable: 20 h 30 (lun. ven., sam.), dim. (dernière) 16 h.

ARTS-HÉBERTOT (43-67-23-23). O Les Refains du Soleil: 20 h 30 (Sam. mar.), Rel. dim. soir, lun. 20 h 30 (Sam. mar.).

ATALANTE (46-06-1-90). O Tonto 2 ou un petit peu plus tard le même jour: 20 h 30 (lun. ven., sam., lun. mar. dimanche), dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h.

ATELIER (46-06-49-24). Baby Boom: 21 h, sam. dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 15 h 30.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-62-67-27). O Les Dames de la vie: 19 h 30, dim. 19 h 30.

BATACLAN (47-00-30-12). O Match d'improvisation: lun. 21 h.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Une absence: 20 h 30, sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 15 h 30.

CARTE BLANC MONFORT (45-91-25-34). O Les Deux Jumeaux vénétiens: 20 h 30 (Mar.), dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h.

CARTOUCHE ATTELIER DU CHAUDRON (43-28-97-04). O Aux Fous: 19 h, ven. sam. 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE DU SOLEIL (43-74-34-08). Thermidor: 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPESTE (43-28-36-36). O Le Roi de Nîmes: 20 h 30 (lun. ven., sam.), dim. (dernière) 16 h.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-43). O La République: 20 h 30, lun. 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 15 h 30.

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS (47-82-50-20). O A la découverte de la littérature suédoise: 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 15 h 30.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-74-42-19). Grande salle: O C'est dimanche: 21 h (lun. sam.), ven. dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). O Le Violon du temps qui passe: 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 15 h 30.

CIRQUE D'IVERV (48-78-75-00). Anté: 14 h et 17 h 30, sam. 14 h et 17 h 30, ven. mar. 20 h 30, sam. 21 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 15 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITÉ (45-89-38-68). Grand Théâtre: O Passion Marionnettes géantes: 20 h 30 (lun. ven., sam. dimanche), La Ressort: O Henry Brillard: ou via: 20 h 30 (lun. ven., sam. dimanche).

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies: 21 h, sam. 19 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 15 h.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-11). Une femme sans histoire: 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 15 h 30.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du baiser: 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 15 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu: O Nicomède: 14 h, dim. 20 h 30, ven. 20 h 30. O Fin de partie: 21 h (Sam. mar.). O La Cagnotte: 21 h 15, dim. 21 h 15.

COMÉDIE-FRANÇAISE AUDITORIUM DE LA GALERIE COLBERT (40-15-00-15). O Oraison funèbre d'Henriette-Marie de France, et Oraison funèbre de Coligny: Récitations de midi à minuit: sam. 14 h. La Métemorphose ou le Poète: Récitations de midi à minuit: sam. 16 h. Discours à la jeunesse: samedi à 18 h. Henri III et sa cour: samedi à 20 h. Récitations de midi à minuit: sam. 20 h. Joyeuse Récitations de midi à minuit: sam. 22 h.

CONFLUENCES (42-98-70-97). O Spectacle par l'École supérieure du spectacle: dim. 16 h.

DAUNOU (42-61-69-14). O Monsieur Massé: 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 15 h 30.

DEJAZET-T.L.P. (42-74-20-50). Le Tour du monde en quatre-vingt jours: 15 h et 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 15 h.

DEUX ANES (46-06-10-26). Le Cofé du père François: 21 h, sam. dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 15 h 30.

DIJON-THÉÂTRE (42-26-47-47). O Le Gardien: 20 h 30 (lun. ven., sam. dimanche).

EDGAR (43-20-35-11). Les Babes: 20 h 15. Rel. dim. Nous on fait ça on nous dit de faire: 22 h. Rel. dim. 20 h 30, dim. 16 h 30.

ELDORADO (42-96-29-35). O Rêve de Vienne: 14 h 30, lun. sam. dim. 14 h 30, dim. 15 h, sam. 20 h 30.

ELDORADO (43-68-32-26). O Permis de vivre au profit de la fondation abbé Pierre: 18 h 30 (lun. ven., lun. mar.), ven. mar. 15 h 30.

ESPACE ACNAV (SALLE DU FUTIS QUI PARLE) (43-36-69-60). Tout est comédie: 20 h 30, dim. 14 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 14 h 30.

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). O La Princesse travesti: 20 h 30 (lun. ven., sam.), dim. (dernière) 16 h.

ESSAON DE PARIS (42-78-46-42). Salle 1. Les Anciennes Odeurs: 19 h. Rel. lun. La Rive d'en face: 21 h, sam. 16 h 30. Rel. dim. lun. Salle 2. L'Assommoir de Maupassant: 21 h, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 15 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. 20 h 30, dim. 16 h 30.

FOUR FOURS (42-98-70-97). O Les Fous: 20 h 30, dim. 16 h 30. Rel.

هكذا من الأصل

LE NOUVEAU

Le genre et la musique

Le mot Châtelet a plusieurs définitions. Il a d'abord désigné une prison, puis un théâtre. Puis un genre, rendu possible par les vastes dimensions du plateau et par la machinerie : l'opéra à grand spectacle avec des chevaux qui galopent, de la neige qui tombe, toutes sortes d'effets spéciaux, plus une troupe de choristes et de danseurs qui ne chômaient pas. Entre les deux guerres et pendant les années 50, grâce à Francis Lopez et à Luis Mariano, l'éducation des enfants passait par la Comédie-Française pour la culture, la tour Eiffel pour la technologie et le Châtelet pour la récompense.

Les parents omettaient de dire que, au début du siècle, le Châtelet avait accueilli de grandes créations musicales et, avant même le Théâtre des Champs-Élysées, les Ballets russes de Diaghilev... Ce dont s'est souvenu Jean-Albert Cartier, pourtant lui-même amoureux de l'opéra à grand spectacle, quand il a été nommé à la direction du Théâtre musical populaire. Sigle destiné à faire oublier la décrépitude du genre Châtelet après la disparition de Luis Mariano.

Aujourd'hui, la décrépitude est oubliée. Stéphane Lisner, successeur de Jean-Albert Cartier, peut reprendre le titre d'origine tout en établissant sa politique musicale. Elle ne doit pas doubler avec les programmes de ses concurrents directs, le futur Opéra de la Bastille et le Théâtre des Champs-Élysées, elle doit équilibrer audace et grande audience — la salle a mille neuf cents places.

Dans cette grande salle et sur ce grand plateau, le prestige est nécessaire. Ce n'est pas pour déplaire à Stéphane Lisner, qui n'a pas une mentalité misérabiliste. Grands compositeurs, grands chefs d'orchestre et grands orchestres, grands metteurs en scène pour les opéras. Plus William Forsythe et sa compagnie de ballet à demeure deux mois par an... Cette partie du programme est relativement facile à concevoir. Moins facile à réaliser, car elle exige diplomatie et moyens financiers.

Or Stéphane Lisner a la réputation de savoir séduire les stars et les mécènes. Son enthousiasme est communicatif, son plaisir à vivre inspire confiance. Il a été marqué par sa première expérience, le Théâtre Mécanique, qu'il avait fondé et dirigé — il n'avait pas vingt ans — y invitant les jeunes metteurs en scène qui ont donné le mouvement des années 70. Il a fait rapidement faillite et s'est juré de ne plus jamais avoir de dettes à rembourser.

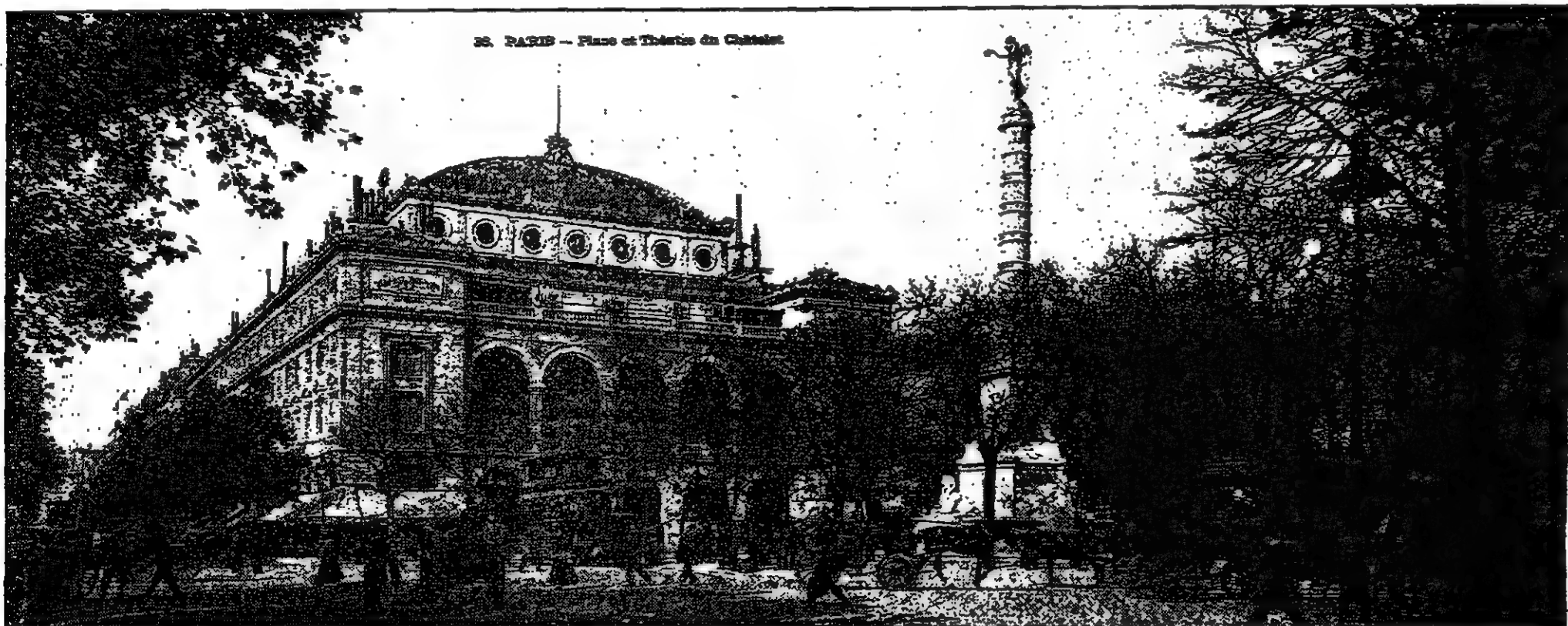
Il a tenu parole mais ne peut pas se borner au prestige. Il est trop boulimique, trop avide de dénicher l'homme, le spectacle, le truc qui, non seulement fait tilt, mais qui dure. C'est son orgueil. Comme tous les directeurs de théâtre, il a honte de la salle vide et n'est plus assez naïf pour imaginer qu'il remplira la sienne avec des œuvres et des gens peu connus. Il a appris combien est long le temps pour que l'information soit reçue... Il sait aussi qu'un cadre prestigieux peut écraser certaines manifestations.

Donc, Stéphane Lisner a demandé à la Ville de Paris une petite salle et s'est obtenu l'Auditorium des Halles — six cents places, — avec une subvention supplémentaire de 4,5 millions et une gestion autonome, mais les programmes seront en harmonie avec ceux du Châtelet.

Il commenceront à l'automne 1989. Le principe en est un thème par jour, Lundi, jazz. Mardi, récital classique. Mercredi, musique de chambre. Jeudi, musique ancienne. Vendredi, musiciens contemporains. Samedi, variétés. Dimanche, concert à 16 heures, comme au Châtelet. Toutefois, l'organisation ne sera pas rigide et laissera la place à des événements ponctuels, par exemple deux semaines consacrées à un instrument. Le premier prévu est l'accordéon. Ou des programmes de danses, des concerts donnés par les solistes des grands orchestres français et étrangers.

Le lancement se fera sur des noms confirmés ; par la suite, le programme fera la part belle aux découvertes. Stéphane Lisner envisage la commande de petits opéras « mis en aspect », c'est-à-dire mis en place avec un minimum de décors, des « lectures » au piano de premiers ouvrages, la recherche d'artistes avec qui « la route pourrait être longue, je ne peux pas vivre sans ça », dit-il.

COLETTE GODARD.



36. PARIS — Place et Théâtre du Châtelet

Quand l'urbanisme a rendez-vous avec l'architecture

Féérique et militaire

Les aménagements du Châtelet sont peu spectaculaires mais apportent des améliorations et un confort que n'a jamais connu l'ancienne salle.

C'EST en croisant les principes de la restauration — la corbeille, qui avait été avancée pour « gagner » des places, a été sagement prise de « regagner » son emplacement d'origine — et de la modernisation — sièges de côté orientés vers la scène, amélioration de l'acoustique, suppression de piliers, nouveau chauffage, etc., — que les architectes et les nombreux corps de métiers requis pour une telle opération, sont parvenus à cette nouvelle étape dans l'histoire du bâtiment (Le Monde du 8 décembre).

Un tel croisement des principes et méthodes de l'architecture indique une évolution considérable des mentalités depuis vingt ans. On l'a vu l'an passé au théâtre des Champs-Élysées. Mais tous les bâtiments, et en particulier tous les théâtres, n'auront pu en bénéficier. Ainsi, la Gaîté lyrique, autre fleuron de la Ville de Paris, n'aura pas échappé à la pioche des démolisseurs et, convertie en « paradis » théorique pour enfants, elle ne conserve de son passé (elle est l'exact contemporain du Châtelet) que sa façade, son entrée, son foyer. Il faut en effet que les bâtiments soient bien prestigieux pour être traités sur le mode respectueux de la restauration, que leur conservation soit préférée aux lourdes machines de la destruction perçues comme rentables par des élus qui croient

pouvoir les mesurer à leurs effets politiques. Le Châtelet lui-même n'est-il pas né sur les débris du Paris d'Haussmann, décombrés dans la poussière desquels il est bien difficile de faire la part du politique, du financier et celle, si difficilement cernable, de ce qu'on appelle « urbanisme ».

Un passé réjouissant

« Qui se rappelle aujourd'hui l'ancienne place du Châtelet ? C'est à peine si nous pouvons retrouver dans nos souvenirs le restaurant du « Veau qui tète » et un grand magasin de salences, situés en avant de la chambre des notaires. La place était étroite, mal nivelée, encaissée entre des maisons grises, toujours mouillée par l'eau d'une fontaine ; on n'y voyait ni arbres ni enfants, ni cette foule de passants et de voitures qui, maintenant, y débouche par la rue Saint-Denis, le boulevard de Sébastopol et le Pont-au-Change. La colonne qui en marquait à peu près le centre a été enlevée de terre par de puissantes machines, déplacée et exhaussée ; le pont a été démolit et sa direction changée ». La « nouvelle place du Châtelet » que décrit Edouard Chardon dans le *Magasin pittoresque*, en 1866, et qui nous est désormais familière, a en effet parachevé l'effacement d'un passé réjouissant comme on n'en fait guère. Le Grand Châtelet, prison dont les souvenirs sanglants sont devenus grands-guignolesques par l'effet du temps, a disparu, et avec lui la trace des occupants que lui prête l'histoire : Clément Marot, Cartouche, Desrues (l'empoison-

neur), ou le marquis de Favras, jusqu'en 1790, date de la fermeture de l'aimable commerce.

Le quartier lui-même, celui des tueurs et écorcheurs de la « Grande Boucherie », n'a véritablement changé d'esprit et d'aspect qu'avec la création de la place au cours de la décennie 1850. On y a perdu bien des rues aux noms suaves et odorants : « Une exhalaison pestilentielle émanait en permanence du sang caillé stagnant dans ces ruelles et des déchets et immondices jetés de tous côtés », note Hilariet dans le chapitre passionné qu'il consacre au quartier du Châtelet (*Dictionnaire historique des rues de Paris*). On y a gagné deux théâtres.

Trois en fait. Car l'actuelle Gaîté lyrique (ancien « Théâtre historique ») — dont on attend d'ailleurs avec impatience la fin de la transformation... — est, avec le Théâtre du cirque impérial (plus tard le Châtelet et le Théâtre lyrique qui portera ensuite le nom de Sarah Bernhardt, puis de la Cité pendant l'occupation, avant d'être voué à la gloire de la « Ville »), une des trois monnaies d'échange qu'Haussmann rendit aux Parisiens contre la destruction de quelque sept théâtres du Boulevard du Crime lors de l'aménagement de la place de la République. Là-bas, sur ce qui s'appelait la place du Château-d'Eau, et qui fut dès lors surnommé le Carrefour des écorchés, sur ce grand espace inhospitalier aux piétons, et si solidement régenté par l'alliance esthétique de la caserne et des Magasins réunis, Haussmann eut tout de même le projet de faire construire un gigantesque Orphéon, sorte d'opéra populaire de 10 000 places qui res-

tera à l'état de projet. A moins que l'Opéra de la Bastille n'en soit le successeur.

Là, l'Orphéon, les Magasins réunis, la place de la République, et puis la place du Châtelet et ses deux théâtres, et même, par-delà la Seine, l'accueillante fontaine Saint-Michel... Derrière tous ces éléments, et beaucoup d'autres d'ailleurs, qui ont profondément marqué la physiognomie de Paris, il n'y a qu'un seul nom, celui de Gabriel Davioud (1824-1881), qui était près de sombrer dans l'oubli, lorsque, en 1980, l'ensemble de ses dessins fut retrouvé dans des cartons jusque-là négligés de l'Hôtel de Ville et de la Direction des parcs et jardins. C'est ce fonds qui permit l'exposition de son centenaire, en 1981. Il n'aurait pas été d'une grande utilité lorsque fut décidée la modernisation du théâtre Sarah-Bernhardt — l'état d'esprit, en 1967, n'étant vraiment pas aux reconstitutions. Il aura en revanche permis de mieux comprendre à quoi l'on s'engageait pour ce nouveau, ce énième aménagement du Châtelet.

Un théâtre démocratique

Quelles devaient être, à l'origine, les caractéristiques du Théâtre impérial du cirque ? La longue évolution du projet de Davioud laisse apparaître une large incertitude quant au « programme » du théâtre proprement dit. Les architectes avaient supprimé les loges afin de « faire un théâtre démocratique où des obstacles latéraux ne gêneraient pas la vue de la scène, et surtout de supprimer ce qui existe dans les

avant-scènes des théâtres secondaires, c'est-à-dire des nids de cocottes et de crevés étalant leurs grâces devant une population de jeunes filles et d'honnêtes mères de famille ». Les considérations, on le voit, sont de l'ordre de l'essentiel, et Davioud ne sera guère plus proche de l'absolu lorsqu'il cherchera des raisons de critiquer le projet. Mais voici une autre précision qui nous rapproche du théâtre : « Le théâtre du Châtelet étant destiné à des représentations féeriques et militaires qui attirent un grand concours de public, l'architecte (c'est encore lui qui commente son projet) devait avoir en vue principalement de faciliter aux spectateurs la vue de la scène, qui devait être très vaste, et disposer sa salle pour qu'elle renfermât le plus grand nombre de places possible. A ces deux exigences de vue et de nombre pouvaient, sans trop d'inconvénients, se subordonner les questions acoustiques dans un théâtre de ce genre. »

Et aussi : « Ce furent ces considérations qui conduisirent à la forme de salle adoptée. L'ouverture de la scène fut fixée à 12 mètres, et la salle, au lieu de se rétrécir vers la scène, conserva les balcons une largeur de 13 mètres. La forme semi-circulaire avec tangentes normales à la scène était plus favorable à la vue que la disposition en fer à cheval avec des côtés rentrant vers l'ouverture de la scène, qui est généralement employée pour des théâtres de chant. » On a ici la clef des problèmes rencontrés depuis des années par le théâtre musical de Paris, comme on a sans doute celle du succès populaire de la salle durant toute cette fameuse période « Châtelet », de

grandes machineries et d'opérettes paillardes...

Mais il est d'autres considérations tout aussi avouables, qui ont marqué l'architecture de Davioud. Pour rentabiliser l'opération, on avait en effet fixé le « programme » — mot qui, à notre connaissance, n'était pas encore utilisé dans le sens qu'on lui donne aujourd'hui, c'est-à-dire un ensemble de contraintes et d'obligations auxquelles devra répondre le futur bâtiment — d'un nombre de commerces et d'habitations tel que le malheureux maître d'œuvre ne risquait pas de pouvoir jouer le Garnier. D'où ce caractère de banal immeuble qu'a, vu de loin, le Châtelet, comme d'ailleurs son voisin, le Théâtre de la Ville, et comme la Gaîté lyrique devra accepter de se faire corner d'immeubles, à l'instar des cathédrales de jadis.

La démarche participe au demeurant de la même volonté d'ensemble que celle qui régit l'essentiel du Paris haussmannien, avec ses deux rangées de balcons aux deuxième et cinquième étages (en principe), la même volonté d'uniformisation qui sera d'ailleurs dénoncée par nombre de commentateurs et de voyageurs. L'essentiel du Paris non « monumental » en tout cas. Si l'on compare cette histoire avec celle de l'Opéra de Paris, voilà qui éclaire sans doute l'esprit dans lequel Haussmann envisageait nos trois théâtres « populaires ». Et voilà qui permet peut-être d'affiner la vision à gros traits, qu'on a si volontiers de l'urbanisme du siècle passé.

FREDERIC EDELMANN.

CHATELET

La danse en 1990

Docteur Forsythe et Mister Billy

C'est un très beau coup que vient de réussir Stéphane Lissner, en s'attachant le chorégraphe le plus convoité du moment, William Forsythe.

Il n'est guère de festivals qui ne rêvent d'inscrire le nom de William Forsythe à leur programme, guère de compagnies de ballet de quelque importance qui ne le supplient de venir leur régler un ouvrage. C'est même ce qui a rendu les négociations longues et difficiles : il y avait trop de sollicitations...

Il a choisi Paris. Pourquoi ? « Parce que je me sens bien à Paris, répond Forsythe. J'aime son atmosphère, j'apprécie le raffinement des Français... »

Aux termes du contrat qui a été signé le 13 décembre en présence des maires des deux villes concernées, le Ballet de Francfort fait du Châtelet sa « deuxième résidence », et y passera deux mois par an — pas forcément d'affilée — à partir d'octobre 1990. Pendant quatre ans. Ces deux mois comprendront répétitions, représentations à Paris et tournées en France. En principe, Forsythe fera chaque saison une création à Paris, reprise ensuite à Francfort, et vice-versa ; il mettra son répertoire à la disposition du Châtelet. Sa troupe passera de quarante à quarante-huit danseurs. Qui paiera quoi ? Le Châtelet, en toute logique, paiera les créations parisiennes et deux douzièmes de l'entretien de la troupe. « J'offre à Forsythe les meilleures conditions de travail possibles, dit Stéphane Lissner. Il disposera d'un grand studio tout neuf et du plateau pendant trois semaines pour ses répétitions... »

Il tient à préciser qu'il ne voulait pas à tout prix une compagnie de danse attachée au Châtelet. C'était Forsythe ou rien.

Qu'est-ce qui motive cet enthousiasme planétaire ? La

beauté, le nouveauté, la force des œuvres, bien sûr. Mais d'abord le fait que Forsythe réussit une synthèse préemptoire entre classicisme et modernité. « Le vocabulaire n'est pas, ne sera jamais vieux, dit-il ; c'est l'écriture qui date... »

Une imagination ravageuse

Il utilise donc le vocabulaire académique, élaboré en France puis dans le reste de l'Europe pendant trois siècles : le principe de l'en-dehors — dont dérivent les cinq positions de base, la technique des pointes, etc. Mais ce vocabulaire, il le distord, l'écartèle, le désarticule. Le violente avec une imagination ravageuse. Le pousse à un constant paroxysme, reculant les limites de la souplesse, de la flexibilité du corps humain. « Ce qui m'intéresse, c'est de manipuler le langage du ballet jusqu'à le rendre méconnaissable... », dit-il. Le fil à plomb, presque visible, qui guide les danseurs classiques disparaît chez lui complètement : ses danseurs sont souvent « off-balance », défiant les lois de l'équilibre, exagérant le mouvement jusqu'à l'acrobatie. Une tension permanente étire les lignes à l'extrême, comme on ne le voit nulle part ailleurs. Et cette danse acérée aime la vitesse. Comme notre époque.

A ce vocabulaire modernisé, syntaxe ultramodernisée, Forsythe bouscule nos habitudes de spectateurs, nous surprend, nous tient en haleine. En pleine action, il ferme des rideaux, en douceur ou brutalement. A coups de silences, il découpe la musique en rondelles ; à coups de « noirs », il hache notre vision. Enfin, la narration, le début, le milieu et l'ossature traditionnelle du discours. Forsythe choisit son matériel de base — ce qu'il appelle des « objets-sons », des « objets-mouvements », des « objets-lumières », — puis procède par séquences, qu'il monte comme un film.



William Forsythe.

Il a une prédilection pour le matériel phonétique, le sens ou le non-sens qu'il apporte le texte : 80 % de ses ballets utilisent la parole. Dans *Same Old Story*, une danseuse raconte, entremêlée, « Le Petit Chaperon rouge », « La Belle au bois dormant » et « Cendrillon ». Dans *Artifactual* (chef-d'œuvre absolu qu'on a pu voir au Châtelet, déjà, en juin dernier), une autre joue jusqu'au vertige avec les allitérations de « to think », « to say », « to see », conjugués à tous les temps.

Il règle lui-même ses éclairages, eux aussi d'une invention, d'une sophistication, d'un raffinement stupéfiants. Parfois, il ne se contente pas des lumières du plateau, mais joue aussi avec celles de la salle.

Ce n'est pas tout ! Il conçoit le plus souvent ses costumes. Et comme danser du Forsythe donne

de beaux corps, totalement dégraisés, nerveux, avec plein de petits muscles jouant sous la peau, il les met en valeur. Surtout ceux des filles. Dans *Behind the China Dogs*, récemment créé par le New York City Ballet, puis repris à Francfort, elles portent des maillots de velours noir sans bretelles et décolletés dans le dos jusqu'à la taille, bras et jambes étant moulés de collants noirs à demi-transparents. Très sexy !

Un génie, vous dit-on. Il est né à New-York, il y aura trente-neuf ans le 30 décembre prochain. Son père, publicitaire à Long-Island, rêve d'en faire un businessman. C'est raté. Vers cinq ou six ans, le petit Billy découvre la danse à la télévision : le rock et Fred Astaire. Il danse comme un fou devant son petit écran, qui diffuse chaque après-midi des hits du rock dans un show très populaire.

l'« American Ban Stand ». Vers quinze ou seize ans, il règle force chorégraphies de music-hall, pour lui et ses copains.

Le ballet classique ? Plus tard, dans la high-school où il fait ses humanités. Il suit quelques cours de modern dance, un professeur le remarque et l'aiguille vers le classique. Il dansera son premier ballet deux mois plus tard, à Jacksonville.

Vrais débuts professionnels en 1971, au sein du Joffrey Ballet. Il n'échappe pas au flair de John Cranko, qui l'engage au Ballet de Stuttgart en 1973. Il y règle son opus I, *Urlicht* (sur une musique de Mahler), et y devient chorégraphe principal, de 1976 à 1980. Il passera ensuite quelques années en free lance, réglant des chorégraphies à Vienne, à Berlin, à New-York, au Nederlands Dance Theater, à Munich. Et même à Paris. Rendons à César... C'est Nourcov qui l'engage le premier en France, à l'Opéra-Comique, en 1983 : avec une débutante nommée Sylvie Guillem, Forsythe y monte *France Dance*, une merveille... qui n'est donnée que cinq fois.

Un artiste dans la maison

En 1984, il prend la direction du Ballet de Francfort. Il s'y forge un instrument docile à ses exigences, à son style, comparable à ce que fut le New-York City Ballet pour Balanchine, à ce qu'est le Ballet de Lausanne, ex-Ballet du XX^e Siècle, pour Béjart. Un instrument splendide qu'il répugne aujourd'hui à abandonner, et il a mille fois raison. Au sein de cette troupe exceptionnelle, il encourage même des émules : ainsi la danseuse Amanda Miller, qui présentait récemment à Francfort sa troisième chorégraphie, *Pretty Ugly*, un ballet tout à fait remarquable. « Forsythien » par son insolence, sa verve et sa modernité, sans être d'une pâle épigone.

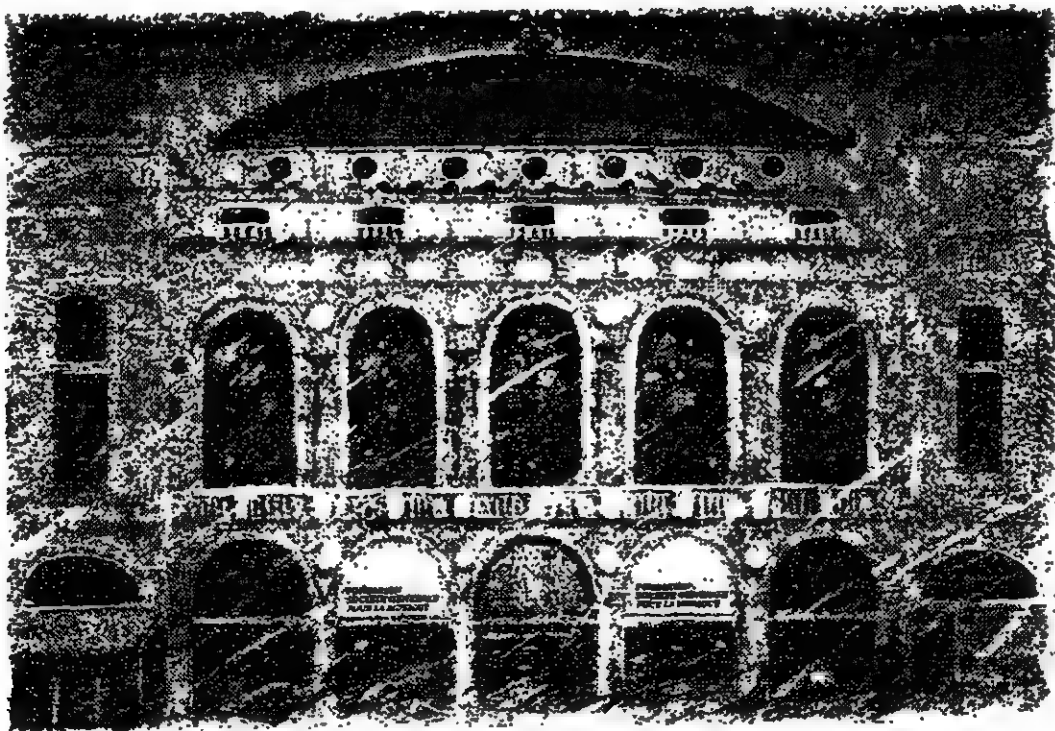
C'est décidément à Francfort que s'écrit la danse de demain — et donc, bientôt, à Paris...

Pas simple, William Forsythe (Billy pour les amis). A considérer ce que nous connaissons déjà de son œuvre, il semble que cohabitent en lui un docteur Forsythe et un mister Billy. Le docteur Forsythe règle les ballets de danse pure, les architectures de mouvement et de son, toutes tendues vers la beauté, où il s'affirme le continuateur de Balanchine. Mister Billy sort de son inconscient l'ahurissante *Bongo Bongo Nageela*, où une trentaine de collégiennes en folie — dont bon nombre de travestis — montrent leurs culottes et mènent un grand sabbat, un cocktail de rock, de twist, de secte en délire et de tribu africaine en transe. Ou bien, création récente à Francfort, *The Vile Parody of Address*, qui a laissé le public pour le moins abasourdi : presque plus de danse, des vociférations dans des micros ambulants, des personnages sortis de Jérôme Bosch, bras et jambes émergeant d'un corps d'insecte, fausses barbes et faux nez, objets non identifiés mais à coup sûr phalliques, allusions à la chair de ces « damées fillettes de douze ans... » Une comédie des horreurs », dit Forsythe, amusé.

D'évidence, ce jeune homme qui a un air de famille avec Woody Allen, un sourire triste démenti par la malice et la gaieté du regard, des cheveux rouquins coupés court et un long corps dégingandé, a plus de mille tours dans son sac et ne fait que commencer à nous surprendre. Pour Stéphane Lissner, il sera au Châtelet « bien plus qu'un chorégraphe : un artiste dans la maison, capable des collaborations les plus larges et d'innovations dans tous les domaines ». Déjà, une mise en scène d'opéra est sous roche...

SYLVIE DE NUSSAC.

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ET LE CHÂTELET ASSOCIENT LEURS TALENTS. MUSIQUE !



Trenet, Mabler, Monteverdi, Gades et bien d'autres encore... Un même lieu pour une saison exceptionnelle. L'association du Châtelet et de la Société Générale rend aujourd'hui possible une telle affiche. Elle permettra de faire découvrir à un public toujours plus large des œuvres riches et particulièrement représentatives du répertoire musical, lyrique et chorégraphique.

Place à la musique !

FONDATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LA MUSIQUE
CONJUGUONS NOS TALENTS.

هكذا من الأصل

LE NOUVEAU CHATELET

«Le Couronnement de Poppée»

Les obscures clartés de Pierre Strosser

«Un chanteur, pour se faire entendre, ne doit jamais hurler. De cette vérité découle pour Pierre Strosser une morale de son métier : un metteur en scène d'opéra doit se garder de l'excès».

LES metteurs en scène n'ont jamais à ce point tenu le haut du pavé dans la microsociété de l'art lyrique, vraies stars avec lesquelles les établissements nouent des alliances compliquées, divas retenues des années à l'avance, créateurs surmenés et, comme la poignée de grands chanteurs que s'arrache le monde entier, voyageurs apparemment doués d'ubiquité.

Ce ne sont pas ces chanteurs, pourtant, ce ne sont pas plus les chefs les plus renommés qui font aujourd'hui l'image de marque d'une maison d'opéra. Ce sont, paradoxalement, les hommes de théâtre, ces Ronconi, Bondy, Villégier, Régy, Grüber, dont Stéphane Lissner a su s'assurer les faveurs pour garantir de beaux jours au Châtelet rénové.

Le programme lyrique de l'ancien Théâtre musical de Paris s'ouvre, après le *Noël* de Charles Trenet, sur le *Couronnement de Poppée*, de Monteverdi dans une mise en scène de Pierre Strosser. Strasbourgeois formé au TNS, découvert à Lyon dans la *Clémence de Titus*, de Mozart, et, surtout, dans un *Pelléas* de

Debussy filmé par la Sept, confirmé à Aix (*Idoménée*), ce barbu faussement bourru n'est pas — cas d'espèce — un homme de théâtre. Ce qui pourrait expliquer — indulgence exceptionnelle chez un metteur en scène d'opéra — son admiration avouée pour les chanteurs, la vraie confiance qu'il met en eux. Non comme des «sous-acteurs» mais comme les détenteurs d'un art supérieur. Les chanteurs sont absolument pour Strosser des gens à écouter.

«Je ne vois pas où sont les contraintes de l'opéra pour un metteur en scène, dit-il donc logiquement. Il ne m'arrive jamais de penser que cela me serait plus facile sans la musique. Je ne crois pas non plus que le lyrique soit l'occasion de se défouler dans le gigantisme ou les machineries compliquées. J'ai d'abord étudié dans une école de théâtre, c'est vrai, mais dans le seul but d'aboutir à l'opéra. Jean-Pierre Ponnelle travaillait alors à Strasbourg, j'ai tout fait pour le rencontrer, je n'ai jamais dépassé son escalier. Depuis, les choses ont bien changé dans le métier».

Mise en scène note à note

«L'idéal pour une mise en scène ? Que les spectateurs déclarent en sortant du spectacle : «Les chanteurs ont été formidables». Il faut essayer que tout passe par le chant. A ceci près : quand le chanteur dit quelque

chose, il faut qu'il y croie absolument. Tout le reste — accessoires, décors, apparat — m'apparaît superflu».

Une mise en scène s'établit note à note, comme une exécution musicale. Les musiciens n'ont pas d'abord d'idée toute faite sur l'allure de la phrase qu'ils vont émettre. Ils passent du premier son au deuxième, puis du deuxième au troisième, pour découvrir enfin le lien qui tient toutes les notes ensemble. De même, sur une scène, le premier pas entraîne le deuxième. Octavie, dans le *Couronnement de Poppée*, dit «Adieu». Que se passe-t-il à un moment comme celui-là dans le cœur d'une femme ? Tant qu'on n'a pas su l'exprimer, il ne faut pas continuer. Si l'on pense de manière globale, si l'on ramène l'idée générale, la mise en scène est tuée.

Et puis, il y a la part de ce que l'on exprime et la part de ce que l'on retient. Vous connaissez l'histoire juive : une foule de rabbins, réunis pour prier, hurlent en cœur leur amour à Dieu. Un seul d'entre eux se tait. «Prie avec nous, n'as-tu pas honte de rester silencieux ? — Le cri que je garde à l'intérieur est bien plus beau que tous les vôtres...»

C'est aussi une vieille règle de la statuaire grecque : un mouvement ne doit être rendu qu'à vingt pour cent de son amplitude. Et une évidence pour les chanteurs expérimentés : retenir le son, c'est pouvoir le contrôler. Comme

le dit José Van Dam (et il le prouve absolument dans Wagner) : «Chanter, c'est parler un peu plus fort».

Oui, poursuit Strosser, j'aime entendre l'opéra comme de la mélodie. J'aime que tout soit lisible, éclairé de l'intérieur, sans effets. J'en suis certain, d'ailleurs, c'est ainsi que tous les opéras, même ceux du grand romantisme italien, devraient être exécutés. Certains chanteurs actuels très célèbres ont la force nécessaire, les aigus souhaités. Mais la technique d'articulation et de phrasé s'est perdue. Il n'est que d'écouter Björling et Thill dans le répertoire français. Simoneau, dans le répertoire allemand, Suzanne Danco : ils n'émettent pas du son pour le son mais, déjà, les «répercussions» du son. Il leur aurait été tellement plus facile de crier !

Opposer théâtre et opéra constitue donc un faux débat. Comme le dit Shirley Verreil : «Les grandes douleurs se souviennent, les grandes joies font pleurer». On le sait bien au théâtre. A l'opéra, on a tendance à l'oublier. Personnellement j'aime m'en souvenir, sans systématisme. Un geste infime, un déplacement très léger peuvent être porteurs d'une tension énorme lorsqu'ils coïncident avec un crescendo musical. Inversement, un jeu de scène violent ou exagéré peut accompagner un moment de détente orchestrale.

Je sais bien que certains me reprochent de contredire le sens

des livres. Comme si un livret existait ailleurs que dans sa couleur musicale !

Quand j'ai monté *Pelléas* à Lyon, personne n'y croyait. Au début, Golaud devait chanter «Je crois que je ne pourrai plus sortir de cette forêt», installé dans un fauteuil au milieu d'un salon. On m'avait promis que le fou rire serait général. Eh bien, pas du tout ! Le public m'a compris — j'ai vu des spectateurs pleurer — sans même que j'aie eu à m'expliquer.

La dissection des passions

Ce qui m'a retenu dans l'œuvre de Debussy n'est pas l'anecdote, évidemment, ni même la jalousie, mais un certain sentiment de la banalité du drame quotidien. La souffrance d'un homme de quarante ans face à une jeune fille de dix-huit, leurs langages différents, l'exclusion de Golaud par les mots, alors que Pelléas partage tout naturellement le langage imaginaire de Mélisande, et Golaud qui se raccroche désespérément au concret pour pouvoir encore lui parler... Nous savons tous que la scène de la tour est une scène de pure sensualité : nous savons aussi qu'affubler Mélisande d'une perruque de six mètres coupe court à cette sensualité. J'ai préféré montrer la main de Pelléas effleurant une mèche de cheveux de Mélisande. Est-ce vraiment cela, ne pas respecter un livret ?

Propos recueillis par ANNE REY.



Pierre Strosser.

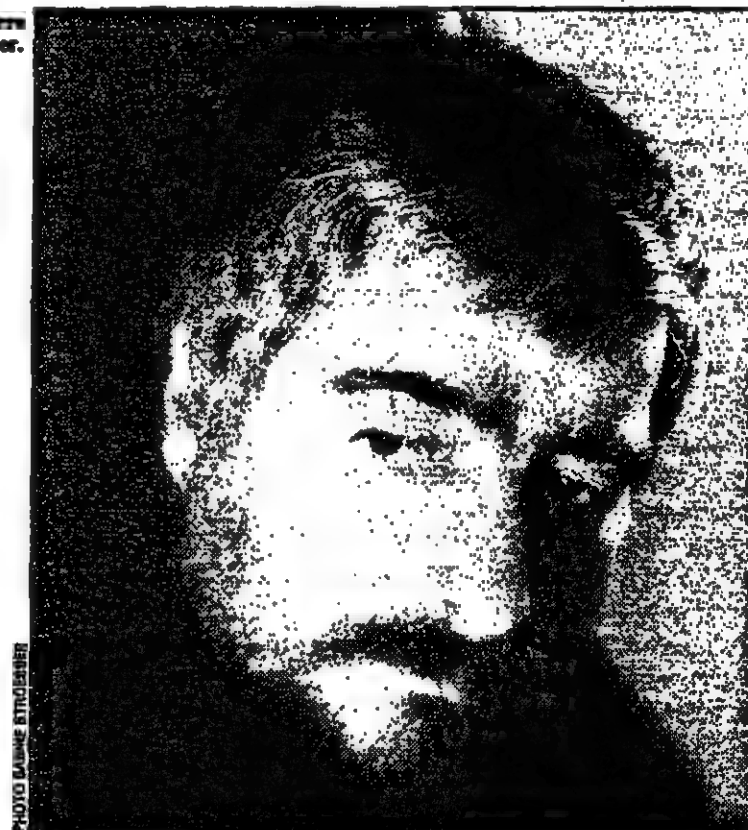


PHOTO MARIE ENDRECHER

Un lieu d'accueil pour Boulez et l'InterContemporain
Chercher les correspondances...

Pierre Boulez est l'un des treize chefs qui prennent la baguette à l'occasion du grand cycle Mahler prévu du 13 février au 10 mai. Et l'Ensemble InterContemporain qu'il a fondé trouvera un nouveau port d'attache au Châtelet.

A quoi attribuez-vous le succès actuel de Mahler ? Comment a-t-il atteint à cette universalité, alors qu'il a fallu attendre l'après-guerre pour que certaines de ses symphonies soient créées en France ? N'est-il pas, après Liszt, le premier compositeur européen ?

«Je pense que Mahler est devenu si populaire aujourd'hui pour des raisons très ambiguës. Je ne pense pas qu'il soit universel ni vraiment européen : au contraire, c'est un compositeur extrêmement localisé, focalisé, typiquement de son époque et de son environnement : une bonne partie du public doit être attirée par la nostalgie d'un empire passé, d'un univers aboli qui s'exprime à travers sa musique, plus que par son authentique nouveauté».

Pourquoi vous avez choisi de diriger le *Chant de la Terre* ?

C'est l'une des œuvres les plus curieuses et accomplies du compositeur. Elle se compose de petites pièces, presque des pièces de genre, suivies d'une très longue conclusion qui n'a rien à voir avec ce qui la précède. Ce *Chant de la Terre* est donc une œuvre assez hétérogène, elle est en cela intéressante : l'éclectisme caractérise Mahler et sa musique. Je n'entends pas cela comme une critique. Dans le *Chant de la Terre*, le musicien a su allier des tendances très contradictoires : la pièce héroïque du début ; les pièces de genre, très caractéristiques, du milieu ; la pièce de la fin, qui est très développée et qui rap-

pelle de grands moments de ses symphonies.

Associer dans un même concert la *Nuit transfigurée* d'Arnold Schoenberg et le *Chant de la Terre* est une magnifique idée...

Ce sont des œuvres assez proches, pas tellement par leur direction stylistique, mais plutôt par l'époque qui les a vues naître. La *Nuit transfigurée* est d'ailleurs antérieure au *Chant de la Terre* bien que Schoenberg fut un compositeur plus jeune que Mahler. Nous jouerons d'abord l'œuvre de Schoenberg, car même si la transfiguration de la fin de la *Nuit* est similaire à celle du *Chant de la Terre*, il est absolument impossible de dire quelque chose après l'*Abschied* de Mahler, qui est si prenant.

Dirigez-vous les œuvres de Mahler parce que le compositeur vous fascine ou parce que la virtuosité de la direction d'orchestre que vous êtes si fasciné par la musique d'un autre chef d'orchestre virtuose ?

J'aime diriger Mahler avant tout parce que le compositeur est fascinant. Je dirais que ce n'est pas un compositeur de la modernité. Les premières œuvres de Debussy — je pense à l'*Après-midi d'un faune*, aux *Nocturnes* —

sont beaucoup plus «modernistes» que n'importe quelle œuvre de Mahler. On peut faire un parallèle avec la peinture expressionniste allemande, dans laquelle il reste de l'esprit de la peinture romantique, et les plus radicaux des peintres impressionnistes, Cézanne en particulier.

Ce qui est intéressant chez Mahler, c'est qu'on assiste dans son œuvre à une prolongation et à une destruction, ou si l'on veut à un élargissement qui fait éclater les formes classiques et romantiques, à l'introduction de la dimension épique, romanesque même, dans un domaine régi par des schémas formels extrêmement stricts. Voilà mon point de vue de compositeur. Mais il est indéniable que la virtuosité instrumentale déployée par Mahler est toujours séduisante. Les grands moments de l'œuvre sont en effet fascinants du simple point de vue de la virtuosité. Cette virtuosité n'est cependant jamais gratuite, elle est consubstantielle à la pensée musicale.

L'Ensemble InterContemporain au Châtelet, le dimanche après-midi, à l'heure où les associations symphoniques parisiennes n'en finissent plus d'agoniser, n'est-ce pas retrouver l'esprit

d'Edouard Colonne, qui dans ce même lieu associait créations et œuvres de référence ?

Il n'y a pas de lien maudit. Bien sûr le Châtelet a été longtemps le temple de l'opéra, mais, depuis la mise en œuvre des programmes de Jean-Albert Cartier, ce théâtre a perdu cette réputation. La programmation de Stéphane Lissner devrait en effacer jusqu'au souvenir. Je pense que l'on peut en effet revenir à l'esprit d'Edouard Colonne. Les concerts, à cette époque-là, vers 1880-1890, attiraient énormément les intellectuels. Lisez les réflexions de Mallarmé ou de Valéry sur la musique : vous verrez qu'ils sont assez représentatifs de l'état d'esprit qui animait le public qui suivait les concerts du dimanche après-midi à cette époque.

J'aimerais beaucoup que les concerts de l'InterContemporain au Châtelet attirent eux aussi les intellectuels. Beaucoup d'entre eux ne se sentent absolument pas concernés par la vie musicale ni par la création contemporaine, cela me chagrine.

Qu'est-ce qui vous intéresse dans la suite de *Bourgeois gentilhomme* de Richard Strauss, et pourquoi l'avoir associée à un programme Berlioz ?

C'est bien cette fois la virtuosité qui m'intéresse. La virtuosité de l'instrumentation et de la manipulation de l'objet historique. Il ne faut pas rechercher une reconstitution baroque dans l'œuvre de Strauss, et je trouve cela beaucoup plus intéressant d'ailleurs. Strauss s'empare d'un texte de Lully, le transforme complètement. Il lui ajoute beaucoup. Voilà la raison pour laquelle nous avons rapproché le point de vue de Strauss et celui de Stravinsky dans *Pulcinella*. Même si les deux hommes ne se sont pas appréciés jusqu'à la révision de textes anciens. Mais n'est-il pas intéressant de confronter la virtuosité octuente de Strauss à la sécheresse de celle de Stravinsky ?

L'association de Strauss et de Berlioz procède de la même démarche. Berlioz est préoccupé par la réintégration de certains éléments du passé — de ce point de vue, il aurait fallu donner la *Sinfonia* pour être tout à fait en phase avec le *Bourgeois gentilhomme*, mais il y a toujours chez ce compositeur la volonté de se réapproprier un matériau ancien qui existe dans une tradition ou une culture.

Propos recueillis par ALAIN LOMPECH.

Le Monde
ABONNEZ-VOUS
REABONNEZ-VOUS

LE MONDE
ET SES PUBLICATIONS
Gérez vos abonnements
sur minitel 24 heures sur 24
7 jours sur 7

ABONNEMENTS
36 15 LEMONDE

cha
THEATRE
Saison 1988-1989

Charles Trenet

13, 15, 17, 20 JANVIER
L'INCORONATION

13, 15, 17, 20 JANVIER
MONTVERDI

13, 15, 17, 20 JANVIER
SCHUBERT

13, 15, 17, 20 JANVIER
SCHUBERT

13, 15, 17, 20 JANVIER
SCHUBERT

13, 15, 17, 20 JANVIER
SCHUBERT

13, 15, 17, 20 JANVIER
SCHUBERT

13, 15, 17, 20 JANVIER
SCHUBERT

13, 15, 17, 20 JANVIER
SCHUBERT

13, 15, 17, 20 JANVIER
SCHUBERT

13, 15, 17, 20 JANVIER
SCHUBERT

13, 15, 17, 20 JANVIER
SCHUBERT

13, 15, 17, 20 JANVIER
SCHUBERT

13, 15, 17, 20 JANVIER
SCHUBERT

13, 15, 17, 20 JANVIER
SCHUBERT

13, 15, 17, 20 JANVIER
SCHUBERT

13, 15, 17, 20 JANVIER
SCHUBERT

13, 15, 17, 20 JANVIER
SCHUBERT

13, 15, 17, 20 JANVIER
SCHUBERT

13, 15, 17, 20 JANVIER
SCHUBERT

13, 15, 17, 20 JANVIER
SCHUBERT

13, 15, 17, 20 JANVIER
SCHUBERT

13, 15, 17, 20 JANVIER
SCHUBERT

13, 15, 17, 20 JANVIER
SCHUBERT

13, 15, 17, 20 JANVIER
SCHUBERT

13, 15, 17, 20 JANVIER
SCHUBERT

13, 15, 17, 20 JANVIER
SCHUBERT

13, 15, 17, 20 JANVIER
SCHUBERT

13, 15, 17, 20 JANVIER
SCHUBERT

13, 15, 17, 20 JANVIER
SCHUBERT

13, 15, 17, 20 JANVIER
SCHUBERT

(Publicité)

châtelet

THEATRE MUSICAL DE PARIS

Saison 1988-1989

17 décembre - 31 janvier
Charles Trenet

9, 11, 13, 15, 17, 20 janvier
L'Incoronazione di Poppea
Opéra en un prologue et deux actes
Claudio Monteverdi/
Gian Francesco Busenello
version de Raymond Leppard
Peter Schneider/Pierre Strosser

Patricia Schuman, Martine Dupuy,
Hans-Peter Blochwitz, Richard Stilwell,
Jocelyne Taillon, Gregory Reinhart,
Leontina Vaduva, Françoise Golfier,
Stuart Kale, Jean-Marc Salzmänn,
James Doing, Jean-Luc Chaignaud

The Scottish Chamber Orchestra

26 janvier - 2 mars
Ballet Antonio Gades
Fuego
Inspiré de L'Amour Sorcier de
Manuel de Falla
création Antonio Gades/Carlos Saura

Concerts

12 janvier
B. Britten/H. Purcell
The Scottish Chamber Orchestra

18 janvier
C. Monteverdi/F. Cavalli/A. Vivaldi
The Scottish Chamber Orchestra

5 février
C. Monteverdi
Les Arts Florissants, William Christie

10 avril
L. Berio/R. Strauss
Ensemble InterContemporain,
Pierre Boulez

20 avril
L. Berio/L. Stravinsky
Diana Montague,
Anthony Rolfe-Johnson
Ensemble InterContemporain,
Pierre Boulez

19 mai
C. Saint-Saëns/G. Fauré/M. Ravel/
C. Debussy
Ensemble Orchestral de Paris,
Armin Jordan

FONDATION
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
POUR LA MUSIQUE

13 février - 10 mai
Intégrale Gustav Mahler
Symphonies et Lieder
17 concerts

dirigés par Pierre Boulez,
Riccardo Chailly, Charles Dutoit,
Claus Peter Flor, Hans Graf,
Elihu Inbal, Marek Janowski,
Ferdinand Leitner, Lorin Maazel,
Kent Nagano, Václav Neumann,
Christof Perick, Simon Rattle,
Gerhard Samuel,

Interprétés par Francisco Araiza,
Arielen Auger, Olaf Baer, Sylvie Brunet,
Pierre Catala, Pamela Coburn,
Simon Estes, Maria Ewing,
Brigitte Fassbaender, Hakan Hagegard,
Thomas Hampson, Lynn Harrell,
Gwyneth Jones, Julie Kaufmann,
Marjana Lipovsek, Donald Litaker,
François Loup, Christa Ludwig,
Margaret Marshall, Waltraud Meier,
Diana Montague, Rosemary Musolino,
Jard van Nes, Lucia Popp, Margaret Price,
Anthony Rolfe-Johnson, Hanna Schaal,
Johan René Schmidt, Eike-Wilm Schulte,
Charles Spencer, Peter Straka,
Carolyn Watkinson, Dolores Zajic

Expositions réalisées par la
Bibliothèque Musicale Gustav Mahler
13 février - 10 mai
Mahler, l'homme et l'interprète
Théâtre du Châtelet
13 février - 8 avril
Mahler, le compositeur et les œuvres
Bibliothèque Musicale Gustav Mahler
11 bis, rue Vézelay, 75008 Paris

Conférences le dimanche à 11 h
par Henry-Louis de la Grange
19 février Les paradoxes de Gustav Mahler
26 février Mahler et Vienne
5 mars Tradition et révolution :
Mahler et Schoenberg
12 mars La rencontre Mahler - Freud
19 mars La Huitième Symphonie

9, 10, 11 mars à la Sorbonne
Colloque International
La Septième Symphonie
de Gustav Mahler
organisé par la Bibliothèque Musicale
Gustav Mahler, en collaboration avec
University of Cincinnati,
College Conservatory of Music,
Université de Paris/Sorbonne

12 janvier - 19 mai 18 h 30
**Des Grands Interprètes
aux Jeunes Talents**

2 janvier - 19 mai 12 h 45
Les Midis Musicaux
lundi, mercredi, vendredi/
foyer du Théâtre

17 - 19 février
Le Masque Noir
Opéra en un acte,
version concert
Krzysztof Penderecki/G. Hauptmann

Orchestre National de France
Chœurs de Radio-France
Direction
Krzysztof Penderecki
Première audition en France

18, 20, 22 mai
La Voix Humaine
Tragédie lyrique en 1 acte
Francis Poulenc/Jean Cocteau
Serge Baudo/Alain Françon/
Yannis Kokkos

Gwyneth Jones

Ensemble Orchestral de Paris

16 janvier - 11 mai
Récitals
Theo Adam, Martina Arroyo,
Stephen Bishop-Kovacevich,
Jorge Bolet, Ileana Cotrubas,
Lella Cuberli, Simon Estes,
Marilyn Horne, Pilar Lorengar,
Peter Schreier, Lucia Valentini-Terrani,
Tamas Vasary, Margarita Zimmermann

Dimanche à 16 heures
De la Continuité dans la Musique
du XX^e siècle

12 mars
F. Liszt/G. Kurtág/R. Wagner
Ensemble InterContemporain,
Kent Nagano
19 mars
J. Brahms/A. Schoenberg/A. Berg/
G. Ligeti
Ensemble InterContemporain
2 avril
Gabrieli/C. Ives/E. Carter/S. Reich/
I. Xenakis
Ensemble InterContemporain
Peter Eötvös

16 avril
W.A. Mozart/A. Webern/A. Schoenberg
Ensemble InterContemporain
23 avril
W.A. Mozart/A. Roussel/P. Boulez/
L. Berio
Ensemble InterContemporain
21 mai
I. Stravinsky - L'Histoire du Soldat
Ensemble Musique Vivante,
Diego Masson

Renseignements : (1)4233 0000

هكذا من الأصل

Le Monde INTERNATIONAL

REPRODUCTION INTERDITE

Int'l Group seeks a dynamic

SALES/MARKETING MANAGER MIDDLE EAST

for its Building Material Dept. in DAMMAN - Saudi Arabia.

He will be responsible for the marketing and sales of the locally produced Building Material lines (vinyl floor tiles, false ceiling boards & accessories). His task will be to consolidate and develop existing business and improve profit margins. He will be assisted by 2 salesmen, plus administrative & sales service support units.

Candidate must be fluent in English. Knowledge of the Middle East market, the finishing materials line and Arabic will be an added advantage.

Attractive salary & benefits for the right candidate.

Please forward your full C.V. (Réf. 314) to:



MARKETS LEADERS
12, avenue Matignon - 75008 Paris

ÉTAT DU QATAR - FORCES ARMÉES nous recherchons

MÉCANICIEN RADAR BORD CALCULATEUR BORD formés sur contre mesure électroniques aéroportées

Conditions, avantages :

- a) Expérience de 3 ans minimum
- b) Age limite : 45 ans
- c) Parfaite maîtrise de l'Anglais écrit et oral exigée
- d) Contrat initial de 3 ans
- e) Salaire en fonction de la qualification et de l'expérience
- f) Logement tout confort gratuit
- g) Congés annuels : 45 jours payés ainsi que les billets aller/retour pour le candidat, son épouse et trois de ses enfants de moins de 18 ans.

Prière d'envoyer CV complet au Bureau Militaire de

L'Ambassade du Qatar

57, quai d'Orsay, 75007 Paris

Tél. 45.61.90.71 de 9 h à 15 h

Area Sales Representative For Southern Europe

We are seeking a highly-motivated sales professional to take over existing accounts and develop new advertising areas for one of Europe's leading business magazines.

Based in England initially, and maybe the South of France later on, you will be aged 23-35, able to travel extensively and be fluent in English, French and Spanish.

Development opportunities are excellent for the right person in this young, dynamic company.

Please send full career details to: Lynn Bellham, Sales Director, Century House Information Ltd., 22 Worcester Road, Old Stratford, Milton Keynes MK18 6AQ, Bucks, England. Tel: 0908 590355. Fax: 0908 590406.

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISE

Chaque année, une grande entreprise européenne recrute des jeunes diplômés pour occuper des postes de responsabilité dans ses divisions.

ENSEMBLE, NOUS CONSTRUISONS UNE EUROPE COMPÉTITIVE ET PERFORMANTE L'EUROPE DES TALENTS

NR 11 HONNÊTÉ LE SOIR Le Monde Süddeutsche Zeitung
CORRIERE DELLA SERA EL PAIS De Standaard THE INDEPENDENT

A PARTIR DU 1^{er} JANVIER 1989

Wir sind eine private Geschäftsbank mit Niederlassungen in allen wichtigen Zentren des Bundesgebietes und auch im Ausland. Unser Hauptsitz ist Berlin.

Im Mittelpunkt unserer Bemühungen stehen unsere Kunden und die individuelle Lösung ihrer Probleme. Auf dieses Ziel ist unsere gesamte Unternehmensstruktur ausgerichtet. Sie erfordert selbständige Mitarbeiter, die in der Lage sind, die Anliegen unserer Kunden aufzugreifen und schnell kompetent und flexibel einer Lösung zuzuführen.

Für unsere Zentrale in Berlin suchen wir für den weiteren Ausbau unseres

Institutionellen Geschäfts einen Anlageberater

für die Betreuung unserer Kunden in Frankreich. Die Position ist mit Prokura und entsprechenden Kompetenzen ausgestattet.

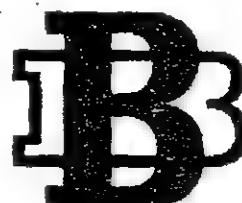
Ihre Aufgaben

- Betreuung und Beratung von Investmentgesellschaften und Banken in Frankreich in allen Fragen der Kapitalmarktanlagen.
- Akquisition und Ausbau der französischen Kundenbeziehungen.

Unsere Anforderungen

- Fundierte Kenntnisse im Wertpapiergeschäft (Analyse, Anlageberatung, Handel) verbunden mit mehrjähriger erfolgreicher Tätigkeit im Bank- oder Investmentbereich.
- Innovatives Denken, Kontaktfähigkeit und Stehvermögen in der Kundenakquisition sowie Überzeugungsstärke und Sicherheit bei telefonischen Geschäftsabschlüssen
- Neben der Beherrschung der französischen und deutschen Sprache sollten englische Sprachkenntnisse vorhanden sein.
- Verhandlungssicheres Auftreten und Bereitschaft zu häufigen Reisen nach Frankreich.

Die Position bietet interessante Perspektiven für die weitere berufliche Karriere und die Chance, Leistung in persönlichen Erfolg umzusetzen. Senden Sie bitte Ihre Bewerbungsunterlagen an die Berliner Bank AG, Bereich Personal, Handenbergstrasse 32, 1000 BERLIN 12



BERLINER BANK AKTIENGESELLSCHAFT

Berlin - Düsseldorf - Frankfurt - Hamburg - Hannover - München - Stuttgart
London - Luxemburg



LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
cherche (m/f) à titre temporaire -

- 6 AGENTS TEMPORAIRES HAUTEMENT QUALIFIÉS (niveau A) - 6 AGENTS TEMPORAIRES QUALIFIÉS (niveau B)

MESURES BUDGÉTAIRES ET DE CONTRÔLE

NIVEAU A:

29/11/88 Travaux de conception et mise en œuvre des mesures de lutte contre les fraudes dans le domaine agricole. Qualifications: économie, comptabilité ou droit. Expérience: techniques de contrôle/audit dans le secteur public ou semi-public (deux postes).

24/11/88

Préparation de demandes en suivi de l'utilisation de crédits budgétaires. Expérience en matière de finances ou budget acquise de préférence dans une administration publique.

25/11/88

Contrôle budgétaire et suivi des fraudes en matière des ressources propres. Qualifications: droit, audit. Expérience de l'audit ou du contrôle dans une administration publique ou un organisme international.

NIVEAU B:

29/11/88 Contrôle budgétaire et lutte contre les fraudes (2 postes à pourvoir). Qualifications: formation économique, comptable, audit.

30/11/88

Travaux informatiques dans le domaine de la trésorerie. Qualifications: spécialisation dans l'informatique bancaire.

31/11/88

Travaux de comptabilité budgétaire. Qualifications: diplôme professionnel comptable. Expérience: comptabilité publique, connaissances en informatique.

32/11/88

Contrôle budgétaire dans le secteur agricole (2 postes à pourvoir).

AUTRES POSTES NIVEAU A:

26/11/88 Conception et mise en œuvre de mesures de lutte contre la pollution des eaux. Qualification: technologie chimique, complétée par des connaissances administratives et juridiques. Expérience: Administration Publique et négociations internationales dans le secteur concerné.

27/11/88

Information et éducation dans le domaine de l'environnement. Expérience: connaissance de la politique communautaire acquise dans une administration publique.

QUALIFICATIONS REQUISES POUR TOUS LES POSTES

Qualifications: Niveau A: études universitaires complètes. Niveau B: études secondaires supérieures. Langues (*): connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues. Nationalité: d'un des États membres des C.E. Expérience (*): 5 ans au moins dans le domaine concerné.

Le candidat ne pourra s'inscrire que pour le Niveau A ou B. Les contrats seront proposés pour une durée minimale de trois ans et au maximum cinq ans non renouvelables. La Commission met en œuvre, en faveur de son personnel, une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes. Les candidats retenus seront convoqués à un entretien. A cette occasion, des décisions relatives au traitement et à la nature des fonctions pourront leur être fournies. Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé (accompagné des pièces justificatives, au plus tard le 22 décembre 1988 le cachet de la poste faisant foi), à l'adresse suivante:

Commission des Communautés Européennes, Division Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES, en précisant, sur l'enveloppe également, la référence du poste concerné.

(*): sauf précisions complémentaires.

LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

qui a été créée par le Traité de Rome, est l'institution bancaire pour le financement d'investissements favorisant le développement équilibré de la Communauté européenne. Dans les limites et conditions fixées par les accords et conventions respectifs, elle finance également des investissements dans 12 pays du bassin méditerranéen et dans les 96 pays signataires de la Convention de Lomé III.

Ses agents travaillent en équipes multinationales et pluridisciplinaires.

Actuellement, la Banque recherche pour son siège à Luxembourg:

un Economiste chargé des études financières (m/f) (Réf.: ET 8802)

Fonctions: a) rédaction d'études détaillées sur l'évolution des marchés des capitaux; b) recherche sur des questions financières intéressant les institutions de crédit; c) analyses de portefeuilles de titres à revenu fixe.

Qualifications: ☐ diplôme de niveau universitaire supérieur avec spécialisation dans le domaine de la finance (maîtrise, doctorat de troisième cycle ou M.B.A.); ☐ trois ans au moins d'expérience professionnelle, de préférence dans un établissement financier; ☐ connaissance approfondie des marchés financiers; ☐ très bonnes connaissances des mathématiques appliquées et des méthodes quantitatives; ☐ bonne aptitude à la communication (clarté et concision); ☐ aptitude à travailler sans difficulté en anglais ou en français ainsi que dans une autre langue de la Communauté.

La Banque offre de très bonnes conditions d'emploi, une rémunération intéressante, en fonction des qualifications et de l'expérience, et de nombreux avantages sociaux.

Les personnes intéressées possédant la nationalité d'un des pays membres de la Communauté sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé et une photographie récente, en indiquant la référence «ET 8802», à la

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT,

Division Recrutement-Formation,

100, boulevard Konrad Adenauer,

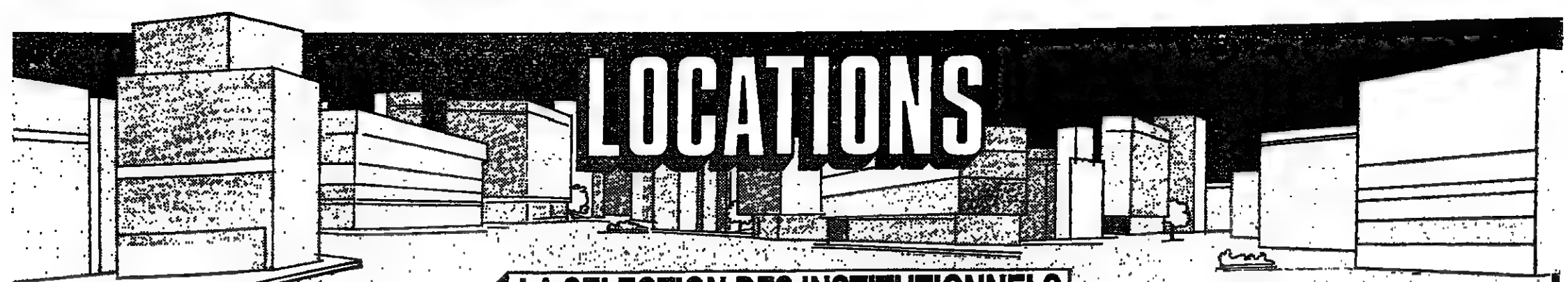
L-2950 LUXEMBOURG.

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



LOCATIONS

LA SELECTION DES INSTITUTIONNELS

Compagnies d'Assurances - Sociétés Immobilières - Caisses de Retraites
Ici, le MONDE publie une sélection d'appartements ou de maisons individuelles,
appartenant à des propriétaires institutionnels

Type Surface/étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations	Type Surface/étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations
PARIS - 7^e ARRONDISSEMENT					78 - YVELINES				
5 Pièces	16 500		12, place Joffre	Terrasse 51 m ² , chauff. collect.	4 Pièces	2 750	OUI	Goyescourt	Chauff. collect., proche
127 m ² , 8 ^e étage	1 622		GCI 40-16-28-88	Refait à neuf	86 m ²	1 094		3, rue de la Liberté	nouveau ctre colat St-
4/5 Pièces	16 000		69-71, avenue de Suffren	Refait à neuf				SGI/CNP 47-42-17-61	Quentin, RER, ligne C
146 m ² , 3 ^e étage	2 498		SAGGEL 47-42-44-44	Vis./r.v.	3 Pièces	5 060	OUI	Le Chesnay	Terr. + balc., cave
PARIS - 8^e ARRONDISSEMENT					70 m ² , 2 ^e étage	541		64, avenue Durtout	S/pl. 14 déc. de 11 h
2 Pièces	4 848		65-67, av. de Champs-Élysées	Appt embér. refait, chauff. inclus				GFF 49-02-36-66	à 13 h, 14 h à 19 h,
45 m ² , 3 ^e étage	570		AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.	4-5 Pièces	4 860	OUI	Le Meudon-Saint-Denis	pr. cen. colat Party II,
2 Pièces	3 800		154, boulevard Hausmann	chauff. indiv.	99 m ² , 2 ^e étage	785		5, rue Emile-Picard	chauff. élect.
36 m ² , r.-de-ch.	100		AGF 42-44-00-44					GFF 49-02-36-66	Duplex, chauff. élec.
PARIS - 9^e ARRONDISSEMENT					5 Pièces	3 596	OUI	Montigny	S/pl. les 13 et 14-12
4 Pièces	8 000		21, rue Condorcet	Vis./r.v.	108 m ² , 4 ^e étage	1 242		5, allée des Epines	de 11 h à 13 h, 14 h
102 m ² , 5 ^e étage	720		AGF 42-44-00-44		6 Pièces	7 824	OUI	SGI/CNP 47-42-17-61	à 18 h
PARIS - 13^e ARRONDISSEMENT					182 m ² , r.-de-jard.	487		Nolay-le-Roi	RER St-Quentin-en-Y.
Studio	3 180	OUI	14, passage Foubert	Terr. 9 m ² , imm. neuf				3, square André-le-Nôtre	balcon, libre de suite,
38 m ² , r.-de-ch.	217		LOCARÉ 45-78-20-22	M ^r Tolbiac	5 Pièces	10 700	OUI	SGI/CNP 47-42-17-61	chauff. collect.
3 Pièces	5 380	OUI	14, passage Foubert	Balcon 8 m ² , imm. neuf	107 m ² , 2 ^e étage	1 567		Saint-Germain-en-Laye	Pavillon av. cheminée
75 m ² , 1 ^e étage	526		LOCARÉ 45-78-20-22	M ^r Tolbiac				1, rue des Arcades	en jardin privatif
4 Pièces	6 280	OUI	14, passage Foubert	Balcon 7 m ² , imm. neuf	3 Pièces	8 350	OUI	GCI 40-16-28-68	Vue directe s/parc,
86 m ² , 1 ^e étage	613		LOCARÉ 45-78-20-22	M ^r Corvisart	74 m ² , 1 ^e étage	780		Saint-Germain-en-Laye	chauff. élect.
2 Pièces	2 800		18-20, r. de la Butte-aux-Cailles	Vis./r.v.				42 bis, rue des Ursulines	Vis./r.v.
33 m ² , 1 ^e étage	580		SAGGEL 47-42-44-44	Vis./r.v.				AGF 42-44-00-44	chauff. indiv.
3 Pièces	5 200	OUI	21, rue Vergniaud	Vis./r.v.					
78 m ² , 5 ^e étage	1 028		SAGGEL 47-42-44-44						
PARIS - 14^e ARRONDISSEMENT					92 - HAUTS-DE-SEINE				
4 Pièces	6 900	OUI	66 bis, av. Jean-Moulin	Imm. neuf, gde terr., tél. du mardi au samedi de 11 h à 19 h	4 Pièces	9 808		Boulogne	Chauff. collect., prox.
95 m ² , r.-de-ch.	800		PRÉBAIL 45-40-55-66		127 m ² , 2 ^e étage	1 984		2, rue du Château	bois Badoigne,
PARIS - 15^e ARRONDISSEMENT					3 Pièces	4 000	OUI	SGI/CNP 47-42-17-61	M ^r Pre-d'Arsault
2 Pièces	3 850	OUI	57, rue des Morillons	Récent, stand.	64 m ² , 8 ^e étage	430		Courbevoie	Vis./r.v.
45 m ² , 3 ^e étage	881		SAGGEL 47-42-44-44	Vis./r.v.	5 Pièces	6 600	OUI	3, av. du Parc/pl. Champs	chauff. indiv.
PARIS - 16^e ARRONDISSEMENT					110 m ² , 8 ^e étage	1 451		AGF 42-44-00-44	Double séj., 3 chambres,
4 Pièces	11 500		11-13, rue Gros	Maison de la Radio	3 Pièces	4 100	OUI	Garches	vue sur parc sud
121 m ² , 2 ^e étage	1 936		SAGGEL 47-42-44-44	Imm. neuf, haut stand., chauff. indiv.	73 m ² , 4 ^e étage	1 000		23, rue des Quatre-Vents	Double séj., 1 chbr.,
3 Pièces	11 500	OUI	4, rue Féliçien-David	Vis./r.v.	Studio	2 900	OUI	SAGGEL 46-08-95-69	chauff. indiv.
88 m ² , 3 ^e étage	780		SOLVEG 45-01-06-99	Imm. neuf, haut stand., chauff. indiv.	72 m ² , r.-de-ch.	580		Puteaux	Vis./r.v.
5 Pièces	17 000	OUI	4, rue Féliçien-David	Imm. neuf, haut stand., chauff. indiv.	40 m ² , r.-de-ch.	300		10, square Léon-Bum	Vis./r.v.
129 m ² , 3 ^e étage	129		SOLVEG 45-01-06-99	Imm. neuf, haut stand., chauff. indiv.	2-3 Pièces	4 600		AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.
Studio	4 800	OUI	4, rue Féliçien-David	Imm. neuf, haut stand., chauff. indiv.	70 m ² , 4 ^e étage	900		Saint-Cloud	Vis./r.v.
35 m ² , 3 ^e étage	300		SOLVEG 45-01-06-99	Imm. neuf, haut stand., chauff. indiv.	62 m ² , 2 ^e étage	788	OUI	5, square Ste-Clotilde	Vis./r.v.
3 Pièces	7 450	OUI	17, rue Parent-de-Rozan	M ^r Exelmans				AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.
88 m ² , 8 ^e étage	1 356		PRÉBAIL 46-27-06-37					SAGGEL 46-08-95-69	Vis./r.v.
PARIS - 17^e ARRONDISSEMENT					91 - ESSONNE				
5 Pièces	18 600		44, rue Gouffroy	Loat. en professionnelle	4 Pièces	3 350	OUI	Gif-sur-Yvette	Dans parc,
120 m ² , 8 ^e étage	940		PRÉBAIL 45-27-06-37	Chauff. collectif	76 m ² , 3 ^e étage	899		Réid. Les Grandes Coudraines	chauff. collect.
3 Pièces	5 180		GCI 40-16-28-71	Prox. place Wagram				GCI 40-16-28-70	
92 m ² , RC	1 138		SAGGEL 47-42-44-44	Vis./r.v.					
2/3 Pièces	7 400		186-187, bd Malesherbes						
86 m ² , 3 ^e étage	1 702		SAGGEL 47-42-44-44						
PARIS - 19^e ARRONDISSEMENT					93 - SEINE-SAINT-DENIS				
2 Pièces	3 300	OUI	15, allée Anne-de-Beaujeu	Chauff. collect.	4 Pièces	3 450	OUI	Nolay-le-Grand	Chauff. ind., loggie,
56 m ² , 5 ^e étage	948		SGI/CNP 47-42-17-61	M ^r Colonel-Fabien	87 m ² , 5 ^e étage	924		16-18, promenade M. Simon	RER, Nolay-le-Grand,
3 Pièces	3 500	OUI	18, allée Parnette-de-Guillet	Libre de suite	4 Pièces	3 180		SGI/CNP 47-42-17-61	libre de suite
70 m ² , 5 ^e étage	1 284		SGI/CNP 47-42-17-61	Chauff. collect.	88 m ² , 11 ^e étage	1 100		Pierrefitte	Vis./r.v.
3 Pièces	3 710	OUI	110, rue Petit	Prox. métro				52-64, av. Gal-Gallieni	
68 m ² , 1 ^e étage	800		PRÉBAIL 43-48-74-00	Imm. récent				AGF 42-44-00-44	
4 Pièces	4 350	OUI	3, villa Curial	Double séj.,					
80 m ² , 5 ^e étage	800		PRÉBAIL 43-48-74-00	2 chambres					
4 Pièces	4 950	OUI	36, rue de Meaux	Vis./r.v.					
82 m ² , r.-de-ch.	910		AGF 42-44-00-44						
PARIS - 20^e ARRONDISSEMENT					94 - VAL-DE-MARNE				
2 Pièces	3 500	OUI	2, rue Tolain	Imm. récent de bon stand.	4 Pièces	5 480	2	Cachan	Vis./r.v.
57 m ² , r.-de-ch.	660		AGF 42-44-00-44	chauff. inclus. Vis./r.v.	88 m ² , 6 ^e étage	850		34, avenue Carnot	
3 Pièces	3 840	OUI	20, rue Lustrac	Chauff. collect.				AGF 42-44-00-44	Duplex, chauff. ind.,
64 m ² , 5 ^e étage	1 084		SGI/CNP 47-42-17-61	M ^r Pre-Begnot	4 Pièces	3 648	OUI	1, rue des 3-Epines	balc., RER Stuy-Bonneuil,
				Libre de suite	102 m ² , 3 ^e étage	1 014		SGI/CNP 47-42-17-61	libre de suite
					5 Pièces	8 000	2	Vincennes	Balcon 17 m ² , cave,
					106 m ² , 8 ^e étage	840		138, rue de la Jarry	neuf, très gd stand.
								GFF 49-02-36-66	S/pl. 14 et 15 déc. de
									14 h à 19 h, chauff. ind.

Prochaine parution le 18 janvier 1989

CACHAN
Belle résidence, avenue Carnot
à 200 m du RER

**OCCASION
OU JAMAIS
DE PASSER
LA MICRO**

2 jours de formation

8950 F TTC

Économie

SOMMAIRE

■ Déçus par le plan Reagan de développement des Caraïbes, les pays de la zone se tournent vers l'Europe et l'Asie (lire ci-dessous).

■ A l'occasion des assises du CNPF, les patrons des Douze ont élaboré une « déclaration commune des entreprises d'Europe » (lire ci-dessous).

■ Le conseil des ministres devait décider le 14 décembre une « opération de sauvetage » du textile français (lire page 37).

■ IBM va vendre ROM, sa filiale de fabrication de centraux téléphoniques, à l'allemand Siemens (lire page 37).

Les assises du CNPF

Le patronat revendique sa part dans la construction européenne

On savait l'entreprise réhabilitée depuis plusieurs années déjà dans l'esprit des Français comme système de création de richesses et d'emplois, moteur de développement, foyer d'innovations, banc d'essai d'expériences sociales. La cause est entendue : qui n'adhère aujourd'hui à la divine trilogie de l'entreprise portée au pinacle et qui repose à la fois sur l'excellence, la compétitivité et le partenariat ?

Mais il fallait aller plus loin et associer l'entreprise aux grandes causes modernes, ouvrir, comme dirait Michel Rocard, un nouveau chantier. Ce défi, cette perspective, s'appellent l'Europe, celle du grand marché intérieur de 1993. C'est tout naturellement sur ce thème à la fois galvanisant et rabâché que le CNPF avait, le 13 décembre, organisé ses Assises. Un thème que François Périgot, depuis qu'il a accédé il y a deux ans à la présidence du CNPF, ne cesse de marteler devant ses troupes.

Une chose trop sérieuse...

Pour donner au sujet la solennité qui s'impose, l'organisation patronale avait invité au Palais des congrès à Paris plus de trois mille dirigeants, mais aussi des responsables des patronats des onze autres pays de la CEE, ainsi que ceux des Etats de l'AELE (Association européenne de libre échange). Et, en fin de journée, le Gotha patronal du Vieux Continent, solide et regaler, a signé une déclaration commune des entreprises européennes de dix-sept paragraphes qu'il est allé remettre au président de la République pour qu'il soit dit haut et fort

que les engagements pris à travers ces droits et ces devoirs avaient une valeur quasi institutionnelle.

« Notre entreprise, l'Europe », proclamaient les badges, brochures et documents distribués aux assises. Autrement dit, pour la communauté patronale des Douze, l'Europe est une chose trop sérieuse pour être confiée aux seuls hommes d'Etat, aux trois cent vingt millions de consommateurs ou aux « eurotechnocrates » de Bruxelles. François Périgot a résumé cette philosophie et cette stratégie d'appropriation de l'Europe en mouvement en déclarant : « Désormais, nous devons être des acteurs indispensables et responsables de la construction européenne en nous mobilisant autour du grand marché, en nous préparant à l'affronter et en nous faisant entendre de ceux qui nous entourent ».

Répartis en une quinzaine d'ateliers de travail (recherche, infrastructure, formation, services financiers, régions) et après avoir dû satisfaire à des mesures de sécurité extrêmement pointilleuses, les chefs d'entreprises de tout acabit et de toutes branches se sont interrogés sur les chances et les risques d'une Europe sans frontières intérieures, sur les menaces venues des tiers, sur l'opportunité de dépouiller les Etats au profit de la Commission des pouvoirs de réglementation, de contrôler et de protéger.

Le maître de chef d'entreprise est en pleine métamorphose. Tel président estime qu'aujourd'hui les groupes ne doivent pas tellement chercher à fabriquer des produits mais plutôt à constituer des ensem-

bles. Pour cet autre, l'important ce sont les stratégies d'alliance. Un troisième, géopoliticien à ses heures, réfléchit à la meilleure implantation des plates-formes linguistiques aux bordures des frontières extérieures de la CEE en 1993. Autre interrogation souvent formulée : comment, au niveau d'une région ou d'une branche et au-delà des déclarations d'intention, une grande entreprise peut-elle apporter son soutien aux PME, des PME au demeurant qui savent assez bien passer du stade petit au niveau moyen, mais beaucoup plus difficilement du degré moyen à la taille grande.

A l'image d'une médaille

Ces assises avec mise en scène audiovisuelle, jeux-concours, vidéorama et animateurs-vedettes de la télévision, ont apporté leur inévitable et lassante logorrhée : discours, interventions, témoignages. On a entendu un président enjumeau de accents de prédicateur pour évoquer les valeurs spirituelles et le rêve européen. La voix d'Alain Souchon a crevé l'écran pour fredonner devant les dirigeants d'entreprises ébahies : « Vous êtes lents, lents, lents dans vos vieilles godasses, il est temps, temps, temps que l'Europe se fasse ».

Aux petites phrases se voulant stimulantes (« L'Europe fera des gagnants, mais elle fera aussi des blessés et des morts parmi ceux qui continuent à dire qu'elle ne les concerne pas ») ont succédé les formules-chocs (« La région est un bon échelon pour bâtir l'Europe », « La qualité est liée à une révolution culturelle dans l'entreprise ») et les

slogans à l'emporte-pièce qui en cette période d'agitation dans les services publics étaient assurés de déclencher des tonnerres d'applaudissements : « Il faut que l'Etat cesse d'être le plus mauvais employeur de la nation ».

Mais sur deux points au moins les participants sont restés sur leur faim :

— Quelle stratégie d'alliance des firmes françaises et allemandes ensemble ou bien italiennes et britanniques ensemble peuvent-elles et doivent-elles élaborer pour conquérir des positions en Chine, au Japon, aux Etats-Unis ou en URSS ?

— Quel contenu concret les patronats européens veulent-ils donner à l'Europe sociale à laquelle Jacques Delors les presse de s'intéresser d'un peu plus près et pas seulement de manière isolée, pays par pays ?

On retiendra parmi les propos les plus pertinents ceux de Jacques Calvet dans lesquels le scepticisme le disputait au réalisme de bon aloi. « Pour avancer, les Douze doivent partager la conviction que le grand marché est à l'image d'une médaille. L'envers c'est l'organisation intérieure du marché européen : le revers qui n'a pu être inclus dans l'Acte unique de Luxembourg, fatale omission, est la définition d'une politique extérieure commune de la CEE vis-à-vis des autres grands ensembles du monde : Etats-Unis, Japon, ou nouveaux pays industriels comme la Corée. Dans ce domaine les oppositions sont affirmées et l'hypocrisie règne. Et, pour le président de Peugeot SA, cette règle du jeu économique qu'il faut impérativement respecter : « Il existe un temps industriel, il existe

un temps psychologique, il y a des habitudes et des modes de vie qu'il serait dangereux de perturber trop hâtivement ; laissons du temps au temps ».

Dans cette grande salle du Palais des Congrès où quelques minutes plus tard le spectacle de Robert Hossein, la Liberté ou la Mort, allait succéder aux Assises, on ne pouvait pas cependant ne pas songer en contrepoint aux mots du conventionnel de la Gironde Vergaïaud : « Gardez-vous de demander du temps, le malheur n'en accorde pas ».

FRANÇOIS GROSCHARD.

La « charte »

Egalité réciprocité flexibilité

Dans la charte commune qu'ils ont remise le 13 décembre au président de la République, les douze présidents des patronats européens déclarent notamment : « Nous prenons l'engagement de renforcer la coopération entre nos entreprises pour consolider nos forces et augmenter nos chances face à la concurrence internationale ; (...) de maintenir entre partenaires sociaux une tradition de dialogue et de défendre les valeurs humaines qui font partie de notre héritage européen ; nous pourrions ce dialogue au niveau communautaire ».

« Aux institutions de la Communauté, nous demandons (...) d'obtenir dans les négociations commerciales, égalité et réciprocité des conditions d'accès aux marchés, conformément aux règles du GATT ; de lutter efficacement contre les pratiques commerciales déloyales ; de contribuer aussi au développement des pays les moins avancés dans le cadre d'une nécessaire solidarité ».

« Aux gouvernements nous demandons (...) de favoriser l'investissement en limitant le poids des charges des entreprises et en créant les conditions d'une plus grande flexibilité de leur gestion (...) et de réformer les systèmes éducatifs pour préparer la jeunesse aux métiers d'avenir ».

M. Mitterrand pour ne part a affirmé : « Il faut qu'en 1989 nous donnions un élan définitif à l'Europe monétaire... Quant à la liberté des mouvements de capitaux, cela suppose à la fois un minimum d'harmonie dans les législations fiscales et un renforcement de l'Europe monétaire ».

Enfin le chef de l'Etat a ajouté : « L'espace social européen ne doit pas être à la traîne de l'Europe économique et technologique. Je suis convaincu qu'il ne peut y avoir de réussite économique sans réussite sociale ».

A la conférence de Miami, les pays de la zone se sont tournés vers l'Europe et le Japon

Triste bilan du plan américain de développement des Caraïbes

MIAMI

correspondance

Déçu par le Caribbean Basin Initiative (CBI, Initiative pour le bassin des Caraïbes), lancé il y a cinq ans par le président Reagan, les pays de la région se tournent vers l'Europe et le Japon. L'un des plus fervents avocats du CBI, M. Eugene Charles, premier ministre de la petite île de la Dominique, n'a pas caché son désappointement lors de la conférence sur les Caraïbes, qui a réuni, du 29 novembre au 2 décembre, plus de deux mille dirigeants politiques et économiques de la zone. « Le CBI n'a pas satisfait les espoirs qu'il avait légitimement fait naître chez nous », a regretté la « dame de fer » des Caraïbes. Son homologue de Trinité-et-Tobago, M. A.N.R. Robinson, a remarqué que « le revenu réel par tête était aujourd'hui inférieur à ce qu'il était en 1980 dans plus de la moitié des pays de la région ». « Le poids de l'endettement externe et le haut niveau du chômage sont des sources potentielles de troubles dans cette zone, stratégique pour les Etats-Unis », a-t-il ajouté.

C'était précisément pour conforter les régimes pro-américains de la région, à la suite de la révolution sandiniste, que Washington avait

conçu le CBI. Son principe de base : exorciser de droits de douane les produits de vingt-deux pays des Caraïbes et de l'Amérique centrale, exportés vers les Etats-Unis. En ouvrant le marché nord-américain, l'administration Reagan espérait renforcer le secteur privé local et attirer les investisseurs. Mais, entre 1983 et 1988, les ventes des pays bénéficiaires aux Etats-Unis ont chuté de près de 30 %, passant de 9,2 milliards de dollars à moins de 6,5 milliards. « Les chiffres globaux sont trompeurs, car ils incluent les produits pétroliers, dont les prix ont baissé. Mais les exportations non traditionnelles de la région vers les Etats-Unis ont progressé de plus de 30 % en quatre ans », souligne M. Elliott, ancien secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires interaméricaines.

Les hauts fonctionnaires nord-américains présents à Miami ont, bien sûr, insisté sur les retombées positives du CBI : le département du commerce évalue à 1,5 milliard de dollars les nouveaux investissements pour la moitié d'origine nord-américaine, dont a bénéficié la zone depuis 1984. De la République dominicaine au Costa-Rica, les zones franches industrielles se sont multipliées. Elles emploient environ deux cent mille salariés, deux fois

plus qu'il y a cinq ans. La faiblesse des coûts de main-d'œuvre, la proximité du marché nord-américain et les avantages fiscaux et douaniers liés au CBI permettent une rentabilité rapide des investissements, souvent moins de deux ans, et des marges exceptionnellement élevées. Mais les bénéfices des pays hôtes restent limités : des emplois peu qualifiés, mal payés et précaires, peu ou pas de transfert de technologie, pas de recettes fiscales. Mme Brigit Helms, ancienne responsable de l'Amérique centrale au département du commerce va plus loin : « Le CBI est préjudiciable à l'intérêt des Caraïbes à long terme, car il exacerbe la réalité économique la plus déstabilisatrice de la région, à savoir la distribution injuste des revenus, en favorisant quelques hommes d'affaires riches et les investisseurs étrangers », soutient-elle.

Percée asiatique

Comme le faisait remarquer un participant à la conférence de Miami, les Etats-Unis ont retiré d'une main ce qu'ils donnaient de l'autre. Les importations nord-américaines de sucre caribbe - le produit qui n'a cessé de dominer l'économie régionale depuis la dix-huitième siècle - ont été divisées

par cinq depuis sept ans. L'aide économique des Etats-Unis aux îles de la Caraïbe a été amputée de plus de 60 % depuis 1985. Et les puissants lobbies nord-américains ont obtenu qu'un certain nombre de produits, comme les textiles, les dérivés du pétrole, les chaussures ou les articles de cuir, soient exclus du CBI.

Afin de relancer le CBI, Washington a repris à son compte une idée née dans sa dépendance caribbe de Porto-Rico. Devenu un paradis fiscal par la grâce de la section 936 du code des impôts américain - qui exonère les sociétés qui y sont installées - ce territoire a accumulé des réserves financières évaluées à plus de 9 milliards de dollars. Pour conserver ce privilège menacé par le Trésor, le gouverneur de Porto-Rico, M. Rafael Hernandez Colon, a proposé de consacrer une partie des fonds au développement d'investissements à des taux bonifiés, dans les pays du CBI, Washington a accepté à condition que ces Etats signent un accord d'échange d'information fiscale avec les Etats-Unis. Jusqu'à présent, seuls quatre pays (Barbade, Dominique, Grenade, Jamaïque) ont signé un tel accord. Les autres hésitent entre les hypothétiques bénéfices des « fonds 936 » et la certitude de faire fuir les « marcos-dollars », dont le recyclage a nul doute dopé les économies de la région.

Talonné par le Caribbean and Central American Action, le lobby présidé par David Rockefeller qui organise la conférence annuelle de Miami, le Congrès devrait examiner en janvier prochain un projet de loi visant à étendre jusqu'en 2007 les bénéfices du CBI et à intégrer certains produits qui en sont exclus. Mais les pays des îles caribbes ne se font guère d'illusions : la réduction des déficits, fiscal et commercial, est prioritaire pour la nouvelle administration et s'accommode mal de nouvelles aides ou concessions. L'un des orateurs les plus écoutés de la conférence de Miami, M. Masaki Kuniyasu, chargé de l'Amérique latine et des Caraïbes au ministère japonais des affaires étrangères, a souligné l'intérêt particulier du Japon pour la région. « L'aide publique japonaise aux pays de la zone a plus que triplé depuis 1982, pour atteindre 78 millions de dollars l'an dernier », a-t-il déclaré.

D'autres Asiatiques, Chinois de Taiwan ou Sud-Coréens, s'intéressent de plus en plus au bassin des Caraïbes. Au début de l'année prochaine, les nouveaux pays industriels du Sud-Est asiatique vont perdre le bénéfice du « système généralisé de préférences » qui leur a permis d'inonder le marché américain. Pour conserver leurs positions, les entreprises taiwanaises et sud-coréennes ont multiplié les investissements dans les zones franches caribbes. Reste l'Europe : l'ombre

du grand marché de 1993 a plané sur la conférence de Miami. Les producteurs de bananes et de rhum caribbes s'inquiètent de la disparition de leurs débouchés protégés. M. Timothy Eggar, sous-secrétaire britannique aux affaires étrangères, s'est efforcé de dissiper les craintes : « Le marché unique ne signifie pas que l'Europe se transformera en forteresse, mais au contraire en partenaire commercial plus dynamique », a-t-il promis.

JEAN-MICHEL CAROT.

La réunion des ministres de l'industrie à Bruxelles

L'estiment insuffisant, les Allemands bloquent le plan de restructuration de la sidérurgie italienne

BRUXELLES
(Communautés économiques européennes)
de notre correspondant

L'Allemagne fédérale a exprimé mardi 13 décembre, au cours de la réunion des ministres de l'industrie de la CEE, ses plus vives réserves à l'égard d'une aide de 4,9 milliards d'ECU (34 milliards de francs) de l'Italie à sa sidérurgie nationale (Finsider). La délégation de la RFA s'est donnée quelques jours de réflexion avant de se prononcer définitivement sur un compromis présenté par la Commission européenne et approuvé par onze Etats-membres, qui prévoit un versement de seulement les deux tiers de l'aide dans l'immédiat. Si Bonn confirme sa position négative, les Douze se rencontreront de nouveau le 21 décembre.

Le code des aides de la Communauté pour ce secteur interdit depuis 1986 les subventions d'Etat aux investissements autres que ceux destinés à la recherche et à la protection de l'environnement et au financement de mesures sociales devant accompagner les fermetures d'unités

de production. Aussi la dérogation envisagée pour la restructuration de Finsider (qui est en voie de liquidation pour se constituer en nouvelle société dénommée IVA) doit-elle recueillir l'unanimité du conseil pour être accordée à Rome.

Le plan présenté par l'Italie a fait l'objet d'un accord avec les syndicats de la péninsule. Il porte sur une réduction des capacités de laminage à chaud de 1,2 million de tonnes et de vingt mille postes de travail sur un total de soixante-dix mille actuellement.

Selon le compromis des deux tiers, le solde de l'aide publique pourrait être libéré en septembre 1990, en fonction de l'évolution du marché sidérurgique, mais l'opération devra s'accompagner alors d'une réduction supplémentaire des capacités. Les Allemands, quant à eux, estiment que l'effort annoncé est insuffisant en regard du montant des dotations, et surtout que Finsider ne prévoit pas une diminution des larges bandes à chaud, produit pour lequel la RFA a consenti des sacrifices substantiels entraînant de graves difficultés sociales.

M. S.

Jusqu'au 16 janvier 1989
LA REGLE A CALCUL

**L'OCCASION
OU JAMAIS
DE PASSER
A LA MICRO**

La T1000
de TOSHIBA
Le micro-ordinateur
portable, performant
et compatible

+ LA MALETTE
DIAGNOSTIC WORKS
Le logiciel intégré
Macro-WORDS et
tout le nécessaire
pour débiter

+ 1/2 journée de
formation

+ Un financement immédiat
sur place par Cetelem ou Cetelem Finance

22000 F TTC
= 8950 F TTC

LA REGLE A CALCUL
65 bd St-Germain, 75005 Paris
Tél. : 01 43.25.68.88

(Publié)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU VAL D'OISE

DIRECTION DE L'URBANISME, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU LOGEMENT
AFFAIRES FONCIÈRES ET URBAINES

Par arrêté du 17 novembre 1988, le préfet du Val-d'Oise a prescrit une enquête :

- préalable à l'attribution du caractère de route express à la voie nouvelle « Sarcelles-Gonesse » comprise entre la RN 1 et la RN 370 ;
- préalable à la déclaration d'utilité publique des acquisitions et travaux nécessaires à la réalisation de cette voie sur les communes de Gonesse, Bonneuil-en-France, Armonville-lès-Gonesse, Garges-lès-Gonesse, Sarcelles et Groussy ;
- sur la mise en compatibilité du POS des communes de Gonesse, Bonneuil-en-France, Armonville-lès-Gonesse, Garges-lès-Gonesse et Sarcelles rendue nécessaire par le projet.

Ces enquêtes valent également enquête publique au titre de l'article premier de la loi du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.

Ces enquêtes se déroulent du 12 décembre au 21 janvier 1989.

Le siège de l'enquête est fixé à la sous-préfecture de Montmorency.

Les dossiers et registres principaux d'utilité publique d'attribution du caractère de route express et de mise en compatibilité des POS pour les communes concernées ont été déposés en sous-préfecture de Montmorency et mis à la disposition du public aux heures habituelles d'ouverture afin que toute personne puisse en prendre connaissance et y consigner ses observations éventuelles.

Les dossiers et registres subsidiaires d'utilité publique d'attribution du caractère de route express et de mise en compatibilité des POS, pour les communes concernées ont été déposés dans les mairies et mis à la disposition du public aux heures habituelles d'ouverture.

Les observations des personnes intéressées pourront également être transmises par écrit au commissaire-enquêteur.

M. Monsarrat André, 44, avenue Thiers, 93340 Le Raincy exerce la mission de commissaire-enquêteur.

Il se tiendra en sous-préfecture de Montmorency afin d'y recevoir les déclarations des personnes intéressées, le mercredi 11 janvier 1989 de 14 heures à 17 heures, le samedi 21 janvier 1989 de 9 heures à 12 heures.

Les conclusions émises par le commissaire-enquêteur seront déposées dans les mairies des différentes communes concernées, en sous-préfecture de Montmorency, en préfecture afin d'y être tenues à la disposition du public et communiquées à toute personne qui en fera la demande au préfet.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Économie

SOCIAL

Le tribunal de Paris annule une partie de l'accord dans la métallurgie sur le temps de travail

Une partie du contenu de l'accord sur l'aménagement du temps de travail dans la métallurgie, signé le 17 juillet 1986 par l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), FO et la CGC, a été annulée, le 13 décembre, par le tribunal de grande instance de Paris. Les juges ont estimé que les conditions d'exercice de la modulation des horaires n'étaient pas satisfaisantes, notamment parce que le texte ne précisait pas les raisons économiques et sociales qui devaient justifier son recours. Et cela bien que les signataires du protocole aient, le 20 octobre 1987, paraphé un « accord d'interprétation » pour combler le vide.

En revanche, la première chambre civile a maintenu les dispositions concernant le travail en continu et le travail de nuit des femmes, selon les conditions prévues.

Cette décision de justice ajoute à la complexité du dossier de l'aménagement du temps de travail, à nouveau négocié, actuellement, entre le

CNPF et les organisations syndicales. Antérieur à la loi Séguin sur le même thème, l'accord de la métallurgie avait largement inspiré celle-ci, sauf sur la modulation d'horaires. Refusant cet accord, la fédération métallurgique de la CGT avait intenté une action judiciaire, en octobre 1987, et considérait « trop vagues » les formules ajoutées dans l'accord d'interprétation.

Tandis que la CGT juge « intéressante » l'annulation partielle, la CGC envisage de faire appel de la décision du tribunal.

● **Accord salarial dans la métallurgie.** — Outre syndicats (CFDT, CFTC, FO et CGC) viennent de signer avec l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) un accord augmentant de 3,13 % les salaires minima garantis des ingénieurs et cadres de la métallurgie en 1989.

Les cheminots ne semblent pas décidés, pour l'instant, à prendre le relais des agents de la RATP. Non seulement les débrayages ont été très limités, dans le cadre du préavis de grève de la CGT, mais un accord salarial a été signé pour 1989 par deux organisations autonomes, la FMC pour les cadres, et la FGAAC, qui représente 37,86 % aux élections chez les agents de conduite, ainsi que par FO. La FGAAC n'avait par ailleurs aucun contrat salarial depuis 1979, et elle risque d'être rejointe par d'autres syndicats, la CFTC et peut-être la CGC. Ainsi, au prix de quelques entorses à la rigueur, les pouvoirs publics sont-ils en train de mettre en œuvre une stratégie de la désorption sociale, qui marque des points. A l'accord à la SNCF s'ajoutent en effet ceux conclus dans la fonction publique, à EDF, à la RATP et à Air Inter...

A la SNCF, l'accord a d'autant plus d'intérêt qu'il intervient préventivement afin d'éviter une grève. La tactique sera-t-elle payante ? A première vue, on est tenté de répondre par l'affirmative. Mais le précédent de la fin 1986, où un accord misori-

Accord salarial à la SNCF

taire n'avait pas empêché le développement de la grève, incite à la prudence. Le contrat vaut autant par les mesures qu'il annonce que par les engagements qu'il contient. Comme prévu, c'est la règle dans le public pour 1989, les salaires seront augmentés de 2,2 % en niveau (0,5 % au 1^{er} janvier, 0,5 % au 1^{er} avril et 1,2 % au 1^{er} novembre), avec en plus deux points d'indice pour tous (un point uniforme à 30 F par mois et un point hiérarchisé). Les améliorations de déroulement de carrière vont représenter entre 210 et 240 millions : la gratification annuelle d'exploitation va être augmentée de 1 % et le crédit va être porté de 0,03 % à 0,10 % de la masse salariale. La direction s'est également engagée à ouvrir, début 1989, des négociations sur l'aménagement de la grille avec comme perspectives la création d'un indice supplémentaire (E, s'ajoutant à A, B, C et D, pour dix niveaux) et le relèvement du salaire mensuel brut minimum qui sera porté à 6 000 F au 1^{er} juillet 1990 (contre 5 495 F à Paris et 5 574 F, là où l'indemnité de résidence est la plus faible en province).

Avec ces mesures — auxquelles s'ajoute une « clause de rendement » fin 1989 — la masse salariale augmentera de 3,1 % en 1989 (contre 2,4 % pour la moyenne des prix), mais hors GVT (glissement technique et ancienneté, évalué en fait à 1,3 %). Entre le niveau 1 et le niveau 8, les salaires augmenteront en moyenne entre 300 F et 400 F. On comprend que dans ce contexte, la CGT ait exprimé son (habituel) refus en termes mesurés et que la CFDT ait estimé que les propo-

sitions de la direction étaient « les meilleures depuis 1981 ».

La CFDT qui donnera sa réponse, après consultation, juste avant la date limite du 22 décembre, n'est pas, pour autant, au bord de la signature. A Air France, c'est dans un contexte plus tendu et conflictuel, que la direction a fait connaître ses « dernières propositions » : 3,2 % en niveau en 1989 (1,1 % au 1^{er} mars et 1,1 % au 1^{er} octobre) et une prime universelle portée à 5 000 F. A prendre ou à laisser ?

MICHEL NOBLECOURT.

Cent soixante-neuf grévistes asphyxient peu à peu le métro

La remise en route du RER et des bus est contrebalancée par la dégradation du trafic du métro. Cent soixante-neuf ouvriers des ateliers d'entretien des Lignes de Fontenay-sous-Bois, Châteaufort, Saint-Ouen et Pleyel continuent de réclamer une augmentation supérieure aux 300 F accordés par l'ensemble des syndicats de la RATP à l'exception de la CGT.

● **Métro :** les lignes 1 (Vincennes-Neuilly), 2 (Nation-Dauphine), 4 (Orléans-Clignancourt), 11 (Châteaufort-Saint-Denis) sont fermées. La ligne 13 (Châteaufort-Saint-Denis) est très perturbée (45 % du trafic) et le trafic pourrait y être totalement interrompu pendant le week-end afin d'économiser le matériel. La ligne 7 bis (Pré-Saint-Gervais-Louis-Blanc) fonctionne à 67 %.

● **RER :** les lignes A et B du RER fonctionnent à 50 % du trafic normal aux heures creuses et à 60 % aux heures de pointe.

● **Bus :** le trafic est assuré à 96 %.

● **Air France :** la grève des ouvriers d'entretien a contraint la compagnie nationale à annuler, le 14 décembre, deux vols vers Londres.

● **FTT :** après la reprise du travail au centre de tri de Pau, seuls restent paralysés les centres de Marseille, Evreux, Ajaccio et Bastia.

● **Transports toulousains :** la CGT a signé le 13 décembre, le protocole d'accord avec la Société des autobus toulousains. La grève quotidienne d'une heure ne sera donc pas recon-

M. Michel Durafour recherche un consensus avec les syndicats sur le service minimum

Interrogé sur Europe 1 le 13 décembre, M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, a évoqué le service minimum en cas de grève dans la fonction publique : « La loi ne peut régler le problème », a-t-il déclaré. Le sujet sera abordé lors de sa prochaine rencontre avec les syndicats. « Il faut, entre l'Etat employeur et les organisations syndicales qui représentent les salariés, un dialogue ouvert », afin « que l'accord qui pourrait en résulter soit avalé par les syndicats ». Imaginant une loi, il a précisé qu'il faudrait que celle-ci « concrétise des dispositions qui auront fait l'objet

d'un consensus ». « En effet, a-t-il ajouté, le service minimum, on ne peut pas l'imposer par la contrainte ou par l'intervention de la police. »

Réagissant aux critiques du président de la RATP publiées dans le Monde, il a répliqué : « S'il n'est pas satisfait du poste qu'il occupe, personne ne l'oblige à le conserver. » En revanche, M. Durafour s'est efforcé de voir, dans le sondage IPSOS-RTL-Monde, 68 % des agents des services publics se déclarant favorables à un service minimum, et a souligné « le sens des responsabilités » des fonctionnaires.

Les pharmaciens demandent une revalorisation de leurs « honoraires »

La Fédération nationale des pharmaciens de France (FNPF), qui regroupe une très large majorité des vingt et un mille huit cents pharmaciens d'officine, a écrit à la direction de la concurrence, au ministère de l'économie et des finances et à la direction de la pharmacie au ministère de la santé pour demander que le « supplément honoraire pharmaciens », perçu lors de la vente de chaque médicament, passe de 0,45 F à 0,80 F pour les spécialités des tableaux A (produits toxiques, cadre rouge) et C (produits dangereux, cadre vert) et de 0,75 F à 1,30 F pour les produits du tableau B (stupéfiants, double cadre rouge).

Ce « supplément » avait été relevé en 1981 pour la première fois depuis 1974 et n'a pas bougé depuis. De plus, les pharmaciens réclament une

revalorisation du supplément pour délivrance de produits au dehors des heures ouvrables : de 3,50 F à 10 F par ordonnance pour les heures non ouvrables de 7 heures à 21 heures, de 14 F à 40 F la nuit (de 21 heures à 7 heures) et de 7 F à 20 F les dimanches et jours fériés de 7 heures à 21 heures. Selon la loi, ces nouveaux tarifs devraient être applicables d'office le 10 janvier si les ministères de tutelle n'ont pas d'ici là formulé un refus.

Enfin, la fédération de la Sarthe de la FNPF organise, les 17 et 18 décembre, les « 24 Heures du Mans de la pharmacie » : deux automobiles ornées de croix vertes et de slogans feront chaque heure quatre tours du circuit. D'ores et déjà, six cents pharmaciens ont annoncé leur intention de participer à cette manifestation.

REPÈRES

Etats-Unis

Hausse de 1,1 % des ventes de détail en novembre

Les ventes de détail ont progressé de 1,1 % en novembre, après 1,6 % en octobre, a annoncé mardi 13 décembre le département américain du commerce. Cette hausse, supérieure aux prévisions des analystes, conforte les conclusions du rapport semestriel de l'association des directeurs d'achat. Selon elles, la croissance au quatrième trimestre sera meilleure qu'au troisième, et les directeurs d'achat soulignent que leurs entreprises tournent à leur plus haut niveau de production depuis mai 1979.

Recul du déficit des paiements courants...

Le déficit de la balance des paiements courants a reculé de 8,4 % au troisième trimestre pour tomber à son plus bas niveau depuis trois ans : 30,9 milliards de dollars (185,5 milliards de francs), a annoncé, mardi 13 décembre, le département du

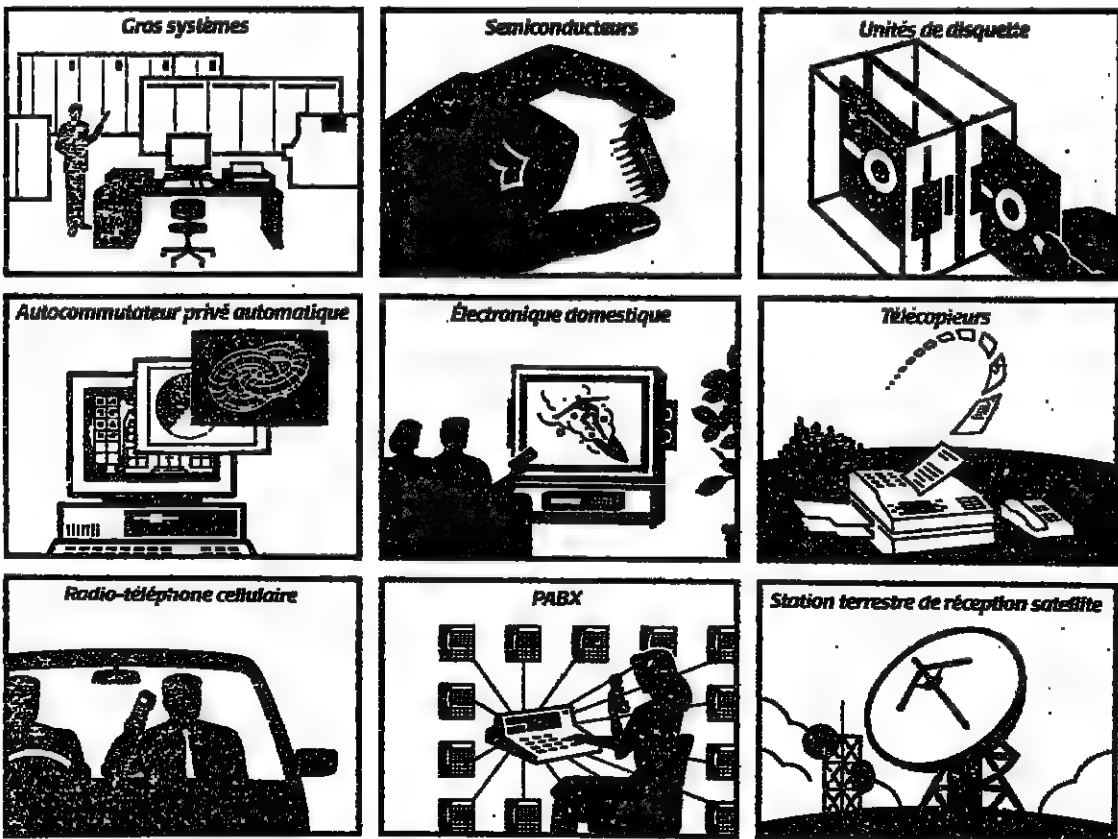
commerce américain. Pour l'ensemble des neuf premiers mois de l'année, le déficit est revenu, en rythme annuel, à 135,4 milliards de dollars, contre 154 milliards en 1987. Ce redressement tient à une réduction du déficit du commerce extérieur, ramené à 28,5 milliards au troisième trimestre, contre 30,2 milliards au deuxième, mais aussi à l'amélioration du solde des services. Après être devenu déficitaire durant le deuxième trimestre, pour la première fois depuis trente ans, ce solde a dégagé, au troisième trimestre, un excédent de 757 millions.

● **Grève chez Nabisco-Bell à Evry.** — Un mouvement de grève a été décidé à trois heures du matin, le 14 décembre, au siège français du groupe Nabisco-Bell à Evry. Cent cinquante personnes ont décidé d'arrêter le travail pour obtenir de la direction une augmentation de salaire de 1 000 F et une prime de vacances de 1 500 F pour chaque membre du personnel.

● **ERRATUM :** la consommation médicale. — Dans l'article sur les dépenses de santé (le Monde du 13 décembre) il fallait lire « la consommation médicale reste indépendante [et non dépendante] de l'évolution économique ».

C&C Computers and Communications

Le temps que vous mettrez pour lire tout ce que nous savons faire...



NPC

■ Courte Prestige Elite 110 Souvere 1101 P.S. Times P.S. Helvetica P.S. DRAFT GOTHIC Bold P.S. Font Card TYPE STYLE

Économie

AFFAIRES

Une aide de 550 millions de francs en 1989

Le gouvernement au secours de l'industrie du textile et de l'habillement

Le sauvetage de l'industrie du textile et de l'habillement ne se fera pas par la voie hexagonale. Il passera par les régions et par l'Europe. C'est le sens des mesures que doit annoncer au conseil des ministres du 14 décembre M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire, résultat d'un travail interministériel et qui a mis plusieurs mois à aboutir.

L'enjeu est d'importance : ce secteur perd vingt mille emplois par an, le déficit commercial atteint 25 milliards de francs en 1987 et l'image de marque est déplorable. Pas question pour autant de refaire, comme en 1982, un plan textile qui aurait attiré, à nouveau, les foudres de Bruxelles. Du coup, le gouvernement a préféré s'engager dans une politique plus adaptée à ce tissu industriel très hétérogène.

En effet, les problèmes du textile, industrie capitaliste où l'automatisation est faite depuis longtemps, ne sont pas les mêmes que ceux de l'habillement avec ses entreprises à forte main-d'œuvre et confrontées à la concurrence des pays en voie de développement. Mais, à encore à côté de ceux qui ferment leurs usines et licencient, d'autres se portent plutôt bien. Les *Coup de cœur*, *Paul Mausner*, *Kookai* et autres *Levrom* se sont trouvés des marchés qui sont des niches de prospérité.

Face à cette situation disparate, le gouvernement a choisi la décentralisation et l'incitation. Les mesures d'accompagnement plutôt que les batteries d'aides. « Nous voulons jouer le rôle d'Etat partenaire », explique-t-on au ministère de l'Industrie. Nous souhaitons qu'à chaque fois que nous déboursions 1 franc, les autres partenaires mettent au moins autant.

Dans les huit régions les plus concernées (Nord-Pas-de-Calais,

Lorraine, Champagne-Ardenne, Picardie, Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées, Pays de Loire, Alsace), un chargé de mission s'occupera à plein temps d'associer tous les acteurs locaux : industriels, chambres de commerce, syndicats, centres techniques, écoles, etc. Avec quatre objectifs principaux : améliorer la création, dynamiser les services commerciaux, encourager les études et adapter la formation. En clair : les entreprises de ce secteur ont besoin de stylistes, de cadres commerciaux, de meilleures études de marchés. L'Etat est prêt à tout pour les aider.

Une voie dans laquelle certains chefs d'entreprises se sont déjà engagés d'eux-mêmes. Ainsi, deux cents entreprises de Troyes (Aube) se sont regroupées dans l'Intégrale textile pour s'initier au marketing et revoir leurs relations avec la sous-traitance. Même démarche dans le Choletais, où les industriels se servent les coudees et ont lancé l'Institut Colbert pour permettre aux cadres

du textile, de l'habillement et de la chaussure de se recycler et d'augmenter leur capacité d'intervention.

Toutes ces aides aux investissements immatériels viennent s'ajouter aux différentes mesures qui avaient été prises en faveur des PME dans le plan emploi du 14 septembre dernier et qui, pour le textile-habillement, sont estimées à 250 millions de francs.

Utilisation des quotas

Le gouvernement a par ailleurs décidé de porter le débat au-delà des frontières. Et notamment dans les instances européennes. A Bruxelles, le 21 octobre dernier, M. Roger Fauroux a réussi une première : les problèmes de l'industrie textile ont été mis à l'ordre du jour du conseil des ministres.

La France se conduit un peu en chef de file des pays du sud de

l'Europe, qui réclament une renégociation des accords multibibres (1) qui viendront à échéance en 1991. Mais, avant cela, elle demande que les experts de la Communauté surveillent d'un peu plus près l'utilisation que certains pays font de leurs quotas.

Les responsables européens ont accepté d'examiner à la loupe les aides directes et indirectes que les différents pays de la CEE accordent à leurs industriels du textile et de l'habillement. Principaux suspects : la République fédérale d'Allemagne et l'Italie où, dit-on, le gouvernement commande par exemple des uniformes militaires, paie une avance et... retire sa commande.

Mais au-delà de ces encouragements à la dynamisation et de ces exigences de respect des règles de la concurrence, le gouvernement sait bien que l'industrie française du textile et de l'habillement n'a pas achevé sa restructuration. Une manière de dire que l'automatisation de la production, l'amélioration de

la productivité et le repositionnement de certains groupes feront encore des dégâts dans le domaine de l'emploi. Sur ce point, les pouvoirs publics sont sans illusion. Ils ont d'ailleurs prévu des mesures d'accompagnement social telles que des aides à la reconversion des salariés âgés de plus de cinquante ans et au redéploiement industriel dans les bassins d'emplois les plus défavorisés.

Le coût de cette « opération textile-habillement », comme on l'appelle au ministère de l'Industrie, devrait s'élever à 550 millions de francs en 1989 et 800 millions en 1990. Contre 2 milliards de francs pour le plan textile de 1982-84.

FRANÇOISE CHIROT.

(1) L'AMF réglemente les importations dans les pays industrialisés, des produits textiles et d'habillement en provenance des tiers-monde et des pays de l'Est.

En rachetant à IBM sa filiale Rolm

Siemens se renforce dans les télécommunications et aux Etats-Unis

Un mois après son offensive dans l'électronique britannique, l'Allemand Siemens refait parler de lui : il rachète à IBM sa filiale spécialisée dans la téléphonie privée, Rolm. Pour IBM, c'est la fin d'une aventure malheureuse de quatre ans dans les télécoms. Siemens, pour sa part, renforce sa position aux Etats-Unis, un marché sur lequel il a décidé de faire porter tous ses efforts depuis quelques années.

Et de deux ! Le patron de Siemens a beau grommeler lorsqu'on accuse son groupe d'être un « géant endormi » et affirmer que sa stratégie n'a pas changé (le *Monde* du 13 décembre), force est de constater que, depuis peu, il est passé à la vitesse supérieure : en moins d'un mois, il vient d'annoncer deux opérations spectaculaires. La première, depuis la mi-novembre, a pour théâtre la Grande-Bretagne. Surprenante dans la forme, Siemens n'a pas accompli les observations à lancer des OPA hostiles, — elle lui permettra, si elle aboutit, de se renforcer dans les télécommunications et les composants (sans oublier un volet défense non négligeable). Pour la seconde, ce n'est plus la Manche mais l'Atlantique que le géant allemand traverse : il va racheter à IBM les activités de développement et de fabrication de Rolm et va partager à 50/50 la commercialisation des centraux téléphoniques privés de cette entreprise aux Etats-Unis.

Deux priorités stratégiques

Rolm n'est pas une société comme les autres : en 1984, elle avait défrayé la chronique lors de son rachat pour 1,25 milliard de dollars par IBM. Tous les observateurs, acquis à l'idée d'une convergence technologique entre les mondes de l'informatique et des télécommunications, y avaient vu une confirmation de leurs thèses : après une coopération technique en 1982, avec le canadien Mitel, IBM, poids lourd toutes catégories de l'informatique, se lançait dans les télécoms, marchant ainsi sur les plates-bandes d'ATT, un géant américain lui aussi, mais dans les télécommunications. Cette même année, ATT était démantelé, au nom du libéralisme et de la dérégulation, et était autorisé à se lancer dans d'autres secteurs que le téléphone, en particulier... l'informatique. Ce qu'il ne manquait pas de faire aussitôt. Dès lors, l'affrontement de ces deux énormes groupes semblait inévitable.

Quatre ans plus tard, que valait-on ? ATT n'a pas réussi à s'affirmer dans l'informatique, malgré ses efforts et l'appui de groupe comme Olivetti. Il y perd de l'argent et doit faire face à une fronde des autres constructeurs à propos de ses tentatives hégémoniques sur le logiciel d'exploitation Unix (le *Monde* du 18 mai). IBM, à l'inverse, n'a pas eu le succès escompté dans les télécommunications avec sa filiale Rolm, pour laquelle il caressait pourtant de grandes ambitions et qui reste déficitaire dans un métier où les frais de recherche-développement sont énormes. Le numéro un mondial de l'informatique tire, aujourd'hui, les leçons de cet échec en s'alliant à Siemens, qui a une compétence prouvée en matière de télécommunications.

Vue du côté allemand, cette opération présente un grand intérêt. Siemens a, en effet, retenu deux

priorités stratégiques : les composants électroniques, d'une part, les Etats-Unis, d'autre part (le *Monde* affaires du 19 septembre 1987). Dans les deux cas, se plaçant dans le moyen terme, il est prêt à investir des sommes énormes, quitte à perdre de l'argent. Outre-Atlantique, c'est le cas sans que l'on sache dans quelles proportions, la progression de l'industriel allemand étant rendue plus difficile par les distorsions monétaires.

Néanmoins, il a passé cette année le cap des 3 milliards de dollars de chiffre d'affaires et de commandes (soit environ une vingtaine de milliards de francs) dans ce pays, ce qui représente quelque 10 % de son chiffre d'affaires total (200 milliards de francs). Particulièrement fort dans les techniques médicales (radiographies, scanners), où il est le numéro deux sur le marché, derrière l'américain General Electric, le groupe allemand est également présent dans l'énergie (grâce, notamment, au rachat en 1987 du plus gros fabricant américain de relais, Potter and Brumfield), les automobiles et les arts graphiques. Dans les télécommunications, il était surtout présent jusqu'alors dans les transmissions, après le rachat, en 1987, des activités de General Telephone and Electronics dans ce secteur.

Cette même année, toutefois, il avait pris pied dans la communication d'entreprise grâce à l'acquisition de Tel Pines Communications. L'accord avec IBM lui permettra donc de se renforcer dans ce métier. Il prévoit en outre qu'IBM vendra, en Europe, des centraux téléphoniques numériques fabriqués par Siemens, les centraux privés de Rolm-IBM restant néanmoins commercialisés par l'américain dans un certain nombre de pays non européens.

Enfin, dernier point, les deux groupes vont coopérer pour la conception (le « design ») de nouvelles applications des systèmes de communication privés du futur, intégrant la voix, les données, les textes et les images. Ce qui semble montrer qu'IBM, s'il tire les leçons de son échec chez Rolm, ne renonce pas au marché de la téléphonie privée, grâce à une politique d'alliances.

FRANÇOISE VAYSSE.

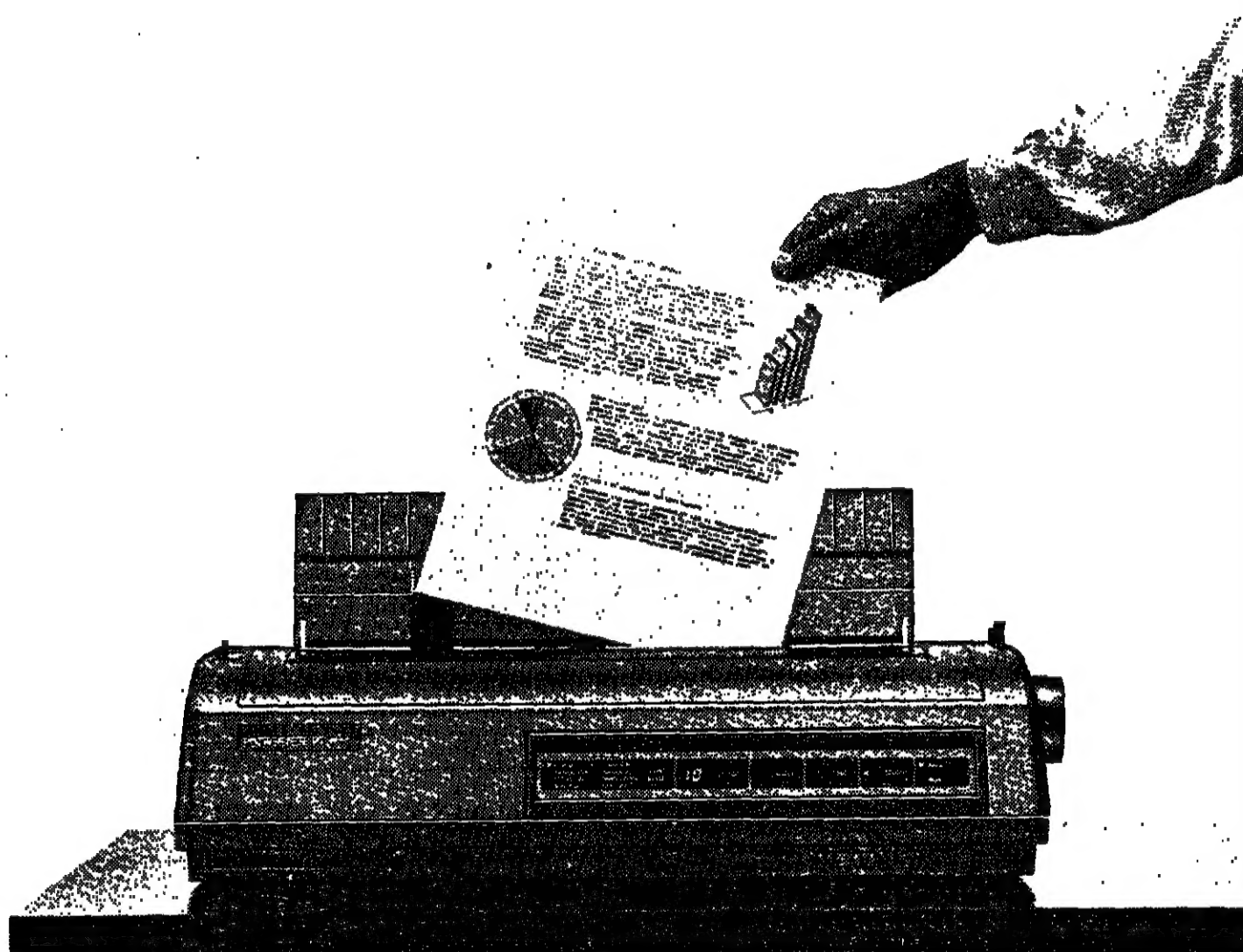
Trelleborg veut revendre Boliden à Kemira

Le conglomérat suédois Trelleborg (caoutchouc industriel, chimie, plastiques, mines) a engagé des conversations avec le groupe d'Etat finlandais Kemira en vue de lui céder toutes ses activités dans la chimie, regroupées au sein de la filiale Boliden Kemi.

La direction de Trelleborg juge en effet que cette entreprise est trop petite pour affronter la concurrence internationale et doit s'adosser à un grand de la chimie pour se développer. Un rapprochement avec Boliden permettrait à Kemira de devenir le premier fabricant européen de produits chimiques pour l'épuration des eaux et l'industrie papetière.

Boliden Kemi (2 milliards de francs environ de chiffre d'affaires) occupe en effet une position dominante dans la production d'acide sulfurique.

...c'est plus qu'il n'en faut à votre Pinwriter NEC pour imprimer toute une page de courrier.



Nos imprimantes P6 Plus et P7 Plus sont rapides. Mais elles ne racontent qu'une infime partie de l'histoire de NEC.

Vous serez sans doute surpris d'apprendre que plus de 15 000 produits — pour le bureau, la maison, etc. — portent la griffe NEC.

Jetez un coup d'oeil à l'éventail de produits ci-contre : vous verrez comment NEC intègre son sens de l'innovation à l'informatique et aux techniques de communication.

La technologie CBC assure à tous les produits NEC — depuis les minuscules semi-conducteurs aux stations géantes de réception satellite, en passant par les téléviseurs couleur et les super-ordinateurs — le premier rang dans leur catégorie.

Aucun doute, NEC est vainqueur sur tous les fronts !



NEC

N'hésitez pas à nous contacter : NEC Business Systems (France) Tour GAN - Cour 13 - 92082 PARIS - LA DEFENSE
NEC Electronics (France) S.A. 9, rue Paul-Daubert - BP 187 - 78142 Velizy-Villacoublay Cedex

هكذا من الأصل

Une tradition légendaire largement répandue depuis le XIII^e siècle et encore vivace de nos jours, affirme qu'une femme traîstée en homme aurait occupé la chaire de Saint-Pierre vers 855.

L'auteur pose ainsi la question troublante de l'impotente : que se passe-t-il quand un pouvoir suppose se laisse usurper ?

Aubier

Marchés financiers

BOURSE DU 14 DECEMBRE

[illegible]

Comptant (collection)

VALEURS		% du nom.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations									
Emp. 8,20 % 77	129 50	4 942		C.I.C. Financ. et C.I. Maritime	---	172 10	Louvre (Sud)	2160	2150
Emp. 8,20 % 78/79	102 70	4 162		Chem (S)	1895	709	Luxor	1330	1393
10,80 % 79/80	705 50	2 982		Chem (S) (S)	1945	1695	Magasin Ball	1330	85
13,35 % 80/80	104 30	7 042		Cogef	---	340	Magasin Unipol	1330	145
13,80 % 81/80	102 44	12 693		Comp	358 90	---	Marelli	---	284
18,20 % 82/80	107 95	14 872		Comp. Lyon-Alain	---	470	Milady Optique	427	435
16 % jan 82	110 25	8 241		Cos Industrielle	3000	---	Mirac	---	136
14,80 % jan 83	111 78	11 048		Comp. Lyon-Alain	---	470	Mors (Sud. oil)	---	107
12,40 % oct 83	119 18	14 146		Cos Industrielle	---	719	Nestlé	299	299
13,20 % oct 84	111 55	23 238		C.I.M.P.	15 90	---	Openc	420	420
11 % fév 85	113 40	8 828		C.I. Méd. Ind. (S)	528	520	Orsay T.C.L.	1895	1966
10,28 % jan 86	107 70	7 786		Cad. Odol.	---	150	Orsay-Desmaris	1270	1270
OAT 12,75 % 83	1993	---		Carling S.A.	---	630	Petit Mercant	---	812
OAT 10 % 2000	107 50	8 507		Daguet	249 10	---	Perfume	200 70	---
OAT 8,90 % 1997	108 16	8 027		Dalmeida-Viel (Fin)	1250	---	Pindar-P	392	378 30
OAT 8,60 % 1998	105 47	8 942		Dian-Econ	1920	---	Pine France	---	229
Cr. France 3 %	---	---		Dian-Econ	921	---	Pine-Orléans	---	243
OAT 8,90 % 82	102 70	4 165		Dian-Econ	921	---	Pine-Orléans	---	311 50
OAT 8,90 % 83	102 50	4 165		Dian-Econ	921	---	Pine-Orléans	---	311 50
OAT 8,90 % 84	102 50	4 165		Dian-Econ	921	---	Pine-Orléans	---	311 50
OAT 8,90 % 85	102 50	4 165		Dian-Econ	921	---	Pine-Orléans	---	311 50
OAT 8,90 % 86	102 50	4 165		Dian-Econ	921	---	Pine-Orléans	---	311 50
OAT 8,90 % 87	102 50	4 165		Dian-Econ	921	---	Pine-Orléans	---	311 50
OAT 8,90 % 88	102 50	4 165		Dian-Econ	921	---	Pine-Orléans	---	311 50
OAT 8,90 % 89	102 50	4 165		Dian-Econ	921	---	Pine-Orléans	---	311 50
OAT 8,90 % 90	102 50	4 165		Dian-Econ	921	---	Pine-Orléans	---	311 50
OAT 8,90 % 91	102 50	4 165		Dian-Econ	921	---	Pine-Orléans	---	311 50
OAT 8,90 % 92	102 50	4 165		Dian-Econ	921	---	Pine-Orléans	---	311 50
OAT 8,90 % 93	102 50	4 165		Dian-Econ	921	---	Pine-Orléans	---	311 50
OAT 8,90 % 94	102 50	4 165		Dian-Econ	921	---	Pine-Orléans	---	311 50
OAT 8,90 % 95	102 50	4 165		Dian-Econ	921	---	Pine-Orléans	---	311 50
OAT 8,90 % 96	102 50	4 165		Dian-Econ	921	---	Pine-Orléans	---	311 50
OAT 8,90 % 97	102 50	4 165		Dian-Econ	921	---	Pine-Orléans	---	311 50
OAT 8,90 % 98	102 50	4 165		Dian-Econ	921	---	Pine-Orléans	---	311 50
OAT 8,90 % 99	102 50	4 165		Dian-Econ	921	---	Pine-Orléans	---	311 50
OAT 8,90 % 00	102 50	4 165		Dian-Econ	921	---	Pine-Orléans	---	311 50
OAT 8,90 % 01	102 50	4 165		Dian-Econ	921	---	Pine-Orléans	---	311 50
OAT 8,90 % 02	102 50	4 165		Dian-Econ	921	---	Pine-Orléans	---	

SICAV (sélection)

VALEURS	Emission Préal. incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Préal. incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Préal. incl.	Rachet net
A. A. A.	912 97	890 60	France-Piem	103 92	100 69	Finibourse Recaire	176 98	172 54
Action	212 32	205 64	France-Région	1038 49	1006 24	Finville	638 14	618 64
Actions France	481 48	464 01	Funch-Associations	28 17	28 17	Finva Placements	268 17	258 89
Actions affectuaires	572 30	551 88	Funch-Spange	28 35	27 66	Finva Invest	862 85	861 43
Aedifiance	618 03	596 08	Funchtop	33 05	32 36	Finvance A	1004 89	1004 89
A.G.E.F. Actions Inc. CFI	1068 71	1038 72	Funchtop	116460 72	116460 72	Finvance auto-entre	73984 08	73864 08
A.G.E.F. 5000	585 64	571 36	Funchtop	245 67	242 04	Finvance J	64547 76	64547 76
A.G.E.F. 1000	1108 93	1088 93	Funchtop	802 21	782 74	Finvance Premier	55292 94	55292 94
A.G.E.F. Indosol	109 91	107 23	Funchtop	27 70	27 02	Finvance	114 54	111 57
A.G.E.F. Indosol	433 98	423 30	Funchtop	4350 18	4328 35	Finvance Océanides	1094 50	1082 63
A.G.E.F. Indusol	113 02	110 28	Funch Sol	594 73	591 89	Finvance Central	112 81	109 78
A.G.E.F. OBLIG.	1100 90	1085 42	Funch-Prévision	11330 39	11162 05	Finvance Agence	22948 08	22948 08
A.G.E.F. Sécurité	20747 96	20747 96	Futchtop	1137 64	1100 23	Finvance	117 18	114 28
Agfina	620 51	605 36	Gestion	60322 21	58872 53	Quatre-vents Habitat	1 09	1 05
Albi	218 65	210 45	Gestion Associations	181 03	147 73	Revaux	168 89	167 43
AL.T.O.	190 40	183 52	H.M.M. Mobilises	10151 13	10151 13	Revaux Transmises	1168 11	1171 08
Anesi-Car	543 03	517 65	Horizon	1128 47	1055 60	Revaux Vite	1485 46	1485 46
Arancia-Vale	669 93	616 54	Intersol	12259 56	11877 84	Revaux Agence	716 34	747 81
Arancia	552 57	542 30	Intersol France	495 47	454 63	Revaux Bio-Service	1402 46	1402 46
Arancia court terme	528 97	501 85	Intersol net	15369 90	15309 22	Revaux Placements	694 53	629 77
Arancia	1198 64	1166 64	Intersol Obligations	18511 31	18783 32	Revaux P.A.E.	494 48	448 19
Asia Asset	321 19	314 93	Jayant	341 96	336 30	Revaux Real	1180 54	1182 22
Asia	1384 79	1325 04	Leffine Agence	341 93	327 76	Revaux Rendement	1264 56	1268 50
Asia C.L.C.	105 12	102 06	Leffine Europe	233 52	222 82	Revaux Service	803 52	494 19
Asia Europe	118 98	113 63	Leffine France	272 84	260 47	Revaux Termol	792 75	724 43
Asia Investments	114 97	109 76	Leffine Espagne	212 92	207 47	Revaux Vite	581 74	551 67
Asia Values Par	304 70	300 77	Leffine Immobilier	243 12	238 10	Sicav Tax	10908 63	10906 86
Bell Association	258 76	253 79	Leffine Japon	345 12	332 48	Selection Conscience	527 86	612 32
Capital Par	1743 42	1743 42	Leffine Océan	148 22	136 58	Selection Conscience	727 61	718 85
Conscience-Prem	29 28	28 02	Leffine-Target	211 30	201 63	Selection Conscience	1447 55	1445 38

[illegible]

Goodyear	295.20	OTC New York Actives			Luffkin-Tenney	361.42	345.03	S.F.I. & M. Inc.	644.01	625.25	
Grain and	151	151	Comprehensive	5145.51	5137.80	Lundin	5195.11	5187.82	Sing S&S	370.12	350.21
GTE Corporation	35.50	35.50	Companys	113.17	117.39	Low-Passions	11876.60	11876.40	S.L.C.	753.38	747.52
Health	264.50	264.50	Companys	347.15	347.15	Low-Passions	24123.85	24053.92	Stevens	577.16	561.71
Johnson	648	648	Companys	497.35	497.35	Lumina	708.13	700.57	Steen	415.65	404.53
Johnson	42.50	42.50	Companys	794.42	798.12	Leo Teater	2118.22	2085.27	Stevens	214.46	212.55
Lanette	47.25	48	Companys	992.57	901.01	Low Passions Invest.	47.17	457.48	Stevens	435.43	419.05
McDonald's Inc.	67	65.50	Companys	235.41	243.83	Low Passions Invest.	683.78	644.43	S.U.I.	519.58	710.50
McDonald's Inc.	109.10	108.10	Companys	144.52	137.57	McDonald's Invest.	177.72	185.94	S.U.I.	35.35	33.15
McDonald's Inc.	23	23.10	Companys	1210.73	1192.84	McDonald's Invest.	454.32	455.08	S.U.I.	101.34	37.15
Oliver	250	250	Companys	3110.53	3117.53	McDonald's Invest.	52549.18	52545.18	S.U.I.	488.81	477.15
Packaged Holdings	240	240	Companys	368.45	368.45	McDonald's Invest.	56732.35	56732.35	S.U.I.	1031.22	1049.25
Packaged Holdings	54.50	54.50	Companys	282.21	281.58	McDonald's Invest.	14556.36	14556.36	S.U.I.	1148.50	1112.35
Packaged Holdings	267.50	274.80	Companys	262.74	262.74	McDonald's Invest.	152.85	145.73	S.U.I.	1125.74	1082.95
Packaged Holdings	418	418	Companys	4284.08	4284.08	McDonald's Invest.	14227.47	14227.47	S.U.I.	608.82	5794.67
Packaged Holdings	9.50	9.50	Companys	6285.02	6284.08	McDonald's Invest.	6445.74	6456.69	S.U.I.	65.48	81.84
Packaged Holdings	35.10	35	Companys	5076.84	5076.84	McDonald's Invest.	1225.52	1202.74	S.U.I.	5377.25	5324.01
Packaged Holdings	100.00	101	Companys	1460.95	1421.61	McDonald's Invest.	565.87	550.82	S.U.I.	411.45	388.91
Packaged Holdings	265.10	265.50	Companys	71.14	74.64	McDonald's Invest.	1413.65	1375.82	S.U.I.	107.87	107.87
Packaged Holdings	64.50	64.50	Companys	560.05	574.64	McDonald's Invest.	67284.29	67284.29	S.U.I.	505.45	485.07
Packaged Holdings	1825	1840	Companys	180.75	175.91	McDonald's Invest.	1068.75	1048.27	S.U.I.	324.15	318.18
Packaged Holdings	1240	1245	Companys	1143.51	1144.66	McDonald's Invest.	11930.80	11949.80	S.U.I.	1381.67	1254.26
Packaged Holdings	8.30	8.25	Companys	1266.73	11973.95	McDonald's Invest.	770.27	740.82	S.U.I.	2380.20	2718.63
Packaged Holdings	189		Companys	201.24	185.35	McDonald's Invest.	688.37	578.81	S.U.I.	2380.20	2718.63
Packaged Holdings			Companys	111.22	106.72	McDonald's Invest.	1229.57	1218.17	S.U.I.	192.40	180.40
Packaged Holdings			Companys	207.21	207.32	McDonald's Invest.	1564.70	1536.72	S.U.I.	119.55	107.57

Hors-cote

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

[illegible]

Banking Hydro-Energy	250	...	Spain-Units	1255 42	1181 13	Out Association	126 17	124 82	Univ.-Others	1619 21	1669 97
Catalonia	180 10	181	Spain-Value	432 64	421 06	Out Regions	1080 89	1064 92	Valencia	516 97	504 36

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - + : marché positif

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

هكذا من الأصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Le discours de M. Ararat à Genève. 4 Nouvelles violences à Sri Lanka. 6 Pillage et couvre-feu en Arménie. 7 Le sommet franco-africain de Casablanca. — La signature du « protocole de Brazzaville ».	9 L'élection législative de Seine-Saint-Denis. — Durcissement des centristes dans le débat sur l'euro-suffrage. 10 La réunion du comité interministériel sur la Corse. 12 A propos du Bicentenaire : un entretien avec Jacques Chirac.	13 L'affaire de la succession Cancon. — Deux policiers libérés par la chambre d'accusation de Paris. 14 Défense : l'armée française reçoit ses premiers hélicoptères Super-Puma. — Manifestations étudiantes en RFA.	19 à 21 Les meilleurs disques compacts de l'année. 22 Expositions. 26 à 28 Le nouveau Châtelet. 12 Communication : accord entre la NHK et le groupe Maxwell.	35 Le patronat et l'Europe. 36 Accord salarial à la SNCF. 37 Une aide de 550 millions de francs en 1989 pour l'industrie du textile et de l'habillement. 38 - 39 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées .. 31 à 34 Carnet 14 Météorologie 30 Mots croisés 30 Radio-télévision 30 Spectacles 23 à 25	• Arménie : où adresser vos dons ? INT • Chaque matin : l'actualité vue par le Monde JOUR • Les jeux et concours du Monde JEUX • Abonnez-vous par Minitel ABO 3815 tapez LEMONDE La Bourse en direct par Minitel 3816 tapez LIMBOURSE

Au conseil des ministres

M. Rocard est autorisé à utiliser l'article 49-3 sur les mesures sociales

À la suite du conseil des ministres de mercredi 14 décembre, M. Michel Rocard a été autorisé, s'il le juge nécessaire, à engager la responsabilité du gouvernement par le jeu de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution sur le projet de loi relatif à diverses mesures d'ordre social (DMOS) dont la discussion est en cours au Parlement.

Le conseil a adopté un projet de loi touchant à l'organisation judiciaire en Nouvelle-Calédonie (lire page 10) et un projet de loi relatif aux conditions de reconnaissance de

la qualité de combattant volontaire de la Résistance.

Le conseil a également entendu, notamment, deux communications, l'une relative aux mesures touchant l'aide au secteur du textile et de l'habillement (lire page 37) l'autre aux orientations de la politique de la recherche (lire page 1).

MM. Pierre Joxe et Bernard Kouchner ont rendu compte de l'intervention française après le tremblement de terre en Arménie.

Le général Pessidou reçoit sa cinquième étoile

Sur la proposition du ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 14 décembre a approuvé les promotions suivantes :

• AIR. — Est élevé au rang et à l'appellation de général d'armée aérienne, le général de corps aérien Roger Pessidou, maintenu dans ses fonctions actuelles.

[Né le 23 février 1933 à Mont-de-Marras (Landes) et ancien élève de l'École de l'air, Roger Pessidou, général de corps aérien depuis octobre 1985, commande, depuis juin 1986, la force aérienne tactique (FATAC) et la 1^{re} région aérienne à Metz. Ce commandement est l'un des plus importants de l'armée de l'air française, et il réunit dix-huit escadrons (soit 270 avions), dont les unités de Mirage porteurs de l'arme nucléaire préstratégique.]

• TERRE. — Sont promus général de division, les généraux de brigade Jean de Bressy de Guast et Pierre Lemerrier.

Sont nommés : directeur central des transmissions, le général de division Raymond Mancoski ; adjoint au général gouverneur militaire de Metz, le commandant le 1^{er} corps d'armée et la VI^e région militaire, le

général de brigade Jean Mouscardes.

• ARMEMENT. — Sont promus ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Bernard Frontigny, Jean-Paul Varnier, Claude Darzens, Gérard Mavrel, Jean-Jacques Verdoon, Jean Viciariot et Jean Angélini.

• GENDARMERIE NATIONALE. — Est nommé commandant la gendarmerie des forces françaises en Allemagne, le général de brigade Lucien Etienne.

L'ANGLAIS POUR TOUS

Pour moins de 250 F

vous pouvez apprendre l'anglais ou vous perfectionner avec

LES COURS DE LA BBC

Deux cassette et un livre avec explications en français

Documentation gratuite :

EDITIONS BBC OMNIVOX (M)

8, rue de Béri, 75008 Paris

Tél. (1) 43-58-80-05

ESPAGNE

La grève générale de vingt-quatre heures est très largement suivie

La grève générale de vingt-quatre heures, organisée mercredi 14 décembre par les deux principaux syndicats espagnols — UGT socialiste et les Commissions ouvrières (communistes) — était très largement suivie en début de matinée. L'activité était quasiment paralysée dans le pays. Dans le secteur des transports, un service minimum était assuré à Madrid mais les autobus ne circulaient pas à Barcelone ni à Valence. Les partenaires sociaux sont convenus, à la dernière minute, d'un programme minimum à la radio et à la télévision.

Aucun incident majeur ne s'est produit dans la matinée, hormis des accrochages isolés entre des pickets de grève et des forces de police dans la zone industrielle de Madrid où quelques barricades ont été érigées à l'entrée de certaines usines. La totalité des forces de maintien de l'ordre du pays ont été mobilisées. Plusieurs com-

pagnies anti-émeutes ont été dépêchées vers les principales villes et centres industriels.

Selon les syndicats, plus de cinq millions de travailleurs ont cessé le travail. La compagnie aérienne Iberia a maintenu soixante-deux vols sur un total de quatre cents, mais tous les vols sur l'étranger ont été annulés. La majorité des compagnies étrangères ont décidé d'annuler leurs vols à destination et en provenance de la capitale espagnole. Les journaux quotidiens n'ont pas paru mercredi matin.

Les centrales syndicales demandent notamment le réajustement d'un plan pour l'emploi des jeunes qui, selon elles, accroit la précarisation de l'emploi. Mais au-delà des revendications concrètes, ce mouvement de grève traduit un mécontentement à l'égard de la politique économique de gouvernement socialiste jugée trop favorable au patronat (le Monde du 14 décembre).

Pour permettre les derniers aménagements de la cour Napoléon

Le Musée du Louvre sera fermé du 22 février à fin mars

Le Musée du Louvre, visité chaque année par 3,5 millions de personnes, sera fermé au public du 22 février — jusqu'à l'inauguration de la Pyramide, prévue pour la période de Pâques —, fin mars 1989.

Cette fermeture a été décidée « en raison des derniers travaux et installations en vue de l'ouverture au public des espaces sous la cour Napoléon ». À l'issue de ces travaux, qui marquent la « fin de la première tranche des travaux du Grand Louvre », l'accès principal au public se fera alors par la Pyramide de Pei.

L'inauguration de cette pyramide (35,42 mètres de côté et

26,64 mètres de haut), le 4 mars dernier par M. Mitterrand, n'était qu'une étape du vaste projet du Grand Louvre, permettant de doubler la surface d'exposition du musée créé en 1793, pendant la Révolution française.

Actuellement, les 246 salles du musée (30 000 m²) contiennent 250 000 œuvres sans œuvre chronologique. Après la récupération de la totalité de l'espace, dont une partie est occupée par le ministère des finances qui s'installera à Bercy, la surface totale du Louvre devrait atteindre 55 000 mètres carrés. Le musée pourra alors accueillir plus de 5 millions de visiteurs chaque année.

L'ancien directeur des Musées de France et le directeur du Louvre solidaires de M. Rosenberg

M. Hubert, ancien directeur des Musées de France, et M. Michel Lacroix, directeur du Louvre, ont publié le mercredi 14 décembre le communiqué suivant :

« M. Pierre Rosenberg, inspecteur général des musées, actuellement responsable du département des peintures au Musée du Louvre, vient d'être inculpé de recel par M. Bernard, juge d'instruction, à la suite de l'achat par ce musée, en 1985, d'un tableau de Murillo le Gentilhomme sévillan. Estimant que M. Rosenberg n'a fait à l'époque que participer, à leur côté et sous leur responsabilité, à la préparation de cette acquisition, M. Hubert Landa, directeur des Musées de France en 1985, et M. Michel Lacroix, directeur du Louvre qui était alors responsable du département des peintures, se déclarent entièrement solidaires de M. Pierre Rosenberg.

« En sa qualité de chef du département des peintures en 1985, M. Lacroix n'a rien ignoré de ce qui a été fait et sa par M. Rosenberg dans cette affaire, et s'estime donc, avec lui, corresponsable de son déroulement. »

Le numéro du « Monde » daté 14 décembre 1988 a été tiré à 511 378 exemplaires

OFFREZ-VOUS UN BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE à partir de 2 180 F
PANTALONS 880 F VESTONS 1 480 F
3 000 tissus
Luxe et savoir-faire
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
PARDESSUS sur mesure
UNIFORMES ET INDIVISibles MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue de la République, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

EN BREF

• NOUVELLE-CALÉDONIE : une mine de nickel paralysée par des indépendantistes. — Une dizaine de jeunes Mélanésiens indépendantistes, membres de l'Union calédonienne, interdisent depuis sept jours, par un barrage, l'accès à la mine de nickel de Siva (à 250 kilomètres au nord de Nouméa), pôle de l'économie de la mine située sur le territoire de notre pays, c'est notre patrimoine qui est mis en lambeau sans que nous ayons le droit à la parole, sans que nous en tirions un profit économique.

Pour la première fois, des indépendantistes ont agi en vertu de l'application des accords de Matignon sur le futur du territoire. L'un des responsables de l'UC pour la région nord a indiqué : « Les accords de Matignon stipulent qu'il faut partager. Or, depuis vingt ans, avec l'exploitation de la mine située sur le territoire de notre pays, c'est notre patrimoine qui est mis en lambeau sans que nous ayons le droit à la parole, sans que nous en tirions un profit économique. »

• MEXIQUE : Vingt morts dans l'incendie d'une prison. — Vingt détenus ont perdu la vie et six autres ont été gravement brûlés dans l'incendie d'une prison à Monterrey (600 kilomètres au nord de Mexico), s'est-on appris mardi 13 décembre. Les opérations de secours ont été retardées par crainte d'une manifestation, a indiqué l'agence officielle Notimex. (AFP, Reuters).

• BASKET-BALL : Coupes d'Europe. — Cholet a été battu (87-78) dans sa salle par les tenants d'Hapoel-Galil, mardi 13 décembre, dans une rencontre du deuxième tour de la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe.

• FOOTBALL : championnat de France. — Nico et Marseille ont fait match nul (2-2), mardi 13 décembre, en match éliminatoire de la vingt-troisième journée du championnat de France.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
DES LIVRES

A B C E F G H

Sur le vif

Plus une ligne !

Vous connaissez mon amie Andrée ? Mais si, une vieille copine qui tient le kiosque à journaux à la sortie du métro Hôtel-de-Ville, rue Lobau. L'œil pétillant derrière ses lunettes, le clope en point d'assommoir au coin des lèvres, elle est là à se caler toute la sainte journée dans son minuscule cahute derrière son transistor et ses piles de papier imprimé. Hier, je m'arrêtais en passant, je rentrais à pied depuis la Concorde, pour lui dire un petit bonjour :

— Alors, ça va, ma puce ?

— Formidable ! Ma ligne, la ligne Châtelet-Les, est toujours fermée. Ils nous ont encore pas relâché, nous les otages, des dix-neuvième et vingtième arrondissements, Krasu et ses potes de la CGT !

— Faut pas exagérer : t'arrives quand même à t'échapper matin et soir.

— Ouais, en me forçant deux heures de bus, merci les grévistes !

— Ah ! parce que t'es contre les grévistes, maintenant ? Ce que t'es réac, ma pauvre chérie, c'est pas possible. Moi, je suis écroulée d'admiration. Ils sont forts, ces mecs, dis donc ! Lundi, ils s'étaient mis à cent quatre-

vingt-cinq pour emmerder un million de conneries ; là, ils sont plus que cent soixante-neuf, et ça bloque de plus en plus.

— Remarque, si tu vas par là, à EDF, suffit d'appuyer d'un seul doigt sur un seul bouton pour tout stopper. Moi, le droit de grève, j'ai rien contre, à condition que j'aie le droit au travail.

— Là, tu pousse ! Personne t'empêche de bosser.

Tu rigoles ou quoi ? A qui tu cries que je les fourque, mes journaux du soir ? Les gens sortent en courant des bureaux de plus en plus tôt. Au BHV, il y a pas un chat, et comme la ligne Vincennes-Neuilly est fermée aussi, j'ai plus un client. Et toi non plus, d'ailleurs, je te signale.

— Qu'est-ce que tu me racontes ? Ah ben, si c'est comme ça, je vais la leur fermer au nez, moi, ma lucarne, à ces chiens des studios de répétition. Ils pourront venir tambouriner à mon carreau tant qu'ils voudront ! Rouvre, on n'en peut plus, on a besoin de toi pour exister... Je les ferai chanter : mon grain de sel contre votre grain de sable !

CLAUDE SARRAUTE.

TAT absorbe Air Limousin

LIMOGES
de notre correspondant

La compagnie Air Limousin passe sous le contrôle du groupe TAT, le numéro un du trafic aérien interrégional. Un protocole d'accord vient d'être signé entre le groupe et les trois collectivités impliquées dans le fonctionnement de l'aéroport de Limoges-Bellegarde : le conseil général de la Haute-Vienne, la municipalité et la chambre de commerce et d'industrie.

Air Limousin s'est trouvé, fin novembre, en état de cessation de

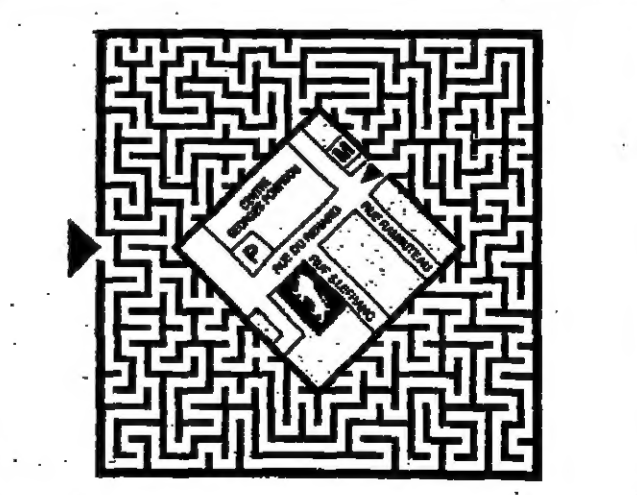
paiement avec un déficit de plus de 40 millions de francs. Cette compagnie privée était locataire de plusieurs de ses appareils (trois Nord-262 et un Sab SF-340) achetés par une société d'économie mixte, la SAEMA (Société d'achat des équipements de matériel aérien), créée en 1978 par les trois collectivités locales précitées pour assurer une « vocation interrégionale » à l'aéroport de Limoges. La déconfiture de la compagnie Air Limousin entraîne donc pour les collectivités publiques impliquées des déboires importants : appareils inemployés, amputation de 30 % à 40 % de l'activité de l'aéroport, obligation d'assumer les dettes, perte d'une taxe professionnelle de 2 millions de francs par an.

Le protocole qui vient d'être adopté cède la SAEMA à TAT qui s'engage à assumer les emprunts en cours. L'aéroport va devoir capter 14 millions de francs à l'assainissement de la situation. Selon M. Jean-Claude Peyromet, président du conseil général de la Haute-Vienne, « c'est ce que nous aurons coûté de toutes façons le dépôt de bilan ».

GEORGES CHATAIN.



Pour choisir Macintosh, où trouver le plus vaste espace d'exposition de Paris ?



INTERNATIONAL
COMPUTER
LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.

26 rue du Renard Paris 4^e • 42 72 26 26